

les paysans du xxi^e siècle

Jan Douwe van der Ploeg

LES PAYSANS DU XXI^E SIÈCLE

Mouvements de repaysannisation dans l'Europe d'aujourd'hui

Traduit de l'anglais par Agnès El Kaïm

Avant-propos de Paul Nicholson

Préface d'Olivier de Schutter

ÉDITIONS Charles Léopold Mayer

38, rue Saint-Sabin – 75011 Paris/France
Tél. et fax : 33 [0]1 48 06 48 86/www.eclm.fr

Les Éditions Charles Léopold Mayer, fondées en 1995, ont pour objectif d'aider à l'échange et à la diffusion des idées et des expériences de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme (FPH) et de ses partenaires. Les ECLM sont membres de la Coredem (Communauté des sites de ressources documentaires pour une démocratie mondiale) qui rassemble une trentaine d'associations, d'instituts de recherche et de réseaux autour d'un moteur de recherche (scrutari), d'un glossaire commun, le LexiCommon, et de la collection « Passerelle » : www.coredem.info

Vous trouverez des compléments d'information, des mises à jour, l'actualité de l'auteur, etc., sur le site www.eclm.fr

L'auteur

Jan Douwe van der Ploeg enseigne la sociologie rurale à l'Université de Wageningen (Pays-Bas). Il est également professeur associé à l'Université agricole de Chine à Pékin. Il travaille sur les styles d'agriculture, le développement rural et les processus de transition en agriculture.

Cet ouvrage est une version courte et adaptée du livre original en version anglaise *The New Peasantries*. Certaines interprétations ont été simplifiées par rapport à la version originale. Les lecteurs sceptiques et les collègues chercheurs peuvent lire la version originale détaillée en anglais (ou la version espagnole) afin d'engager d'éventuelles discussions critiques sur une base solide :

Ploeg van der JD, 2008, *The New Peasantries: Struggles for Autonomy and Sustainability in an Era of Empire and Globalization*. Routledge, London.

Ploeg van der JD, 2010, *Nuevos Campesinos. Campesinos e imperios alimentarios*. Icaria.

© Éditions Charles Léopold Mayer, 2014

Essai n° 203

ISBN 978-2-84377-183-5

© Jan Douwe van der Ploeg, 2014 pour la version anglaise.

Révision technique de la traduction : Véronique Lucas

Mise en pages : La petite Manufacture – Delphine Mary

Conception graphique : Nicolas Pruvost

AVANT-PROPOS

Paul Nicholson¹

C'est un honneur qu'il nous ait été demandé d'écrire la préface de l'édition française de cet ouvrage ô combien important et nous nous y sommes attelés avec un plaisir non dissimulé. Ce livre place les paysans en plein centre du débat qui porte non seulement sur la situation présente et à venir des zones rurales, mais aussi sur l'avenir de la société et de l'environnement. Il nous fournit les bases scientifiques nécessaires à la compréhension de la valeur culturelle, sociale et économique des paysans, qui va de pair avec leur rôle décisif en tant que producteurs de plus de la moitié des aliments consommés dans le monde d'aujourd'hui. Il est le résultat d'un admirable travail d'investigation auquel s'est livré son auteur sur plusieurs années et dans de nombreux pays, à une époque où la paysannerie était considérée comme arriérée et partiellement responsable des problèmes de notre monde, et non comme partiellement détentrice de la solution.

Jan Douwe van der Ploeg ne nous donne pas ici de nouvelle définition du « paysan », mais plutôt une description inédite de la « condition paysanne » à travers sa lutte incessante pour une relative autonomie vis-à-vis du marché et d'autres forces qui ont rendu la vie paysanne de plus en plus difficile. Il nous décrit ainsi la paysannerie en termes positifs, dotée qu'elle est d'une extraordinaire capacité d'adaptation et d'innovation, notamment en matière d'agroécologie et de production commune avec la nature. Cette description rejoint notre point de vue : dans un contexte marqué par les défaillances sociales, sanitaires et environnementales de l'agriculture et des politiques d'inspiration entrepreneuriale, la paysannerie d'aujourd'hui produit un modèle de société qui ne se contente pas d'apporter une base économique aux populations rurales, mais s'attache aussi à

1. Paul Nicholson est un des cofondateurs de La Via Campesina, mouvement paysan international représentant plus de 200 millions de personnes de tous les continents.

nourrir les peuples et, grâce au modèle de production agroécologique, à lutter contre le réchauffement de la planète.

Cet ouvrage retrace le mouvement pendulaire de l'histoire qui oscille entre *dépaysannisation* et *repaysannisation*, et montre comment les conditions actuelles incitent jusqu'aux plus farouches adeptes de l'agriculture entrepreneuriale à devenir «plus paysans». Le déclin historique de l'agriculture familiale semble avoir atteint une sorte de point d'inflexion et s'inverser légèrement : certaines populations jeunes s'établissent en effet en zone rurale et renouvellent les effectifs paysans, tandis que des agriculteurs sans terre récupèrent des terrains et des territoires «désactivés» par les caprices de la spéculation financière. En d'autres termes, les paysans sont de retour (même si nous ne sommes jamais véritablement partis!).

Ceux qui connaissent un véritable déclin, en revanche, sont ceux qui appartiennent à la catégorie intermédiaire des agriculteurs entrepreneurs, qui abandonnent des exploitations ayant échoué sur le plan économique et qui les revendent à l'agro-industrie ou signent des contrats avec cette dernière, ou qui choisissent de revenir à un statut plus paysan. Les lecteurs de ce livre verront à quel point et pourquoi le monde rural se caractérise plus que jamais par une lutte à l'échelle mondiale entre les deux derniers acteurs en présence : une paysannerie renaissante et les empires de l'agro-industrie. Dans un tel contexte, on comprend aisément pourquoi La Via Campesina, en tant que mouvement paysan international, doit prendre son essor à ce moment précis de l'histoire.

Dans le monde d'aujourd'hui où la désespérance est partout, et notamment chez les jeunes qui sont confrontés d'un côté au chômage et aux désillusions, de l'autre aux tentations de la consommation et de la culture mondialisées qui s'offrent à eux dans les grandes villes, le mode de vie paysan tel qu'il est envisagé par La Via Campesina est porteur d'espoir. Dans plusieurs pays, au nord comme au sud et à l'est comme à l'ouest, on assiste à différents processus de repaysannisation au travers desquels une nouvelle paysannerie, qui s'appuie sur les principes de la souveraineté alimentaire, donne davantage d'autonomie aux jeunes ruraux et rend sa dignité et ses valeurs à la vie paysanne. Partout dans le monde, dans les zones rurales d'Espagne, de Taïwan ou du Brésil, on observe

la naissance de nouveaux acteurs sociaux dans le secteur agricole au travers de jeunes gens qui veulent devenir paysans, mais un nouveau type de paysans. Il s'agit souvent de jeunes ruraux de la deuxième ou troisième génération ou de filles et fils de paysans ayant une certaine expérience de la ville, qui reviennent dans les villages et à la campagne (c'est une forme de repaysannisation). Ils bâtissent une nouvelle économie paysanne en s'appuyant sur des principes inspirés de la solidarité et de l'agroécologie, comme en témoigne la multiplication des solutions alternatives, des centres de formation non officiels et des réseaux que l'on doit à ces jeunes paysans eux-mêmes.

Ce livre nous aide à comprendre que ces paysans sont résilients et s'adaptent rapidement à différentes difficultés. Plus rapidement que l'agro-industrie, par exemple. On le constate notamment au contraste entre la science et la technologie d'inspiration paysanne et ces mêmes secteurs tels que conçus par les entreprises. En cette période de perturbations climatiques, l'extraordinaire diversité des semences, les pratiques agroécologiques et les méthodes d'utilisation de la terre et de conservation de l'eau propres à l'agriculture paysanne font de celle-ci, par définition, une alliée du climat et non une « techno-solution » comme les OGM ou la géo-ingénierie. Il s'agit là d'un autre atout des paysans, passé sous silence et peu reconnu par la communauté scientifique, mais qui s'inscrit dans leur travail quotidien et pourrait faire partie intégrante de notre stratégie en ce qui concerne le changement climatique et la durabilité. La technologie entrepreneuriale, elle, externalise les coûts et les impacts, n'est pas contrôlée par les communautés locales et a des répercussions environnementales et sociales néfastes.

Il a été dit tout au long de l'histoire que les paysans finiraient par disparaître, mais nous sommes toujours là, nous avons survécu. Nous avons recours à d'autres sources de revenus (c'est la pluriactivité) pour rester sur nos terres et nous résistons à l'urbanisation. Les paysans de demain ne tireront pas 100 % de leurs revenus de l'agriculture, mais ils seront en mesure de mobiliser différents types de ressources pour maintenir une culture et une activité rurales. Ce sont là leurs stratégies de résistance.

Pourquoi ne verrait-on pas dans la solution paysanne une suggestion faite à la société pour affronter un avenir incertain?

Nous autres paysans sommes la voix de l'espoir. Les empires alimentaires, caractéristiques des schémas d'accumulation actuels, ne font qu'aggraver le chômage rural et urbain. La solution paysanne, c'est tout le contraire de cela. Nous, paysans, avons des solutions entre les mains, des solutions à la profonde crise qui frappe la société, et nous espérons que cet ouvrage permettra aux lecteurs de mieux en saisir toute la portée.

PRÉFACE

Olivier de Schutter¹

En novembre 1755, Jean-Jacques Rousseau fait paraître son *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*². Le prétexte de son intervention est une question mise au concours par l'académie de Dijon. Mais Rousseau s'est déjà rendu célèbre cinq ans auparavant par la publication de son *Discours sur les sciences et les arts* – lui aussi préparé en réponse à une question de l'académie. Il n'a que faire en réalité du jugement que portera l'académie sur son nouveau texte. Celle-ci, du reste, le lui rendra bien : le registre académique de Dijon mentionne à propos de la réponse de Rousseau que celle-ci « n'a pas été achevée de lire à cause de sa longueur et de sa mauvaise tradition, etc. ». Rousseau n'a pas le souci de plaire : son but est de dire la vérité nue, même à ceux qui ne veulent pas l'entendre. La question était : « Quelle est l'origine de l'inégalité parmi les hommes, et si elle est autorisée par la Loy naturelle ». La réponse de Rousseau est connue : rares sont les inégalités qui ont leur source dans les différences réelles entre les hommes, nous dit-il ; pour l'essentiel, les inégalités tiennent à un processus historique d'accaparement par les uns des biens nécessaires aux autres, que la division du travail et le commerce ont permis et accéléré ; et le contrat social est lésionnaire, car il profite plus aux riches, qui ont plus de propriété à protéger, qu'aux pauvres.

Or, parmi ces pauvres, figurent, d'abord, les paysans. À mesure que se développent les arts et l'industrie dans les villes, note Rousseau, le blé produit dans les campagnes rapporte comparativement, à ceux qui le cultivent, des revenus toujours plus faibles. Alors que, dans les villes, la quête du superflu enrichit les commerçants, le cultivateur

1. Olivier de Schutter est professeur de droit international à l'université catholique de Louvain (UCL, Belgique). Depuis 2008, il est rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation.

2. Jean-Jacques Rousseau, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, in *Œuvres complètes*, t. III : *Du contrat social. Œuvres politiques*, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1964, p. 132.

qui produit un bien de première nécessité est « méprisé, chargé d'impôts nécessaires à l'entretien du Luxe, et condamné à passer sa vie entre le travail et la faim », au point finalement qu'il « abandonne ses champs, pour aller chercher dans les villes le pain qu'il y devrait porter³ ». Il poursuit : « Plus les capitales frappent d'admiration les yeux stupides du Peuple; plus il faudroit gemir de voir les Campagnes abandonnées, les terres en friche, et les grands chemins inondés de malheureux Citoyens devenus mandians ou voleurs, et destinés à finir un jour leur misère sur la roüe ou sur un fumier⁴. »

S'il avait vécu au XVIII^e siècle, je ne doute pas que Jan Douwe van der Ploeg aurait été du côté de Rousseau : il aurait fait partie de ces quelques visionnaires qui, rares à l'époque, en marge même, redoutaient les impacts des progrès de l'industrie sur le dépeuplement des campagnes et la perte de la culture propre des paysans. Mais Van der Ploeg n'est pas du XVIII^e siècle : c'est un homme du XXI^e siècle. Visionnaire, il l'est assurément. Mais son horizon est plus lointain, et sa position plus avancée. De là où il se situe, il voit s'opérer une nouvelle métamorphose. Plus de deux cent cinquante ans après les débuts de l'ère industrielle et les prémices du dépeuplement des campagnes, et presque cent ans après l'émergence de l'agriculture « moderne », gourmande en énergie et économe en main-d'œuvre, il aperçoit l'aube d'une nouvelle étape. C'est de cette nouvelle étape qu'il cerne les contours.

Que le lecteur ne s'y trompe pas : il tient entre ses mains un grand livre qui aborde une problématique essentielle pour notre époque. Que ce livre réponde en même temps à une situation d'urgence n'en fait pas pour autant une œuvre de circonstance : je crois au contraire qu'il est destinée à durer, et à marquer.

L'industrialisation de l'agriculture est un phénomène complexe qui inclut la mécanisation de la production et l'amélioration de la productivité par travailleur agricole actif, l'usage de plus en plus intensif d'intrants externes et la généralisation du recours à des semences produites par des firmes spécialisées. Cette industrialisation est allée de pair avec le développement de chaînes alimentaires

toujours plus longues, comprenant un nombre d'étapes toujours plus grand, aboutissant à une concentration du pouvoir entre les mains des grands acteurs intermédiaires – les acheteurs de matières premières, les firmes agroalimentaires transformant ces matières premières afin d'en faire des denrées comestibles, et les grands distributeurs. En même temps que cela impose aux agriculteurs d'améliorer leur efficience ou de disparaître face à leurs concurrents – et de grandir en taille afin de réaliser des économies d'échelle –, cela accroît l'écart entre les producteurs et les consommateurs, et inscrit l'agriculteur dans une chaîne dont il n'est qu'un maillon, dépendant des autres. Les rapports entre les acteurs des chaînes agroalimentaires sont anonymisés. Producteurs et consommateurs ne communiquent plus qu'à travers les prix : ils sont devenus sans visage ni origine, une « offre » et une « demande », des courbes de graphiques.

Certaines des conséquences sont connues. La première, la plus visible, est la chute spectaculaire du nombre de personnes employées dans l'agriculture. Les agriculteurs représentaient trois quarts de la population française du temps de Rousseau, et ils étaient encore 60 % lors de la Révolution de 1789 ; en 2010, ils n'étaient plus que 2,9 %. Si l'on excepte une parenthèse au cours des années 1970-1980, le nombre d'agriculteurs n'a cessé de baisser au sein de l'Union européenne. Même si le rythme de la chute des emplois dans l'agriculture a été sensiblement ralenti depuis la réforme de la politique agricole commune de 1992-1993, la tendance se poursuit : entre 1987 et 1997, dans quatre pays de l'Union européenne au sein desquels le secteur agricole est plus important que la moyenne – l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la France –, les emplois dans l'agriculture ont été réduits d'un tiers, et à l'échelle européenne, la moyenne des réductions d'emplois dans l'agriculture a été d'un quart au cours de cette même période. Le monde paysan, pourrait-on croire, disparaît ; avec lui meurent les campagnes et risquent de se perdre des savoirs et des traditions qu'il sera très difficile de reconstituer une fois que leurs détenteurs se seront éteints.

La seconde conséquence, c'est la cooptation des agriculteurs, ceux qui subsistent après avoir résisté à l'écroulement, au sein de ce que Van der Ploeg appelle les « empires » de l'agroalimentaire. Il en résulte pour l'agriculteur un changement profond de son métier, qu'on

3. Note IX au *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, *ibid.*, p. 206.

4. *Ibid.*

peut résumer par sa perte d'autonomie. Cette perte d'autonomie se manifeste aux deux extrémités de l'activité agricole, dans l'acquisition des intrants et des technologies et dans l'écoulement de la production agricole sur les marchés. Longtemps l'agriculteur a sauvé ses propres semences, tirées de la récolte précédente; il les achète aujourd'hui à des firmes spécialisées qui forment un secteur de plus en plus concentré. Il produisait son propre engrais, sous forme de fumier: à présent il asperge son champ d'engrais azotés. Il tentait, tant bien que mal, de protéger ses récoltes des insectes ravageurs par des techniques de contrôle biologique; le voilà dépendant de pesticides dont l'usage massif s'est généralisé après la Seconde Guerre mondiale, avant, au cours des années récentes, de diminuer à la fois en raison d'exigences réglementaires et d'une sophistication plus grande des produits permettant une réduction des doses. Et à l'autre bout de son activité, une fois la récolte faite, c'est une autre dépendance que subit l'agriculteur: celle des prix fixés par les marchés pour sa récolte. Dans l'Union européenne, il a longtemps pu se croire protégé, mais la libéralisation progressive des marchés, avec l'abandon progressif des prix d'intervention, ainsi que la financiarisation des marchés des matières premières agricoles accroissent la volatilité des prix dont l'agriculteur doit tenir compte dans ses choix d'investissement.

Cette évolution porte inscrite en elle la marque d'un paradigme moderniste dans lequel, au nom de l'efficacité économique et des gains de productivité, l'on approfondit la division du travail et la spécialisation de chacun des acteurs du système agroalimentaire. Mais pour l'agriculteur individuel, cela signifie une plus grande dépendance, à la fois sur les prix des intrants et les coûts de production et sur les prix des produits de son champ ou de sa ferme: avec cette dépendance, la variation accrue des prix entraîne une vulnérabilité accrue. Van der Ploeg, là encore, s'inscrit dans la tradition critique ouverte par Rousseau. C'est dans la dépendance mutuelle qu'engendrent les progrès du commerce que Rousseau voyait l'origine de l'inégalité parmi les hommes: «... les liens de servitude n'étant formés que de la dépendance mutuelle des hommes et des besoins réciproques qui les unissent, il est impossible d'asser- vir un homme sans l'avoir mis auparavant dans le cas de ne pouvoir se passer d'un autre; situation qui n'existant pas dans l'état

de Nature, y laisse chacun libre du jour et rend vaine la Loi du plus fort⁵.» Rousseau voit bien que la servitude découle de l'absence de choix véritable. Il importe peu que cette absence de choix découle d'un statut, tel que celui du serf, ou d'un rapport d'échange, tel que celui noué entre le cultivateur de blé et celui qui le lui achète: dès lors que chacun ne se suffit pas à lui-même, mais dépend des autres pour sa subsistance, apparaît le risque de dépendance, et donc de domination.

Deux caractéristiques de cette dépendance de l'agriculteur dans l'agriculture dite « conventionnelle » méritent qu'on les souligne. Premièrement, elle met en place un système dont les différents éléments se renforcent mutuellement. Dès lors que l'agriculteur doit payer ses intrants, il doit vendre ce qu'il produit au prix le plus élevé possible, et suivre les évolutions du marché: puisqu'il coûte de produire, produire doit rapporter suffisamment. Mais cette double dépendance, à l'amont comme à l'aval, outre qu'elle s'auto-entretient, signifie aussi que seules peuvent prospérer les unités de production qui sont d'une taille suffisante, suffisamment capitalisées et capables de réaliser des économies d'échelle. Ce sont les plus grandes exploitations qui peuvent le mieux se protéger contre les chocs des prix, liés à la hausse des coûts de l'énergie ou aux variations des cours des produits agricoles, et ce sont ces exploitations agricoles aussi qui peuvent négocier avec les acheteurs de récoltes: les plus petites unités ne sont pas aussi bien placées pour amortir ces chocs, et les coûts de transaction que représente le fait de traiter avec elles constituent pour ces mêmes acheteurs un obstacle souvent décisif.

Deuxièmement, cette dépendance détermine les choix de production et les techniques agronomiques. Répondre aux attentes du marché, c'est orienter sa production non pas en fonction de ce

5. *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, op. cit., p. 162. Rousseau nous dit plus loin que, « tant que [les hommes] ne s'appliquèrent qu'à des ouvrages qu'un seul pouvoit faire, et qu'à des arts qui n'avaient pas besoin du concours de plusieurs mains, ils vécurent libres, sains, bons, et heureux autant qu'ils pouvoient l'être par leur Nature, et continuèrent à jouir entre eux des douceurs d'un commerce indépendant: mais dès l'instant qu'un homme eut besoin du secours d'un autre; dès qu'on s'aperçut qu'il étoit utile à un seul d'avoir des provisions pour deux, l'égalité disparut, la propriété s'introduisit, le travail devint nécessaire [...] » (p. 171).

qu'exige le maintien de la santé des sols, par la rotation des cultures ou par des cultures intégrées les unes aux autres, mais en fonction des signaux des marchés : ce sont les évolutions des prix qui viendront définir, d'une saison à l'autre, quelle monoculture préférer. La recherche – patiente, liée aux spécificités de chaque zone agroécologique – de la complémentarité agro-sylvo-pastorale, qui a longtemps caractérisé le travail de l'agriculteur, ne doit plus le préoccuper. Son travail devient à la fois plus simple et moins riche en intelligence créatrice. Il devait étudier sa terre et comment reconstituer les cycles de la nature à l'échelle de la parcelle ; le voilà qui se découvre déchiffreur des modes d'emploi des flacons qu'on lui a préparés. Le travail du paysan était conçu comme un travail d'écoute et d'imitation de la nature, qui était son alliée ; le travail de l'agriculteur moderne devient celui d'un exécutant à qui l'on prescrit comment simplifier la nature et la nier.

Ici, cependant, il faut éviter le malentendu. Rousseauiste, Jan Douwe van der Ploeg l'est sans doute dans l'appréciation qu'il porte sur les impacts de la « modernisation » de l'agriculture. Mais il est le contraire de Rousseau dans les conclusions qu'il en dégage. Car s'il jette sur le présent un regard semblable, il ne regarde pas tant vers le passé que vers l'avenir. Il n'a ni nostalgie ni romantisme. Le nouveau monde qu'il voit s'ébaucher s'écarter du chemin que la perspective de son « industrialisation » toujours plus poussée a voulu tracer pour l'agriculture. Mais ce qui vient à la place n'est pas un retour vers le passé ; c'est un ensemble d'innovations sociales qui redonnent à l'art de l'agriculture sa signification, et aux paysans la place qui n'aurait jamais dû leur être retirée. La « repaysannisation » dont Van der Ploeg identifie les prémices passe par un ensemble de pratiques nouvelles, encouragées parfois par les politiques publiques, mais développées le plus souvent par des producteurs et des consommateurs soucieux de sortir de l'anonymisation des rapports médiatisés par le système agroalimentaire dominant. Elle se traduit par le développement des associations pour le maintien de l'agriculture paysanne, des marchés fermiers ou des autres formes de vente directe, ou par la formation de coopératives de consommateurs.

Cette reconquête des marchés par l'agriculture paysanne entraîne toute une série de conséquences que l'on commence à peine

à percevoir dans toute leur étendue. Elle signifie d'abord une reformation de liens sociaux que l'allongement des chaînes alimentaires et l'anonymisation qui en résulte avaient pu distendre, voire faire disparaître tout à fait. Cet atout n'est pas quantifiable ; *a fortiori* ne se mesure-t-il pas comme une contribution à la croissance du PIB. Il n'en est pas moins de la première importance, pour le sentiment d'appartenance à la communauté qu'il permet de renforcer et pour le rétablissement de la confiance dans le système agroalimentaire.

Ensuite, la prolifération d'innovations sociales par lesquelles passe le redéploiement de l'agriculture paysanne conduit à une redémocratisation des systèmes alimentaires. La démocratie, il faut plus que jamais se garder de la ramener au vote que l'on émet tous les quatre ou cinq ans : elle doit relever d'une démarche quotidienne, et collective, par laquelle nous nous réapproprions les systèmes dont nous dépendons. À mesure que l'on passe de la notion de « chaîne » alimentaire à celle de « système », ou de « circuit », c'est bien une redémocratisation qui s'opère, en ce sens étendu. La « chaîne » traduit l'anonymat et l'absence de pouvoir : nous n'en sommes jamais que des maillons. Au contraire, par les rétroactions qu'il autorise, le « système » traduit une exigence de coresponsabilité dans la définition de son fonctionnement et dans son aiguillage. Dès lors que le consommateur a les moyens d'influencer les choix faits en amont, jusques et y compris dans le chef du producteur, il doit accepter de tenir son rôle dans la reconquête, éminemment démocratique, du système alimentaire : chacun de ses choix est une prise de position en faveur de telle manière de produire, un suffrage exprimé en faveur de tel « monde » parmi les différents mondes qui coexistent au sein de l'agriculture. Il était confortable d'être un consommateur passif, sans doute ; mais il est infiniment plus enrichissant d'être acteur dans le système que l'on co-construit.

La repaysannisation, c'est donc la promesse, concrète enfin, de la souveraineté alimentaire. Cette souveraineté n'est pas celle de Rousseau. Elle n'est pas la dissolution de l'individu dans le tout, l'abandon des volontés individuelles à la volonté générale. La souveraineté alimentaire, c'est la quête permanente, et infinie, des solutions qui amènent à des systèmes alimentaires plus justes et plus durables. Là également, Jan Douwe van der Ploeg nous fait entrer dans le *xxi^e* siècle. Nous avons cessé de croire aux solutions simples

et qui valent une fois pour toutes : nous sommes entrés dans l'ère de la complexité, des interactions et des effets de seuil. Cela nous impose d'innover sans cesse, mais aussi de créer une diversité de solutions, pour ne pas avoir à dépendre de la seule à s'être imposée. Laissons-lui la parole : pour nous faire entrer dans notre siècle, je ne connais pas de guide plus expérimenté.

I. LE CONTEXTE

Bien qu'elle puisse sembler anarchique au premier abord, l'agriculture à travers le monde se caractérise pourtant clairement par trois grandes trajectoires de développement si différentes les unes des autres que leurs contrastes s'en trouvent renforcés. La première se traduit par une tendance prononcée à une *industrialisation* poussée et multifacette du secteur ; la deuxième, par un processus de *repaysannisation* qui, bien que peu apparent, n'en est pas moins étendu ; la troisième, enfin, par un processus naissant de *désactivation*, notamment en Afrique, mais pas uniquement. Chacune de ces trois trajectoires a des répercussions, certes très contrastées, sur la nature des processus de production agricole. Elles marquent ainsi de leur empreinte le niveau de l'emploi, la quantité totale de valeur produite, l'écologie, les paysages et la biodiversité, ainsi que la quantité et la qualité de la nourriture. Elles entrent en interaction de plusieurs façons et à différents niveaux, ce qui contribue à donner de l'agriculture mondiale cette image dominante d'anarchie et de désorganisation qui semble la caractériser aujourd'hui.

Ces trajectoires de développement ne sont pas sans lien avec une certaine segmentation de l'agriculture que l'on pourrait, dans un premier temps, représenter par trois constellations distinctes mais liées. La première d'entre elles est l'agriculture paysanne, qui repose avant tout sur une utilisation soutenue du capital écologique, et s'efforce de défendre et d'améliorer les moyens de subsistance des paysans. L'agriculture paysanne se caractérise souvent par la multifonctionnalité. La main-d'œuvre est généralement fournie par la famille (ou bien mobilisée au sein de la communauté rurale à travers des relations de réciprocité) qui possède la terre ainsi que les autres grands moyens de production. La production est orientée vers le marché, mais aussi vers la reproduction de l'unité agricole et de la famille.

L'agriculture de type entrepreneurial constitue la deuxième constellation. Elle s'appuie principalement (mais pas uniquement) sur des capitaux financiers et industriels, incarnés par le crédit, les moyens de production industriels et les technologies.

Son expansion continue, réalisée avant tout grâce à une augmentation d'échelle, est une caractéristique primordiale et incontournable. La production est hautement spécialisée et totalement orientée vers les marchés. Les agriculteurs entrepreneurs sont très dépendants des marchés (notamment pour se fournir en intrants), tandis que les paysans s'efforcent de maintenir une certaine distance entre leurs pratiques agricoles et ces marchés à l'aide d'une panoplie de mécanismes souvent très bien pensés. Les différentes formes d'exploitation agricole de type entrepreneurial sont souvent le fruit de programmes de « modernisation » de l'agriculture instaurés par les pouvoirs publics.

Il existe enfin une troisième constellation composée d'entités agricoles de grande envergure constituées en sociétés (ou capitalistes). Elles avaient autrefois quasiment disparu à la faveur, entre autres choses, des nombreuses réformes foncières qui ont balayé la planète, mais elles sont actuellement en pleine renaissance un peu partout grâce au modèle de l'agroexportation. Cette constellation entretient un lien de plus en plus étroit avec l'accaparement des terres¹. Ce secteur de l'agriculture capitaliste est constitué d'un maillage extrêmement étendu d'entreprises agricoles mobiles dans lesquelles la force de travail repose principalement, voire exclusivement, sur des travailleurs salariés. La production est pensée et organisée en vue d'une maximisation des profits. Cette dernière constellation conditionne de plus en plus de larges segments des marchés alimentaires et agricoles, ce qui n'empêche pas de voir apparaître d'importantes disparités entre secteurs et entre pays.

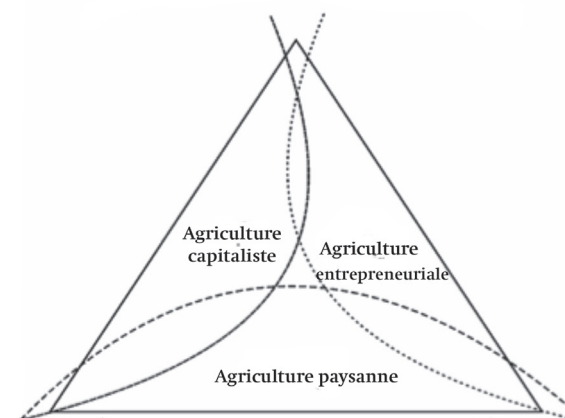
Il est généralement admis que la principale différence entre ces trois constellations réside dans leur échelle. L'agriculture paysanne représenterait ainsi de minuscules et vulnérables unités de production dont la pertinence ne serait que secondaire. L'agriculture capitaliste se situerait en revanche à l'opposé par sa taille, sa puissance et son importance ; c'est du moins ce qui semble être le cas le plus fréquent. La position intermédiaire serait quant à elle occupée par l'agriculture de type entrepreneurial, dont les unités seraient aussi

bien petites qu'étendues. En cas de réussite, on part du principe que les agriculteurs entrepreneurs peuvent venir grossir les rangs de l'agriculture capitaliste, ce qui est précisément le rêve qu'un certain nombre d'entre eux tentent de réaliser.

Il y a, à n'en pas douter, des corrélations empiriques entre la taille et l'échelle de l'entité agricole d'un côté et les différents modes d'exploitation de l'autre. Soulignons cependant que l'essence de la différence réside ailleurs, à savoir *dans les procédés choisis pour structurer le social et le matériel*. Les paysans, par exemple, n'ont pas la même façon de cultiver les champs ni d'élever des vaches que les agriculteurs entrepreneurs ou que l'agriculture capitaliste. La manière dont ils utilisent ces champs et traitent leurs vaches n'est pas la même non plus. Et, pour aller plus loin, les paysans, les agriculteurs entrepreneurs et les agriculteurs capitalistes n'entretiennent pas le même *rapport* au processus de production, pas plus qu'ils ne perçoivent de façon identique le monde extérieur.

Ces différents modes de structuration ont de profondes répercussions, comme je vais le démontrer tout au long de cet ouvrage, sur l'ampleur de la *valeur ajoutée*, sur sa redistribution, ainsi que sur *la nature, la qualité et la durabilité* des processus de production et des aliments qui en résultent.

Figure 1.1 – Des modes d'agriculture différents mais liés



© Jan Douwe van der Ploeg

1. O. de Schutter, "How not to think of land-grabbing: three critiques of large-scale investments in farmland", *The Journal of Peasant Studies*, vol. 38, n° 2, 2011, p. 249-279.

La dimension temporelle est tout aussi importante. On part généralement du principe que la paysannerie et l'agriculture paysanne appartiennent au passé, tandis que l'agriculture entrepreneuriale et l'agriculture capitaliste représentent l'avenir. Mais ici aussi, tout dépend fondamentalement de la *structuration* privilégiée. Ainsi, au sein du mode de production paysan, le passé, le présent et l'avenir sont liés d'une façon qui contraste fortement avec la notion de temps qui prédomine, par exemple, dans l'agriculture entrepreneuriale².

Bien que les dissemblances entre les trois constellations soient nombreuses et souvent très marquées, on ne note pas de ligne de démarcation claire. Les interfaces (voir la figure 1.1) se caractérisent par d'importantes zones de chevauchement et de flou, et les limites sont franchies au gré de mouvements avant et arrière complexes. Certaines de ces transgressions (par exemple de l'agriculture paysanne vers l'agriculture entrepreneuriale et vice versa) seront traitées plus en profondeur dans cet ouvrage. Les limites extérieures de la constellation présentée dans la figure 1.1 sont, elles aussi, loin d'être fermement établies et claires. L'agriculture paysanne évolue à travers un large éventail de tons et de nuances que l'on résume souvent par le terme de « pluriactivité » et qui peut recouvrir le cas de personnes ne possédant pas de terre et celui des nombreux travailleurs urbains qui cultivent de petits lopins pour leur consommation personnelle³. Il arrive également que des entrepreneurs industriels investissent dans l'agriculture, se rangeant ainsi dans une catégorie hybride d'agriculteurs capitalistes. La confusion, comme on peut le constater, est donc intrinsèque à ces délimitations.

Les connexions entre ces trois constellations agraires et la société dans son ensemble suivent des structures différentes, mais

nous pouvons en dégager deux : la structure centrée autour de la construction et de la reproduction de *circuits courts et décentralisés* qui relient production et consommation de nourriture et, plus généralement, agriculture et société au niveau régional ; l'autre structure, fortement centralisée, qui est constituée par de grosses sociétés de transformation et de commercialisation des produits alimentaires opérant de plus en plus à l'échelle mondiale. Elles seront dénommées *empires alimentaires* tout au long de cet ouvrage. Le mode opératoire de ces empires alimentaires repose avant tout sur la *suppression de certains liens*. La production et la consommation de nourriture sont ainsi de plus en plus décorréliées l'une de l'autre, que ce soit dans le temps ou dans l'espace. De la même façon, la production agricole est décontextualisée : elle n'a plus de lien avec les spécificités des écosystèmes locaux ni avec les sociétés régionales. Ces empires alimentaires sont actuellement lancés dans une lutte sans merci afin de conquérir et de contrôler une part toujours plus grande de la production et de la consommation alimentaires mondiales, ce qui ne doit pas nous faire oublier qu'environ 85 % de la production de nourriture sur la planète continue à emprunter la voie de circuits courts et décentralisés⁴.

On n'observe pas de relations simples, bilatérales et bien définies entre, d'une part, ces deux modes de structuration des liens, que leurs différences éloignent l'un de l'autre, et, d'autre part, les trois constellations agraires. Ces dernières entrent toutes en interaction avec les différents mécanismes qui les relient à la société dans son ensemble, et on peut dire d'une certaine manière qu'elles se constituent à travers eux. De leur côté, l'agriculture capitaliste et l'agriculture entrepreneuriale sont principalement liées (comme le montre la figure 1.2) à la

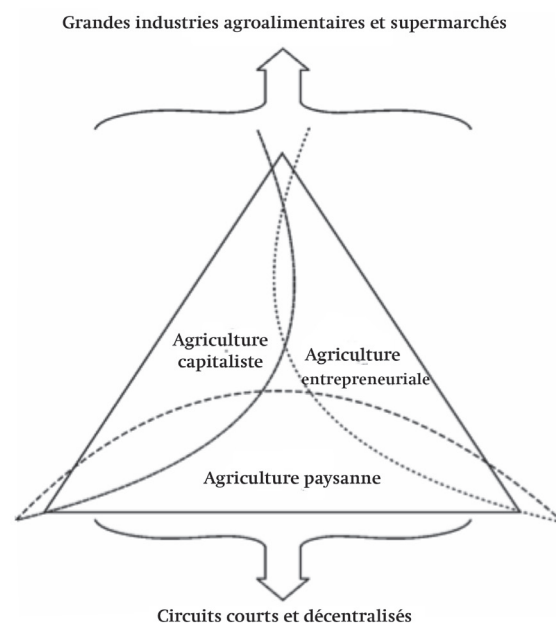
2. Voir H. Mendras, *La Fin des paysans. Changement et innovations dans les sociétés rurales françaises*, Armand Colin, 1970.

3. Prenons l'exemple de la ville de Moscou. 80 % des actifs possèdent une datcha dans la campagne environnante (qui s'étend, dans le cas présent, sur un rayon de plusieurs centaines de kilomètres) où sont cultivés pommes de terre et légumes et où les grands-mères, lorsqu'elles sont toujours en vie, élèvent une vache et quelques cochons. Dans des pays relativement riches comme l'Italie, une part très importante de la population possède de la même façon une petite propriété rurale. Ce livre ne s'attache cependant qu'aux individus s'efforçant d'être des paysans « à plein-temps », y compris ceux que la pauvreté contraint d'effectuer d'autres métiers en parallèle.

4. Seulement 6 % de la production totale de riz traverse les frontières. En ce qui concerne le blé, la première culture d'exportation parmi les céréales, 17 % de la production mondiale est exportée, les 83 % restants étant consommés dans les pays producteurs. Les exportations de viande sont en augmentation grâce à l'internationalisation des chaînes du froid, ce qui rend possibles des expéditions sur de longues distances. Cependant, elles ne représentent toujours que 10 % de la production mondiale. Malgré ces faibles pourcentages, la valeur totale des exportations alimentaires mondiales (en 2000) s'élevait à 442,3 milliards de dollars américains selon l'OMC, ce qui représentait 9 % du commerce mondial de marchandises et 40,7 % des exportations mondiales de produits de base. Sur les quinze dernières années, les exportations de produits alimentaires ont augmenté plus vite que la production mondiale totale (P. Oosterveer, *Global Food Governance*, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas, 2005, p. 14-16).

consommation mondiale au travers de sociétés de transformation et de commercialisation à grande échelle des aliments, tandis que l'agriculture paysanne s'appuie surtout – mais c'est loin d'être la règle absolue – sur les circuits courts et décentralisés qui échappent à tout le moins au contrôle *direct* du capital (même s'il existe un contrôle indirect considérable et très étendu).

Figure 1.2 – Structuration des liens



© Jan Douwe van der Ploeg

L'INDUSTRIALISATION

L'agriculture capitaliste constitue le principal laboratoire, et les empires alimentaires le principal moteur du processus d'industrialisation, même s'il est vrai que certaines entités du segment entrepreneurial y participent de façon non négligeable. L'industrialisation

se traduit tout d'abord par une rupture définitive du lien qui unit, d'une part, la production et la consommation de nourriture, et de l'autre, les spécificités (et contraintes) que représentent le temps et l'espace. Les espaces de production et ceux de consommation de nourriture (en tant que lieux déterminés) n'ont plus d'importance, pas plus que n'en ont les relations entre les deux. On peut donc dire, à cet égard, que les empires alimentaires créent des « non-lieux⁵ ». L'industrialisation de l'agriculture représente ensuite un mouvement continu qui l'éloigne de toute « intégrité ». Il s'agit d'un triple processus de désintégration et de recomposition. La production agricole étant déconnectée des écosystèmes locaux, l'industrialisation implique d'imposer à la nature des facteurs de croissance artificiels et, en conséquence, la marginalisation de celle-ci, voire, à terme, sa probable élimination⁶. En outre, l'unité organique qui caractérisait auparavant le processus de production agricole (ainsi que le processus de travail agricole) est fragmentée en éléments et en tâches isolés qui sont ensuite réagencés au moyen d'une division complexe du travail, de l'espace et du temps, division qui fait l'objet d'un contrôle centralisé. Le désormais célèbre « poulet global⁷ » est, à cet égard, une métaphore bien trouvée. Et il y a, pour finir, désintégration et recomposition des produits alimentaires en eux-mêmes. Les aliments ne sont plus produits ni transformés, ils sont conçus. Les liens qui existaient auparavant entre les champs, les céréales et la *pasta*, ou, en l'espèce, les jardins, les tomates et la sauce tomate à verser sur cette *pasta*, sont de plus en plus fréquemment rompus. C'est ce qui a donné naissance à ce que nous connaissons désormais sous le nom de « guerre alimentaire⁸ ». Enfin, l'industrialisation coïncide avec un contrôle « impérial » accru et direct du capital sur la production et la consommation de nourriture ; elle en est d'ailleurs l'expression. Le capital (c'est-à-dire l'accroissement de la valeur par la production de

5. M. Hardt et A. Negri, *Empire*, Exils, 2000, p. 343.

6. C'est notamment le cas avec la production intensive avicole et porcine, ainsi qu'avec les parcs d'engraissement à grande échelle de bétail. L'horticulture en est une autre illustration parlante.

7. A. Bonanno, L. Busch, W. Friedland, L. Gouveia et E. Mingione, *From Columbus to Conagra: The Globalization of Agriculture and Food*, University Press of Kansas, Lawrence, 1994.

8. T. Lang et M. Heasman, *Food Wars: The Global Battle for Mouths, Minds and Markets*, Earthscan, Londres, et Sterling, Virginie, 2004.

plus-value) devient le nouveau *mode d'ordonnement* dominant en matière de production agricole, de transformation et de consommation de nourriture à l'échelle planétaire. Cela nécessite, entre autres choses, une centralisation très poussée.

L'actuel processus d'industrialisation de la production et de la consommation alimentaires s'exprime et se déploie au travers d'un programme bien établi : mondialisation, libéralisation, savante distribution d'OGM et affirmation selon laquelle le monde n'a jamais eu à sa disposition d'aliments plus sains que ceux d'aujourd'hui. Tels sont les éléments clés de ce programme.

LA REPAYSANNISATION

Partout dans le monde, l'industrialisation de l'agriculture exerce de fortes pressions descendantes sur les systèmes de production alimentaires locaux et régionaux, et ce, qu'elles que soient leurs spécificités. Un accroissement dramatique du phénomène de « compression des marges » existant en agriculture en est une de ses conséquences les plus visibles : les prix payés au producteur sont presque partout soumis à de fortes pressions. Ceci tend à renforcer la marginalisation et la dépendance sous de nouvelles formes, lesquelles provoquent à leur tour une grande partie des processus actuels de repaysannisation, que ce soit dans le tiers-monde ou dans les pays industrialisés. Cette repaysannisation est par essence l'expression moderne de la *lutte pour l'autonomie et la survie dans un contexte de privation et de dépendance*. La condition paysanne est tout sauf figée. « À l'instar de toute entité sociale, la paysannerie n'existe qu'en tant que processus, c'est-à-dire à travers son évolution⁹. » La paysannerie représente une fluctuation à travers le temps, avec des phases ascendantes et des phases descendantes.

La repaysannisation implique un double mouvement. Elle suppose une hausse des effectifs. À la suite d'un afflux de l'extérieur et/ou de la reconversion d'agriculteurs entrepreneurs en paysans par exemple, les rangs de ces derniers gonflent. Elle suppose aussi un

changement qualitatif : l'autonomie est accrue, et la logique qui préside à l'organisation et au développement des activités productives s'éloigne un peu plus encore de celle des marchés. La repaysannisation se déroule au travers d'une série de mécanismes tant spatiaux que temporels dont plusieurs seront traités dans cet ouvrage.

LA DÉSACTIVATION

La désactivation signifie que le niveau de la production agricole est volontairement contenu, voire abaissé. Les ressources nécessaires à l'agriculture sont alors converties en capitaux financiers qui sont investis dans d'autres secteurs et activités économiques. De même, il peut arriver que la main-d'œuvre nécessaire quitte l'agriculture, temporairement ou de façon définitive. La désactivation renvoie à des causes, des mécanismes et des conséquences bien spécifiques. On en trouve une illustration particulièrement spectaculaire en Afrique subsaharienne. Tandis qu'au cours de l'histoire la croissance démographique et la croissance agricole sont toujours allées de pair, la première étant le moteur de la seconde, l'Afrique contemporaine déplore depuis plusieurs dizaines d'années une baisse continue et très marquée de la production agricole par habitant.

La désactivation ne s'est jusqu'ici produite en Europe qu'à une échelle réduite. Si l'agriculture en Europe de l'Est a connu ce phénomène durant un temps (à la suite de l'effondrement des régimes socialistes et du passage à une économie de marché néolibérale), il s'en est suivi une repaysannisation massive, ainsi qu'un essor de l'agriculture entrepreneuriale et de l'agriculture capitaliste (qui a surtout été le fait de migrations en provenance d'Europe de l'Ouest). La désactivation est fréquente à proximité des grandes villes en expansion : la spéculation sur la terre devient en effet plus intéressante que la production agricole. On peut cependant s'attendre à ce que, dans les années à venir, la désactivation dépasse largement les niveaux qu'elle a atteints jusqu'ici. Les effets de la mondialisation et de la libéralisation (et les changements qu'elles entraîneront dans la division internationale de la production agricole) donneront naissance à de nouvelles formes de désactivation. Dans l'agriculture de type entrepreneurial, notamment, la désactivation devient une réaction logique. En effet, lorsque

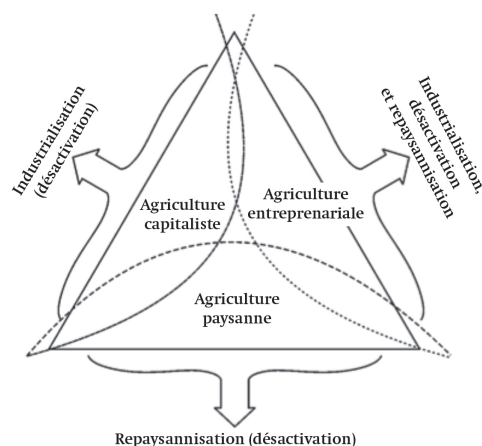
9. T. Shanin, *Peasants and Peasant Societies*, Penguin Books, Harmondsworth, Royaume-Uni, 1971, p. 16.

les prix baissent au point que toute rentabilité devient illusoire, le fait de quitter ce secteur et de réaffecter le capital investi constitue l'expression naturelle d'un comportement entrepreneurial. Les processus de périurbanisation, le développement d'installations de loisir, la création de réserves naturelles et les nouvelles formes de protection de l'eau viendront accélérer cette tendance.

LES RELATIONS ENTRE LES CONSTELLATIONS ET LES PROCESSUS

Les trois processus que nous venons d'évoquer s'intègrent de façon complexe et mouvante au sein des trois constellations présentées plus haut (voir la figure 1.3). L'industrialisation ainsi que les perspectives de son intensification se situent clairement dans le segment de l'agriculture capitaliste et, dans une moindre mesure, dans celui de l'agriculture entrepreneuriale. Au gré de ce processus, certains éléments de la constellation entrepreneuriale se déplacent alors vers le secteur capitaliste pour s'y reconstituer et former des éléments à part entière.

Figure 1.3 – Les processus de transition



© Jan Douwe van der Ploeg

La désactivation émane fondamentalement du secteur de l'agriculture entrepreneuriale et s'y établit. La repaysannisation, en revanche, prend différentes formes : elle peut survenir à la suite d'un afflux d'urbains dans le secteur agricole, comme l'a montré avec force le *Movimento dos Sem Terra* (le Mouvement des sans-terre) au Brésil, ou à la suite de la création d'unités microscopiques moins visibles, comme c'est le cas au Pakistan, au Bangladesh et en Inde. Elle peut aussi être la conséquence d'une importante réorientation opérée au sein de l'agriculture entrepreneuriale : afin de résister à la pression des prix en baisse et des coûts en hausse, ce type d'agriculture se dirige de plus en plus vers des pratiques propres à l'agriculture paysanne. Enfin, la repaysannisation s'observe au sein même du secteur paysan où elle se traduit par un *déploiement accru* des pratiques agricoles paysannes. Ces processus transitionnels sont également liés aux empires alimentaires. Ces derniers déclenchent et reproduisent en effet l'agriculture capitaliste, tout particulièrement au stade auquel le développement mondial est aujourd'hui parvenu. Les empires s'appuient également sur l'agriculture entrepreneuriale. Ils font subir des pressions à l'agriculture, où qu'elle soit, lesquelles se traduisent à travers l'agriculture entrepreneuriale par une « pression interne ». Les entrepreneurs se lancent alors dans une lutte sans merci pour conquérir le plus d'espace possible en essayant de distancer les autres entrepreneurs ainsi que les paysans.

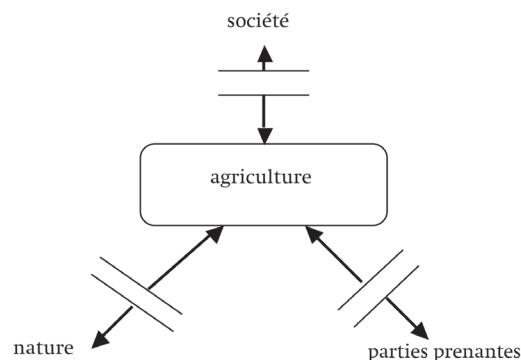
L'agriculture paysanne est elle aussi en lien avec les empires alimentaires, bien que partiellement au travers d'autres mécanismes. La paysannerie incarne néanmoins dans le même temps la résistance face à ces empires : celle-ci s'exprime parfois de manière ouverte et puissante, mais la plupart du temps, elle emploie des moyens cachés et concrets pour échapper aux pressions, voire pour les surmonter. À cet égard, les circuits courts et décentralisés qui relient producteurs et consommateurs indépendamment des empires alimentaires jouent souvent un rôle décisif.

LA CRISE À VENIR

Quelle que soit sa position dans l'espace et le temps, l'agriculture s'articule toujours autour de la nature, de la société et des

attentes et intérêts de ceux qui sont directement concernés (voir la figure 1.4). Lorsqu'une désarticulation plus ou moins chronique survient sur l'un des axes définis, on se heurte à une crise agraire.

Figure 1.4 – Schéma de la crise agraire à venir



© Jan Douwe van der Ploeg

Une crise agraire classique se nourrit des relations entre l'organisation de la production agricole, d'un côté, et les intérêts et attentes de ceux qui sont directement impliqués dans le secteur, de l'autre. C'est ce type de crise qui, tout au long de l'histoire, a déclenché de puissantes luttes paysannes et a souvent débouché sur des réformes foncières. Néanmoins, nous sommes également témoins, surtout ces derniers temps, de crises agraires qui naissent de la relation que l'agriculture entretient avec la nature. Lorsque l'agriculture s'organise et se développe au moyen d'une destruction systématique des écosystèmes dont elle dépend et/ou contamine toujours plus l'environnement, on assiste à la survenue d'une crise agro-environnementale. Il faut enfin prendre également en compte les relations de l'agriculture avec la société dans son ensemble, où la quantité et la qualité de la nourriture, si elles ne sont pas les seuls paramètres pertinents, sont les plus importants¹⁰. L'actuelle série de scandales

alimentaires (notamment l'ESB ou maladie de la « vache folle », ainsi que l'indignation générale qu'a suscitée l'endiguement¹¹ de maladies animales comme la fièvre aphteuse, la grippe aviaire, la peste porcine et la maladie de la langue bleue) traduit l'émergence de crises le long de l'axe qui relie l'agriculture et la société dans son ensemble.

Il se profile à l'heure actuelle une crise qui, pour la première fois de l'histoire, touche chacun des trois axes de la figure 1.4 : elle concerne aussi bien la sécurité sanitaire et la qualité des aliments que la sécurité de leur acheminement ; elle est liée à la durabilité de la production agricole ; et elle est associée, dans le même temps, à une profonde négation des aspirations à l'émancipation de ceux qui sont impliqués dans la production primaire. Parallèlement à cela, il s'agit pour la première fois d'une crise mondiale : ses effets se font jour et se répercutent sur l'ensemble du globe. Enfin, cette crise agraire internationale aux multiples facettes relève de plus en plus du nœud gordien dans la mesure où l'atténuation d'un de ses aspects à un endroit et à un moment donnés ne fait que l'aggraver ailleurs à une autre période et/ou lui fait prendre une autre dimension.

Selon la thèse que je défends dans cet ouvrage, c'est essentiellement l'essor des empires alimentaires en tant que principe ordonnateur exerçant un contrôle grandissant sur la production, la transformation, la distribution et la consommation de nourriture qui contribue à la progression de ce qui semble être une crise agraire inévitable. Et ce n'est selon moi qu'au travers d'une profonde *repaysannisation*, sans doute répétée, que cette crise internationale et multidimensionnelle pourrait être enrayée.

L'hégémonie des empires alimentaires se traduit par une exploitation écologique et socioéconomique sans états d'âme – quand ce n'est pas par une dégradation – de la nature, des agriculteurs, de la nourriture et de la culture. L'industrialisation passe par la destruction du capital écologique, social et culturel. En outre, les formes de production et d'entreprises qui sont introduites s'avèrent extrêmement fragiles. Cet aspect est devenu particulièrement évident en

10. Parmi les nouveaux besoins sociétaux s'articulant autour de l'agriculture, on note la préservation de la nature, de la biodiversité et des paysages, l'accessibilité, le stockage de l'eau et les nouvelles contributions à la production d'énergie.

11. Cet endiguement a été réalisé au prix de l'« éradication » de millions d'animaux.

2008-2009 lorsque le marché européen du lait a enregistré pour la première fois un phénomène de volatilité des prix lié de très près à la libéralisation et à la mondialisation du marché des produits laitiers. Les prix du lait se sont effondrés, et les grandes exploitations laitières hautement spécialisées qui pratiquaient l'élevage intensif et se développaient rapidement (et qui enregistraient un endettement élevé) ont, plus que les autres, eu à déplorer une trésorerie négative. Ironie de l'histoire, ce sont les exploitations considérées comme les plus « compétitives » qui ont eu le plus de mal à faire face aux conditions inhérentes à la mondialisation et à la libéralisation.

DESCRIPTION PLUS DÉTAILLÉE DES EMPIRES ALIMENTAIRES

M'appuyant sur les descriptions approfondies des empires alimentaires¹² dont nous disposons aujourd'hui, je vais tenter de dégager quelques points communs qui, me semble-t-il, peuvent permettre de préciser certains éléments contextuels nouveaux, importants pour la compréhension des paysanneries au XXI^e siècle. Dans cette optique, les géants de l'agroalimentaire (tels que Parmalat, Unilever, Lactalis et Vion) et les chaînes d'hypermarchés présentes partout dans le monde (comme Ahold et Carrefour) ne sont pas les seuls paramètres importants. Il est tout aussi pertinent de prendre en compte les nouvelles formes de génie alimentaire (modifications génétiques, nanotechnologies), les nouveaux mécanismes de contrôle à distance (généralisation de l'usage du GPS, programmes de certification, contrôle par satellite¹³) et les systèmes réglementaires imposés par les pouvoirs publics et l'UE en matière de taux de nitrates, de protection de la nature et de « codes de bonne conduite ».

12. Voir, par exemple, Bonanno *et al.*, *op. cit.* ; Barros Nock, 1997 ; Korten, 2006 ; Franzini, 2004 ; Smit, 2004 ; Lang et Heasman, *op. cit.* ; Peppelenbos, 2005 ; Weis, 2007 ; Ploeg, 2007 et 2008 ; Clapp, 2012 ; Russi, 2013. Références complètes en bibliographie.

13. Bien que cela puisse sembler totalement insensé au premier abord, le transport des déjections animales aux Pays-Bas (ainsi qu'un grand nombre d'autres mouvements liés à l'agriculture et à l'alimentation) est suivi et contrôlé par satellite.

Les empires alimentaires sont des réseaux oligopolistiques qui contrôlent une part importante et grandissante de la production, de la transformation, de la distribution et de la consommation des aliments. Ils ne s'impliquent pas obligatoirement dans les réalités physiques liées à ces activités. Ils peuvent s'en soucier, mais ils peuvent aussi aisément s'en tenir à l'écart. Ce qui est primordial, c'est que ces empires (ou ces réseaux impériaux) exercent un *contrôle* sur ces processus (qui sont souvent conduits sur le plan matériel par *d'autres*). Il devient donc de plus en plus difficile d'organiser (et de reproduire) quelque activité que ce soit en lien avec les aliments (qu'il s'agisse de production ou de redistribution) sans devoir la soumettre aux règles et à la dynamique (externes) d'empires alimentaires particuliers. Si ces règles ne sont pas internalisées et si le contrôle extérieur n'est pas accepté, la création et le développement des activités concernées sont exclus. L'autorégulation et, de façon plus générale, l'existence d'« unités s'auto-organisant¹⁴ » sont proscrites (non pas en théorie, mais dans la pratique).

Les réseaux impériaux fonctionnent de manière oligopolistique car ils entendent contrôler les principaux points d'entrée, de sortie et de conversion. Les empires alimentaires contrôlent le *trajet*, ainsi que la *transformation* qui s'ensuit, des produits agricoles et alimentaires. À cet égard, ils représentent, à n'en pas douter, une « main visible », une série d'interventions associées et répétées sur les marchés qui, ensemble, constituent un « pouvoir extra-économique ». Étant donné que la production d'un article quelconque (qu'il s'agisse de cochons, de pommes de terre, de lait, de coton ou de quoi que ce soit d'autre) ne présente d'utilité que si on peut en suivre le *trajet* (ou la canaliser) au moyen de points d'entrée jusqu'aux lieux de transformation et de conditionnement (c'est-à-dire jusqu'aux points de conversion), puis jusqu'aux lieux de consommation (où les produits arrivent après avoir franchi des points de sortie précis qui, eux aussi, font généralement l'objet d'un contrôle par ces mêmes empires alimentaires), les activités de production qui échappent à la portée et à l'influence des réseaux impériaux sont

14. H. Friedmann, "Feeding the Empire: The pathologies of globalized agriculture", in R. Miliband (dir.), *The Socialist Register*, Merlin Press, Londres, 2004, p. 124-143.

de plus en plus difficiles à mener. Les empires alimentaires transforment les points d'entrée, de conversion et de sortie en *points de passage obligés*. Grâce à la mise en place de ce contrôle sur le *trajet* des produits, des services, des informations, des images, etc., certains empires deviennent des réseaux oligopolistiques. Ce phénomène offre un contraste saisissant avec d'autres expressions, plus anciennes, du pouvoir de l'entreprise qui s'appuyait avant tout sur la possession – et donc sur le contrôle – de biens en particulier et/ou d'équipements destinés à les produire. Les empires alimentaires actuels n'ont pas à proprement parler besoin de ces possessions (pas même de celle des moyens de production centraux). Ils gouvernent et contrôlent les éléments constitutifs du monde social et naturel qui sont associés à l'agriculture et aux aliments (ainsi, de plus en plus, que de nouveaux secteurs comme la bioénergie) grâce à la surveillance qu'ils exercent sur les *liaisons* (c'est-à-dire sur les *réseaux* au sens de maillages organisés constitués par ces liaisons) qui rendent possibles les nombreux *mouvements* (de substances nutritives, de matières premières, d'ingrédients alimentaires, d'équipements de refroidissement, d'informations sur les marchés, etc.). À travers ce contrôle des mouvements, les pratiques de production et de consommation sont (vouées à être) façonnées et refaçonnées au gré des exigences impériales. Il y a exclusion dans le cas contraire. Ce phénomène reflète un changement radical au sein des « sphères » de la production et de la circulation.

Un empire (et tout particulièrement un empire alimentaire) ne se concentre pas uniquement sur le contrôle, il incarne dans le même temps *l'appropriation et la centralisation de la valeur*. Comme l'ont montré plusieurs études empiriques, le centre de gravité des empires alimentaires ne se situe pas au niveau de la production de valeur *car ils s'emparent de la valeur produite par d'autres*, de la même façon que d'autres doivent payer plus cher pour avoir accès aux biens et aux services contrôlés par des réseaux spécifiques. On voit bien ici à quel point les empires alimentaires donnent de plus en plus corps à un pouvoir extra-économique : ils sont capables de façonner et de gouverner certains marchés. Ce faisant, ils convertissent l'accès, le droit de produire, la possibilité de vendre et l'attribution de qualifications (au moyen, par exemple, de certifications ou d'accréditations) en un nombre toujours plus grand de

produits : « Les économies des [...] anciennes puissances industrielles se concentrent [de plus en plus] sur la *marchandisation* des transactions, des services et du savoir plutôt que sur la production¹⁵. »

Contrôle et appropriation de la valeur sont intimement liés : les empires alimentaires relient les lieux marqués par la pauvreté (où est installée la production) à ceux marqués par la richesse (qui abritent la consommation). En pratiquant des tarifs faibles dans les premiers (ou en imposant une baisse supplémentaire aux producteurs en échange de l'accès aux points d'entrée)¹⁶ et en appliquant des prix relativement élevés dans les seconds, les empires alimentaires parviennent à centraliser une quantité considérable de valeur¹⁷. Le versement de sommes peu élevées aux producteurs primaires est un phénomène connu sous le nom de « compression des marges en agriculture » (ou effet de ciseau des prix) : les sommes versées aux agriculteurs stagnent (quand elles ne diminuent pas sur le long terme), tandis que les coûts liés aux principaux intrants (dont le contrôle revient de plus en plus à ces mêmes empires alimentaires) ne cessent d'augmenter. Voilà pourquoi une part considérable de la population agricole dans le monde est confrontée à une pauvreté persistante¹⁸. Dans le même temps, les consommateurs enregistrent une hausse des prix (l'écart entre les prix payés aux agriculteurs et ceux payés par les consommateurs ne cesse d'ailleurs de se creuser). Ce phénomène explique pourquoi l'agro-industrie affiche depuis vingt ans la croissance de la valeur ajoutée la plus élevée et la plus constante, tous secteurs industriels confondus (chimie, électronique, automobile, textile, etc.). Il explique en outre pourquoi les entreprises spécialisées dans la chimie (comme DSM

15. P. Alexander et J. Alexander, "Setting prices, creating money, building markets: Notes on the politics of value in Jepara, Indonesia", in W. van Binsbergen et P. Geschiere (dir.), *Commodification, Things, Agency, and Identities (The Social Life of Things Revisited)*, LIT, Leyde, 2004.

16. Cela renvoie évidemment à ce qu'on appelle la « malédiction des ressources » et permet de comprendre l'expression : les lieux de production dotés de nombreuses ressources ont tendance à être lourdement exploités (Ross, 1999 ; Sachs et Warner, 2001 ; Zhang *et al.*, 2007).

17. J. D. van der Ploeg, B. Benvenuti, E. Bussi, G. Losi, C. Piagnagnoli et C. de Roest, *Latte Vivo: il lungo viaggio del latte dai campi alla tavola – Prospettive dopo il Parmacrack*, Diabasis, Reggio d'Émilie, 2004.

18. Cela ne concerne pas que le tiers-monde ; on assiste également à la création de « périphéries pauvres » au sein des pays riches.

aux Pays-Bas), par exemple, réorientent leurs investissements vers l'industrie alimentaire.

L'établissement de nouvelles liaisons oligopolistiques entre les lieux de pauvreté et les lieux de richesse ne se résume pas à acheminer des biens et des services depuis des zones déjà définies jusqu'à d'autres bien délimitées. Le fonctionnement des empires alimentaires implique plutôt la *création active* de telles zones. À la faveur de la transition vers un modèle d'agro-exportation (et, allant de pair, de la vente de la terre et de l'eau aux multinationales¹⁹), des zones entières d'agriculture paysanne sont méthodiquement *converties* en lieux de pauvreté qui pourront être reliés, grâce aux réseaux impériaux, aux lieux de richesse. Il en va de même pour le démantèlement des politiques agricoles en Europe²⁰ et pour la redéfinition consécutive des systèmes agricoles régionaux européens sur fond de circulation des produits à l'échelle planétaire : cette évolution crée également des lieux de pauvreté en Europe (rurale). De nouveaux lieux de richesse sont eux aussi créés grâce, par exemple, au développement de nouveaux biens et services plus chers et/ou au contrôle exclusif de certains segments de marché.

En structurant leurs propres réseaux, les empires alimentaires ne se contentent pas de créer de l'accès (bien qu'à des conditions défavorables), ils créent dans le même temps de l'*exclusion*. Un grand nombre de producteurs (principalement ceux qui ne souhaitent pas ou ne peuvent pas satisfaire aux exigences impériales) sont interdits d'accès aux points d'entrée. Leur offre n'est pas assez importante, trop difficile à traiter, pas assez standardisée, pas conforme aux dispositions réglementaires imposées, etc. Dans le même temps, nombre de consommateurs sont eux aussi exclus : les aliments proposés aux points de sortie sont trop chers, ou encore, par exemple, le maintien de tels points dans certaines zones pose trop de difficultés. C'est ainsi qu'on peut observer une concomitance entre l'exclusion d'un grand nombre de producteurs agricoles

(et, par voie de conséquence, la désactivation d'un potentiel productif considérable) et celle d'un grand nombre de consommateurs ; par leur structure, les empires alimentaires font coexister sous-production et sous-alimentation, ce qui correspond parfaitement à ce que l'on observe aujourd'hui.

LES EMPIRES ALIMENTAIRES EN TANT QUE PHÉNOMÈNE DE NIVEAU 3

Les descriptions dont nous disposons à présent des empires alimentaires montrent clairement qu'il s'agit avant tout d'un phénomène de « niveau 3 ». Si les usines de production, les procédures logistiques, les technologies, etc., représentent le niveau 1 (c'est-à-dire celui de l'*infrastructure*), si les flux de produits, de services (et parfois de personnes physiques) représentent le niveau 2 (celui des *flux*), alors l'Empire représente le niveau 3 (celui du *contrôle*). Cette structuration est illustrée par la figure 1.5 qui prend pour exemple l'ex-entreprise Parmalat. Le niveau 1 est constitué par l'infrastructure de production et de distribution (ce qui inclut les nécessaires points d'entrée, de conversion et de sortie). Le niveau 2 regroupe les différents flux (lait, produits laitiers, jus de fruit, matériel d'emballage, etc.). Le niveau 3 désigne la *cupola*. C'est lui qui contrôle les niveaux 1 et 2, qui centralise la valeur créée au niveau inférieur et qui garantit une certaine structuration des niveaux 1 et 2 de façon que ces derniers soient contrôlables et qu'un maximum de trésorerie parvienne au niveau 3. Dans le cas présent, le niveau 3 était appelé « Parmalat Finanziaria ». La presse l'avait également surnommé la « Parmalat parallèle » (afin de faire la distinction avec la « vraie » Parmalat, celle des niveaux 1 et 2), ce qui en dit long.

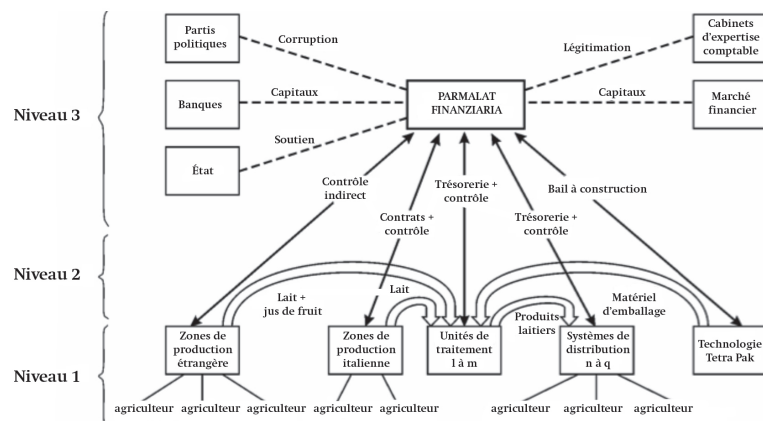
Il est important de souligner que le niveau 3, qui représente à proprement parler l'Empire, *n'attribue rien*. Il ne produit aucune valeur supplémentaire. Il ne signifie que le contrôle et l'appropriation. Cette réalité est devenue très claire à l'occasion de l'intervention de l'administrateur Enrico Bondi qui a suivi le *Parmacrack*. À la suite de cette intervention, le niveau 3 a été séparé avec une précision quasi chirurgicale des niveaux 1 et 2. Ces derniers ont redémarré et fonctionné comme une entreprise saine, tandis que

19. Voir, par exemple, J. Vera-Delgado, *The ethno-politics of water security: contestations of ethnicity and gender in strategies to control water in the Andes of Peru*, thèse, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas, 2011.

20. Je ne veux pas dire par là qu'aucun changement n'était nécessaire concernant la politique agricole européenne, bien au contraire. Le problème est que démantèlement ne rime pas avec amélioration.

le niveau 3 allait devoir (re)négocier auprès des banques internationales ses dettes qui s'étaient accumulées.

Figure 1.5 – Parmalat en tant que réseau à trois niveaux



© Jan Douwe van der Ploeg

La création et l'expansion de ce type de réseaux traduit une « nouvelle vague de marchandisation²¹ », pour reprendre les termes de Burawoy. Dans les constellations antérieures à la structuration impériale, l'usine était l'endroit où les produits étaient fabriqués. Dans la structure impériale (comme le montre la figure 1.5), l'usine en elle-même est transformée en produit. Elle peut être achetée et vendue (et, au bout du compte, cédée à bail) à tout moment. Elle peut être hypothéquée pour permettre une expansion nouvelle à partir et au moyen du niveau 3. La plus grande valeur d'une telle usine (et cela vaut pour tous les éléments matériels, humains et relationnels qui composent le niveau 1) ne réside plus dans le fait qu'elle produit des biens en particulier (du lait, par exemple); elle tient au fait qu'elle contribue à entretenir et à accroître les parts

de marché (ce qui augmente la valeur du réseau tout entier) et à faire grimper la valeur pour les actionnaires, et qu'elle participe au transfert de la valeur vers le niveau 3. Elle présente également de la valeur en faisant partie d'un réseau qui peut à n'importe quel moment être entièrement vendu (comme cela s'est produit en 2011 lorsque Parmalat a été vendue au français Lactalis). Et comme le réseau dans son ensemble tend à englober une partie de plus en plus importante de la transformation et de la distribution (grâce au contrôle des points d'entrée, de conversion et de sortie), sa valeur tient au fait qu'il incarne de plus en plus un pouvoir extra-économique. Ainsi que nous l'avons vu, les consommateurs deviennent dépendants des points de sortie, tandis que les producteurs (tels que les agriculteurs) deviennent dépendants des points d'entrée. De ce fait, l'accès devient lui aussi une marchandise. Sur le plan économique, il est clair que les agriculteurs comme les consommateurs payent un prix supplémentaire (un coût de transaction) qui, en définitive, se traduit par un gigantesque transfert de valeur vers le niveau 3. Comme l'a fort justement fait remarquer Castells, « ce sont les réseaux et non les entreprises qui sont devenus les véritables unités opérationnelles²² ».

Les empires alimentaires traduisent de plus en plus un phénomène de *niveau 3*. Leur force réside dans « l'entreprise, c'est-à-dire dans la capacité à gérer les ressources appartenant à d'autres²³ ». L'Empire se forme donc, en premier lieu, en tant que force *coercitive* ordonnant les flux à travers le monde, et l'appropriation consécutive de valeur augmente parallèlement à ces flux. La constitution de l'Empire en tant que phénomène de *niveau 3* implique une reconceptualisation et, par voie de conséquence, une réorganisation matérielle du niveau 1. Ce dernier est pour ainsi dire *fluidifié*. Auparavant, les améliorations apportées à la terre (comme les systèmes d'irrigation), les bâtiments²⁴, le savoir et les compétences, etc., étaient des éléments de l'infrastructure de niveau 1 qui étaient liés à un territoire

22. M. Castells, *La Société en réseaux. L'ère de l'information*, Fayard, 1998, p. 171.

23. H. Kamen, *Imperio : la forja de España como potencia mundial*, Aguilar, Madrid, 2003, p. 12.

24. À l'heure actuelle, la procédure la plus fréquente est la suivante : juste après la prise de contrôle d'autres entreprises, les réseaux impériaux revendent les bâtiments disponibles afin de les céder à bail. Cela permet d'augmenter la trésorerie immédiate et la fluidité.

21. M. Burawoy, "Sociology and the fate of society", *View Point*, janvier-juillet 2007. www.geocities.com/husociology/michaelb.htm?200711

spécifique. Aujourd'hui, du fait du développement de l'Empire, les unités de production du niveau 1 peuvent facilement être réattribuées, de la même façon que les flux peuvent être redirigés à l'envi²⁵.

Pourquoi et comment les empires alimentaires naissent-ils ?

Les empires alimentaires sont tenus de suivre des processus d'expansion continue si ce n'est accélérée. Dans cette optique, les *rachats* sont cruciaux. Ce qui est arrivé récemment à Parmalat²⁶, à Ahold²⁷ et à Vion (devenu le géant n° 1 de la viande en Europe) démontre avec force que les empires alimentaires représentent une forme particulière de *conquête*. Ils ne se développent pas au moyen d'une croissance organique (grâce à l'épargne autoproduite), mais en rachetant les entreprises déjà existantes. Le crédit, à cet égard, joue un rôle primordial. Sans les colossales disponibilités de crédit (notamment depuis la libéralisation des marchés des capitaux), pareille conquête aurait été impossible. Cette disponibilité mondiale du crédit (qui se traduit actuellement par la crise de l'endettement) est donc la première raison qui explique la naissance des empires alimentaires. Mais cette raison même suppose l'existence d'une caractéristique nouvelle et qualitativement distincte au sein de ces empires. Au cours du processus d'expansion accélérée et du fait de ce processus, la dette totale des empires alimentaires augmente proportionnellement aux actifs qu'ils contrôlent²⁸, et souvent même plus vite. Cela engendre de nouvelles et dangereuses

tendances. Car les niveaux de profit atteints par les unités contrôlées (du niveau 1) et considérés comme normaux ne suffisent pas. Celles-ci doivent donc aller beaucoup plus loin, notamment pour rembourser les crédits obtenus et pour financer toujours plus d'expansion, ce qui est nécessaire pour s'assurer la confiance des actionnaires. Dans le cas d'Ahold et de Parmalat, cela s'est traduit par une fraude de grande ampleur laissant penser que les ventes totales étaient beaucoup plus élevées que celles véritablement réalisées. Et dans le cas particulier de Parmalat, cela a également déclenché de nouvelles formes de manipulation alimentaire (illustrées par le cas du *latte fresco blu*) qui auraient pu permettre de tirer bien plus de profits que d'ordinaire à partir du lait²⁹.

La libéralisation planétaire de l'agriculture et des marchés alimentaires (qui bat son plein depuis 1995) est à l'évidence une autre raison expliquant l'origine des constellations impériales. Elle permet ainsi aux empires alimentaires d'« écumer » littéralement le monde, puis de relier les lieux de pauvreté (où la production des ingrédients constituant les aliments est la moins chère possible) aux lieux de richesse (par exemple, les sociétés de consommation aisées d'Europe de l'Ouest). On pourrait même avancer que la libéralisation (et le démantèlement des politiques agricoles et commerciales qui l'accompagne de par le monde) a créé un vide au sein duquel une nouvelle structure de gouvernance pouvait naître. Cette nouvelle structure est constituée par les empires alimentaires actuels qui interagissent, coopèrent et se concurrencent.

Troisième paramètre décisif en ce qui concerne les empires alimentaires : les TIC, ou nouvelles technologies de l'information et de la communication. Il est en effet parfaitement impossible de contrôler les gigantesques flux de produits agricoles et alimentaires à travers le monde sans une technologie adaptée. De même, il n'est pas pensable de conquérir des petites et moyennes entreprises de part et d'autre de la planète et de les regrouper au sein d'empires alimentaires mondiaux sans cette même technologie. Il se trouve en outre que l'assemblage d'un grand nombre d'ingrédients en produits alimentaires nouveaux et artificiels nécessite des technologies

25. Si l'offre d'asperges aujourd'hui s'appuie principalement sur la production du Pérou, il se peut qu'il s'agisse demain de celle de la Chine, de même que les pommes de terre biologiques viennent aujourd'hui des Pays-Bas et qu'elles pourraient venir demain d'Autriche. Et si l'aéroport de Schiphol cessait d'être un point de passage, le port de Gdansk (ou l'aéroport de Cracovie) pourrait prendre le relais. La meilleure illustration de cette « mobilité » sont les gigantesques vraquiers qui sillonnent les océans de la planète, chargés de blé, de riz, de soja, de viande de lapin congelée, etc. Hier ils étaient dirigés vers New York, aujourd'hui on leur demande d'aller à Hambourg ou à Rotterdam, et demain ils devront peut-être se rendre en Chine. En changeant en permanence de « calendrier » (voire en jonglant avec différents calendriers « parallèles »), l'Empire a le pouvoir de conditionner l'évolution des prix sur différents marchés régionaux. Une cargaison de pommes de terre américaines suffit à faire chuter le prix des frites en Europe.

26. G. Franzini, *Il Crac Parmalat : storia del crollo dell'impero del latte*, Editore Riuniti, Rome, 2004.

27. J. Smit, *Het Drama Ahold*, Uitgeverij Balans, Amsterdam, 2004.

28. Concrètement, cela se traduit par le fait que certains empires alimentaires n'affichent aucune valeur nette.

29. Ploeg, Benvenuti, Bussi, Losi, Piagnagnoli et de Roest, *op. cit.*

de contrôle complexes et gourmandes en temps et en espace. Les TIC représentent ici le *deus ex machina* (on estime que les empires alimentaires y consacrent chaque année environ 15 % de l'ensemble de leur chiffre d'affaires). Elles sont à l'heure actuelle aux empires alimentaires ce que l'imprimerie a été à l'Empire espagnol. Cependant, l'application à grande échelle des TIC à une fraction de plus en plus importante du monde social et naturel se paye au prix fort, car cette fraction doit être *standardisée*³⁰ et ordonnée de telle façon qu'elle puisse subir un contrôle *numérique*, ce qui donne naissance à toutes sortes de nouveaux problèmes, de nouvelles résistances et de nouvelles formes de contre-productivité³¹.

QUELS SONT LES SIGNES DISTINCTIFS DES EMPIRES ALIMENTAIRES ?

D'un point de vue théorique, le nouveau mode d'ordonnement impérial représente un virage à 180 degrés comparé à d'autres modes de contrôle (y compris anciens). Cette volte-face peut être décortiquée de façons diverses, mais néanmoins liées.

Tout d'abord, il est très révélateur que l'Empire incarne un « mode d'échange [qui] oppresse le mode de production³² ». Le centre gravitationnel de la constellation dans son ensemble ne se situe plus au niveau du processus de production, mais a été déplacé, ce qui est décisif, vers la sphère de la circulation, et plus précisément vers le contrôle de celle-ci. Les empires alimentaires sont un cas d'espèce.

Ensuite, en changeant légèrement d'angle d'approche, on peut s'attarder sur le fait que la relation est inversée entre la taille de l'entreprise et les coûts de transaction. On part généralement du principe que l'expansion d'une entreprise se traduit par une baisse

de ses coûts de transaction, ce qui justifie précisément l'existence et la multiplication des grosses sociétés. Les empires alimentaires, en revanche, affichent des coûts de transaction beaucoup plus élevés que ceux observés à travers d'autres modes de structuration dans le monde. Comme le montrent des études approfondies menées en Italie et aux Pays-Bas, les petites coopératives laitières indépendantes se caractérisent par des coûts de transaction moindres que ceux des gros empires alimentaires (comme Parmalat ou Friesland Foods). Cela se traduit, entre autres, par la faculté de mieux payer les éleveurs. Cette relation inversée est elle aussi caractéristique d'un virage à 180 degrés, lequel virage croise d'ailleurs le précédent. Étant donné que le contrôle impérial sur la sphère de la circulation a pris le dessus, toutes les transactions se produisant aux points décisifs d'entrée (par exemple, des éleveurs fournissant du lait aux usines) et de sortie (des consommateurs achetant du lait en bouteilles) sont transformées en transactions destinées à alimenter le niveau 3. C'est ainsi que les coûts de transaction élevés sont devenus une condition *sine qua non* au sein de tous les systèmes impériaux, au lieu de constituer un obstacle comme c'était le cas avec le capitalisme classique.

La troisième approche part du fait que, en sciences sociales, il est généralement admis que les activités économiques peuvent être ordonnées de deux façons diamétralement opposées, à savoir dans des organisations hiérarchiques (des entreprises, par exemple) ou sur des marchés. Bien que les unes n'aillent jamais sans les autres (du moins dans une économie capitaliste), il n'en demeure pas moins qu'au sein des marchés il n'y a pas de hiérarchie et qu'au sein des entreprises il n'y a pas de marché³³. Sur ce point précis, les empires représentent là encore un virage à 180 degrés. Dans les modes d'ordonnement impériaux et les conquêtes qui s'ensuivent, les institutions et les entreprises sont de plus en plus réorganisées comme si elles constituaient un marché « interne », tandis que les véritables marchés (qui sont « extérieurs » aux entreprises) sont soumis à une « main visible » nouvelle, à une série de pouvoirs extra-économiques

30. B. Benvenuti, "Towards the formalisation of professional knowledge in farming: Growing problems in agricultural extension", in *Proceedings for the International Workshop on Knowledge Systems and the Role of Extension*, Hohenheim, Allemagne, 1991.

31. N. Long, "Resistance, agency and counter-work: A theoretical positioning", in W. Wright et G. Middendorf (dir.), *Food Fights*, Penn State University Press, Pennsylvanie, 2007; J. D. van der Ploeg, *The New Peasantries: Struggles for Autonomy and Sustainability in an Era of Empire and Globalization*, Earthscan, Londres, 2008.

32. Burawoy, art. cit., p. 4.

33. V. Saccomandi, *Agricultural Market Economics: A Neo-Institutional Analysis of Exchange, Circulation and Distribution of Agricultural Products*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas, 1998.

qui se mettent à régir leur développement et leurs relations. Pour résumer, la séparation autrefois classique entre les marchés et les institutions ne cesse de s'estomper.

La quatrième façon, enfin, de souligner la spécificité du contrôle et de la gouvernance actuels des empires sur le reste du monde tient à l'*exclusion généralisée* que ces derniers créent. Tandis qu'autrefois un ensemble complexe et international de marchés relativement autonomes bien que connectés reflétait, dans un contexte national propre à chacun, une certaine cohérence entre l'état *national* de la pénurie d'un côté et le régime de prix (y compris les coûts de production relatifs) de l'autre, on observe aujourd'hui qu'un régime de prix *mondial* (un marché *mondial*) relie entre eux des espaces opposés. Cela se traduit nécessairement par le fait qu'en bien des lieux (si ce n'est dans la majorité d'entre eux) toute relation entre l'état local, régional et national de la pénurie d'un côté et le régime de prix mondial de l'autre est par définition manquante. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut expliquer pourquoi la planète compte avec honte³⁴, depuis plus d'une décennie et demie déjà, 850 millions d'individus (ils sont même plus de 1,2 milliard actuellement) souffrant de faim chronique. Il ne s'agit pas d'un « accident »³⁵. C'est la conséquence inéluctable de la gouvernance par l'Empire de la production et de la consommation de nourriture. On peut expliquer de la même façon pourquoi une grande majorité des paysans de la planète, au nombre de 1,25 milliard, sont condamnés à vivre des « vies perdues »³⁶. Pour ces individus, l'accès aux réseaux contrôlés par différents empires tend à devenir de plus en plus compromis. Par conséquent, leur précieuse contribution à l'alimentation de l'humanité s'en trouve bloquée.

34. J. Ziegler, *L'Empire de la honte*, Fayard, 2005.

35. J.-P. Charvet, *Le Désordre alimentaire mondial. Surplus et pénuries : le scandale*, Hatier, 1987 ; J.-M. Brun, *Le Défi alimentaire mondial. Des enjeux marchands à la gestion du bien public*, Solagral, 1996 ; J. Bové, *Paysan du monde*, Fayard, 2002.

36. Z. Bauman, *Vies perdues. La modernité et ses exclus*, Payot, 2006.

II. QU'EST-CE QUE LA PAYSANNERIE¹ ?

La science produit du savoir aussi bien que de l'ignorance. L'un des trous noirs qu'elle a engendrés cache le mode de fonctionnement des paysans au sein de notre monde moderne. Le phénomène paysan est confiné dans des zones reculées de l'histoire et dans des pays pauvres.

Ce que la science a créé, c'est une image et un modèle d'agriculteur entrepreneur, un modèle qui définit *ce que doivent être* l'agriculteur, ses pratiques et les relations qu'il entretient². Ce modèle, qui nécessitait des processus de modernisation poussés si l'on voulait s'y conformer, représentait l'opposé de ce que Shanin³ désignait sous le nom de classe « grossière » des paysans. Il annonçait « la fin des paysans »⁴.

Dans sa réflexion sur les rapports entre modernisation et paysannerie, Silvia Pérez-Vitoria souligne que « personne ne voulait les entendre ; on était trop occupés à se moderniser »⁵.

L'agriculteur entrepreneur développe en principe une entreprise agricole qui est hautement, voire totalement, intégrée aux marchés, qu'il s'agisse des marchés des intrants ou des marchés des produits. Cela se traduit par un degré de marchandisation élevé. L'exploitation est gérée comme une entreprise : elle suit la logique du marché. Les repères classiques que sont l'autonomie, l'autosuffisance et le cycle

1. Ce titre est un clin d'œil à Mendras qui pose la question suivante dans le chapitre introductif de son ouvrage de 1976, *Les Sociétés paysannes...* : « Qu'est-ce qu'un paysan ? »

2. M. Jollivet, *Pour une science sociale à travers champs. Paysannerie, ruralité, capitalisme (France x^e siècle)*, AP Éditions, 2001 ; J. D. van der Ploeg, *The Virtual Farmer: Past, Present and Future of the Dutch Peasantry*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas, 2003.

3. T. Shanin, *The Awkward Class: Political Sociology of Peasantry in a Developing Society: Russia 1910-1925*, Clarendon Press, Oxford, 1972.

4. H. Mendras, *La Fin des paysans. Changement et innovations dans les sociétés rurales françaises*, Armand Colin, 1970.

5. S. Pérez-Vitoria, *Les paysans sont de retour*, essai, Actes Sud, Arles, 2005.

démographique de la famille paysanne⁶ ne sont plus considérés comme pertinents. L'entreprise agricole est entièrement spécialisée et orientée au moyen de choix stratégiques vers les activités les plus rentables, les autres étant externalisées. Les objectifs à long comme à court terme sont la recherche des profits et leur maximisation.

L'entrepreneur ne se contente pas de se comporter en *Homo economicus*, il est un « adoptant précoce » des nouvelles technologies, contrairement aux autres qui sont des « retardataires⁷ ». Il est donc admis que les agriculteurs entrepreneurs ont à leur disposition un avantage concurrentiel considérable qu'ils mettent à profit pour investir dans l'expansion de leur exploitation.

La question n'est pas de savoir si ce modèle est réel ou non. Le nœud du problème est qu'on a *fait en sorte* qu'il devienne réel, à des degrés différents, certes, et avec des résultats contrastés entre 1950 et 1990, lorsque les grands projets de modernisation dominaient l'agriculture mondiale. Et bien que le paradigme de la modernisation soit aujourd'hui discrédité sur le plan théorique, il perdure cependant en tant que modèle central de certaines politiques.

C'est pourquoi on estime généralement, notamment dans les zones où les projets de modernisation fonctionnent, que la paysannerie a *de facto* disparu. Selon tout à la fois les « modernistes » et les marxistes, les paysans sont devenus soit des entrepreneurs, soit des prolétaires.

6. A. V. Chayanov, *The Theory of Peasant Economy* (édité par D. Thorner et al.), Manchester University Press, Manchester, 1966.

7. E. M. Rogers et F. Shoemaker, *Communication of Innovations: A Cross-Cultural Approach*, The Free Press, New York, et Collier-MacMillan Ltd, Londres, 1971.

UNE SCIENCE « GROSSIÈRE »⁸

Je n'ignore aucunement la richesse, l'ampleur et la portée de la longue tradition d'études sur la paysannerie⁹. Cependant, malgré leurs nombreuses vertus, je considère les résultats de cette tradition plurielle comme inadaptés pour appréhender pleinement la présence, l'importance, les problèmes et les potentiels des paysanneries *d'aujourd'hui*, et notamment celles qui vivent et travaillent dans des conditions imposées par les empires alimentaires.

Les défauts de la littérature existante peuvent être résumés en quatre points. Tout d'abord, elle sépare le monde en deux parties, puis applique des théories et des concepts différents à chacune d'elle, c'est-à-dire au centre développé et à la périphérie sous-développée. L'histoire est, elle aussi, scindée entre un passé témoin de l'omniprésence des paysans et un présent où ils ont presque entièrement disparu¹⁰. Des représentations extrêmement contrastées nous sont ainsi proposées, qui sont composées de mondes différents habités par des populations elles aussi différentes. La frontière décisive entre les deux est marquée par le *développement* ou le *sous-développement*. En conséquence, l'Europe a été vidée de ses paysans qui ont afflué vers le tiers-monde.

Dans la plupart des études, les paysans sont vus comme un « obstacle au développement¹¹ ». C'est pourquoi ils dominent dans les zones sous-développées de la planète : « La population paysanne se situe à la marge de l'économie mondiale moderne¹². » Un fossé sépare

8. Ce titre est une reprise ironique du titre du livre de Shanin (1972) évoqué dans le premier paragraphe de ce chapitre qualifiant la paysannerie de « classe grossière »

9. On trouvera des panoramas intéressants et bien documentés chez H. Bernstein et T. J. Byres, "From peasant studies to agrarian change", *Journal of Agrarian Change*, vol. 1, n° 1, 2001, p. 1-56 ; E. Sevilla Guzmán, *Desde del pensamiento social agrario: perspectivas agro-ecológicas del instituto de sociología y estudios campesinos*, Servicio de Publicaciones, université de Cordoue, Cordoue, 2006 ; et, sur un plan plus général, chez F. H. Buttel, "Some reflections on late twentieth century agrarian political economy", *Sociologia Ruralis*, vol. 41, n° 2, p. 165-181, 2001.

10. M. Mazoyer et L. Roudart, *Histoire des agricultures du monde*, Seuil, 2002.

11. T. J. Byres, "The agrarian question and differing forms of capitalist transition: An essay with reference to Asia", in J. Breman et S. Mundle (dir.), *Rural Transformations in Asia*, Oxford University Press, Delhi, 1991, p. 3-76.

12. F. Ellis, *Peasant Economics: Farm Households and Agrarian Development (Wye Studies in Agricultural and Rural Development)*, Cambridge University Press, Cambridge, 1993, p. 3.

« les précaires et les prospères¹³ », et les paysans ne peuvent logiquement plus faire partie des derniers. Tel est donc le type de concepts que l'on rencontre et qui paraissent nécessaires aux recherches, aux analyses et à la théorie.

Un deuxième aspect dérangeant des études traditionnellement menées sur les paysans réside dans le fait que leur *mode de travail* est largement passé sous silence : l'accent n'est mis que sur leur implication dans l'agriculture en tant que caractéristique suffisant à les définir. L'investissement d'un paysan dans l'agriculture est considéré comme allant de soi, mais la *façon* dont il s'investit, la *façon* dont il pratique l'agriculture et les éventuelles *différences* avec les autres modes agricoles sont à peine évoquées, à quelques exceptions près, comme les précieuses études empiriques du Comité interaméricain pour le développement de l'agriculture (CIDA), réalisées en Amérique latine dans les années 1960 et au début des années 1970¹⁴. De ce fait, les caractères distinctifs des paysans sont essentiellement examinés à travers les relations de pouvoir inégales et/ou leurs caractéristiques socioculturelles. Je n'ai bien sûr nullement l'intention de nier l'existence de ces phénomènes, mais un grand nombre de questions demeurent et, parmi elles, la façon dont l'inégalité dans les relations de pouvoir se traduit par un ordonnancement particulier des nombreuses activités et relations propres aux paysans.

En troisième lieu, les études sur les paysans ne reconnaissent que modérément la *capacité d'action* de ces derniers, ce qui est à l'évidence une conséquence (non voulue) de leur angle d'approche épistémologique. C'est ainsi que les paysans font souvent figure de victimes passives. Shanin parle même de « position d'opprimés, [ce qui équivaut à] la domination de la paysannerie par des personnes extérieures », et cette domination serait l'une des caractéristiques

principales qui définissent et délimitent les sociétés paysannes. La subordination des paysans est en effet au centre de la conceptualisation de Shanin : « La règle veut que les paysans soient tenus à bonne distance des sources sociales du pouvoir. Leur assujettissement politique va de pair avec leur subordination culturelle et leur exploitation économique au moyen des impôts, des peines de corvée, des loyers, des intérêts et des conditions commerciales qui leur sont défavorables¹⁵. » Selon Wolf, ce n'est « que lorsque [...] le cultivateur est assujéti aux exigences et aux sanctions de détenteurs de pouvoir extérieurs à sa couche sociale que l'on peut véritablement parler de paysannerie¹⁶ ». Bien sûr, cette description en elle-même n'est pas fausse et de tels éléments s'observent fréquemment de nos jours dans le monde agricole français ou néerlandais, par exemple. Mais elle est *incomplète* et ne met l'accent que sur un des membres de l'équation. Comme le souligne Long, « la capacité d'action octroie à l'acteur individuel la possibilité d'influer sur son expérience sociale et d'élaborer des moyens de se confronter à la vie¹⁷ ». Les paysans sont tout à fait à même de réagir de façon énergique à la subordination et à l'exploitation, et cet aspect est confirmé par un grand nombre d'études sur les styles d'agriculture¹⁸.

Enfin, je dirais que, même lorsque les études sur le monde paysan mettent nettement en exergue certains aspects immédiats (comme la révolution verte, les programmes de crédit ou les réformes foncières), elles passent cependant largement à côté de ce phénomène central que constitue la gigantesque vague de modernisation qui s'abat aujourd'hui sur l'agriculture du tiers-monde, comme cela a été le cas en Europe et ailleurs. Quel que

13. *Ibid.*

14. Pour un résumé, voir CIDA, "Bodennutzung und Betriebsfuehrung in einer Latifundio-landwirtschaft", in E. Feder (dir.), *Gewalt und Ausbeutung, Lateinamerikas Landwirtschaft*, Hofmann und Campe Verlag, Hambourg, 1973. Il existe bien sûr un éventail beaucoup plus grand d'études *détaillant* la façon dont les paysans pratiquent l'agriculture, qu'il s'agisse par exemple de la longue tradition de recherches françaises ou des chercheurs en sciences sociales de l'université de Wageningen. Mais elles se cantonnent le plus souvent au domaine de l'agronomie (sociale) et n'ont pas été traduites ou intégrées dans les études sur la paysannerie.

15. T. Shanin, *Peasants and Peasant Societies*, Penguin Books, Harmondsworth, Royaume-Uni, 1971, p. 15.

16. E. Wolf, *Peasants*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1966, p. 11.

17. N. Long, "Creating space for change: A perspective on the sociology of development", *Sociologia Ruralis*, vol. 24, n° 3-4, 1985, p. 168-184.

18. Dans *The Virtual Farmer: Past, Present and Future of the Dutch Peasantry* (Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas, 2003), au chapitre 3, je donne une vue d'ensemble et je fais une synthèse des principales études sur les styles d'agriculture. D'autres études menées par la suite sont venues consolider et enrichir la théorie sur les styles d'agriculture. Voir Bakker, 2001 ; Boonstra, 2002 ; Mourik, 2004 ; Schmitzberger *et al.*, 2005 ; Wartena, 2006 ; Slee, Gibbon et Taylor, 2006 ; Averbek et Mohamed, 2006 ; Langthaler, 2012.

soit son degré de réussite, le programme de modernisation a créé de nouvelles différenciations politico-économiques aussi bien à la périphérie qu'au centre de l'économie mondiale. À côté de la catégorie bien connue des paysans, les processus de modernisation ont donné naissance aux agriculteurs entrepreneurs et à l'agriculture entrepreneuriale dans les secteurs agricoles du tiers-monde, tout comme précédemment en Europe et ailleurs. La conséquence en a été que l'opposition classique (paysans contre agriculteurs capitalistes) est soudain devenue inadaptée à une description théorique de la situation dans le monde rural. On ne compte plus seulement deux définitions relatives à la paysannerie (le paysan contre le prolétaire et le paysan contre l'agriculteur capitaliste), il faut désormais avoir recours à trois lignes de démarcation et il importe aujourd'hui de faire une distinction stratégique entre le paysan et l'agriculteur entrepreneur.

Afin de corriger les défauts énumérés ci-dessus, il faut développer des concepts qui répondent à certaines exigences. Premièrement, ils doivent concerner tout à la fois le centre et la périphérie. Ils doivent s'appliquer aux constellations actuelles comme aux contextes du passé. Toute segmentation *a priori* est à proscrire. Deuxièmement, ces concepts doivent permettre de dépasser l'antagonisme entre l'approche socioéconomique et l'approche agronomique. Troisièmement, ils doivent partir du constat selon lequel, depuis l'âge d'or des théories sur la modernisation et des études sur la paysannerie, *l'agriculture s'est partout transformée sur le plan matériel*. Elle a été restructurée et délimitée selon de nouvelles frontières, précisément du fait des vastes processus de modernisation qui sont survenus à l'échelle mondiale entre 1950 et 1990. Quatrièmement, les concepts doivent aller au-delà de simples constats monochromes ; ils doivent permettre l'expression de degrés, de nuances, d'hétérogénéités et de spécificités. Puisque la paysannerie et les techniques agricoles des paysans constituent avant tout des processus dynamiques qui se déploient au fil du temps dans des directions différentes et parfois diamétralement opposées, les concepts doivent faciliter l'exploration et l'analyse des résultats obtenus par ces processus. Cela nécessite que le caractère relatif des différences et des degrés se situe au centre de l'analyse (Toledo utilise à cet égard l'expression « degrés de

paysanneté¹⁹»). Cinquièmement, les concepts doivent être conçus de façon à permettre les analyses comparatives. Sixièmement, ils doivent refléter la nature multidimensionnelle, multiniveau et multiacteur des réalités paysannes²⁰. Enfin, quelles que soient les constellations, les concepts doivent s'appuyer sur des définitions positives et indépendantes. Les phénomènes doivent être définis conformément à ce qu'ils sont, comme Palerm²¹ l'a démontré de façon convaincante à l'égard des paysans, et non en tant que contraire de ce qu'ils ne sont assurément pas.

UNE DÉFINITION EXHAUSTIVE DE LA CONDITION PAYSANNE

Je pense qu'il est à la fois possible et urgent de corriger les défauts que je viens de passer en revue. À cette fin, nous devons tenter une nouvelle théorisation de la paysannerie qui ancre cette dernière dans son contexte actuel tout en prenant en compte sa capacité d'action, et ce, non pas en tant qu'attribut secondaire, mais en tant que caractéristique essentielle.

Au centre de la condition paysanne se trouve donc *la lutte pour l'autonomie et le progrès dans un contexte caractérisé par des relations de dépendance, la marginalisation et les privations*. Cette lutte se concrétise à travers un objectif qui est la création et le développement d'une base de ressources autocontrôlée et autogérée. Celle-ci permet des formes de coproduction entre l'homme et la nature vivante qui interagissent avec le marché, rendent la survie possible et font naître des perspectives d'avenir ; tout cela se retrouve par rétroaction dans la base de ressources et vient la renforcer, améliore le

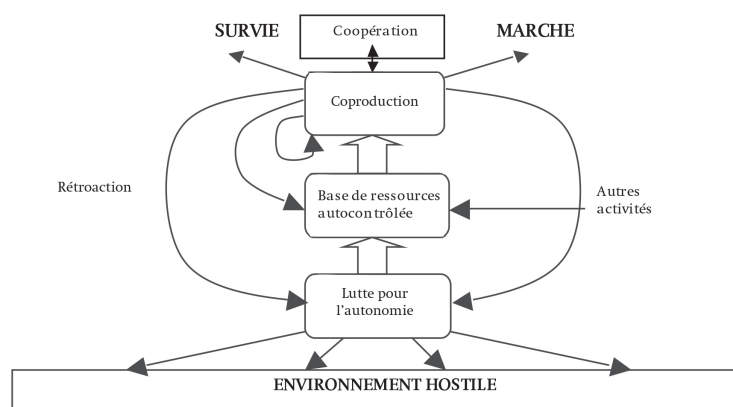
19. V. M. Toledo, *Campesinidad, agroindustrialidad, sostenibilidad: los fundamentos ecológicos e históricos del desarrollo rural*, Cuadernos de Trabajo 3, Grupo Interamericano para el Desarrollo Sostenible de la Agricultura y los Recursos Naturales, Mexique, 1995.

20. R. Paz, « Campesinado, globalización y desarrollo: una perspectiva diferente », *Revista Europea de Estudios Rurales Latinoamericanos y del Caribe*, n° 66, Amsterdam, 1999 ; R. Paz, « El campesinado en el agro argentino: repensando el debate teórico o un intento de reconceptualización? », *Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe*, n° 81, Amsterdam, 2006, p. 3-23.

21. A. Palerm, « Antropólogos y campesinos: orígenes y transformaciones », *Antropología y Marxismo*, Nueva Imagen, Mexique, 1980.

processus de coproduction, accroît l'autonomie et réduit donc la dépendance. Selon les particularités de la conjoncture socioéconomique dominante, la survie et le développement d'une base de ressources peuvent tous deux être renforcés par l'engagement dans des activités non agricoles. Enfin, des structures de coopération sont présentes, qui régulent et consolident ces relations.

Figure 2.1 – Chorégraphie de la condition paysanne



© Jan Douwe van der Ploeg

Je passerai d'abord brièvement en revue les différents éléments qui donnent une définition exhaustive de la condition paysanne, puis j'identifierai les dynamiques que cette condition suscite et grâce auxquelles elle se matérialise à travers diverses constellations caractérisées par des relations temps/espaces particulières et souvent opposées.

LA COPRODUCTION

La *coproduction*, l'un des éléments importants définissant la paysannerie, renvoie à l'interaction continue entre l'homme et la nature vivante et à leur transformation mutuelle. Les ressources

sociales et naturelles sont constamment modelées et remodelées, ce qui génère en permanence de nouveaux niveaux de coproduction²². L'agriculture, l'élevage, l'horticulture, la foresterie, la chasse, la pêche, mais aussi la transformation des produits obtenus en d'autres, plus élaborés (par exemple, les déjections et la paille en fumier, le lait cru en fromage, la viande en jambon), ainsi que des phénomènes nouveaux comme l'agrotourisme constituent autant d'expressions de la coproduction. Les interactions avec la nature vivante façonnent elles aussi de différentes manières la sphère sociale : le caractère artisanal du processus de production, l'aspect essentiel de la connaissance d'un métier et la prédominance des exploitations familiales sont tous trois liés de près à la coproduction et à la coévolution de l'homme et de la nature vivante. Sur le plan théorique, il est important de souligner que la coproduction permet des formes de développement endogènes²³. En ayant une vue d'ensemble du processus de production et en procédant à son évaluation générale, il est possible de coordonner et de rationaliser différentes sous-tâches de façon plus productive ; à long terme, ce sont les ressources naturelles et sociales qui peuvent s'en trouver améliorées. Grâce au (re)modelage des ressources (comme l'amélioration de la fertilité d'un champ) et à la constitution de nouvelles associations entre elles, on peut augmenter les niveaux de productivité. C'est ainsi qu'un important distinguo est fait entre la définition exhaustive de la condition paysanne proposée ici et les précédentes, étant donné que la première intègre systématiquement le processus de production agricole *en tant que pratique potentiellement dynamique* (pour des raisons à la fois historiques et contemporaines²⁴).

22. V. M. Toledo, *La Apropiaación campesina de la naturaleza: un análisis etnoecológico*, thèse de doctorat, faculté des sciences, UNAM, Mexique, 1994 ; G. I. Guzmán Casado *et al.*, *Introducción a la agroecología como desarrollo rural sostenible*, Ediciones Mundi-Prensa, Madrid, 2000.

23. J. D. van der Ploeg et A. Long, *Born from Within: Practices and Perspectives of Endogenous Development*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas, 1994 ; J. D. van der Ploeg et G. van Dijk, *Beyond Modernization: The Impact of Endogenous Development*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas, 1995.

24. Voir Richards, 1985 ; Osti, 1991 ; Bieleman, 1992 ; Wartena, 2006.

LA BASE DE RESSOURCES

La constitution et l'entretien d'une *base de ressources* autocontrôlée est un autre élément d'une importance stratégique définissant la paysannerie. La création et le développement d'une telle base donne un certain degré de liberté vis-à-vis des échanges économiques car elle s'appuie au moins en partie *sur un échange avec la nature*²⁵. La création et le développement d'une base de ressources est une condition *sine qua non* de la coproduction²⁶. Parallèlement, une base de ressources qui évolue est l'une des principales conséquences (non marchandisée) de la coproduction. Grâce à cette dernière, les ressources sont non seulement converties en une série de biens et de services, mais elles sont aussi reproduites dans le même temps en tant que ressources. C'est pourquoi la coproduction fait référence à deux processus savamment imbriqués : la production et la reproduction. Une coproduction réussie rétroagit sur la reproduction nécessaire (et le développement continu) de la base de ressources. Elle contribue également à la survie, au niveau de vie et à l'amélioration des perspectives des familles concernées. *Ainsi, le développement de l'agriculture et de la base de ressources sur laquelle elle s'appuie coïncide avec l'émancipation de la paysannerie et en est l'expression.*

À elles deux, une base de ressources autocontrôlée et une coproduction gérée par les paysans constituent un processus de travail particulier qui, pour ceux qu'il concerne, est loin de représenter une répétition sans fin et terriblement ennuyeuse de tâches et sous-tâches plus ou moins simples. Ce processus de travail est avant tout le lieu où se rencontrent l'homme et la nature vivante et où

différents cycles sont intégrés pour former un style d'agriculture cohérent. La nature vivante ne pouvant être entièrement planifiée ni contrôlée, elle nous réservera toujours des surprises pour le meilleur et pour le pire. L'art consistant à maîtriser ces surprises et à les transformer en pratiques nouvelles est souvent un élément clé du processus de travail²⁷. Il renvoie à un deuxième aspect crucial de ce processus en tant que lieu où se déroule l'apprentissage et où de nouvelles façons de travailler sont élaborées.

Pratiquer l'agriculture, c'est *fabriquer activement* choses, ressources, relations et symboles ; de là vient la troisième caractéristique clé. Comme nous l'avons vu, c'est par et à travers le processus de travail que se forge le progrès. Cela signifie que *le processus de travail est un lieu crucial de la lutte sociale pour les paysans*. La lutte sociale ne se déroule pas uniquement dans la rue, à travers l'occupation de terres, d'usines ou d'hypermarchés (c'est-à-dire en dehors des domaines de production et de travail), pas plus qu'il ne nécessite absolument des bannières ou des discours passionnés de quelque obédience que ce soit. La lutte sociale se situe aussi dans la détermination à accroître les ressources disponibles et à procéder, ce faisant, à de petites adaptations qui, mises bout à bout, contribuent à améliorer le bien-être, les revenus et les perspectives d'avenir.

L'importance du processus de travail en tant que lieu de construction du progrès explique la ténacité avec laquelle les paysans défendent leur autonomie. À quelque niveau de développement que ce soit, la possibilité de concevoir, de contrôler, de construire et de reconstruire le processus de travail (ainsi que les innombrables ressources, cycles, tâches et relations qu'il implique) est stratégique.

25. V. M. Toledo, "The ecological rationality of peasant production", in M. Altieri et S. Hecht (dir.), *Agroecology and Small Farm Development*, CRC Press, Ann Arbor, Michigan, 1990 ; V. M. Toledo, « La racionalidad ecológica de la producción campesina », in E. Sevilla Guzmán et M. Gonzalez de Molina (dir.), *Ecología, campesinado e historia*, Las Ediciones de la Piqueta, Madrid, 1992.

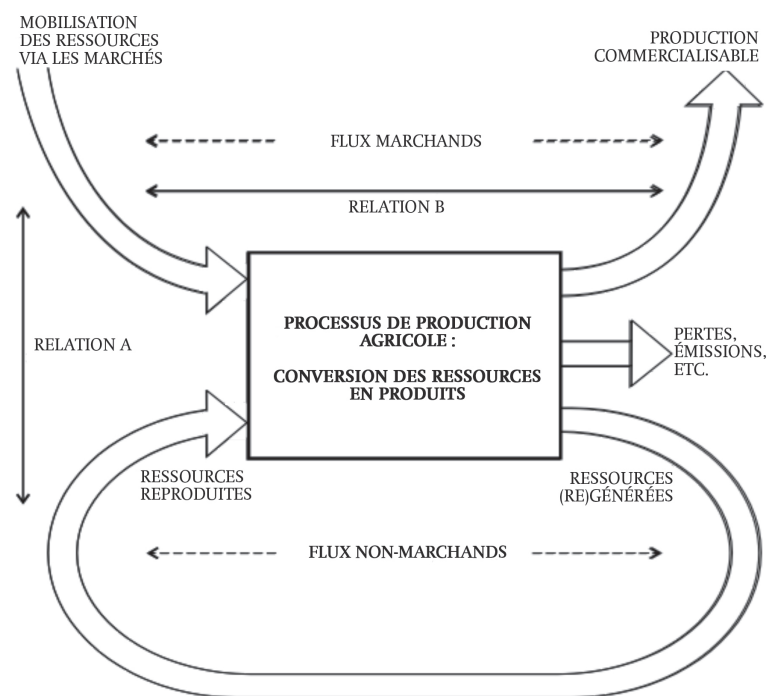
26. La terre, bien évidemment, a toujours été un remarquable indicateur de l'autonomie, dont elle est aussi l'expression. Mais elle n'est pas la seule à en être un vecteur important. Selon le contexte et le contrôle sur les circuits de commercialisation, il peut être tout aussi important d'avoir à sa disposition d'autres moyens économiques et/ou de pouvoir exprimer son identité de façon non équivoque. Il s'ensuit que la propriété foncière n'est pas une condition nécessaire. L'aspiration à la terre et/ou la lutte pour celle-ci constituent déjà une attitude importante caractérisant le fait d'être un paysan et de se comporter en tant que tel.

27. G. Remmers, *Con cojones y maestría: un estudio sociológico-agronómico acerca del desarrollo rural endógeno y procesos de localización en la Sierra de la Contraviesa (España)*, Wageningen Studies on Heterogeneity and Relocalization, 2, CERES, LUW, Wageningen, Pays-Bas, 1998 ; J. S. C. Wiskerke et J. D. van der Ploeg (dir.), *Transition: Essays on Novelty Production, Niches and Regimes in Agriculture*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas, 2004 ; P. Swagemakers, *Ecologisch kapitaal: over het belang van aanpassingsvermogen, flexibiliteit en oordeelkundigheid*, thèse, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas, 2008.

STRUCTURER LES RELATIONS AVEC LES MARCHÉS DE FAÇON À RENDRE L'AUTONOMIE POSSIBLE

Troisième élément définissant la paysannerie : les relations établies avec les marchés. Comme le montre la figure 2.2, l'agriculture consiste, d'un point de vue analytique, en trois processus interdépendants et adaptés les uns par rapport aux autres : (1) la *mobilisation* des ressources, (2) la *conversion* de celles-ci en produits (finis) et (3) la *commercialisation* et la *réutilisation* des produits finis. Le premier et le troisième processus, et de plus en plus le deuxième, supposent et impliquent *de facto* des relations avec les marchés. Mais ils peuvent être structurés de façons totalement différentes.

Figure 2.2 – Les principaux flux en agriculture



© Jan Douwe van der Ploeg

Les ressources peuvent être mobilisées grâce à différents marchés ; elles peuvent aussi être produites et reproduites au sein de l'exploitation. Cela est valable pour toutes les ressources sociales et matérielles importantes : vaches, aliments du bétail et fourrage, engrais, semences, travail, savoir, fonds de roulement, bâtiments, etc. Elles peuvent par exemple être obtenues au moyen de transactions marchandes et entrent donc dans le processus de production en tant que marchandises, mais elles peuvent aussi être produites et reproduites au sein même de l'unité agricole (ou encore faire l'objet d'échanges socialement régulés). Même les ressources qui ne peuvent pas être produites physiquement sur l'exploitation (comme les engins mécaniques) peuvent être obtenues en *convertissant* ses propres ressources (de l'épargne, par exemple) pour acquérir celles que l'on veut, ce qui est bien différent d'un emprunt destiné à les acheter. Ce sont les spécificités de l'« histoire sociale²⁸ » qui font la différence.

L'agriculture paysanne repose principalement, mais pas entièrement, sur un flux relativement autonome de ressources produites et reproduites au sein même de l'unité agricole. D'un point de vue analytique, les relations A et B sont stratégiques, comme le montre la figure 2.2. Elles font référence aux degrés de paysanneté. Grâce à la reproduction, la base de ressources, finement ajustée et consolidée, peut continuer à se développer. La production totale n'est que partiellement vendue ; une partie (qui est, bien entendu, variable selon l'époque et le lieu) est réutilisée sur l'exploitation même. Elle est réinjectée dans les cycles à venir, ce qui crée une forme d'autosuffisance (ou d'autoapprovisionnement) qui n'est pas liée (contrairement à ce qu'affirment toujours de nombreuses théories) à la consommation de nourriture par la famille, mais au fonctionnement de l'unité agricole *dans son ensemble*. Je reviendrai sur ce *mode de structuration paysan* typique lorsque j'aborderai les pratiques agricoles paysannes.

28. A. Appadurai, *The Social Life of Things: Commodities in Cultural Perspective*, Cambridge University Press, Cambridge, 1986.

LA SURVIE

La survie constitue un autre élément contribuant à la définition exhaustive de la paysannerie. Elle touche à la reproduction et, il faut l'espérer, à l'amélioration de l'existence. Elle est en quelque sorte l'expression qui fait référence à l'« unité symbiotique²⁹ » entre l'unité de production et l'unité de consommation au sein de la paysannerie. La nature de la survie et son degré dépendent évidemment de l'époque et du lieu, c'est-à-dire des relations avec l'État, avec les groupes détenteurs de capitaux, avec les autres classes, institutions et groupes sociaux, ainsi que des relations au sein même de la paysannerie. Dans certaines circonstances, l'autosuffisance est synonyme d'une production destinée avant tout à satisfaire les besoins nutritionnels de la famille paysanne. Dans d'autres, elle fait essentiellement référence au niveau de revenus. Dans d'autres encore, c'est la capacité à satisfaire aux exigences des banques, des groupes agro-industriels et de l'État qui devient décisive en matière de survie. Pour résumer, la survie est donc une notion à la fois temporelle et spatiale.

LE RENFORCEMENT DE LA BASE DE RESSOURCES

La coproduction ne se contente pas de générer la survie, elle renforce aussi la base de ressources. Ce phénomène peut prendre plusieurs formes. Il peut se traduire par une extension de la base de ressources, mais il se matérialise souvent par une amélioration qualitative des ressources disponibles et/ou par une redéfinition de la composition de la base. La qualité de la terre, du cheptel, des variétés de plantes, du travail, des systèmes d'irrigation, des bâtiments, des outils, etc., est améliorée, ce qui permet d'accroître la productivité. Les relations entre les objets de travail, les outils et la force de travail peuvent elles aussi être remaniées en associant, par exemple, la même quantité de ressources matérielles à un volume de main-d'œuvre plus important, ce qui déclenche un processus d'intensification. Dans la pratique, l'extension et la consolidation de la base

de ressources sont également considérées comme de la création de patrimoine, comme une *patrimonialização* pour reprendre le mot de Portela et Caldas³⁰ relatif à la région paysanne de Tras-os-Montes, dans le nord du Portugal. Elles sont aussi liées à une forme de fierté³¹. Le renforcement de la base de ressources passe souvent par le recours à de vastes réseaux sociaux au travers desquels circule un matériel génétique prometteur³², ou par l'action collective telle que la lutte contre les propriétaires fonciers pour le contrôle de l'eau. Il va de soi que le renforcement de la base de ressources n'est pas qu'une question de ressources en tant que telles : il passe aussi par les relations et les réseaux qui régissent leur mobilisation, leur utilisation et leur valorisation³³.

RÉDUIRE LA DÉPENDANCE

Dans la mesure où la définition de la condition paysanne renvoie à une situation de dépendance et de privations, elle souligne par là même la tendance générale (notamment avec la mondialisation actuelle de nos économies) à un déséquilibre et à une dégradation des conditions commerciales. C'est le résultat de prix en baisse, de conditions de vente qui se détériorent, de coûts en hausse, de taxes, d'expropriations (partielles), d'un accès restreint aux biens et services essentiels, de l'augmentation du coût de la vie et de l'obligation de respecter des dispositifs réglementaires qui augmentent les coûts, réduisent l'efficacité de la production et/ou ferment l'accès à certaines voies de progression. Étant donné le fonctionnement des empires alimentaires, les relations de dépendance et les niveaux de privation qui en découlent sont constamment (ré)introduits dans la condition paysanne. La lutte contre la dépendance et les privations n'est donc pas un processus en une seule étape, pas plus qu'elle ne

29. J. Tepicht, *Marxisme et agriculture. Le paysan polonais*, Armand Colin, 1973.

30. J. Portela et J. C. Caldas, *Portugal Chão*, Celta Editora, Oeiras, Portugal, 2003.

31. S. Lanner, *Der Stolz der Bauern; die Entwicklung des ländlichen Raumes: Gefahren und Chancen*, Ibero & Molden Verlag / European University Press, Vienne, 1996.

32. L. B. Badstue, *Smallholder seed practices: maize seed management in the Central Valleys of Oaxaca, Mexico*, Wageningen University, Wageningen, The Netherlands, 2006.

33. S. Schneider, *A diversidade da agricultura familiar*, UFRGS Editora, Porto Alegre, 2006.

se situe qu'au début de ce voyage à travers le temps qu'on appelle agriculture. Elle se répète inlassablement.

Il est possible de réduire la dépendance en renforçant la base de ressources (ici, la nature cyclique et autonome de la condition paysanne passe au premier plan). Il est important de souligner que, à quelques importantes exceptions près, la diminution de la dépendance n'est pas une affaire de contexte politico-économique en tant que tel, c'est avant tout une question de *relations* entre l'unité de consommation et de production et son contexte. Cela pose donc la question suivante : comment, par qui, avec quels moyens et au travers de quelles rencontres et de quelles contradictions ces relations sont-elles *structurées* ?

LUTTER POUR L'AUTONOMIE

C'est là que se dessine le dénominateur commun des éléments présentés jusqu'ici et définissant la paysannerie. Celle-ci représente fondamentalement une *lutte constante pour l'autonomie et le progrès* ou, pour reprendre l'expression de l'historien de l'agriculture Slicher van Bath, la poursuite de la « liberté des paysans³⁴ ». Comme l'a démontré Van Bath, cette liberté revêt deux facettes : l'une qui constitue au minimum une émancipation relative *vis-à-vis* des difficiles relations d'exploitation et de soumission ; l'autre (à l'évidence liée à la première et conditionnée par elle) qui est une liberté d'*agir* de façon que la pratique de l'agriculture concorde avec les intérêts et les perspectives des producteurs impliqués. Si les relations de dépendance se situent au sein de la structure sociale en tant que telle, la poursuite et l'élaboration de l'autonomie s'inscrivent, là encore, dans les *relations* entre l'exploitation et son contexte.

La lutte pour l'autonomie prend des formes diverses et souvent liées. Elle peut s'exprimer à travers les classiques « guerres

paysannes³⁵ » ou grâce aux « armes des faibles³⁶ », moins visibles. Mais, le plus souvent, comme je l'explicitai plus loin, elle s'accomplit dans les champs, dans les cours de fermes et les bâtiments d'élevage, et au gré des nombreuses décisions relatives à l'élevage du cheptel, au choix des semences, à l'irrigation et au travail à fournir.

LA PLURIACTIVITÉ

La pluriactivité domine chez les paysans, non seulement à la périphérie³⁷, mais aussi au centre³⁸. Si elle a essentiellement pour but d'augmenter les revenus, elle sert également à obtenir des fonds qui permettent d'investir dans l'agriculture, d'acheter du carburant, des pompes d'irrigation, des semences, des engrais, des bœufs, un tracteur et/ou de nourrir la famille. En pratiquant la pluriactivité, il est possible d'éviter la dépendance vis-à-vis des circuits bancaires et des prêteurs. Une analyse superficielle pourrait laisser croire qu'en procédant ainsi on ne fait que remplacer une forme de dépendance par une autre, mais cela recouvre en réalité une différence stratégique. Lorsque des semences, des engrais, etc., sont financés grâce à de l'argent gagné ailleurs, ils sont bel et bien « financés ». Ils sont achetés en tant que marchandises, mais ils intègrent ensuite le processus de production de l'exploitation en tant que valeurs d'usage. Ils n'ont donc plus à être valorisés en tant que valeurs d'échange. L'histoire sociale propre à ces ressources donne au paysan la *liberté* de les utiliser comme bon

34. B. H. Slicher van Bath, "Over boerenvrijheid (inaugurele rede Groningen, 1948)", in B. H. Slicher van Bath et A. C. van Oss (dir.), *Geschiedenis van Maatschappij en Cultuur*, Basisboeken Ambo, Baarn, Pays-Bas, 1978.

35. E. Wolf, *Les Guerres paysannes du xx^e siècle*, Maspero, 1974 ; J. Paige, *Agrarian Revolution: Social Movements and Export Agriculture in the Underdeveloped World*, The Free Press, New York, 1975.

36. J. C. Scott, *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*, Yale University Press, New Haven / Londres, 1985.

37. F. Ellis, "The determinants of rural livelihood diversification in developing countries", *Journal of Agricultural Economics*, vol. 51, 2000, p. 289-302 ; F. Ellis, *Rural Livelihoods and Diversity in Developing Countries*, Oxford University Press, Oxford, 2000.

38. M. Gorgoni, « Il contadino tra azienda e mercato del lavoro : un modello teorico », *Rivista di Economia Agraria*, vol. 35, n° 4, 1980, p. 683-718 ; J. M. Bryden, C. Bell, I. Gilliatt, E. Hawkins et N. MacKinnon, *Farm Household Adjustment in Western Europe 1987-1991*, Final report on the research programme on farm structures and pluriactivity, vol. 1 et 2, ATR/92/14, Commission européenne, Bruxelles, 1992 ; S. Wilson, J. Mannion et J. Kinsella, "The contribution of part-time farming to living countryside in Ireland", in J. D. van der Ploeg, A. Long et J. Banks (dir.), *Living Countrysides: Rural Development Processes in Europe - The State of Art*, Elsevier, Doetinchem, Pays-Bas, 2002.

lui semble (il peut les prêter à un voisin ou les revendre pour payer l'hospitalisation de sa femme ; j'utilise ce second exemple à dessein, étant donné que pareil comportement est considéré comme typique d'un « mauvais payeur » par les dispositifs de crédit). En revanche, lorsque ces produits ou ces services sont achetés à crédit, ils doivent être remboursés avec les intérêts grâce aux résultats tirés du cycle de production à venir, ce qui nécessite souvent une restructuration du processus de production. Et si des intempéries conduisent à la perte de la récolte, le paysan risque fort de perdre sa terre.

Plusieurs observateurs³⁹ se trompent systématiquement dans l'interprétation de ce phénomène de pluriactivité et de travail migrant. Ils les analysent simplement comme un stade nouveau (probablement irréversible) de la disparition de la paysannerie. Et pourtant, s'ils allaient chercher au-delà de l'immédiateté temporelle et spatiale, ils constateraient que les migrants reviennent chez eux avec des revenus destinés précisément à investir dans la rénovation et la consolidation de l'exploitation. De tels processus expliquent, par exemple, l'actuel essor de l'agriculture dans la région de Tras-os-Montes, dans le nord du Portugal, ou le boom agricole dans le sud de la Pologne. Il en va de même pour la Chine⁴⁰.

LES STRUCTURES DE COOPÉRATION

La confrontation avec un environnement hostile nécessite presque toujours des formes de coopération. Un contexte écologique exigeant (et/ou complexe) est plus facile à surmonter lorsqu'on coopère⁴¹, ce qui se matérialise souvent par des systèmes d'irrigation gérés par les paysans et/ou par des formes d'échanges socialement

régulés et fondés sur la réciprocité⁴². Des circonstances politico-économiques défavorables requièrent elles aussi des formes adaptées de coopération : dans ce cas, les arrangements mutuels constituent la « ceinture de sécurité » de la paysannerie. De même, l'amélioration de la coproduction déclenche de nombreuses formes de coopération, depuis l'échange de plants de pommes de terre dans les Andes⁴⁴ jusqu'aux « clubs d'études » des agriculteurs néerlandais⁴⁵. Il y a en réalité à travers le monde une extraordinaire diversité d'institutions qui gouvernent et régulent la coopération au sein de l'agriculture paysanne. Cela va des *comunidades campesinas* de Bolivie, du Pérou, d'Équateur et de certaines zones du Chili aux anciens *mir* des campagnes russes, en passant par les *zanjeras* des Philippines et les *baldíos* du nord du Portugal, jusqu'aux récentes coopératives territoriales des Pays-Bas et aux *Landschaftspflegeverbände* d'Allemagne. Il est important de préciser que, dans toutes ces expressions organisationnelles de la coopération, on observe presque toujours un équilibre savamment entretenu entre l'individu et le collectif. La coopération n'implique pas, dans la réalité paysanne, la suppression de la première partie de l'équation. Bien au contraire, c'est grâce à la coopération que perspectives et intérêts individuels sont défendus. J'aimerais aussi souligner que, au travers de la coopération, la lutte pour l'autonomie dépasse le cadre de l'unité agricole individuelle. L'autonomie se construit souvent à des niveaux d'agrégation plus larges, comme cela a été le cas lorsque les premières coopératives se sont constituées à la fin du XIX^e siècle en Europe. Cela s'est également vérifié lors des nombreux et impressionnants épisodes de lutte paysanne en Amérique latine au XX^e siècle. Et, si je ne me trompe pas, c'est ce qui se produit, littéralement sous nos yeux, en ce début de XXI^e siècle. Je reviendrai sur l'un de ces épisodes dans le chapitre 5.

39. M. Kearney, *Reconceptualizing the Peasantry: Anthropology in Global Perspective*, Westview Press, Boulder, Colorado, 1996 ; D. F. Bryceson et V. Jamal, *Farewell to Farms: De-agrarianisation and Employment in Africa*, African Studies Centre, Leyde, 1997 ; D. Bryceson, C. Kay et J. Mooij, *Disappearing Peasants? Rural Labour in Africa, Asia and Latin America*, Intermediate Technology Publications, Londres, 2000.

40. J. D. van der Ploeg et Ye Jingzhong, "Multiple job holding in rural villages and the Chinese road to development", *Journal of Peasant Studies*, vol. 37, n° 3, 2010, p. 513-530.

41. A. Schejtman, « Economía campesina: lógica interna, articulación y persistencia », *Revista de la CEPAL*, n° 11, 1980, p. 121-140.

42. E. Sabourin, *Organisations et sociétés paysannes : une lecture par la réciprocité*. Quae, Versailles, 2012.

43. Tepicht, *op. cit.*

44. S. B. Brush, J. C. Heath et Z. Huaman, "Dynamics of Andean potato agriculture", *Economic Botany*, vol. 35, n° 1, 1981, p. 70-88.

45. C. Leeuwis, *Of Computers, Myths and Modelling: The Social Construction of Diversity, Knowledge, Information and Communication Technologies in Dutch Horticulture and Agricultural Extension*, LUW, Wageningen, Pays-Bas, 1993.

POINTS COMMUNS, DIFFÉRENCIATIONS ET CHANGEMENTS

Les pratiques agricoles paysannes ne peuvent se comprendre en dehors du contexte social dans lequel elles naissent et au sein duquel elles sont constamment reproduites. Le concept de condition paysanne fait précisément référence à l'axe autour duquel s'articulent la paysannerie et le contexte social. L'existence de relations de dépendance ainsi que l'insécurité, la marginalité et l'absence de perspectives qui en découlent font des pratiques agricoles paysannes une *institution* nécessaire. Celle-ci offre au moins une part d'autonomie et des possibilités de progrès, et, comme toutes les institutions, ses modes d'expression sont divers et contrastés. Quelles que soient leurs différences immédiates, ils sont liés par la même rationalité concrète qui reprend les lignes du schéma de la figure 2.1 où l'on voit que le développement de l'autonomie et de l'autocontrôle sur les ressources est primordial. Pour ce faire, le travail est essentiel. Nous sommes ici au cœur de la paysannerie. Cette rationalité place le travail en position centrale et le relie aux ressources autocontrôlées et en partie autofaçonnées, ainsi qu'à la notion de réussite. La spécificité de cette position centrale devient claire lorsqu'on la compare à d'autres modes artisanaux. La réussite, au sein de la condition paysanne, est perçue comme le résultat du travail accompli par l'individu.

La condition paysanne représente un flux à travers le temps. Il s'agit, du moins potentiellement, d'un processus dynamique qui peut se déployer dans plusieurs directions, selon des rythmes différents et à l'aide de mécanismes distincts. Ce processus peut aussi se bloquer : on assiste alors à une stagnation ou à un recul qui peuvent, là encore, prendre différentes formes en fonction de l'époque et du lieu. Étant donné qu'il s'agit avant tout d'un processus, il devient également possible, du point de vue analytique, de parler de la condition paysanne en termes de *dépaysannisation* et de *repaysannisation*. Ce dernier concept implique de pousser la logique paysanne un peu plus loin dans une direction plus cohérente et se matérialise, dans la pratique, par des constellations plus fortes, plus convaincantes et plus autonomes. La dépaysannisation fait référence à la tendance opposée, c'est-à-dire à l'affaiblissement, à l'érosion, voire à la disparition, des pratiques paysannes et de leur rationalité.

La dépaysannisation comme la repaysannisation peuvent être exogènes ou endogènes.

La lutte pour l'autonomie, qui s'accompagne de la construction d'une base de ressources, ne se limite bien évidemment pas aux situations où la paysannerie doit se constituer pour la première fois, c'est-à-dire les situations d'émigration, de colonisations rurales, d'invasions, d'extension de la frontière agricole et/ou de populations jeunes essayant de bâtir une exploitation. Une fois qu'une base de ressources est *construite*, elle doit être défendue du fait même que les pratiques agricoles paysannes s'articulent en permanence avec un environnement menaçant. Il n'est pas difficile de perdre une exploitation une fois qu'elle a été construite. « Garder son nom sur la ferme⁴⁶ » est loin d'être facile et cela est valable dans le tiers-monde comme dans les pays développés, sur les petites exploitations comme sur les grandes. L'échec est susceptible de survenir partout. C'est pourquoi la sauvegarde de l'autonomie, c'est-à-dire sa *reconstruction active*, est une caractéristique centrale et universelle de la paysannerie. La continuité n'est en aucun cas assurée et doit être sans relâche *créée et recréée*. On ne peut attendre aucune sécurité de l'extérieur et les réussites passées ne sont pas un gage de succès futurs.

DIFFÉRENCIATIONS ET DEGRÉS DE PAYSANNETÉ

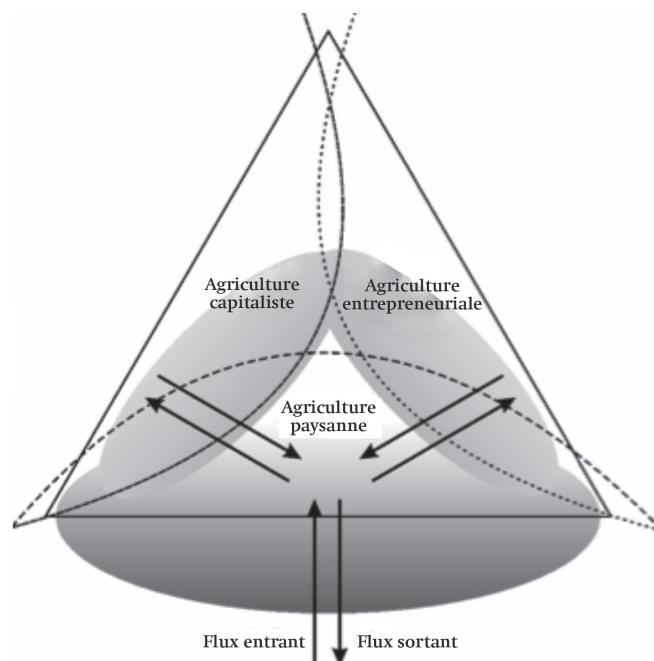
Il est important de souligner qu'il n'existe pas de délimitation clairement définie permettant de distinguer à coup sûr le paysan de l'agriculteur entrepreneur, pas plus qu'il n'y a de frontière précise entre la paysannerie et la population non agricole. Dans la théorie, on observe des différences flagrantes et essentielles, mais en pratique, on constate qu'à côté d'expressions empiriques claires de ces types théoriques s'étendent de larges zones grises qui établissent un lien entre ces expressions et, dans le même temps, illustrent le caractère progressif de ce lien. Ces zones grises renferment des *degrés de paysanneté* qui sont loin d'être injustifiés sur le plan théorique.

46. S. T. Kimball et C. M. Arensberg, *Keeping the Name on the Land*, Harcourt, Brace & World, New York, 1965.

Ils caractérisent en effet des sphères au sein desquelles se produisent d'importantes fluctuations en matière de dépayssannisation et de repaysannisation. Il est donc important de saisir, à la fois sur le plan empirique et sur le plan théorique, l'importance de ces nuances de gris fluctuantes, ainsi que les changements qui les accompagnent et qui se fondent parfois dedans⁴⁷. Cela nécessite des études longitudinales systématiques.

La figure 2.3 identifie trois interfaces importantes, chacune représentant une sphère susceptible d'abriter des flux décisifs.

Figure 2.3 – Zones frontières, degrés et mouvements



© Jan Douwe van der Ploeg

47. Pour une description détaillée et une élaboration théorique de la diversité rurale, voir C. Laurent et J. Rémy, "Agricultural holdings: Hindsight and foresight", *Études et recherches sur les systèmes agraires et le développement*, n° 31, 1998, p. 415-430.

À la première interface, c'est-à-dire dans la zone grise qui fait à la fois le lien et la distinction entre les paysans et les non-paysans, on peut observer deux flux opposés : à côté du flux sortant peut aussi figurer un flux entrant. Ce dernier est constitué de non-paysans essayant de devenir paysans. Dans une étude portant sur de petites exploitations aux Pays-Bas, Bock et de Rooij⁴⁸ se sont aperçus qu'un nombre considérable de ces petites exploitations étaient le fait d'individus extérieurs au monde de l'agriculture (enseignants, agents de police, conducteurs de camion, charpentiers...) qui avaient choisi d'investir dans ce secteur pour devenir paysans.

Une deuxième sphère importante se situe à l'intersection entre l'agriculture entrepreneuriale et l'agriculture paysanne. Il arrive que les paysans décident de devenir des entrepreneurs (par exemple, en intégrant un réseau plus grand de produits), mais la trajectoire opposée est elle aussi possible, et dans ce cas, on peut parler de processus de repaysannisation. On observe dans les deux cas un grand nombre de situations intermédiaires, ce qui multiplie les nuances de gris qui caractérisent cette intersection.

Enfin, il existe une zone frontière complexe entre l'agriculture de grandes sociétés (ou agriculture capitaliste) et l'agriculture paysanne, zone qui constituait auparavant l'objet exclusif des études sur le « dualisme » dans l'agriculture⁴⁹. Les exploitations capitalistes ont successivement disparu et réapparu tout au long de l'histoire, notamment dans les périodes marquées par de longues crises agraires (comme celles de 1880 et de 1930) au cours desquelles elles se sont effondrées⁵⁰. Certaines ont perduré en tant qu'exploitations paysannes, tandis que d'autres ont libéré de l'espace pour la constitution de nouvelles entités paysannes. Mais le fonctionnement inverse est également possible : à la suite d'un processus interne de différenciation scindant les paysans en

48. B. B. Bock et S. J. G. de Rooij, *Social Exclusion of Smallholders and Women Smallholders in Dutch Agriculture: Final National Report for the EU Project – Causes and Mechanisms of Social Exclusion of Women Smallholders*, WUR, Wageningen, Pays-Bas, 2000.

49. J. H. Boeke, *The Evolution of The Netherland Indies Economy*, Tjeenk Willink, Haarlem, 1947; M. de Benedictus et V. Cosentino, *Economia dell'Azienda agraria: teoria e metodi*, Il Mulino, Bologne, 1979.

50. J. L. van Zanden, *De Economische Ontwikkeling van de Nederlandse Landbouw in de Negentiende Eeuw, 1800-1914*, AAG Bijdragen, Landbouwwuniversiteit, Wageningen, Pays-Bas, 1985.

trois catégories – « pauvres », « moyens » et « riches » –, ces derniers embauchent parfois les autres en tant que travailleurs salariés, entrant ainsi dans la catégorie des « agriculteurs capitalistes⁵¹ ».

LES PAYSANS DU CENTRE

Partout dans le monde, les paysans sont confrontés à la dépendance et aux privations et, en conséquence, au danger de la marginalisation. Bien qu'à un niveau différent, les agriculteurs européens sont menacés – tout autant que les paysans africains et latino-américains – par la compression des marges en agriculture (c'est-à-dire par la stagnation des prix à la production et l'augmentation des coûts). Ils souffrent également de relations de dépendance anciennes et nouvelles ; parmi ces dernières, on compte les nouvelles dispositions réglementaires qui président jusque dans les moindres détails au processus de travail et de production. Comme l'a exprimé Mendras dans les années 1970, « de nos jours, la société industrielle s'oppose de plus en plus à la paysannerie et la condamne, car [la société industrielle] n'admet pas que des individus remettent en cause sa rationalité⁵² ». De même, dans le tiers-monde comme dans les pays industrialisés, l'agriculture *s'articule* avec les marchés. Frank Ellis a tenté d'établir une ligne de démarcation significative sur le plan théorique entre l'agriculture européenne et celle du tiers-monde en termes de marchés, en avançant que « les paysans ne sont que partiellement intégrés dans des marchés incomplets » tandis que « leur lien le plus direct, l'exploitation agricole commerciale [...] est entièrement intégrée dans des marchés qui fonctionnent à plein régime⁵³ ». Cette séparation classique du monde en deux parties distinctes se confronte difficilement à la réalité empirique. Car les « marchés concurrentiels non faussés » ne sont pas absents

dans le seul tiers-monde, ils ont aussi en voie de disparition en Europe, du fait, précisément, de l'hégémonie grandissante des empires alimentaires. Cela est le premier argument. Le second a trait à la question de l'intégration « totale » ou « partielle » au sein des marchés. Certes, les paysans du tiers-monde, dans la plupart des cas, ne sont que *partiellement* intégrés au sein des marchés, *mais c'est aussi le cas des agriculteurs européens*. Lorsqu'on examine de près les degrés de marchandisation et qu'on les compare (voir le tableau 2.1), on s'aperçoit que les paysans du tiers-monde sont sans doute encore plus « totalement intégrés » que leurs homologues européens et que ce degré élevé d'« intégration » (ou degré élevé de dépendance vis-à-vis des marchés) constitue leur principal *problème*. Peut-être les paysans européens sont-ils en réalité bien plus des paysans que beaucoup d'agriculteurs du tiers-monde, ce qui explique pourquoi ils s'en sortent financièrement un peu mieux.

Le tableau 2.1 franchit pour ainsi dire les frontières en comparant différents indicateurs de dépendance vis-à-vis des marchés aux Pays-Bas, en Italie et au Pérou. Les données⁵⁴ montrent que, d'une façon générale, l'agriculture européenne est moins prisonnière de relations de dépendance et, en conséquence, moins marchandisée que celle du Pérou. Si l'on considère ce dernier pays comme représentatif des systèmes agricoles périphériques à l'échelle mondiale, on peut conclure que, dans l'ensemble, les systèmes agricoles à la périphérie sont plus dépendants, plus marchandisés et reposent davantage sur une « circulation totale des produits » que les systèmes du centre.

51. V. I. Lénine, *Le Développement du capitalisme en Russie*, Éditions sociales, 1969.

52. H. Mendras, *Les Sociétés paysannes. Éléments pour une théorie de la paysannerie*, Armand Colin, 1976, p. 212.

53. Ellis, *Peasant Economics: Farm Households and Agrarian Development* (*Wye Studies in Agricultural and Rural Development*), *op. cit.*, p. 4.

54. Elles sont calculées d'après la figure 2.2 (relation A) p. 56. Dans chaque case figure la quantité d'une ressource donnée mobilisée sur le marché en pourcentage de la quantité totale disponible de cette ressource. Pour les détails techniques, voir J. D. van der Ploeg, *Labour, Markets, and Agricultural Production*, Westview Special Studies in Agriculture Science and Policy, Westview Press, Boulder/San Francisco/Oxford, 1990.

Tableau 2.1 – Différents degrés de dépendance vis-à-vis des marchés aux Pays-Bas, en Italie et au Pérou (1983)

Dépendance vis-à-vis du marché en matière de	ITALIE					Pérou, montagnes, production de pommes de terre, paysans
	Pays-Bas, élevage laitier	Émilie-Romagne, plaines, élevage laitier	Émilie-Romagne, montagnes, élevage laitier	Campanie, agriculture mixte	Pérou, littoral, agriculture coopérative	
Travail	6,6 %	9,1 %	0,1 %	13 %	100 %	25 %
Terre	Nd	28,7 %	20,2 %	8 %	100 %	21 %
Emprunts à court terme	1,9 %	4,6 %	1,9 %	12,1 %	65 %	27 %
Emprunts à moyen et à long terme	17,8 %	13,5 %	5,8 %	23,2 %	50 %	0 %
Prestations d'entrepreneurs de travaux agricoles	20,5 %	30,7 %	10 %	14 %	70 %	60 %
Matériel génétique	13,7 %	7,2 %	7,6 %	8 %	65 %	43 %
Principaux intrants	Nd	43,8 %	37,8 %	26,3 %	85 %	35 %
Indice composite	Nd	26 %	15 %	Nd	Nd	Nd

Nd = non disponible

Rien de tout cela ne doit laisser penser, bien sûr, que *tous* les agriculteurs européens doivent être considérés comme des paysans, bien au contraire. L'hétérogénéité observée au niveau mondial se retrouve dans les pays européens. Même au sein de zones relativement petites caractérisées par les mêmes conditions écologiques, économiques et institutionnelles, on constate une très forte hétérogénéité, comme le montre le tableau 2.2.

Tableau 2.2 – Variabilité des relations entre les exploitations laitières et les marchés (Pays-Bas, 1990 ; n = 300)

	Moyenne	Écart type	Valeur minimale	Valeur maximale
MARCHÉ DES CAPITAUX				
Dettes par exploitation (en NLG)	817 200	603 600	77 270	3 989 000
Dettes par unité de travail (en NLG)	462 500	282 500	33 600	1 662 000
Dettes par tonne de lait (en NLG)	1 540	900	140	6 690
MARCHÉ DU TRAVAIL				
Salariat en % du travail total	10 %	16 %	0 %	70 %
Prestations d'entrepreneurs de travaux agricoles par ha (en NLG)	371	243	12	1 410

Tableau 2.2 (suite)

	Moyenne	Écart type	Valeur minimale	Valeur maximale
MARCHÉS DES INTRANTS				
Aliments du bétail par tonne de lait (en NLG)	104	24	45	166
Dépenses totales en aliments et fourrage par vache (en NLG)	900	249	217	1 833
Dépenses totales en aliments et fourrage par tonne de lait (en NLG)	133	34	43	255
Animaux achetés par an	10 860	22 900	0	197 300
INDICE SYNTHÉTIQUE				
Coûts monétaires totaux en % de la valeur de la production brute	48 %	8 %	33 %	75 %
Coûts monétaires totaux + 7 % d'intérêts sur les dettes en % de la valeur de la production brute	60 %	10 %	35 %	95 %
NLG = florin néerlandais				

Le tableau 2.2 présente les relations qui se sont créées entre les exploitations laitières néerlandaises et les principaux marchés de facteurs de production et d'intrants. Il montre que la dépendance

à l'égard du marché des capitaux, par exemple, varie considérablement. Si, sur certaines exploitations, les dettes totales par vache (en tablant sur une production annuelle de 8 000 litres par vache) atteignent 5 100 florins néerlandais par vache (équivalant aujourd'hui à environ 2 320 euros et calculé comme moyenne moins l'écart type), dans d'autres situées non loin, ce chiffre pouvait être quatre fois plus élevé : 19 520 florins néerlandais (soit 8 845 euros ; moyenne plus l'écart type). Du fait du remboursement des intérêts, de telles différences de dépendance sont synonymes d'écarts considérables en matière de revenus (toutes choses égales par ailleurs), ce qui signifie que les agriculteurs doivent structurer les processus de production de façon complètement différente.

Ce que le tableau 2.2 montre en outre de façon synthétique, c'est qu'une partie des exploitations laitières néerlandaises s'appuie sur un flux de ressources relativement autonome et autocontrôlé, tandis qu'une autre est extrêmement dépendante des marchés extérieurs. La première est constituée d'agriculteurs qui, à cet égard au moins, structurent leurs relations avec les marchés de manière paysanne, tandis que la seconde a clairement recours pour cela à des méthodes entrepreneuriales.

DE LA CONDITION PAYSANNE AUX PRATIQUES AGRICOLES PAYSANNES

La définition exhaustive de la *condition paysanne* renvoie à la position de la paysannerie dans la société au sens large, soulignant la lutte pour l'autonomie destinée à combattre la dépendance, les privations et la marginalisation. Dans le même temps, cette condition paysanne est marquée par des *pratiques agricoles paysannes* qui lui sont propres. Le positionnement de la paysannerie au sein de la société au sens large a des répercussions importantes sur la façon dont les paysans travaillent : la condition paysanne se traduit en effet par un ordonnancement bien particulier des processus agricoles de production et de reproduction.

Première caractéristique importante : les pratiques agricoles paysannes sont dirigées vers la *production et la croissance de la plus grande quantité de valeur ajoutée possible*. Cette orientation se reflète dans la

condition paysanne : on lutte contre les environnements hostiles en générant des revenus de façon indépendante grâce à l'utilisation, majoritaire, mais non exclusive de ressources autocrées et autogérées. Cet accent qui est mis sur la production de valeur ajoutée distingue très clairement le mode de production des paysans des autres. Le mode entrepreneurial, en effet, est tout autant tourné vers la *prise de contrôle* des ressources des autres que vers la production de valeur ajoutée à partir des ressources disponibles (voir le chapitre 3 pour un traitement approfondi de cette différence de stratégie). Quant au mode de production capitaliste, il s'attache à la réalisation de *profits* (plus-value), même si cela doit passer par une réduction de la valeur ajoutée totale.

Deuxièmement, au fondement des pratiques agricoles paysannes, la base de ressources disponible par unité de production et de consommation est presque toujours *limitée*. Bien qu'on puisse atteindre un relatif bien-être, la notion de plénitude ne s'accorde pas avec la vie des paysans, notamment du fait que ces derniers courent toujours le risque de perdre certains éléments de leur base de ressources. Cela ne tient pas uniquement aux origines de celle-ci, c'est aussi dû à la reproduction intergénérationnelle qui implique le plus souvent une distribution entre plusieurs enfants et, par conséquent, une baisse des ressources disponibles par unité de production. L'usurpation de terres par d'autres, le vol d'eau, l'exclusion et les obstacles de taille empêchant l'accès à d'importants services ont des effets similaires. On évite de développer la base de ressources par l'établissement de relations de dépendance substantielles et durables à l'égard des marchés pour les facteurs de production, car cela va à l'encontre de la lutte pour l'autonomie et se traduirait par des coûts de transaction élevés. La (relative) pénurie de ressources disponibles donne donc une position centrale à l'efficacité technique⁵⁵ : dans le mode de production paysan, le rendement le plus élevé possible doit être atteint à partir d'une quantité donnée de ressources et sans détérioration de leur qualité.

Troisièmement, le travail entre pour une part relativement importante dans la composition quantitative de la base de ressources, tandis que les objets de travail (terre, animaux, etc.) sont assez peu abondants. Cela implique, si l'on tient compte des caractéristiques précédentes, que la production paysanne est plutôt intensive (c'est-à-dire que la production par objet de travail est relativement élevée) et que la trajectoire de développement est orientée en tant que processus continu d'intensification reposant sur le travail.

Quatrièmement, la base de ressources n'est pas séparée en éléments opposés et contradictoires (tels que le travail et le capital ou le travail mental et le travail intellectuel). Les ressources sociales et matérielles disponibles représentent au contraire une unité organique et sont possédées et contrôlées par ceux qui sont directement impliqués dans le processus de travail. Les règles gouvernant les rapports entre les parties prenantes (et définissant les relations avec les ressources) puisent généralement dans des références culturelles et des modèles de relations entre les sexes propres aux zones géographiques concernées, tandis que les équilibres internes de type chayanovien (par exemple, entre effort et réconfort) jouent aussi un rôle important⁵⁶.

Une cinquième caractéristique, qui dérive des précédentes, est la position centrale du travail : les niveaux d'intensité et la poursuite du développement sont en effet extrêmement dépendants de la quantité de travail et de sa qualité. D'où l'importance des investissements liés au travail (terrasses, systèmes d'irrigation, bâtiments, cheptel de meilleure qualité et rigoureusement sélectionné, etc.), de la nature des technologies appliquées (« nécessitant des compétences » s'opposant à « mécaniques⁵⁷ »), de la production de nouveautés⁵⁸ ou de l'inventivité des paysans⁵⁹.

55. P. A. Yotopoulos, "Rationality, efficiency and organizational behaviour through the production function: Darkly", *Food Research Institute Studies*, vol. 13, n° 3, 1974, p. 263-273.

56. G. Djurfeldt, "Defining and operationalizing family farming from a sociological perspective", *Sociologia Ruralis*, vol. 36, n° 3, 1996, p. 340-351.

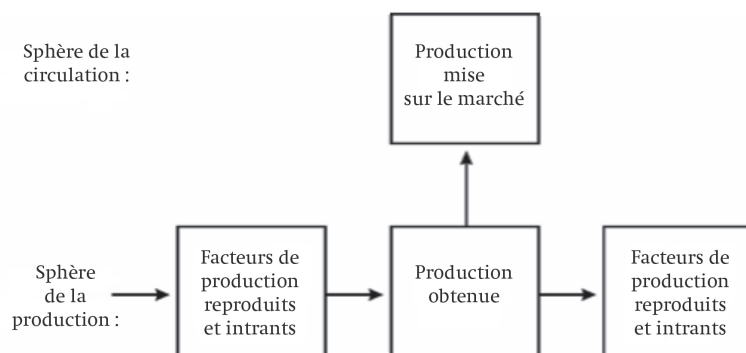
57. Voir F. Bray, *The Rice Economies: Technology and Development in Asian Societies*, Blackwell, Oxford, 1986.

58. Wiskerke et Ploeg, *op. cit.*

59. G. Osti, *Gli innovatori della periferia, la figura sociale dell'innovatore nell'agricoltura di montagna*, Reverdito Edizioni, Turin, 1991.

La sixième caractéristique concerne la spécificité des relations établies entre l'unité de production paysanne et les marchés. Comme le montre la figure 2.4, le processus de production tel que structuré selon les pratiques de production paysannes s'appuie le plus souvent sur une reproduction relativement autonome et historiquement garantie. Selon Schejtman, « la production paysanne n'est que partiellement marchandisée⁶⁰ ». Chaque cycle de production puise dans des ressources produites et reproduites au cours des cycles précédents. Celles-ci entrent ainsi dans le processus de production en tant que valeurs d'usage, qu'objets et qu'instruments de travail utilisés pour fabriquer des produits et pour reproduire l'unité de production. Ce fonctionnement contraste nettement avec celui de la reproduction dépendant des marchés (résumée dans la figure 2.5) où toutes les ressources doivent être mobilisées sur les marchés correspondants, après quoi elles entrent dans le processus de production en tant que marchandises. C'est ainsi que les rapports marchands pénètrent au cœur du processus de travail et de production. La figure 2.5 renvoie au mode d'agriculture entrepreneuriale.

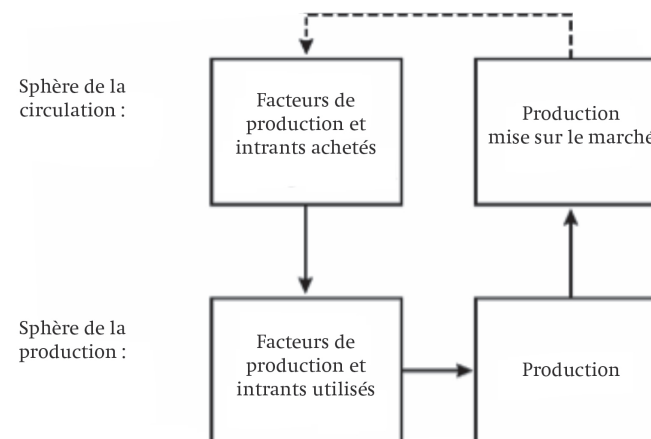
Figure 2.4 – Schéma de reproduction relativement autonome et historiquement garantie



© Jan Douwe van der Ploeg

60. Schejtman, *art. cit.*, p. 128.

Figure 2.5 – Reproduction dépendante des marchés



© Jan Douwe van der Ploeg

D'un point de vue néoclassique, les différences entre les situations d'« autoapprovisionnement » (figure 2.4) et les situations de forte dépendance à l'égard des marchés (figure 2.5) ne sont pas pertinentes. À l'inverse, vues sous l'angle néo-institutionnel, elles illustrent parfaitement le dilemme fondamental : « fabriquer ou acheter⁶¹ ».

Toutes les caractéristiques que nous venons de passer en revue définissent la nature particulière des pratiques agricoles paysannes, qui sont prioritairement tournées vers la recherche et, par voie de conséquence, la *création de valeur ajoutée et d'emploi productif*. Dans l'agriculture capitaliste et l'agriculture entrepreneuriale, on peut augmenter les profits et le niveau de revenus en réduisant le volume

61. V. Saccomandi, « Presentazione », in J. D. van der Ploeg (dir.), *Lo Sviluppo tecnologico in agricoltura: il caso della zootecnia*, INEA: studi e ricerche, Il Mulino, Bologne 1990; V. Saccomandi, *Agricultural Market Economics: A Neo-Institutional Analysis of Exchange, Circulation and Distribution of Agricultural Products*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas, 1998; F. Ventura, *Organizzarsi per sopravvivere: un'analisi neo-istituzionale dello sviluppo endogeno nell'agricoltura Umbra*, thèse de doctorat, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas, 2001.

de main-d'œuvre, si bien que les deux se développent grâce au flux sortant de travail. Étant donné la position de ce dernier au sein de la condition paysanne et du fait de la nature d'une exploitation *familiale*⁶², ce phénomène ne se retrouve pas avec la même intensité dans les pratiques agricoles paysannes (et, quand il s'y retrouve, il peut facilement se traduire par une régression). L'émancipation (le fait de surmonter un environnement hostile) coïncide ici avec l'accroissement de la valeur ajoutée totale par unité de production. Cet accroissement est possible grâce à un lent mais constant développement de la base de ressources (c'est-à-dire grâce à la *création* active de ressources supplémentaires et/ou améliorées) ou grâce au perfectionnement de l'efficacité technique. Dans la plupart des cas, cependant, les deux sont liés et imbriqués et s'autorenforcent de façon autonome.

La distanciation multiniveau et sa pertinence dans le monde « moderne »

Comme nous l'avons vu, les pratiques agricoles paysannes reposent sur une distanciation institutionnalisée vis-à-vis des marchés, principalement mais pas uniquement, du côté des intrants nécessaires à la production. Dans la pratique, cette distanciation se structure de différentes façons et s'institutionnalise à travers des habitudes acquises et des références culturelles qui mettent l'accent sur les vertus que sont l'autonomie, la liberté, le travail et le progrès, toutes tributaires de la coproduction entre l'homme et la nature. La distanciation ne remonte pas à la nuit des temps, elle est au contraire le résultat d'un processus historique complexe au travers duquel la paysannerie s'est constituée (et reconstituée). Ce processus est allé de l'avant, sans doute même sans tenir compte des intentions des acteurs impliqués, au gré des nombreuses et douloureuses leçons qu'il a fallu apprendre, encore et toujours.

On rencontre un problème de taille lorsqu'on aborde la distanciation, car les techniques comptables utilisées aujourd'hui pour rendre compte de la situation économique des exploitations agricoles (et/ou de celle du secteur agricole dans son ensemble) ne reflètent pas avec précision les effets contrastés de la distanciation

et de l'intégration. Ces différences, pourtant potentiellement très pertinentes, sont même *masquées* par les approches comptables privilégiées et par les concepts néoclassiques dans lesquels elles sont ancrées. La théorie néoclassique part en effet du principe qu'il importe peu que les vaches soient élevées sur l'exploitation ou achetées sur le marché. Il en va de même pour le foin (une question de taille dans l'histoire agraire) et le capital, par exemple. L'entrepreneur doit faire ses calculs comme si toutes ces ressources étaient mobilisées sur les marchés correspondants. L'histoire sociale qui leur est propre n'a pas d'intérêt. Le seul paramètre qui se justifie est leur prix tel qu'il est établi par le marché. La principale conséquence de cette approche est que les avantages relatifs obtenus grâce à la distanciation sont absents de la représentation (et de la compréhension théorique) de l'agriculture.

Étant donné son importance, il est étonnant que de nombreux spécialistes (et responsables politiques) s'évertuent à passer sous silence cette distanciation stratégique et institutionnelle lorsqu'ils affirment que les agriculteurs néerlandais, par exemple, sont des entrepreneurs (et doivent donc se comporter en tant que tels), dont le mode opératoire (et la chorégraphie) est très éloigné de celui des paysans. C'est une fois de plus la preuve que la science se méprend au sujet de la paysannerie, la preuve d'une science grossière, surtout quand elle émane d'universités agricoles.

62. Schejtman, *art. cit.*

III. PAYSANS ET ENTREPRENEURS

La différence essentielle entre les pratiques agricoles paysannes et entrepreneuriales réside dans le degré d'autonomie relatif à la base de ressources. L'autonomie se mesure aussi à partir des relations dans lesquelles cette base de ressources est encastrée et à la façon dont elle est gérée, étendue et développée. Cette autonomie à plusieurs facettes revêt un certain nombre de dimensions qui sont résumées dans le tableau 3.1. Certaines ont directement trait à l'ordonnancement du processus de production agricole¹, d'autres se rapportent à des niveaux d'agrégation plus larges. Afin de traiter ces dimensions plus en profondeur, je m'attacherai à une constellation particulière ancrée dans le temps et l'espace : il s'agit de l'élevage laitier en Émilie-Romagne, et plus précisément dans la zone de production du parmesan. Je procède ainsi car les pratiques agricoles paysannes et entrepreneuriales ne sont pas exclusives dans cette région, mais coexistent et permettent une analyse comparative.

Tableau 3.1 – Synthèse des principales différences entre les pratiques agricoles paysannes et entrepreneuriales

Pratiques paysannes	Pratiques entrepreneuriales
> Rôle primordial et internalisation de la nature ; la coproduction et la coévolution sont centrales	> Déconnexion par rapport à la nature ; « artificialisation »

1. Voir aussi M. Strange, *Family Farming: A New Economic Vision*, University of Nebraska Press, Lincoln/Londres, et Institute for Food and Development Policy, San Francisco, 1985.

Tableau 3.1 (suite)

Pratiques paysannes	Pratiques entrepreneuriales
> Distanciation vis-à-vis des marchés d'intrants ; différenciation vis-à-vis des marchés des produits (faible degré de marchandisation)	> Forte dépendance à l'égard des marchés ; degré élevé de marchandisation
> Caractère central du savoir-faire et des technologies axées sur les compétences	> Caractère central de l'entrepreneuriat et des technologies mécaniques
> Intensification continue basée sur la quantité et la qualité du travail	> L'augmentation d'échelle est la trajectoire de développement privilégiée ; achat de l'intensité qui est une fonction de la technologie
> Multifonctionnelles	> Spécialisées
> Continuité entre passé, présent et futur	> Création de ruptures entre passé, présent et futur
> Accroissement de la richesse sociale	> Limitation et redistribution de la richesse sociale

ARTIFICIALISATION CONTRE COPRODUCTION

La coproduction est au centre des pratiques agricoles paysannes, et par coproduction, j'entends une interaction aux multiples facettes et en constante évolution entre l'homme et la nature vivante. L'utilisation, l'entretien et le déploiement continu du capital écologique sont essentiels dans la coproduction². Les ressources qui constituent ce capital sont constamment transformées et améliorées grâce à la coproduction. Elles représentent à cet égard un

2. V. M. Toledo, « La racionalidad ecologica de la produccion campesina », in E. Sevilla Guzmán et M. Gonzalez de Molina (dir.), *Ecologia, campesinado e historia*, Las Ediciones de la Piqueta, Madrid, 1992.

travail objectivé et accumulé³. L'ancrage profond dans le capital écologique et, par conséquent, l'ordonnancement et le développement sous forme de coproduction du processus de production agricole sont des caractéristiques essentielles des pratiques agricoles paysannes. Non seulement ces caractéristiques se traduisent par la résilience, qui a été la marque de fabrique de l'agriculture paysanne à travers les siècles, mais elles expliquent l'actuelle attractivité émergente de cette forme d'agriculture, eu égard à sa durabilité. La coproduction nécessite et produit un type de connaissances à l'ordonnancement bien particulier, auquel la tradition française fait référence sous le nom de savoir-faire paysan⁴ ou d'art de la localité⁵. Le respect, l'admiration et la patience envers la nature vivante font partie intégrante de ces connaissances.

L'agriculture entrepreneuriale se distingue de ce modèle à bien des égards. Bien que la nature demeure un ingrédient incontournable (elle fournit les matières premières requises), le développement selon l'agriculture entrepreneuriale s'attache à en réduire toujours plus la présence. La nature est trop capricieuse : elle exclut toute standardisation du processus de travail et empêche donc d'accélérer l'augmentation d'échelle. Elle limite (ou retarde) la hausse de la productivité. C'est pourquoi la présence de la nature au sein de la production agricole est réduite et ce qu'il en reste est reconstruit au moyen d'un processus global d'artificialisation⁶. Ce dernier prend des formes bien connues : le fumier de bonne qualité est remplacé par des engrais chimiques ; l'herbe, le foin et l'ensilage, par des concentrés industriels ; le soin apporté aux animaux, par le recours à la médecine préventive ; les terres fertiles et saines, par des substrats artificiels ; la lumière du soleil, par la lumière artificielle ; le travail, par l'automatisation ; le *savoir-faire*, par l'informatisation ; le désherbage manuel, par les herbicides, etc.

3. P. Bourdieu, "The forms of capital", in J. G. Richardson (dir.), *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*, Greenwood, New York, 1986, p. 241.

4. A. Lacroix, *Transformations du procès de travail agricole. Incidences de l'industrialisation sur les conditions de travail paysannes*, INRA, Grenoble, 1981 ; J.-P. Darré, *La Parole et la Technique. L'univers de pensée des éleveurs du Ternois*, L'Harmattan, 1985.

5. H. Mendras, *La Fin des paysans. Changement et innovations dans les sociétés rurales françaises*, Armand Colin, 1970.

6. M. A. Altieri, *Agro-Ecology and Small Farm Development*, CRC Press, Ann Arbor, Michigan, 1990.

Au sein de la structure entrepreneuriale, les processus de production agricole sont progressivement *déconnectés* de la nature et des écosystèmes dans lesquels ils prennent place. Cette déconnexion se traduit par des taux de contre-productivité en hausse⁷. L'efficacité de l'azote dans l'élevage laitier néerlandais, par exemple, est passée d'environ 60 % dans les années 1950 à seulement 16 % à la fin des années 1980 ; la longévité des vaches laitières et des truies a considérablement diminué ; l'efficacité dans l'utilisation du peu d'eau disponible pour l'irrigation a baissé d'environ 50 % ; et la consommation énergétique a été multipliée tandis que son efficacité a diminué⁸. L'agriculture est ainsi devenue une activité productrice d'importants flux de déchets.

DÉPENDANCE VIS-À-VIS DES MARCHÉS CONTRE LUTTE POUR L'AUTONOMIE

En partie du fait de l'artificialisation du processus de production, les pratiques agricoles entrepreneuriales se caractérisent par un degré élevé d'externalisation : cela signifie qu'un grand nombre de sous-tâches qui formaient auparavant un tout au sein du processus de production et de travail sont confiées à des institutions externes ou à des acteurs marchands, ou encore reprises par ces derniers. La mise en place de ce fonctionnement crée entre ces institutions et ces acteurs et les exploitations concernées de nouvelles relations de dépendance qui sont de deux natures : certaines concernent les marchandises, et d'autres les aspects technico-administratifs ; dans les deux cas, le processus de travail agricole est soumis à des prescriptions, à des conditions et à des sanctions.

Dans un programme de recherche multidisciplinaire conduit en Émilie-Romagne de 1979 à 1982⁹, un large éventail de situations a été examiné, qui comprenait aussi bien des exploitations relativement

autonomes (dans lesquelles la majorité des ressources nécessaires était produite et reproduite sur l'exploitation même) que des exploitations très dépendantes du marché¹⁰. Dans ces dernières, le travail, le capital, la terre, le savoir, le cheptel, la nourriture, le fourrage ainsi que les travaux agricoles mécanisés étaient principalement mobilisés à travers les marchés. Le tableau 3.2. reprend les principales données et on peut constater que les exploitations paysannes sont moins intégrées aux marchés d'intrants que les exploitations entrepreneuriales. Le niveau de ce que l'on appelle les « consommations intermédiaires » (ou niveau des « coûts variables »), notamment, est beaucoup moins élevé. Cela est bien évidemment dû à la position centrale du capital écologique.

Tableau 3.2 – Des degrés de marchandisation très variables (Émilie-Romagne, 1980)

	Pratiques paysannes	Pratiques entrepreneuriales
Travail (% de la main-d'œuvre totale mobilisée à travers le marché du travail)	14 %	35 %
Prestations d'entrepreneurs de travaux agricoles (% de l'ensemble de ces services fournis par les prestataires spécialisés)	23 %	57 %
Capitaux à court terme principalement liés aux coûts variables (% des financements à court terme couverts par des emprunts à court terme)	0 %	9 %

7. O. Ullrich, *Weltniveau*, Rotbuch Verlag, Berlin, 1979.

8. Voir respectivement Reijis, 2007 ; Commandeur, 2003 ; Dries, 2002 ; Ventura, 1995.

9. Ce programme a été repris plus tard dans B. Benvenuti, S. Antonello, C. de Roest, E. Suda et J. D. van der Ploeg, *Produttore agricolo e potere : modernizzazione delle relazioni sociali ed economiche e fattori determinanti dell'imprenditorialità agricola*, CNR/IPRA, Rome, 1988.

10. J. D. van der Ploeg, *La Ristrutturazione del lavoro agricolo*, présentation de Giuseppe Barbero, manchette de Bruno Benvenuti, Ricerche e Studi socio-economici, La Reda, Rome, 1987 ; J. D. van der Ploeg, *Labour, Markets, and Agricultural Production*, Westview Special Studies in Agriculture Science and Policy, Westview Press, Boulder/San Francisco/Oxford, 1990.

Tableau 3.2 (suite)

	Pratiques paysannes	Pratiques entrepreneuriales
Financements à moyen terme principalement liés à la mécanisation et au cheptel	8 %	37 %
Capitaux à long terme principalement liés à la terre et au bâti	3 %	19 %
Terres (% des terres louées)	17 %	32 %
Aliments du bétail et fourrage (aliments et fourrage achetés en % de l'alimentation totale du bétail)	24 %	67 %
Vaches (animaux achetés en % de l'ensemble du cheptel)	1 %	14 %

ENTREPRENEURIAT CONTRE SAVOIR-FAIRE

Dans la façon dont les paysans travaillent, la connaissance du métier, c'est-à-dire la capacité à obtenir de façon durable des résultats productifs élevés et en augmentation par objet de travail, est essentielle. Les connaissances locales relatives au savoir-faire paysan constituent un ingrédient indispensable, et le caractère artisanal du processus de travail et de production permet d'enrichir et de développer ce type de connaissances. Les pratiques agricoles entrepreneuriales offrent un contraste saisissant à cet égard. Ici, c'est l'esprit d'entreprise qui devient la capacité centrale ; cela signifie que c'est la capacité à structurer les processus de travail et de production en fonction des relations et des perspectives *commerciales* qui est décisive. Si, en matière de savoir-faire, les indicateurs internes sont normatifs (par exemple : « quelle est, étant donné le comportement et l'histoire d'une

vache en particulier, la ration qui lui convient le mieux? »), les indicateurs *externes* sont le principal repère de l'entrepreneuriat (« quelle est la ration adéquate étant donné le rapport entre le prix du lait et le coût de différents aliments? »). Lorsqu'on s'appuie sur ces indicateurs externes, les pratiques au quotidien sont constamment modifiées, du moins pour ce qui est des pratiques entrepreneuriales. Les paysans, eux, hésitent ou sont peu enclins à procéder de cette façon : « Cela ne peut pas faire du bien aux vaches, elles ont besoin de ce qui se fait de mieux pour elles et elles ont aussi besoin de continuité. »

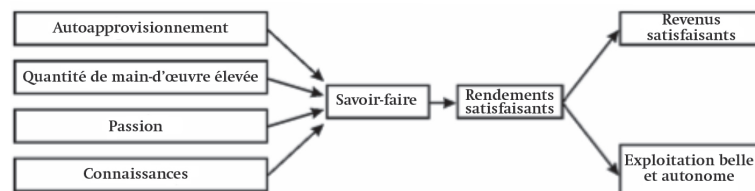
Au cours du programme mentionné plus haut, une attention toute particulière a été portée à la *logique agricole*, c'est-à-dire à la façon de percevoir, de calculer, de planifier et d'ordonner le processus de production. Deux logiques opposées se sont exprimées : celle des *contadini* (les paysans) et celle des *imprenditori agricoli* (les agriculteurs entrepreneurs). Selon les premiers (voir la figure 3.1), la notion de *produzione* (de bon rendement) occupe une place centrale. Dans cette logique, la *produzione* fait référence à la production par objet de travail (c'est-à-dire par vache ou par unité de terre). La *produzione* doit être élevée et durable, mais elle ne doit pas être « forcée », selon les paysans. Elle doit être aussi élevée que possible dans les limites du cadre défini par la *cura*, le soin. On doit s'occuper avec soin des animaux, des plantes et des champs, et si le travail est accompli de cette façon, la production par objet de travail sera élevée. La *cura* est synonyme de savoir-faire, de qualité de travail. De façon plus générale, elle signifie qu'il convient d'ordonner les processus de production et de reproduction de façon à garantir des rendements élevés et en constante augmentation.

Selon la vision du monde qu'ont les *contadini*, des niveaux élevés de *produzione* se justifient car ils fournissent et garantissent un revenu (*guadagno*) sur le court terme et, ce qui est sans doute plus important encore, ils permettent de vivre sur une belle exploitation (*la bell'azienda*) à plus long terme. C'est ainsi que, grâce à la *cura*, c'est-à-dire grâce à son propre travail, il est possible de se bâtir un avenir plein de promesses.

La *cura* requiert cependant plusieurs conditions : de la *passione* (passion), de l'*impegno* (du dévouement, mais ici, cela fait aussi référence à une quantité de main-d'œuvre importante et à un travail intensif), de la *professionalità* (du professionnalisme) et, enfin, il doit y avoir *autosufficienza* (l'unité agricole doit être aussi autosuffisante

que possible). C'est donc à travers ce type de logique qu'un processus de production et de reproduction relativement autonome et historiquement garanti est créé, entretenu et développé partout où cela est possible.

Figure 3.1 – La logique des *contadini*

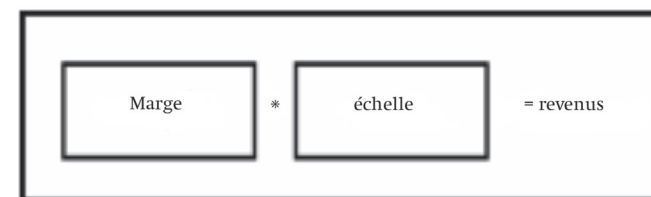


© Jan Douwe van der Ploeg

La logique de l'agriculteur entrepreneur (voir la figure 3.2) est structurée différemment. Dans ce mode d'ordonnement, les paramètres extérieurs sont décisifs, car les toutes-puissantes relations commerciales et les rapports prix/coûts qui en découlent définissent ce que sera la marge (*il margine*)¹¹. De même, ce sont les technologies disponibles (et le processus de développement de celles-ci) qui déterminent la *scala*, l'échelle des opérations. La marge et l'échelle définissent à elle deux les revenus obtenus (*il reddito*), non seulement en vertu de cette logique, mais aussi sur le plan matériel : les exploitations des *imprenditori* sont structurées de telle sorte que les revenus sont très dépendants de leur échelle. Il s'agit là encore d'une différence importante car, à l'inverse, la structure des exploitations des *contadini* rend les revenus relativement indépendants de l'échelle. C'est ainsi que des univers naturels et sociaux sont modelés de façons si différentes que leurs contrastes s'en trouvent renforcés, chacun proposant son propre modèle pour la production de revenus.

11. Il est important de noter que les entrepreneurs relient la notion de marge à l'exploitation dans son ensemble ou qu'ils l'expriment pour 100 kg de lait. Ils ne s'intéressent que peu à la marge par tête de bétail, par exemple. Le concept d'échelle renvoie à la quantité totale de lait produite sur l'exploitation.

Figure 3.2 – La logique des *imprenditori*



© Jan Douwe van der Ploeg

AUGMENTATION D'ÉCHELLE CONTRE INTENSIFICATION PAR LE TRAVAIL

Autre différence cruciale entre les deux logiques : le processus de développement de l'exploitation. Les *contadini* ont principalement pour objectif une amélioration continue des rendements et, en conséquence, de la marge par objet de travail. En théorie, ils n'augmentent la taille de leur exploitation que (a) si cette augmentation d'échelle n'a pas de répercussions négatives sur la marge par objet de travail et (b) s'ils peuvent en financer la plus grande partie au moins par leurs *propres* moyens. Voilà pourquoi ils choisissent la plupart du temps un processus de croissance progressif. Pour les *imprenditori*, l'échelle constitue le principal levier de développement de l'exploitation, ce qui tient aussi au fait que les conditions d'une augmentation des rendements sont moins favorables sur leur lieu de travail. C'est pourquoi ils optent souvent pour une importante augmentation d'échelle, et ce, d'autant plus que, dans la conjoncture actuelle, l'augmentation d'échelle a un effet automoteur : elle se traduit par une baisse de la marge par objet de travail, ce qui oblige alors à continuer d'accélérer la croissance de l'exploitation. Mes collègues français utilisent à cet égard une expression parlante, puisqu'ils arrivent à la conclusion que le développement de l'exploitation équivaut à une « fuite en avant »¹².

12. N. Eizner, *Les Paradoxes de l'agriculture française. Essai d'analyse à partir des États généraux du développement agricole, avril 1982-février 1983*, L'Harmattan, 1985.

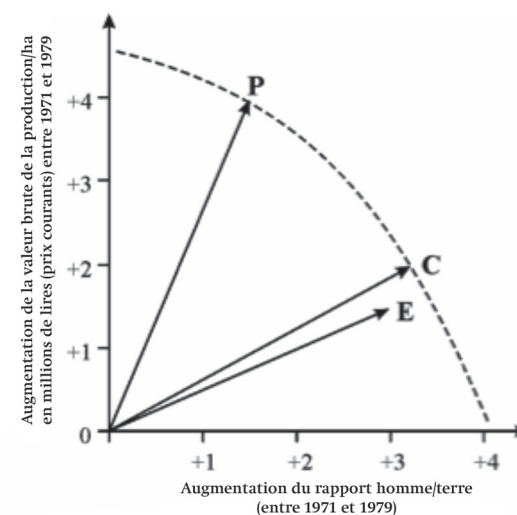
Les entrepreneurs ont généralement pour objectif d'acquérir les toutes dernières technologies et de restructurer leur exploitation de façon qu'elle « colle » aux nouveaux modèles technologiques. L'emprunt destiné à financer l'expansion prend donc une importance stratégique. Il est exact que les rendements peuvent s'en trouver augmentés (parfois même considérablement), mais cela dépend avant tout de l'achat de technologies et d'intrants *connus* pour accroître les rendements (par exemple, un troupeau de vaches Holstein associé à une nourriture et à du fourrage riches en énergie et en protéines; des variétés à haut rendement; une agriculture de précision; etc.).

Nos recherches nous ont permis de reconstituer, grâce aux registres comptables des exploitations, les différentes trajectoires de développement choisies entre 1970 et 1980. La figure 3.3 en présente un résumé schématique. On constate que les trajectoires de développement des paysans et des entrepreneurs (respectivement P et E) diffèrent très nettement. Tandis que les premiers ont surtout augmenté l'intensité du travail, les seconds ont principalement mis l'accent sur l'échelle. Le graphique présente également un groupe d'exploitations capitalistes (C) établies dans la même zone. Sur la durée, le développement des exploitations entrepreneuriales est assez semblable au modèle typique de l'agriculture capitaliste¹³.

La littérature internationale fait l'hypothèse que les choix de développement en agriculture reflètent les prix relatifs des facteurs (Hayami et Ruttan, 1985). Il y a intensification là où le travail est abondant et bon marché mais où la terre (et plus généralement le capital) est rare et chère. Si, en revanche, les prix relatifs des facteurs sont inversés, la priorité est donnée à l'augmentation d'échelle. Ce que nous observons ici vient cependant contredire cette hypothèse. Au sein d'une seule et même situation homogène (les prix relatifs des facteurs sont identiques pour tout le monde, les nouvelles technologies sont accessibles à tous, etc.), on observe en effet des trajectoires de développement très diverses. Cela ne signifie pas, bien sûr, que les prix des facteurs n'aient pas d'importance, bien

au contraire, mais les *relations* entre les exploitations et les marchés des facteurs de production importent tout autant. Le segment de l'agriculture entrepreneuriale suit de près la logique propre aux marchés du travail et des capitaux et au marché foncier car, précisément (comme le montre le tableau 3.2), il y est très intégré et en est très dépendant. Dans la réalité paysanne, ces relations sont structurées différemment, en partie du fait de la logique (ou de la stratégie) privilégiée. Il s'ensuit une relative autonomie : les processus de production et de développement agricoles sont activement *mis à distance* des marchés et peuvent, en conséquence, emprunter une voie différente.

Figure 3.3 – Différences entre les trajectoires de développement des exploitations (Émilie-Romagne, 1970-1980)



© Jan Douwe van der Ploeg

SPÉCIALISATION CONTRE MULTIFONCTIONNALITÉ

Le degré de spécialisation constitue le cinquième aspect des différences plurielles entre les paysans et les entrepreneurs et

13. Voir aussi P. M. Raup, "Some questions of value and scale in American agriculture", *American Journal of Agricultural Economics*, mai 1978, p. 303-308.

des réalités contrastées qu'ils engendrent. Les pratiques agricoles paysannes sont intrinsèquement « polyvalentes », pour reprendre le terme employé par Tepicht il y a de nombreuses années de cela (on parlerait aujourd'hui de multifonctionnalité). L'agriculture entrepreneuriale, en revanche, se traduit par une forte spécialisation et, en conséquence, par un enfermement au sein de réseaux complexes qui sont dus à la division sociale et spatiale du travail ; celle-ci réduit souvent les tâches des exploitations concernées à la répétition d'une seule et même routine¹⁴, ce qui n'est pas sans faire penser au fordisme. Pendant longtemps, l'*utilisation multiple des ressources*, propre, par exemple, aux exploitations mixtes et à la pluriactivité, a été perçue par les « systèmes experts »¹⁵ des époques concernées comme la parfaite expression du « retard » intrinsèque des exploitations paysannes. Depuis la fin des années 1990, cependant, une conception totalement différente voit le jour grâce aux travaux novateurs de chercheurs comme Saccomandi et ses étudiants, qui ont décidé d'appliquer l'analyse néo-institutionnelle au secteur agricole¹⁶. Ce qui est intéressant sur le plan théorique, c'est qu'ils relient conceptuellement les « économies de gamme » à la multifonctionnalité et les « économies d'échelle » à la spécialisation. Ce point de vue fait de plus en plus d'adeptes, bien que sous une forme légèrement modifiée, parmi certains des grands systèmes experts¹⁷. Il est également révélateur d'observer, depuis le début des années 1990, une tendance nette (souvent baptisée « développement rural ») qui se traduit dans la pratique par la création délimitée de nouvelles formes de multifonctionnalité (développement

de l'agrotourisme ; gestion agricole de la nature, des paysages et de la biodiversité ; production d'énergie ; production, transformation et commercialisation de spécialités et de produits régionaux de haute qualité ; attention portée aux personnes handicapées ; protection de l'eau, etc.). Les exploitations paysannes font presque toujours office de point de départ (et de pôle de ressources) lors de la création de ces entités multifonctionnelles¹⁸. Grâce à ces nouvelles expressions de la polyvalence, on assiste à la naissance de formes d'intégration, de cohésion et de compréhension mutuelle qui établissent des liens nouveaux entre l'agriculture et la société.

LA STRUCTURATION SOCIALE DU TEMPS : CONTINUITÉ CONTRE RUPTURE

L'un des plus brillants avocats de l'interprétation néoclassique de l'agriculture paysanne, Theodor Schultz¹⁹, affirmait que cette dernière représente une paralysie profondément ancrée dans l'histoire. Les paysans ne pourraient aller au-delà du « plafond technique » propre aux ressources avec lesquelles ils travaillent. Ils seraient donc prisonniers du passé, et l'avenir ne pourrait être autre chose qu'une répétition sans fin de ce passé. Il soutenait, en revanche, que l'« agriculture moderne » est bâtie sur un déséquilibre chronique : elle est constamment en mouvement vers un avenir renouvelé²⁰.

Comme l'ont démontré nombre d'études historiques et anthropologiques, la thèse de Schultz est notoirement fautive, que ce soit sur le plan général ou dans la pratique²¹. Cela ne signifie pas pour autant qu'il n'y ait pas de différences à cet égard entre paysans et entrepreneurs. Dans l'agriculture paysanne, l'avenir se construit

14. Voir, par exemple, A. Bonanno, L. Busch, W. Friedland, L. Gouveia et E. Mingione, *From Columbus to Conagra: The Globalization of Agriculture and Food*, University Press of Kansas, Lawrence, 1994 ; P. McMichael (dir.), *The Global Restructuring of Agro-Food Systems*, Cornell University Press, Ithaca, New York, 1994.

15. « [Un système expert] est le système de production technique [et] d'expertise professionnelle qui organise de vastes secteurs de notre environnement matériel et social actuel » (Giddens, 1990, p. 27).

16. V. Saccomandi, *Agricultural Market Economics: A Neo-Institutional Analysis of Exchange, Circulation and Distribution of Agricultural Products*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas, 1998 ; F. Ventura, *Organizzarsi per sopravvivere: un'analisi neo-istituzionale dello sviluppo endogeno nell'agricoltura Umbra*, thèse de doctorat, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas, 2001.

17. OCDE, Multifonctionnalité. *Élaboration d'un cadre analytique*, AGR/CA/APM(2000)3/FINAL, OCDE, 2001. www.oecd.org

18. Voir Broekhuizen *et al.*, 1997 ; Ploeg, Long et Banks, 2002 ; Scettri *et al.*, 2001 ; Coldiretti, 1991 ; DVL, 1998 ; Joannides *et al.*, 2001 ; SARE, 2001 ; Wolleswinkel *et al.*, 2004.

19. T. W. Schultz, *Transforming Traditional Agriculture*, Yale University Press, New Haven, 1964.

20. Voir aussi K. Heynig, « Principales enfoques sobre la economía campesina », *Revista de la CEPAL*, n° 16, 1982, p. 115-143.

21. Voir, par exemple, J. Bieleman, *Geschiedenis van de landbouw in Nederland, 1500-1950*, Boom, Meppel, Pays-Bas, 1992 ; D. Wartena, *Styles of Making a Living and Ecological Change on the Fon and Adja Plateaux in South Benin, ca 1600-1900*, thèse de doctorat, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas, 2006.

au moyen d'un déploiement bien particulier de ressources disponibles générées par le passé, ce qui crée un flux à travers le temps qui entraîne un développement endogène. L'agriculture entrepreneuriale, en revanche, se développe bien plus à travers la création de ruptures.

AUGMENTATION CONTRE LIMITATION DE LA PRODUCTION DE VALEUR AJOUTÉE

Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, les pratiques agricoles paysannes sont essentiellement centrées autour de la création de valeur ajoutée et de la croissance de celle-ci, ce qui, à un niveau d'agrégation plus large, se traduit par la création de richesse sociale et par la croissance de cette dernière. Cela explique que les pratiques agricoles paysannes contribuent davantage que l'agriculture entrepreneuriale et capitaliste à la production de richesse sociale. C'est le cas en Europe comme dans les pays du tiers-monde.

Le tableau 3.3 expose une analyse comparative des exploitations laitières présentées dans ce chapitre. D'après les recherches sociologiques, nous avons pu constituer deux groupes : l'un dans lequel les agriculteurs raisonnaient et agissaient clairement selon une logique entrepreneuriale, et l'autre où la stratégie des agriculteurs était de toute évidence liée à une logique paysanne. Les données comptables des exploitations de chaque groupe ont ensuite été analysées et nous avons fait en sorte qu'elles puissent être comparées en les ramenant toutes à une surface de référence de 1 000 hectares. Nous avons procédé ainsi pour 1971 et 1979, et comme j'ai à nouveau visité toutes les exploitations concernées en 2000 et 2011, j'ai pu obtenir et ajouter les données comptables pour les années 1999 et 2009. Le tableau 3.3 présente donc une synthèse des modèles de développement contrastés de l'agriculture entrepreneuriale et de l'agriculture paysanne tels qu'ils coexistent dans une seule et même région homogène.

Tableau 3.3 – Modèles contrastés de croissance de la production et de la valeur ajoutée (élevage laitier, Parme, prix courants)

1971 Agriculture entrepreneuriale	1971 Agriculture paysanne
> Pour 1 000 ha : > 195,5 unités de travail > Valeur de la production brute : 735 millions de liras > Valeur ajoutée brute : 479 millions de liras > VAB en % de la valeur de la production brute : 65 %	> Pour 1 000 ha : > 168,8 unités de travail > Valeur de la production brute : 844 millions de liras (+ 15 %) > Valeur ajoutée brute : 638 millions de liras (+ 33 %) > VAB/valeur de la production brute : 76 %
1979	1979
> 116,0 unités de travail > Valeur de la production brute : 2 845 millions de liras > Valeur ajoutée brute : 1 770 millions de liras > VAB/valeur de la production brute : 62 %	> 141,7 unités de travail > Valeur de la production brute : 3 872 millions de liras (+ 36 %) > Valeur ajoutée brute : 2 616 millions de liras (+ 48 %) > VAB/valeur de la production brute : 68 %
1999	1999
> 63,5 unités de travail > Valeur de la production brute : 8 235 millions de liras > Valeur ajoutée brute : 3 956 millions de liras > VAB/valeur de la production brute : 48 %	> 85,1 unités de travail > Valeur de la production brute : 12 815 millions de liras (+ 56 %) > Valeur ajoutée brute : 6 142 millions de liras (+ 55 %) > VAB/valeur de la production brute : 48 %
2009	2009
> Valeur de la production brute : 5,4 millions d'euros	> Valeur de la production brute : 10,7 millions d'euros (+ 98 %)

Ce tableau montre en premier lieu que, exception faite de 1971²², les pratiques agricoles paysannes génèrent plus d'emploi que les pratiques entrepreneuriales, ce qui, en soi, n'est pas surprenant. Il montre ensuite que la surface de référence de 1000 ha donne une production beaucoup plus importante lorsqu'elle est cultivée selon des méthodes paysannes et non entrepreneuriales. La différence s'accroît avec les décennies. En 1971, la valeur de la production brute obtenue grâce à l'approche paysanne était supérieure de 15 % à celle du mode de production entrepreneurial. En 1979, ce chiffre s'élevait à 36 %, et en 1999, il atteignait 56 % (une hausse en partie due à la désactivation que l'on a commencé à observer au sein des groupes d'exploitation entrepreneuriale). Ces données prouvent clairement qu'il n'y a pas de « retard intrinsèque » aux pratiques agricoles paysannes. Elles indiquent en outre que l'argument fréquemment avancé selon lequel les paysans ne peuvent nourrir la planète ne tient pas. Tout dépend en fait de l'« espace » dont ils disposent²³.

Enfin, c'est l'agriculture paysanne qui obtient les niveaux les plus élevés de valeur ajoutée brute (VAB). Ce n'est pas seulement dû au fait que la production totale est plus importante, cela s'explique aussi par les pratiques agricoles paysannes au sein desquelles la VAB représente une part plus grande de la valeur totale de la production brute. Ainsi, en 1971, la VAB représentait 65 % de la valeur totale de la production brute dans l'agriculture entrepreneuriale tandis que, dans l'agriculture paysanne, elle s'élevait à 76 %. Pour résumer, lorsque l'agriculture est structurée conformément aux pratiques paysannes, elle génère non seulement plus de production et d'emploi, *mais aussi plus de revenus*. Cela est valable pour l'ensemble du secteur agricole *et pour le niveau de revenus par habitant* (du moins dans ce cas).

22. Cette année-là, les entrepreneurs ont consacré une grande partie de leurs terres à la production, alors très rentable, de tomates et d'oignons qui étaient récoltés à la main. Le niveau de l'emploi s'en est donc trouvé quelque peu « gonflé » par le nombre élevé de travailleurs journaliers employés pour la récolte. Par la suite, cette dernière a été mécanisée, et, dans les années 1980, ces cultures ont complètement disparu des exploitations étudiées.

23. M. Halamska, "A different end of the peasants", *Polish Sociological Review*, vol. 3, n° 147, 2004, p. 205-268.

En 1971, le niveau de revenus par unité de main-d'œuvre s'élevait à 2,5 millions de lires italiennes dans les exploitations entrepreneuriales et à 3,8 millions dans les exploitations paysannes. En 1979, il était passé respectivement à 15 et 18 millions de lires courantes, et en 1999, à 62 et 85 millions de lires. Il s'ensuit que l'agriculture paysanne (et plus particulièrement l'intensification par le travail) n'est pas synonyme, comme on le croit trop souvent, de distribution de la pauvreté et ne se traduit pas obligatoirement par une involution. Selon les modèles mathématiques des économistes néoclassiques, l'intensification peut aller à l'encontre de la baisse des résultats censée se produire : à travers leurs pratiques, les paysans structurent le développement (en tant que flux organisé d'activités dans le temps) de telle façon que les revenus restent à un niveau acceptable, voire augmentent.

Je suis bien conscient qu'il existe beaucoup de cas dans le temps et l'espace qui sont structurés de façon différente. On compte même de nombreux lieux où l'intensification continue est bloquée et où, en conséquence, on enregistre des « résultats en baisse ». Il existe également des cas où la pauvreté est distribuée socialement. Mais ce qu'il importe de souligner, c'est que ces phénomènes ne sont pas *inhérents* à l'agriculture paysanne ; ils sont régulièrement induits par les interactions avec la société dans son ensemble. Selon la tournure que prennent ces relations, les constellations paysannes peuvent être sur le point de disparaître ou au contraire gagner considérablement en résistance.

Le tableau 3.3 montre enfin l'actuel talon d'Achille de l'agriculture paysanne. Car même si la valeur ajoutée totale reste élevée, elle est passée, par rapport à la valeur de la production brute, de 76 % en 1971 à 68 % en 1979 et à seulement 48 % en 1999. L'un des piliers (et l'une des lignes de défense) des pratiques agricoles paysannes, à savoir la capacité à générer, pour un niveau de production donné, une valeur ajoutée plus élevée qu'avec les autres pratiques, est donc visiblement en train de vaciller. Étant donné les niveaux d'intensité élevés qui sont recherchés (et *de facto* atteints), davantage d'intrants sont nécessaires, si bien que les coûts variables (par hectare et par tête de bétail) augmentent. Ce type de dépendance peut devenir éminemment problématique, surtout lorsque les marchés des intrants sont de plus en plus aux mains d'empires alimentaires.

Dans le chapitre 4, je montrerai comment les paysans européens parviennent à l'heure actuelle à inverser cette tendance.

L'ÉCONOMIE POLITIQUE DE L'AGRICULTURE ENTREPRENEURIALE

L'agriculture est soumise dans le monde entier à une compression des marges²⁴ qui est constamment accentuée par les empires alimentaires. Les prix hors exploitation sont maintenus à un niveau bas ou réduits au moyen d'une restructuration mondiale des relations entre la production et la consommation alimentaires. Cette compression draine depuis les campagnes une quantité considérable de richesse sociale qui s'accumule au sein des empires alimentaires.

La compression des marges en agriculture soumet les agriculteurs à d'intenses contraintes à la baisse sur leurs revenus et à un effritement de leurs perspectives à long terme. L'une des réactions consiste à développer l'agriculture entrepreneuriale aux dépens de l'agriculture paysanne. Dans les conditions actuelles, la croissance passe nécessairement par la *prise de contrôle* d'autres exploitations ou, plus précisément, par la *prise de contrôle* de leur capacité à générer de la valeur ajoutée. Pour l'heure, l'augmentation d'échelle se traduit par la concentration de la capacité à générer de la valeur ajoutée au sein d'un petit groupe d'exploitations de plus en plus réduit. Mais ce processus de prise de contrôle et de concentration est loin d'être neutre : il entraîne une baisse de la valeur ajoutée *totale* au niveau sectoriel et régional. Ce phénomène est dû à deux effets intimement liés. Le premier est que les exploitations en expansion, dans lesquelles se concentre la production de valeur ajoutée, procèdent dans le même temps à une industrialisation de la production agricole, augmentant de ce fait le niveau des coûts et réduisant davantage encore les marges. Le second est que les transactions nécessaires aux prises de contrôle entraînent un flux de valeur considérable en dehors du secteur.

24. W. F. Owen, "The double developmental squeeze on agriculture", *The American Economic Review*, vol. 56, 1966, p. 43-67.

DES DÉGRADATIONS MULTIPLES

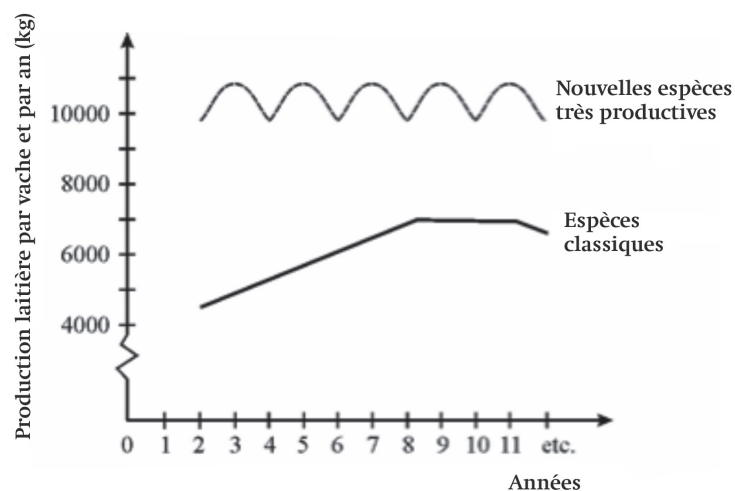
L'expansion étant essentiellement financée au moyen d'emprunts, les dettes sont relativement élevées dans l'agriculture entrepreneuriale et touchent chaque espace de logement disponible dans la stabulation. Au début des années 1990 déjà, elles étaient comprises entre 2300 et 8960 euros par espace. Un taux d'intérêt modéré de 5 % signifie que chaque espace de logement doit rapporter entre 115 et 450 euros par an. L'endettement moyen par espace est passé depuis à 5580 euros en 1990 et à 7240 euros en 2006²⁵. Or, dès que l'endettement est important, ce qui est notamment le cas dans les exploitations entrepreneuriales, le fardeau financier se traduit par la nécessité d'obtenir, à chaque espace disponible, un rendement financier (une marge) aussi élevé que possible afin de rembourser les intérêts et le capital emprunté. Les vaches sont donc incitées à produire beaucoup de lait. Plus elles dépassent la marge brute moyenne par vache laitière (quelque 2000 euros), mieux c'est. Un espace de logement disponible dans une stabulation n'a donc plus de valeur d'usage, il ne constitue plus une partie des ressources disponibles. Il représente avant tout du capital qui doit générer de la valeur en plus. Au-delà de la rémunération de l'agriculteur, il doit permettre de payer les intérêts et de rembourser l'emprunt.

Le choix génétique se porte alors naturellement sur la race Holstein qui est très productive puisqu'elle donne entre 8 et plus de 10 tonnes de lait par an. Cette race est le résultat de processus d'élevage et de sélection qui ont sensiblement modifié l'organisation sociale du temps. Les vaches Holstein ont une production laitière très élevée lors de leur première et de leur deuxième période de lactation, mais le plus souvent, leur production diminue par la suite. La figure 3.4 montre l'évolution typique de la production laitière d'espèces très productives et d'autres plus classiques. Les vaches très productives sont généralement remplacées au bout de trois à quatre ans, d'autant plus que le stress qu'elles subissent est susceptible de provoquer chez elles des troubles des mamelles, de la fertilité, ou autres. À l'heure actuelle, le taux de remplacement dans l'élevage

25. ALFA, *Cijfers die Spreken, Melkveehouderij*, ALFA, Wageningen, Pays-Bas, 2007.

laitier néerlandais s'élève à environ 33 %, ce qui signifie que les vaches ne produisent en moyenne que pendant un peu plus de trois ans, alors qu'en théorie leur production peut facilement s'étaler sur des périodes bien plus longues. Mais la longévité n'est pas un objectif en soi, notamment dans l'agriculture entrepreneuriale. Les vaches sont remplacées dès que leur production annuelle de lait diminue, car elles occupent un espace qui doit engendrer un bénéfice financier maximal. C'est ainsi qu'un modèle bien particulier voit le jour. Autrefois, une vache occupait un espace de logement pendant dix à douze ans et produisait entre 60 000 et 70 000 litres de lait ; aujourd'hui, cinq vaches occupent le même espace les unes après les autres pendant seulement deux à trois ans chacune.

Figure 3.4 – Évolution dans le temps de la production par vache

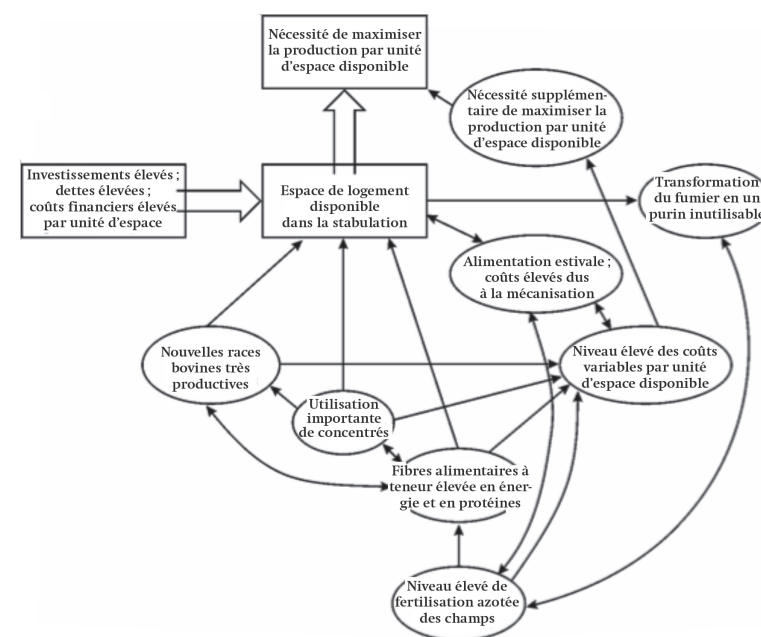


© Jan Douwe van der Ploeg

L'ironie de cette double évolution (production plus élevée par vache et par an, mais longévité de production raccourcie) est qu'au bout d'un certain temps (disons dix ans) il faut jusqu'à 40 % de têtes

de bétail en plus pour obtenir la même production totale. Ainsi, les pratiques agricoles entrepreneuriales ne se contentent-elles pas de transformer les ressources naturelles (en créant, par exemple, un cheptel très productif et des pâturages sensibles à l'azote), elles modifient la biophysique des processus de production. Du fait de ces évolutions, les animaux ont tendance à être ravalés au rang de produits *jetable*s. Ils pourraient produire pendant de nombreuses années, parfois même pendant quinze à dix-sept ans (ce qui était autrefois l'objectif visé par les éleveurs laitiers), mais le cadre imposé par l'agriculture entrepreneuriale réduit grandement leur durée de vie.

Figure 3.5 – Changements dans la biophysique de la production



© Jan Douwe van der Ploeg

À côté de changements dans la dimension temporelle et d'une augmentation consécutive des rendements laitiers, on observe une série d'autres adaptations connexes (résumées dans la figure 3.5). L'utilisation de concentrés industriels augmente, la gestion des pâturages est réorganisée pour obtenir d'importants rendements d'ensilage à teneur élevée en énergie et en protéines, la culture du maïs fait son apparition, le cheptel par exploitation s'accroît, le pâturage dans les prés est remplacé par l'« alimentation estivale » dans la stabulation, l'architecture de cette dernière est modifiée (avec prépondérance des logettes), les techniques de traitement des déjections animales sont bouleversées (le fumier « lentement mûri » a majoritairement disparu et a été remplacé par le lisier) et le soin apporté aux animaux est entièrement redéfini. Tous ces changements modifient de façon significative la biophysique des ressources et du processus de production. Ils se traduisent par de multiples dégradations. Les vaches deviennent beaucoup plus fragiles et sont ravalées au rang de choses dont on peut facilement se débarrasser. La qualité des déjections animales baisse elle aussi : elles ne sont plus qu'un déchet très néfaste pour la biologie et la fertilité des sols. Le lait n'a plus la même qualité car, entre autres, les taux d'ALC (acide linoléique conjugué, c'est-à-dire d'acides gras insaturés qui ont un effet anticancéreux) diminuent petit à petit, la flore microbiologique, pourtant utile, est de plus en plus éliminée par filtrage et les graisses sont homogénéisées, contribuant donc à l'obésité.

L'HÉTÉROGÉNÉITÉ REPENSÉE

L'agriculture peut être organisée de bien des façons, certaines plus paysannes, d'autres plus entrepreneuriales. Ce constat (étayé et

validé par des recherches empiriques sur les styles d'agriculture)²⁶ a constitué le point de départ d'un programme pluriannuel de recherche comparative lancé par le National Centre for Applied Research in Animal Production (PR), à Lelystad, aux Pays-Bas.

Sur la base des différents styles d'agriculture rencontrés dans le secteur de l'élevage laitier, deux exploitations ont été construites : une exploitation qu'on appellera à *faible coût* (reflétant la stratégie paysanne) et l'autre *high-tech* (équipée, entre autres, de robots de traite), nettement plus inspirée de l'approche entrepreneuriale. Les deux ont été conçues de telle sorte qu'une seule personne puisse assurer l'ensemble du travail. En outre, elles devaient toutes deux obtenir ce qu'on a appelé des « revenus comparables ». Pour remplir ces deux critères, l'exploitation à faible coût devait produire un quota de 400 000 kg de lait, tandis que l'exploitation high-tech devait atteindre près de 800 000 kg²⁷. Le tableau 3.4 reprend certaines des données les plus notables.

26. Pour une vue d'ensemble, voir J. D. van der Ploeg, *The Virtual Farmer: Past, Present and Future of the Dutch Peasantry*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas, 2003. On trouvera un débat récent dans J. D. van der Ploeg, "The genesis and further unfolding of farming styles research", *Historische Anthropologie*, vol. 20, cahier 3, thème : styles agricoles, 2012, p. 427-439, tandis que des exemples eux aussi récents de recherches menées sur les styles d'agriculture sont cités dans H. Dirksen, M. Klever, R. van Broekhuizen, J. D. van der Ploeg et H. Oostindie, *Bouwen aan een betere balans: een analyse van bedrijfsstijlen in de melkveehouderij*, WUR/DMS, Wageningen, 2013, et H. Oostindie, J. D. van der Ploeg et R. van Broekhuizen, *Buffercapaciteit: Bedrijfsstijlen in de melkveehouderij, volatiele markten en kengetallen*, ALFA/WUR, Wageningen, 2013. Pour une comparaison entre la France et les Pays-Bas, voir J. D. van der Ploeg, C. Laurent, F. Blondeau et P. Bonnafous, "Farm diversity, classification schemes and multifunctionality", *Journal of Environmental Management*, vol. 90, supplément 2, 2009, p. S124-S131.

27. Kamp, A. van der and M. de Haan, "High-tech farm and low cost farm in the Netherlands: What is the solution?", Paper for *Djurhålsö & Utfodringskonferens*, ASG/WUR, Lelystad, 2004. Evers, A.G., M.H.A. de Haan, K. Blanken, J.G.A. Hemmer C. Hollander, G. Holshof and W. Ouweltjes, *Results Low-cost Farm 2006, Report no. 53*, ASG/WUR, Lelystad, 2007.

Tableau 3.4 – Comparaison entre une approche paysanne et une approche entrepreneuriale dans l'élevage laitier néerlandais

	À faible coût	High-tech
Unités de main-d'œuvre	1,0	1,0
Heures travaillées/individu/an	2 500	2 490
Hectares de terre	32	35
Vaches laitières	53	81
Production laitière par vache	7 547	9 673
Production laitière totale (kg)	400 000	783 515
Concentrés pour 100 kg de lait (en euros)	3,8	7,5
Coût du travail pour 100 kg de lait (en euros)	13,0	6,7
Coûts liés au recours à l'automatisation pour 100 kg de lait (en euros)	5,4	7,1
Coûts de production pour 100 kg de lait (en euros)	34,5	34,7
Revenus obtenus par heure travaillée (en euros)	19,20	16,36

Les différences exposées dans ce tableau sont minimales et, à première vue, sans doute peu pertinentes. Cependant, en regroupant certaines de façon cohérente, on peut observer des contrastes déterminants, et c'est précisément ce qui ressort de l'ensemble. Si les quotas laitiers néerlandais (10,8 milliards de kilogrammes de lait)

devaient être atteints par des exploitations entrepreneuriales à relativement grande échelle, il faudrait près de 13 900 exploitations laitières. Si, en revanche, on privilégiait le style paysan, il en faudrait deux fois plus. Et, ce qui est plus important, l'emploi productif et la création de valeur ajoutée seraient eux aussi deux fois plus élevés. En ce qui concerne les Pays-Bas, une telle différence n'a pas beaucoup d'intérêt à l'heure actuelle, car le chômage rural n'est pas élevé. Mais il existe un grand nombre de cas de figure où ce même contraste serait d'une importance cruciale, que ce soit en Europe²⁸ ou dans le reste du monde.

LA FRAGILITÉ DE L'AGRICULTURE ENTREPRENEURIALE À L'ÉPOQUE DE LA MONDIALISATION ET DE LA LIBÉRALISATION

Même si l'on n'est pas favorable au libre-échange comme système dominant régulant la société, force est néanmoins de reconnaître que la décennie à venir sera sans doute marquée par une mondialisation et une libéralisation poussées, voire offensives, des marchés agricoles et alimentaires. Cela entraînera, à n'en pas douter, une complète redistribution des cartes de la production agricole au niveau mondial et, de ce fait, une baisse des prix et la réapparition de fréquentes fluctuations de ces derniers.

La conclusion qui s'impose le plus souvent lorsqu'on réfléchit à cette baisse des prix à laquelle il faut s'attendre est que, dans un avenir proche, seules les grandes entreprises agricoles hautement spécialisées pourront faire face à ces conditions défavorables. On estime en outre que la meilleure façon de *se préparer* à ce difficile scénario consiste à accélérer le plus possible l'augmentation d'échelle des exploitations.

Face à ce point de vue dominant, je développe ici une autre thèse : *la mondialisation et la libéralisation, telles qu'elles progressent à l'heure actuelle, supprimeront les conditions mêmes qui sont nécessaires à*

28. R. van Broekhuizen et J. D. van der Ploeg, "The malleability of agrarian and rural employment – the political challenges ahead", article pour le séminaire de l'UE « Prevention of Depopulation in Rural Areas », Joensuu, Finlande, 2 octobre 1999.

la reproduction (à plus grande échelle) du mode de production entrepreneurial. Pour réussir une augmentation d'échelle (exigée par la concurrence internationale qui s'annonce), il faut consentir d'importants investissements, ce qui se traduit par des coûts fixes élevés. Le fonctionnement de ces entreprises à grande échelle nécessitera des technologies qui, elles, se traduiront par un important niveau d'intrants (en matière énergétique, entre autres), donc par des coûts variables relativement élevés. On aboutit ainsi à la création d'une structure entrepreneuriale assez rigide, alors que les marges sont faibles. Cela signifie que ces entreprises seront très vulnérables dans un contexte caractérisé par des turbulences et des prix instables.

Au printemps 2000, je me suis à nouveau rendu dans toutes les exploitations productrices de parmesan qui avaient fourni les données pour le programme de recherche portant sur la période 1979-1983 et mentionné plus haut dans ce chapitre. Cette nouvelle visite avait pour but de reconstituer avec les éleveurs de l'époque (et leurs fils et filles) le fil des événements qui s'étaient déroulés depuis. En 2000, les éleveurs étaient encore plongés dans une profonde crise qui touchait depuis plusieurs années déjà la production, la transformation et la commercialisation du fromage *parmigiano-reggiano*, une situation qui n'a pris fin qu'en 2003. Pendant toutes ces années, le prix du lait de fromagerie est resté extrêmement bas et les perspectives étaient sombres. Cette crise était due en partie à la dépendance des éleveurs vis-à-vis de la grande distribution et en partie à la concurrence exercée par le système fromager *grana padana* voisin. Certes, le système du *parmigiano-reggiano* avait toujours connu des tendances cycliques (il n'a jamais bénéficié du régime des prix garantis de l'UE), mais la crise de 1997-2003 restait exceptionnelle. De nombreux observateurs s'accordent à dire que cette période était sans doute l'expression avant la lettre de la mondialisation et de la libéralisation. Cette nouvelle visite m'a donc permis d'enquêter sur des processus qui étaient encore inconnus du reste de l'Europe.

Ce que j'ai découvert en 2000 a d'abord été une totale surprise. J'étais parti de l'idée – fort naïve rétrospectivement – que les exploitations de type entrepreneurial seraient beaucoup plus étendues que celles gérées selon une logique paysanne, et ce, d'autant plus que, durant la période 1979-1983, les agriculteurs entrepreneurs avaient formulé des attentes et élaboré des projets qui impliquaient

un accroissement considérable de leurs exploitations. L'expansion aurait donc dû être la conclusion logique de leurs calculs. Ce dont je n'avais pas pris conscience, à l'époque, c'est que la reproduction et le développement du mode de production entrepreneurial nécessitaient qu'un certain nombre de conditions soient réunies. Il s'est avéré, en 2000, que les pratiques agricoles paysannes avaient connu, les années précédentes, une croissance et un développement beaucoup plus importants que l'agriculture entrepreneuriale. Selon les données comptables disponibles, le volume de la production des unités paysannes s'élevait à 510 millions de litres (environ 250 000 euros à l'époque), tandis qu'il atteignait à peine 300 millions de litres pour le groupe des unités entrepreneuriales²⁹. Et bien que les agriculteurs entrepreneurs aient eu, dans les années 1980, des projets d'expansion qui avaient beaucoup mieux fonctionné que ceux des paysans, ces derniers s'étaient en réalité bien plus développés. Sur les exploitations gérées conformément à une logique entrepreneuriale, les investissements avaient considérablement diminué. Cela traduit des prises de décision rationnelles. Étant donné qu'à l'époque le rapport entre prix des produits sur le marché et coûts était aussi défavorable que dans la seconde moitié des années 1990 (« la *margin* est vraiment catastrophique »), il était devenu inutile d'investir, d'autant plus que la « rentabilité » s'inscrivait dans un cadre beaucoup plus large. Le marché foncier en pleine évolution (en raison des perspectives liées à l'urbanisation) et surtout le marché financier étaient considérés comme des points de repère bien plus importants. Plusieurs *imprenditori* avaient d'ailleurs investi de grosses sommes dans les valeurs mobilières, pendant que d'autres étaient très occupés à vendre des terres pour des projets immobiliers.

Les entrepreneurs ont réagi aux prix bas et au manque de perspectives par la désactivation. Les exploitations agricoles ont été

29. Cela peut sembler déconcertant au premier abord. Je rappelle au lecteur que la différence entre les paysans et les entrepreneurs ne réside pas dans l'étendue des exploitations en tant que telle. Ce qui est primordial est l'échelle, c'est-à-dire le rapport entre les objets de travail et le travail fourni. Étant donné que les exploitations paysannes à Parme et à Reggio Emilia consacrent nettement plus de main-d'œuvre familiale à leur ferme, elles sont plus grandes en valeur absolue, tout en ayant une échelle plus petite, que les exploitations entrepreneuriales.

lentement désactivées, tandis que les capitaux étaient réalloués à d'autres secteurs économiques plus prometteurs. Les entrepreneurs ont également opté pour d'autres mécanismes de désactivation comme le passage à des formes d'agriculture (production de viande, culture céréalière spécialisée) qui permettaient une réduction importante de la main-d'œuvre. Autre solution privilégiée partout ou presque : l'externalisation. La production de nourriture et de fourrage dans l'enceinte de l'exploitation a donc été remplacée par leur achat, et plusieurs exploitations ont supprimé l'élevage de veaux et de génisses ; lorsqu'une vache avait besoin d'être remplacée, on en achetait simplement une autre sur le marché. J'ai également été frappé par le changement dans le vocabulaire utilisé pour décrire cette nouvelle situation. Plusieurs entrepreneurs employaient l'expression *agricoltura di salto*, ce qu'on pourrait traduire par « agriculture à saute-mouton », pour exprimer la nécessité de « sauter » d'une perspective à une autre : si la politique de l'UE ou les conditions du marché font qu'une culture en particulier devient rentable, il faut sauter sur l'occasion, et dès que de nouvelles perspectives se font jour, il faut à nouveau se tourner vers elles, et ainsi de suite.

Les *contadini*, qui étaient également inquiets et se plaignaient amèrement, ont réagi d'une tout autre manière. Tout d'abord, ils ont continué à investir (à *fare le spese*, qui signifie littéralement : à « dépenser de l'argent », mais est utilisé par les agriculteurs paysans pour parler d'investissements), ce qui, dans leur logique, constitue un engagement essentiel pour continuer à travailler avec *passione, impegno* et *cura*. Plus la crise frappait dur, plus la nécessité de « dépenser » se faisait prégnante. Le besoin de *fare le spese* était plus fort que jamais, *non pas* pour maintenir leur retour sur investissement, mais pour assurer la continuité de l'exploitation et faire en sorte que la promesse d'une *bell'azienda*, censée aller de pair, se réalise. Ainsi, le fait de dépenser son épargne et les revenus tirés de la pluriactivité et de demander de modestes prêts n'avait pas pour objectif de convertir le capital financier en retour sur investissement acceptable. C'est à un processus de conversion entièrement différent que nous avons affaire ici : les résultats du travail passé (et de la confiance créée) sont convertis en contributions à la reproduction élargie de l'exploitation. Les principaux résultats ainsi obtenus

soulignent que la base de ressources autonome perdure et que de fortes relations de dépendance sont évitées.

Ces réactions très contrastées des *contadini* et des *imprenditori agricoli* sont profondément liées au mode d'agriculture propre à chacun des deux groupes et ne peuvent s'expliquer que comme cela. Lorsqu'on ne se réfère qu'à des tendances moyennes à des niveaux d'agrégation plus larges, on ressent un ralentissement général (une « récession ») et on passe à côté de la vraie crise (la disparition de l'agriculture entrepreneuriale) et de la réponse que l'agriculture paysanne y apporte. En outre, lorsqu'on porte son attention sans discernement sur les exploitations individuelles, on n'est frappé que par les différences supposées (donc considérées comme réelles) de l'« entrepreneuriat » (*sic*). L'ensemble de ces éléments détermine la pauvreté intellectuelle de la plupart des discours actuels sur l'agriculture.

Face à la crise, tous les paysans, ou presque, ont choisi et développé la stratégie de l'agriculture économe³⁰. De nouvelles stabulations ont été construites à partir des infrastructures existantes (ce qui a souvent donné lieu à l'élaboration de solutions et de concepts ingénieux), et ce sont avant tout les paysans eux-mêmes, avec parfois l'aide d'amis de leur village, qui ont fait le travail. Ainsi, en associant dépenses et souci d'économie, les paysans sont parvenus à poursuivre les investissements malgré la crise. Le fait qu'ils aient utilisé au maximum les ressources internes avec le plus d'efficacité possible a également joué un rôle. Il est d'ailleurs révélateur, à cet égard, que le séchage du foin en grange soit devenu une pratique courante dans toutes les exploitations obéissant à une logique paysanne. En faisant sécher artificiellement les cultures fourragères (la luzerne étant la principale), on peut en augmenter la qualité et, dans le même temps, limiter les pertes quantitatives, ce qui signifie que les paysans ont pu réduire les achats de concentrés, voire les supprimer totalement.

30. J. D. van der Ploeg, "Revitalizing agriculture: Farming economically as starting ground for rural development", *Sociologia Ruralis*, vol. 40, n° 4, 2000, p. 497-511 ; J. Kinsella, P. Bogue, J. Mannion et S. Wilson, "Cost reduction for small-scale dairy farms in County Clare", in J. D. van der Ploeg, A. Long et J. Banks (dir.), *Living Countrysides: Rural Development Processes in Europe - The State of Art*, Elsevier, Doetinchem, Pays-Bas, 2002.

Lorsqu'on compare les indicateurs techniques, on constate que la façon dont les paysans organisent le processus de production (la conversion des ressources en produits) s'est considérablement améliorée. Le contraste avec les *imprenditori* est net. Le taux de remplacement du cheptel s'élevait à 19 % par an (contre 30 % pour les entrepreneurs). Par kilo de concentrés (que les *contadini* produisaient eux-mêmes, tandis que la majorité des *imprenditori* les achetaient auprès d'entreprises industrielles), les paysans fournissaient 3,9 kg de lait contre seulement 2,6 kg pour les entrepreneurs. Ces données nous aident à comprendre pourquoi le revenu net³¹ en pourcentage de la production totale ne s'élevait qu'à 14 % sur les exploitations des *imprenditori*, contre 21 % sur celles des *contadini*. Ceux-ci produisent, pour un volume donné de production, moitié plus de revenus que ceux-là. C'est ainsi qu'une ligne de défense contre la mondialisation et la libéralisation s'est *de facto* créée. Pendant plusieurs décennies, l'agriculture entrepreneuriale a représenté la supériorité économique. Cette supériorité était en partie virtuelle, à cause des techniques comptables utilisées à des fins de représentation et de comparaison, mais aussi sans nul doute en partie réelle. Notamment dans ce que l'on appelle les *exploitations d'avant-garde* qui associent augmentation d'échelle et niveaux d'intensité élevés, les revenus pouvaient être nettement supérieurs à ceux obtenus dans d'autres contextes.

Durant la première décennie du xxi^e siècle, on assiste cependant à l'affaiblissement progressif de ce « bastion ». Il devient alors clair que les grandes exploitations entrepreneuriales de l'agriculture la plus modernisée d'Europe (celle des Pays-Bas) représentent le maillon le plus faible de la chaîne. L'agriculture entrepreneuriale, qui offrait auparavant les modes d'expression les plus convaincants, enregistre à présent les perspectives de continuité les moins encourageantes, un phénomène dû à la disparition accélérée des prix stables et subventionnés. Aux Pays-Bas tout particulièrement, où une part considérable de l'élevage laitier se conforme plus que partout ailleurs au modèle entrepreneurial, les effets sont spectaculaires.

31. Ce concept diffère de celui de valeur ajoutée brute, présenté dans le tableau 3.3. La différence entre les deux est due en partie à l'amortissement et aux salaires versés.

Le tableau 3.5 compare trois groupes d'exploitations laitières. Le premier est constitué d'exploitations relativement extensives où la production par hectare de terre est inférieure à 15 000 kg par an. Le groupe 2 est un groupe intermédiaire, et dans le groupe 3 figurent des exploitations relativement intensives (la production laitière par hectare et par an dépasse les 20 000 kg). Cette classification coïncide peu ou prou avec la taille des exploitations. Dans le groupe 1, le quota moyen est de 560 552 kg ; dans le groupe 2, il est de 697 147 kg ; et dans le groupe intensif, il atteint en moyenne 787 985 kg.

Tableau 3.5 – Analyse comparative d'exploitations laitières néerlandaises, 2005

	Groupe 1 Exploitations extensives	Groupe 2 Intermédiaire	Groupe 3 Exploitations intensives	Moyenne
Nombre d'exploitations	42	15	7	64
Production laitière totale (en kg)	560 552	697 147	787 985	631 832
Superficie (en ha)	48,94	41,03	31,19	44,99
Production laitière (en kg) par ha	11 454	16 991	25 264	14 044
Dettes totales (par exploitation) (en euros)	668 752	646 349	925 995	718 624
Par ha (en euros)	13 665	15 753	29 689	15 973
Par kg de lait (en euros)	1,19	0,93	1,18	1,14
Bénéfices liés au cheptel laitier (en euros pour 100 kg de lait)	34,87	33,55	32,60	34,32

Tableau 3.5 (suite)

	Groupe 1 Exploitations extensives	Groupe 2 Intermédiaire	Groupe 3 Exploitations intensives	Moyenne
Autres bénéfices (<i>ibid.</i>)	5,83	5,54	2,94	5,11
Achat de nourriture et de fourrage (<i>ibid.</i>)	5,15	5,81	6,54	5,38
Autres coûts variables (<i>ibid.</i>)	4,09	4,33	3,84	4,12
Marge brute (<i>ibid.</i>)	31,46	28,95	25,16	29,93
Frais généraux (<i>ibid.</i>)	20,54	20,98	19,89	20,39
Marge restante (<i>ibid.</i>)	10,92	7,97	5,27	9,54
Loyers payés (<i>ibid.</i>)	3,49	3,29	1,98	3,43
Résultat net (<i>ibid.</i>)	7,43	4,68	3,29	6,11
Amortissement (<i>ibid.</i>)	10,12	11,51	9,24	10,45
Trésorerie (<i>ibid.</i>)	17,55	16,19	12,53	16,56
Remboursements (<i>ibid.</i>)	2,90	3,78	4,63	3,74
Loyers pour location (<i>ibid.</i>)	1,01	0,64	0,15	0,87
Location de quotas laitiers	0,42	0,38	0	0,34
Dépenses privées et impôts (<i>ibid.</i>)	4,29	3,6	4,36	3,95
Dépenses totales (<i>ibid.</i>)	8,62	8,40	9,14	8,90
Épargne	8,93	7,79	3,39	7,66

Les données empiriques synthétisées dans le tableau 3.5 ont été réunies et analysées par le SRA³², un bureau appartenant au groupe des agences comptables agricoles privées ou (ex-) coopératives. Ces agences travaillent à la demande des agriculteurs et sont payées par eux. Les données, qui sont toujours examinées avec les agriculteurs et contrôlées avec eux, sont d'une extrême précision. Mais ce n'est pas là la seule différence entre ces données et celles de l'agence nationale LEI de comptabilité des exploitations agricoles. Il existe en effet une particularité bien plus importante : plusieurs agences privées ou coopératives (la première étant ALFA) adoptent une approche chayanovienne, tandis que la LEI s'en tient à la représentation néoclassique de l'entreprise agricole, et ce qui les différencie avant tout est que la première est fondée sur les coûts et les dépenses réels alors que la seconde s'appuie, à bien des égards, sur des coûts *calculés*.

L'expression « loyers payés » est typique de cette différence : elle fait référence à des loyers *réellement* payés à la suite de dettes *réellement* existantes. À l'inverse, dans une approche néoclassique, un loyer global est calculé sur l'ensemble du capital (qu'il s'agisse des capitaux propres ou de prêts) relatif à l'exploitation. Cette méthode gomme toute différence entre une exploitation fortement endettée et une exploitation relativement « libre ».

Il en va de même pour les remboursements réels par rapport à l'amortissement calculé et au paramètre temps qui l'accompagne, etc. Conséquence : dans les rapports des agences privées ou coopératives, les résultats et les tendances s'imposent d'eux-mêmes, alors qu'ils sont masqués dans les données nationales officielles sur l'économie agricole. Le tableau 3.5 montre que le « résultat final » pour 100 kg de lait dans les exploitations un peu plus petites et extensives (groupe 1) équivaut à plus de deux fois celui des exploitations intensives de plus grande taille. La trésorerie obtenue pour 100 kg de lait est elle aussi plus élevée. Une fois que l'on a soustrait les remboursements, les loyers pour location, les coûts associés aux locations de quotas laitiers, les dépenses privées et les impôts, on obtient la somme qui peut être épargnée

32. SRA, *Benchmark Melkveehouderij 2005*, SRA, Nieuwegein, Pays-Bas, 2006.

(ou réinvestie à terme). Cette somme est elle aussi deux fois plus importante dans le groupe 1 que dans le groupe 3, non seulement en termes relatifs (pour 100 kg de lait), mais aussi en valeur absolue (pour l'exploitation tout entière).

En dépit du fait que les exploitations du groupe 3 sont en moyenne 40 % plus importantes (en termes de quota), leur épargne plafonne à 26 713 euros par an pour l'entreprise agricole dans son ensemble, alors qu'elle atteint 50 052 euros pour celles du groupe 1.

Durant le second semestre 2008 et le premier semestre 2009, la volatilité des prix, qui va de pair avec un marché mondialisé, a frappé de plein fouet tous les secteurs de l'élevage laitier de l'Union européenne, conséquence, entre autres, de la libéralisation du marché du lait. Toutes les exploitations laitières se sont retrouvées confrontées à une importante baisse du prix du lait. Et même si ce phénomène était « écrit d'avance », les conséquences ont néanmoins été vécues comme une surprise au goût amer. Car ce ne sont pas les exploitations paysannes typiques, mais « les meilleurs élèves de la classe » qui ont été durement touchés. Comme l'ont montré par la suite les données comptables, ce sont les grandes exploitations entrepreneuriales, spécialisées, pratiquant l'agriculture intensive et se développant rapidement qui n'ont pas su faire face aux nouvelles conditions. Bien que conçues pour être « concurrentielles sur le marché mondial », elles ont subi d'énormes pertes. Leur trésorerie a plongé dans le rouge³³, exactement comme cela s'était produit au royaume du parmesan et comme le laissaient prévoir les données comptables telles que présentées dans le tableau 3.5. Mais les principaux systèmes experts et les syndicats d'agriculteurs n'ont rien voulu voir, et cela explique

que le phénomène des trésoreries négatives ait été vécu comme une surprise fort désagréable³⁴.

En 2008-2009, les banques ont décidé de refinancer les dettes des exploitations en difficulté. En 2012, la volatilité s'est traduite par une hausse du prix de l'alimentation du bétail et du fourrage, si bien que les trésoreries négatives ont refait leur apparition dans les grandes exploitations entrepreneuriales. À cette époque, cependant, les banques n'ont pas voulu/pas pu refinancer à nouveau les dettes (ce qui était dû, entre autres, aux accords de Bâle III). C'est ainsi que cette émanation née de la modernisation de l'agriculture, qui semblait autrefois résistante et inébranlable, a subi un véritable effondrement. De leur côté, les segments paysans continuent à faire face à la crise. Mais ces faits ne sont que rarement mentionnés dans les débats, qu'ils soient politiques ou publics.

Ironie de l'histoire, la mondialisation, la baisse des prix qu'elle induit et surtout leurs fréquentes fluctuations contribueront très fortement au processus de repaysannisation. Tout d'abord parce que la mondialisation dévore « ses propres enfants » (les entrepreneurs) et ensuite parce qu'on ne peut contrer ce phénomène et ses conséquences qu'en empruntant une voie résiliente et durable : celle de l'agriculture paysanne.

33. Oostindie, Ploeg et Broekhuizen, *op. cit.*

34. Le contraste entre la réaction des paysans et celle des entrepreneurs face aux crises a fait l'objet de plusieurs études empiriques. Pour l'agriculture américaine, voir, par exemple, P. F. Barlett, "Microdynamics of debt, drought, and default in south Georgia", *American Journal of Agricultural Economics*, décembre 1984, p. 836-853 ; M. Strange, *op. cit.* ; S. Salamon, "Ethnic communities and the structure of agriculture", *Rural Sociology*, vol. 50, n° 3, 1985, p. 323-340. Il ressort que « la crise financière des années 1980 a touché les grandes exploitations plus durement que ce qui a été largement admis », tandis que les exploitations plus petites « ne prospèrent pas forcément, mais perdurent en dépit des politiques publiques qui pourraient les balayer [...] elles sont résilientes et difficiles à éliminer » (Strange, *ibid.*, p. 6-7). Salamon (*ibid.*, p. 338) tire des conclusions similaires. Barlett (*ibid.*, p. 841, tableau 3) fait une démonstration identique. Ces observations n'ont cependant jamais été intégrées à la théorie. Les thèses qui prévalent restent focalisées sur l'invincibilité de l'agriculture entrepreneuriale à grande échelle ; les alternatives, les doutes, etc., sont systématiquement omis. Les sphères politiques et scientifiques optent ici de leur plein gré pour l'ignorance. Tout comme les systèmes experts, elles font fausse route.

IV. LE DÉVELOPPEMENT RURAL OU LES EXPRESSIONS DE LA REPAYSANNISATION EN EUROPE

L'Europe est le théâtre, depuis deux décennies et demie, d'un vaste processus de repaysannisation qui s'exprime avant tout sur le plan qualitatif. Il implique l'accroissement de l'autonomie et la reconstruction de la base de ressources qui s'est trouvée nettement entamée par les processus passés de spécialisation liés au schéma entrepreneurial. La repaysannisation est également synonyme d'ajustement fin qui autorise de nouveaux gains de productivité souvent fort bien pensés. Elle consiste en résumé à redonner à l'agriculture ses attributs paysans. Le degré de « paysanneté¹ » est donc en augmentation et se traduit par l'instauration de nouvelles relations impliquant tout à la fois la société et la nature et permettant un nouvel encastrement de l'agriculture. Bien que la repaysannisation ait des sources nombreuses et différentes, elle est déclenchée et s'exprime par un large éventail de réactions face à la marginalisation, aux privations, à la dégradation et à la dépendance imposées par les empires alimentaires.

La repaysannisation est loin d'être le *seul* axe de développement que l'on puisse observer en Europe : elle se produit parallèlement à la poursuite de l'industrialisation et de la désactivation. Cette concomitance de trajectoires de développement contrastées et d'une certaine façon concurrentes crée un « champ de bataille » complexe où intérêts, perspectives et programmes divergents s'opposent continuellement. Cependant, comme le montrent de plus

1. V. M. Toledo, *Campesinidad, agroindustrialidad, sostenibilidad: los fundamentos ecológicos e históricos del desarrollo rural*, Cuadernos de Trabajo 3, Grupo Interamericano para el Desarrollo Sostenible de la Agricultura y los Recursos Naturales, Mexique, 1995.

en plus d'études d'impact, la repaysannisation a tendance à être, au sein de l'Europe, la trajectoire la plus importante en termes de nombre d'exploitations et d'agriculteurs. En outre, eu égard à l'évolution de la situation en matière d'énergie, de qualité de vie, de rareté de l'eau, etc., elle est sans doute aussi la plus convaincante. Mais elle représente dans le même temps un modèle de développement vivement contesté.

D'une façon générale, les agriculteurs européens accroissent la *paysanneté* de leurs exploitations et se reconstituent en tant que *nouveaux paysans*. Pas en tant que « paysans d'hier », mais en tant que *paysans du III^e millénaire*. Cette tendance est considérablement renforcée par la crise économique et financière actuelle. Ce qui ne change pas, en revanche, c'est que les formes que prend aujourd'hui la repaysannisation sont mal comprises de la plupart des scientifiques et des hommes politiques, et c'est sans doute le cas depuis la nuit des temps.

LES MÉCANISMES DE LA REPAYSANNISATION

On observe actuellement un essor de la littérature décrivant les nouveaux modes d'agriculture qui fleurissent à travers l'Europe (et ailleurs, bien que dans une moindre mesure). Ces morphologies naissantes sont souvent mentionnées en tant que conséquence du « développement rural », ce qui en soi n'est pas faux. Elles soulignent l'existence d'une interface complexe entre les politiques et les pratiques en matière de développement rural. Comme l'ont souligné O'Connor *et al.*, ce dernier est un « phénomène qui prend de l'importance, mais qui est souvent mal interprété² ». Ce qui, en tant que phénomène empirique immédiat, est qualifié de développement rural résulte, du point de vue analytique, d'un processus sous-jacent de repaysannisation³. Les pratiques en la matière sont la

conséquence d'un processus de changement puissant, mené par la base et endogène, qui prenait déjà de l'ampleur avant que les premières directives en matière de politique de développement rural ne soient formulées⁴. À l'heure actuelle, les politiques de développement rural supranationales, nationales et régionales interagissent, de façon complexe et souvent très contradictoire, avec le développement rural en tant que large éventail de réponses des paysans face à la compression des marges en agriculture.

Il est possible d'expliquer les formes actuelles de repaysannisation sur le plan analytique en partant de l'idée que l'agriculture constitue toujours un processus de conversion (d'intrants en produits) basé sur une double mobilisation de ressources. Celles-ci peuvent soit être mobilisées à partir des marchés concernés (elles entrent donc dans le processus de production en tant que marchandises), soit être produites et reproduites au sein même de l'exploitation (ou au sein d'une communauté rurale plus étendue). Cela signifie que les « produits » peuvent eux aussi être orientés de deux façons différentes : vers les marchés de produits ou vers une réutilisation (parfois après un échange socialement régulé) au sein de l'exploitation.

Face aux grands marchés de marchandises qui sont de plus en plus contrôlés et restructurés par les empires alimentaires, de nombreux agriculteurs ont entrepris de diversifier leur production, et ce, de différentes manières. De nouveaux produits et services sont proposés, et on assiste dans le même temps à la création de nouveaux marchés et de nouveaux circuits de commercialisation (voir le n° 1 de la figure 4.1). C'est ainsi que naissent des *exploitations multiproduits* qui sont davantage concurrentielles tout en gagnant en autonomie. À la diversification de la production sont souvent associés un processus de transformation fermière et l'établissement de

2. D. O'Connor, H. Renting, M. Gorman et J. Kinsella, *Driving Rural Development: Policy and Practice in Seven EU countries*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas, 2006, p. 2.

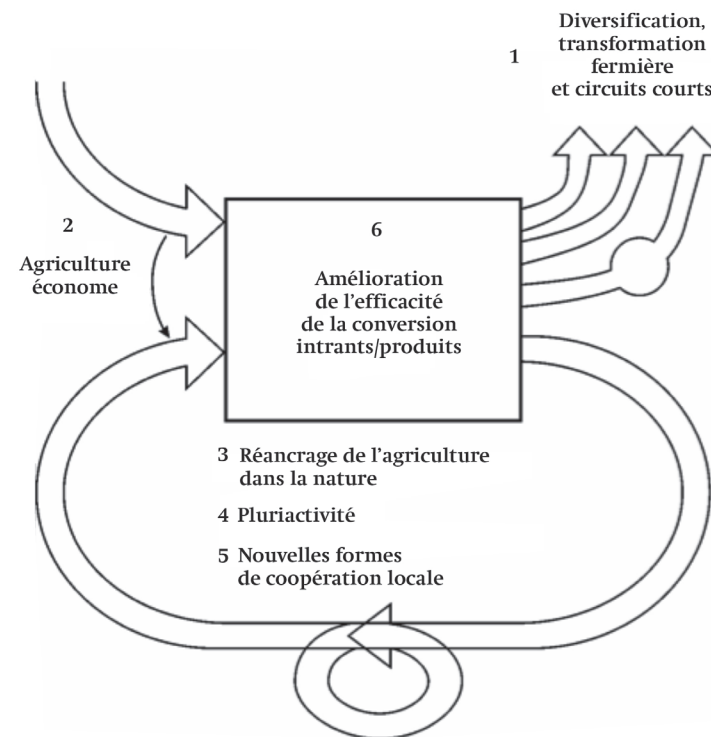
3. J. D. van der Ploeg, A. Long et J. Banks (dir.), *Living Countrysides: Rural Development Processes in Europe – The State of the Art*, Elsevier, Doetinchem, Pays-Bas, 2002.

4. Voir H. Oostindie et N. Parrott, "Farmers' attitudes to rural development: results of a transnational survey", document de travail, Impact Programme, 2001. www.rural-impact.net. Les auteurs livrent une biographie « type » des différentes pratiques en matière de développement rural. La plupart de celles-ci ont été développées bien avant que le phénomène ne devienne un sujet en vogue. Le délai entre la « naissance » de la majorité des initiatives pratiques et la mise en œuvre des politiques de développement rural est encore plus long. Voir aussi H. Oostindie, J. D. van der Ploeg et H. Renting, "Farmers' experiences with and views on rural development practices and processes: Outcomes of a transnational European survey", in Ploeg, Long et Banks (dir.), *op. cit.*, p. 225, tableau 13.

liens plus courts avec les consommateurs. Parallèlement à cette première tendance (et souvent en lien étroit avec elle), on observe (n° 2) une prise de distance vis-à-vis des principaux marchés d'intrants, un phénomène souvent appelé *agriculture économe*⁵ : le processus de production s'appuie de plus en plus sur des ressources autres que celles contrôlées par l'agro-industrie. Cette méthode permet de gagner encore en autonomie. Au cours de la transition correspondante (n° 3), le *réancrage de l'agriculture dans la nature* joue un rôle essentiel. Toujours selon la même logique, la pluriactivité (n° 4) et de nouvelles formes de coopération locale (n° 5) sont redécouvertes et développées. Elles permettent en outre d'affranchir l'agriculture de sa dépendance directe vis-à-vis du capital financier et industriel. On assiste au cœur du processus de production à la réintroduction de plus en plus appuyée du *savoir-faire* (n° 6) (la réunification organique du travail intellectuel et du travail manuel qui permet d'exercer un contrôle direct sur le processus de production et de l'affiner). Cette réintroduction va de pair avec le développement et la mise en œuvre d'une nouvelle génération de technologies axées sur les compétences et qui se traduit souvent par la production continue de nouveautés.

5. C. Reijntjes, B. Haverkort et A. Waters-Bay, *Une agriculture pour demain : introduction à une agriculture durable avec peu d'intrants externes*, Karthala, 2000 ; J. D. van der Ploeg, "Revitalizing agriculture: Farming economically as starting ground for rural development", *Sociologia Ruralis*, vol. 40, n° 4, 2000, p. 497-511.

Figure 4.1 – Chorégraphie de la repaysannisation



© Jan Douwe van der Ploeg

Il est important de souligner que les changements indiqués plus haut ne doivent pas être considérés comme de simples apports à un mode d'agriculture resté inchangé. Ils ne portent pas non plus exclusivement sur les détails de l'activité. Ensemble, ils représentent, tant sur le plan théorique que pratique, un adieu « structurel⁶ » au modèle de l'agriculture entrepreneuriale qui dominait jusqu'à il y a peu.

6. Je n'avance ici aucune notion « structuraliste ». Mais il est vrai que, une fois que certains changements sont en place, ils ont tendance à s'installer dans la durée. En outre, ils se renforcent les uns les autres. Et lorsque la coopération s'instaure entre des agriculteurs prêts à évoluer, ces changements s'inscrivent aussi dans l'espace en tant que phénomènes stables.

Ils représentent aussi une rupture (au moins partielle) avec la division du travail qui liait l'agriculture à l'agro-industrie, aux banques et aux organismes d'experts. La diversification, par exemple, va à l'encontre du caractère central de la spécialisation cher au modèle entrepreneurial et aux théories sur la modernisation. Elle est aussi contraire aux prescriptions de l'agro-industrie en direction des agriculteurs. Il en va de même pour la transformation fermière et la mise en place de circuits courts qui relient directement production et consommation alimentaires. La diversification du processus agricole et la vente directe signifiaient, notamment lors des premiers stades du processus de repaysannisation, autant de petites « rébellions ». Elles n'existaient pas, étant contraires aux habitudes en place, aux intérêts et aux identités, et lorsqu'elles existaient, ceux qui les pratiquaient étaient considérés comme ayant échoué en tant qu'agriculteurs véritables et compétents et comme essayant de trouver refuge dans des voies de sortie inappropriées.

Il en va de même pour les autres mouvements indiqués dans la figure 4.1. L'agriculture économe (mouvement 2) était perçue par beaucoup comme un pas en arrière, surtout lorsqu'elle s'accompagnait du réancrage de l'activité agricole dans les ressources naturelles. Selon le paradigme de la modernisation, qui est axé sur l'expression du progrès scientifique à travers les intrants industriels et les nouvelles technologies agricoles, une telle association était considérée comme un scandale. La pluriactivité était censée être réservée à la périphérie ; les nouvelles formes de coopération locale étaient elles aussi jugées superflues du moment que l'État et les grands syndicats agricoles gouvernaient correctement le secteur. Le premier était de toute façon perçu comme incapable d'« entrer en compétition » avec les seconds. Quant à l'amélioration de l'efficacité de l'agriculture (en repoussant les frontières des fonctions, mouvement 6 de la figure 4.1), on estimait qu'elle était du ressort exclusif de la science et des systèmes experts associés. Tout rôle central dévolu aux agriculteurs dans le développement rural était donc considéré comme une régression, et si les agriculteurs devaient jouer un rôle, il ne pouvait être qu'extrêmement limité.

Pris isolément, les nombreux et petits changements empiriques observés au sein de l'actuel processus de repaysannisation et dus à celui-ci peuvent sembler minimes et presque négligeables.

Cependant, pour peu que l'analyse dépasse le niveau des unités de production, une vaste et radicale *restructuration* du monde social et naturel se fait alors jour. L'importance de la transformation fermière du lait en fromage, en yaourt ou en d'autres produits et de la vente directe qui en est faite, par exemple, ne réside pas uniquement dans la fraîcheur des fromages ou autres produits, mais aussi dans le fait que cela induit une redéfinition des relations entre l'agriculture et l'agro-industrie. L'exploitation n'est plus uniquement le lieu de fourniture des seules matières premières, elle devient une unité nouvelle et multifonctionnelle qui crée des liens nouveaux avec la société et la nature. Il s'ensuit une redéfinition des identités (des agriculteurs et agricultrices ainsi que des femmes d'agriculteurs), et la création de nouveaux réseaux avec les consommateurs (qui s'en trouvent eux-mêmes redéfinis⁷). La transformation fermière et la vente directe peuvent en outre inverser la tendance à la baisse continue de la valeur ajoutée. Elles peuvent également (du moins en théorie) redistribuer les cartes du marché du fromage et du yaourt et influencer sur le haut degré de monopolisation qui le caractérise actuellement.

C'est ainsi qu'un changement de paradigme se fait jour. Il s'exprime également, bien qu'indirectement, à travers le malaise général et les critiques exprimés par le segment entrepreneurial du secteur agricole. Les expériences de repaysannisation sont vécues comme des « trahisons » et comme des formes de comportement déviant qui bloquent le libre flux des ressources dont a cruellement besoin l'agriculture entrepreneuriale pour continuer à se développer.

Ce changement de paradigme lié au processus de repaysannisation en Europe n'a jamais été clairement exprimé au niveau institutionnel. Cela s'explique par le fait qu'il est contraire à un trop grand nombre d'intérêts institutionnels associés au récent processus de modernisation. Admettre l'existence d'un changement d'une si grande ampleur peut être synonyme d'une remise en question des positions, modèles et habitudes en place. Cela peut aussi écorner

7. M. Miele, *Creating Sustainability: The Social Construction of the Market for Organic Products*. Wageningen University, Wageningen, The Netherlands, 2001.

l'image de ceux « qui sont toujours dans le droit chemin » (image indispensable aux systèmes experts et aux politiques agricoles). De ce fait, les changements exposés par la figure 4.1 et la multifonctionnalité qui en découle sont présentés comme quelque chose *qui vient s'ajouter* à l'agriculture, tandis que le secteur dans son ensemble est perçu en termes de *coexistence*, c'est-à-dire qu'à côté de l'« agriculture productive » figurent *d'autres* types d'agriculture orientés autour du « développement rural ».

Une telle interprétation passe à côté de certains aspects essentiels. Tout d'abord, les activités « classiques » comme la traite des vaches, le maraîchage, etc., ne sont pas *séparées* des nouvelles activités (comme la transformation fromagère, la vente directe, l'aménagement des paysages, la production d'énergie ou quoi que ce soit d'autre), mais *associées* à elles, et plus cette association est savamment organisée, plus elle porte ses fruits⁸. Ensuite, les revenus tirés de ces activités « anciennes » et « nouvelles » ne peuvent être dissociés les uns des autres pour être comparés ; c'est leur *unité* qui est importante.

Quoi qu'il en soit, l'agriculture européenne est le théâtre d'un processus de transition de grande ampleur, complexe et inachevé, qui se déploie à travers plusieurs dimensions et se situe à différents niveaux qui sont en interaction. Au niveau de la base, on peut dire que cette transition est un « processus de déplacement de frontières » (pour reprendre les termes de Ventura et Milone⁹) : il s'agit de mouvements qui franchissent les limites classiques de l'entreprise agricole spécialisée, mais aussi de flux qui, grâce à la création de réseaux, évoluent vers d'autres niveaux. Avec d'autres, je qualifie cette transition de repaysannisation¹⁰.

La première raison qui justifie ce qualificatif a trait au fait que certains des mouvements indiqués, si ce n'est tous, se traduisent par une autonomie accrue et parfois par la création de nouveaux

mouvements¹¹. Bien souvent, l'augmentation de l'autonomie est l'objectif avoué des processus résumés par la figure 4.1.

La deuxième raison tient au fait que l'élévation du degré d'autonomie se matérialise par la reconstitution de la base de ressources de l'exploitation : elle est élargie et diversifiée, et il est fait en sorte que de nouvelles activités productives puissent avoir lieu¹². Cela signifie également que des ressources plus ou moins tombées dans l'oubli sont redécouvertes. Le fumier et les organismes vivants du sol en sont de parfaits exemples. Je reviendrai sur ces questions classiques dans le prochain chapitre. Il est également pertinent de souligner que, dans ce contexte, le travail redevient une ressource centrale au sein de la base de ressources dans son ensemble, et ce, sur le plan tant quantitatif que qualitatif. Les processus de travail prescrits qui ont fait leur apparition à l'époque de la modernisation (et qui sont souvent imposés par les empires alimentaires) sont contrés de façon énergique et remplacés par d'autres qui autorisent une prise de recul, de la flexibilité et de la qualité, et réduisent considérablement le stress. Ce phénomène est notamment lié à l'influence grandissante des épouses d'agriculteurs et à l'évolution de leur environnement¹³. Grâce à l'établissement de nouvelles relations, et bien qu'à des degrés très variables, on redécouvre et l'on reconstruit matériellement l'« art de l'agriculture »¹⁴.

8. V. Saccomandi, *Agricultural Market Economics: A Neo-Institutional Analysis of Exchange, Circulation and Distribution of Agricultural Products*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas, 1998.

9. F. Ventura et P. Milone, "Novelty as a redefinition of farm boundaries", in H. Wiskerke et J. D. van der Ploeg (dir.), *Seeds of Transition*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas, 2004, p. 54-92.

10. Voir Ploeg et de Rooij, 1999 ; Ploeg *et al.*, 2000 ; Prodi, 2004 ; Johnson, 2004 ; Pérez-Vitoria, 2005 ; Hervieu, 2002 ; Sevilla Guzmán, 2006, 2007 ; Valentini, 2006 ; Ventura et Milone, 2007.

11. Il est important de souligner que ces tendances sont de plus en plus travaillées et transférées à des degrés élargis d'agrégation. C'est notamment le cas dans les coopératives environnementales (ou territoriales) qui ont été créées aux Pays-Bas (Renting *et al.*, 2001), sur les routes des vins italiennes (Brunori et Rossi, 2000), sur les marchés de producteurs en Allemagne et en Angleterre (Knickel et Hof, 2002 ; Banks, 2002), et au sein de l'« économie de la châtaigne » en France (Willis et Campbell, 2004). La reconstruction et le renforcement de l'autonomie peuvent aussi être encouragés par des programmes régionaux savamment conçus, comme le programme espagnol Proder ou le programme allemand RegionAktiv (Domínguez García *et al.*, 2006 ; Knickel, 2006).

12. G. Brunori, A. Rossie et S. Bugnoli, *Multifunctionality of Activities, Plurality of Identities and New Institutional Arrangements*, Multiagri Project, Department of Agronomy and Agro-Ecosystems Management, université de Pise, Pise, 2005 ; OCDE, *Multifonctionnalité. Élaboration d'un cadre analytique*, AGR/CA/APM(2000)3/FINAL, OCDE, 2001 ; P. Caron et T. Le Cotty, "A review of the different concepts of multifunctionality and their evolution", *European Series of Multifunctionality*, n° 10, 2006, p. 1-19.

13. S. de Rooij, *Werk van de Tweede Soort: Boerinnen in de Melkveehouderij*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas, 1992 ; S. de Rooij, E. Brouwer et R. van Broekhuizen, *Agrarische Vrouwen en bedrijfsontwikkeling*, LUW/WLTO, Wageningen, Pays-Bas, 1995.

14. L. G. M. Columella, *L'arte dell'agricoltura*, Einaudi Editore, Torino, Italie, 1977.

Troisièmement, les changements indiqués par la figure 4.1 soulignent une autre caractéristique décisive¹⁵ : ils ont tendance à augmenter la valeur ajoutée (VA) produite sur les exploitations prises individuellement et au sein du secteur agricole dans son ensemble. Des processus différents et concurrentiels tels que l'augmentation d'échelle accélérée et la désactivation contribuent à faire baisser la VA dans l'ensemble du secteur. Celle-ci est fortement réduite par l'agriculture entrepreneuriale et par son expansion, tandis que le développement rural conduit par les paysans l'accroît tant au niveau des exploitations individuelles qu'au niveau de l'ensemble du secteur. Cela est dû aux liens qu'entretient ce dernier avec les autres exploitations et avec les secteurs non agricoles de l'économie rurale. À cet égard, il faut également souligner que ce qu'on appelle le multiplicateur des activités de développement rural est considérablement plus élevé (et plus localisé) que celui de l'agriculture entrepreneuriale¹⁶. Cette dernière progresse en rachetant d'autres exploitations et en se cantonnant strictement aux limites définies et imposées par les empires alimentaires. Les exploitations paysannes, en revanche, avancent non pas au moyen de rachats, mais grâce à la création de richesse supplémentaire ; en procédant ainsi, elles franchissent allègrement les frontières imposées par les différents empires, et ce, même lorsque ce comportement est considéré comme une infraction.

Quatrièmement, ces mêmes mouvements qui placent aujourd'hui l'agriculture au-delà du modèle de l'entreprise agricole hautement spécialisée *rétablissent également le lien* entre l'agriculture et la société, la nature, les intérêts et les perspectives des producteurs directs. Tandis que le modèle d'agriculture entrepreneuriale ne fait qu'aggraver l'actuelle crise agraire (voir la figure 1.4 du chapitre 1), la repaysannisation possède le potentiel pour combler les nombreux gouffres qui se sont formés entre-temps.

15. Voir le débat entre D. Goodman, ("Rural Europe redux? Reflections on alternative agro-food networks and paradigm change", *Sociologia Ruralis*, vol. 44, n° 1, p. 3-16, 2004) et J. D. van der Ploeg et H. Renting ("Behind the 'redux': A rejoinder to David Goodman", *Sociologia Ruralis*, vol. 44, n° 2, 2004, p. 231-242).

16. W. Heijman, M. H. Hubregtse et J. A. C. van Ophem, "Regional economic impact of non-standard activities on farms: Method and application to the province of Zeeland in The Netherlands", in Ploeg, Long et Banks (dir.), *op. cit.*

La cinquième raison qui justifie d'assimiler l'actuelle transition de l'agriculture européenne à un processus de repaysannisation tient au fait que, dans la pratique, le développement rural se déploie *en tant que lutte contre les appareils d'État, leurs dispositifs de régulation et l'agro-industrie*¹⁷. C'est une lutte pour l'autonomie, la création de valeur ajoutée et la survie et non, comme certains le croient, l'application plus ou moins claire des dispositifs de l'UE et de la rhétorique qui les accompagne. Je reviendrai sur cet aspect essentiel dans la dernière partie de ce chapitre.

La transition à laquelle on assiste présente des spécificités qui, elles aussi, soulignent la nature paysanne du phénomène. Elle n'est pas gouvernée par un lieu central de contrôle, elle est au contraire endogène et quelque peu anarchique. Elle ne propose pas de solution mondiale à une série de situations et de problèmes locaux, mais elle se présente à travers un nombre croissant de solutions locales à un problème général (la compression des marges en agriculture). Enfin, elle n'agit pas en tant que mégaprojet (bouleversement ou rupture balayant tout sur son passage et susceptible de provoquer le chaos¹⁸), mais entraîne des évolutions qui peuvent littéralement changer l'agriculture et le monde rural.

AMPLEUR ET IMPACT

Une expression-clé utilisée, surtout par la tradition académique française, pour qualifier les nouvelles pratiques de développement rural est celle d'« autres activités sources de revenus » (AASR). Il s'agit d'activités économiques pratiquées au sein du ménage agricole qui viennent se surajouter à l'agriculture *stricto sensu* ou se placer à côté d'elle. Conformément aux conventions académiques adoptées en Europe, je ferai référence à ces autres activités sources de revenus en tant que conséquences de l'approfondissement et de l'élargissement des activités en général.

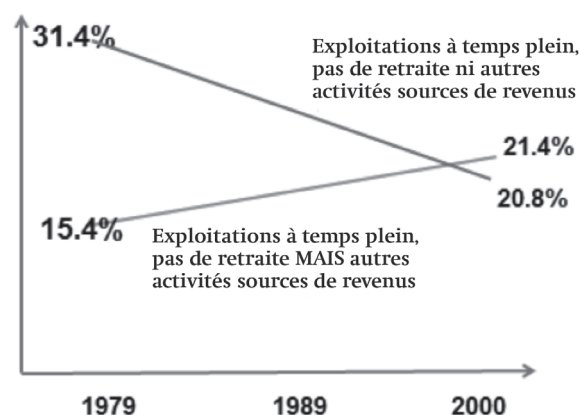
17. T. Marsden, *The Condition of Rural Sustainability*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas, 2003.

18. J. Scott, *Seeing Like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, Yale University Press, NewHaven/London, 1998.

On doit à Catherine Laurent et à ses collègues un travail novateur sur les AASR, qui part de l'idée que le secteur agricole est tout sauf uniforme puisqu'il est constitué d'un ensemble hétérogène de façons diverses d'exercer l'activité agricole. À partir d'études de terrain approfondies, onze combinaisons d'activités ont été identifiées. Cela va des exploitations cultivées par des tiers (1 %) et de l'agriculture d'auto-subsistance d'agriculteurs retraités (13 %) aux exploitations agricoles capitalistes (3 %) et à la petite activité agricole d'agrément (12 %). Au milieu se trouvent l'« agriculture structurée dans la profession organisée » (20 %) et l'« agriculture fondée sur une logique agricole traditionnelle » (21 %). Ces deux dernières catégories semblent proches – mais ne le sont en réalité que de très loin – des concepts utilisés dans cet ouvrage : ceux d'agriculteurs entrepreneurs et de paysans.

Le point important ici est que le nombre d'exploitations à temps plein n'ayant ni retraite ni autres activités sources de revenus a baissé de 31,4 % en 1970 à 20,8 % en 1999, tandis que celles qui étaient dépourvues de retraite mais disposant d'autres activités rémunératrices sont passées de 15,4 à 21,4 % (voir aussi la figure 4.2). En 1999, les exploitations disposant d'autres activités sources de revenus dépassaient déjà en nombre celles qui n'en avaient pas.

Figure 4.2 – Le développement des combinaisons d'activités agricoles en France



Source : adaptation à partir de C. Laurent et J. Rémy, "Agricultural holdings: Hindsight and foresight", *Études et recherches sur les systèmes agraires et le développement*, n° 31, 1998, p. 415-430.

Un autre programme de recherche, mené dans six pays européens¹⁹, a montré que cette tendance est visible dans d'autres régions d'Europe, bien qu'à des degrés différents.

En 2000, 51 % des agriculteurs européens étaient activement engagés dans ce que les Français appellent d'« autres activités sources de revenus »²⁰.

Si l'on ajoute à cela d'autres mécanismes de repaysannisation tels que ceux présentés par la figure 4.1 (notamment les nouvelles formes de réduction des coûts liées au réancrage de l'agriculture dans la nature), on s'aperçoit que, en 2000, quelque 80 % des agriculteurs européens avaient activement adopté au moins une des réponses mentionnées qui, ensemble, constituent le processus européen de repaysannisation.

La figure 4.3 en livre un panorama (d'après une enquête de 1999 où n = 3 264). Elle présente les « nouvelles formes d'hétérogénéité²¹ » qui résultent du développement rural en tant que processus de repaysannisation mené par la base.

19. Irlande, Royaume-Uni, Pays-Bas, Allemagne, Espagne et Italie. Voir Ploeg, Long et Banks (dir.), *op. cit.*

20. Ce programme de recherche européen ne concernait que les exploitations professionnelles, c'est-à-dire à temps plein. Si l'on applique la même restriction aux données françaises, le nombre d'exploitations avec AASR avoisine les 51 %, soit la moyenne européenne de l'époque.

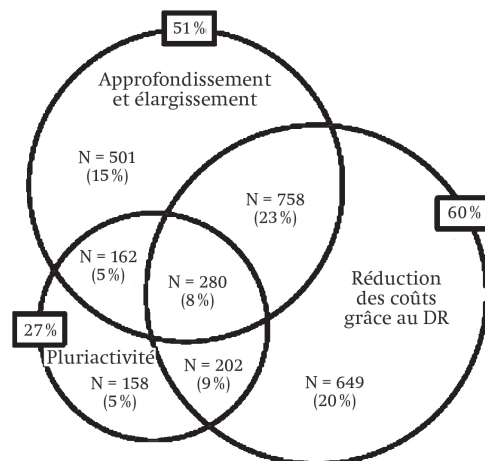
21. Oostindie, Ploeg et Renting, "Farmers' experiences with and views on rural development practices and processes: Outcomes of a transnational European survey", *art. cit.*, p. 218.

Figure 4.3 – Les nouvelles expressions de la repaysannisation²²

Engagement général dans des activités de développement rural (DR) (UE6)

N = 3 264

Aucune activité de DR : 17 %



La figure 4.3 montre que, parmi les agriculteurs professionnels²³, plus de la moitié (51 %) sont très impliqués dans des activités qui peuvent être considérées comme de l'approfondissement et de l'élargissement. Sur le plan analytique, l'approfondissement fait référence aux activités qui augmentent la valeur ajoutée par unité de produit fabriqué. Il s'agit typiquement de l'agriculture biologique, de la production de haute qualité, de la production de spécialités régionales, de la transformation fermière et de la vente directe. L'élargissement fait, quant à lui, référence à l'ajout d'activités non agricoles à l'exploitation (ce qui, là aussi, accroît la VA au niveau de l'exploitation). L'élargissement se traduit notamment par la protection (rétribuée) de la nature, de la biodiversité et des paysages,

par la production d'énergie, par l'agrotourisme, par d'autres formes d'accueil à la ferme de type social ou thérapeutique et la fourniture d'autres services, ainsi que par tout un éventail de services ruraux plus traditionnels. Ainsi, plus de la moitié des agriculteurs professionnels s'impliquent (certains depuis longtemps, la majorité depuis peu) dans ce qui a été présenté comme le mouvement 1 de la repaysannisation (voir la figure 4.1). Il est important de souligner que cette repaysannisation ne constitue en aucun cas un retour vers le passé ni la construction, en désespoir de cause, d'un ultime bastion (comme l'affirme, par exemple, Rabbinge²⁴). Cette repaysannisation est celle des paysans du III^e millénaire : ils travaillent en moyenne sur 93 hectares, contre 74 pour ceux qui ne s'engagent pas dans ce type de diversification, et fonctionnent avec une moyenne de 3,8 unités de travail (essentiellement familiales), contre 2,5 pour les non-adeptes de la diversification. Ils sont aussi relativement plus jeunes.

L'engagement dans de nouvelles formes de réduction des coûts (mouvements 2 et 3 de la figure 4.1) qui contrastent fortement avec la réduction des coûts que permet l'augmentation d'échelle est un deuxième aspect important, bien que moins visible, caractérisant la repaysannisation. 60 % de l'ensemble des agriculteurs sont très impliqués dans ce domaine.

Il faut enfin mentionner la pluriactivité. Considérée autrefois comme l'expression d'une paysannerie en voie de disparition, elle est à nouveau présente en tant que mécanisme lui permettant au contraire de se reconstituer : 27 % des paysans la pratiquent²⁵. Les différents domaines représentés par la figure 4.3 se chevauchent sur de grandes superficies, ce qui contribue grandement à la création d'une nouvelle hétérogénéité. Dans ce panorama nouveau, les agriculteurs qui suivent au pied de la lettre le modèle entrepreneurial (et qui, selon l'enquête, ne s'impliquent dans aucun des trois domaines) constituent une minorité avec 17 %.

22. Tiré d'Oostindie, Ploeg et Renting, *ibid.* On trouvera des informations plus détaillées dans Oostindie et Parrott, *art. cit.*

23. L'enquête se limite aux seuls agriculteurs professionnels, c'est-à-dire ceux qui tirent au moins 25 % de leurs revenus d'activités agricoles.

24. R. Rabbinge, "Megatrends in landbouwontwikkeling en ruimtelijk beleid: Premissen, taboes, mythes, paradoxen en dilemma's", *Spil*, n° 173-174, 2001, p. 18-21.

25. Ce pourcentage ne prend en compte que les professionnels. Lorsqu'on inclut les agriculteurs à temps partiel et ceux qui pratiquent cette activité pour leur plaisir (comme c'est le cas en temps normal dans les statistiques nationales et celles de l'UE), on obtient un pourcentage bien plus élevé.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre 3, la quête et la constitution de valeur ajoutée supplémentaire est une caractéristique importante de l'économie paysanne. Grâce aux activités d'approfondissement et d'élargissement, qui s'élèvent respectivement à 3414 millions et 2458 millions d'euros, une *valeur ajoutée totale nette* de 5,9 milliards d'euros²⁶ vient enrichir le secteur agricole des six pays étudiés. C'est deux fois plus que le revenu agricole *total* de l'agriculture néerlandaise. Si les Pays-Bas sont considérés comme un « géant de l'agriculture », on ne peut que constater qu'un autre « géant » est né entre-temps. À l'impact de l'approfondissement et de l'élargissement vient s'ajouter l'« agriculture économe » (c'est-à-dire le mode paysan) qui, selon les calculs, contribue à hauteur de 5,7 milliards d'euros (pour l'ensemble des six pays) au revenu agricole familial. Il s'agit, en d'autres termes, d'un troisième « géant de l'agriculture ».

Je souhaite ici revenir brièvement sur plusieurs aspects. Tout d'abord, nous avons affaire à des hausses (relatives) de la VA et donc des revenus agricoles qui ne sont pas obtenues au moyen d'une augmentation de la production agricole totale (ce qui aurait des conséquences néfastes à la fois pour l'agriculture du tiers-monde et pour l'environnement en Europe). Il s'agit essentiellement d'une augmentation du rapport VA/valeur de la production brute au stade de la production primaire²⁷. Ensuite, il faut souligner que les nouveaux domaines dans lesquels se déploie la repaysannisation ne sont pas séparés des systèmes de production classiques comme ceux du lait ou des pommes de terre. Ils s'y associent pour donner une exploitation multiproduits. Grâce à la création de VA supplémentaire, des pans entiers de l'agriculture européenne parviennent à survivre, alors qu'ils auraient sans doute disparu dans le cas contraire.

26. Ploeg, Long et Banks (dir.), *op. cit.*

27. Ce qui se traduit par le fait que les produits issus de processus d'approfondissement affichent une VA relativement élevée par unité de produit, comparés aux produits classiques. Voir notamment D. Roep, "Value of quality and region: The Waddengroup Foundation", in Ploeg, Long et Banks (dir.), *op. cit.* Ainsi, la tendance inquiétante signalée dans le chapitre 3 (voir le tableau 3.3 et l'analyse qui suit) est-elle à nouveau contrée.

Il devient de plus en plus difficile, quand ce n'est pas carrément impossible, de reproduire une activité agricole au milieu des gigantesques marchés de produits contrôlés par les empires alimentaires. Il est possible de produire pour ces marchés, mais la reproduction de l'activité agricole (par l'obtention d'un revenu acceptable et d'une épargne suffisante pour se développer) est une perspective de moins en moins envisageable. Les agriculteurs se lancent donc dans des circuits de reproduction alternatifs (tels que la pluriactivité) tout en en créant de *nouveaux* (grâce à l'élargissement et à l'approfondissement ou, comme diraient les Français, aux autres activités sources de revenus). C'est précisément cette réalité que traduisent les données des figures 4.2 et 4.3.

LA QUALITÉ DE VIE DANS LES ZONES RURALES

En matière d'impact, le développement rural conduit par les paysans peut aussi contribuer à l'amélioration de la qualité de vie dans les zones rurales telle qu'elle est perçue d'une façon générale par leurs habitants. À l'occasion d'un récent programme de recherche²⁸, une approche multiniveau a été utilisée pour étudier la contribution de l'agriculture multifonctionnelle à la qualité de vie. Le premier niveau concernait les différentes municipalités. L'Italie en compte plus de 8000, dont 6356 sont considérées comme étant situées dans des zones rurales ou semi-rurales. Dans cette dernière catégorie, des distinctions supplémentaires ont été introduites afin de mieux appréhender les nuances spatiales de la rurbanisation. Comme presque partout ailleurs en Europe, l'Italie assiste à un intense « repeuplement de la campagne », pour reprendre l'expression de Bernard Kayser²⁹.

Un premier groupe de municipalités a été qualifié de zones marginales, où le revenu net moyen par habitant était inférieur à

28. F. Ventura, P. Milone et J. D. van der Ploeg, *Qualità della vita fuori città*, AMP Editore, Pérouse, 2007.

29. B. Kayser, "The future of the countryside", in J. D. van der Ploeg et G. van Dijk, *Beyond Modernization: The Impact of Endogenous Rural Development*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas, 1995.

la moyenne constatée dans les zones rurales de l'ensemble de la région. Les zones non marginales ont été divisées en trois catégories bien différentes. La première regroupait celles dans lesquelles les activités agricoles étaient plus importantes que dans les autres zones. Le critère statistique requis était que le nombre d'individus directement impliqués dans l'agriculture devait être plus élevé que celui de la moyenne régionale. Concrètement, cela signifie que, lorsque plus de 10,8 % de la population économiquement active d'une municipalité était directement impliquée dans la production agricole primaire, la municipalité était définie comme « zone agricole spécialisée ».

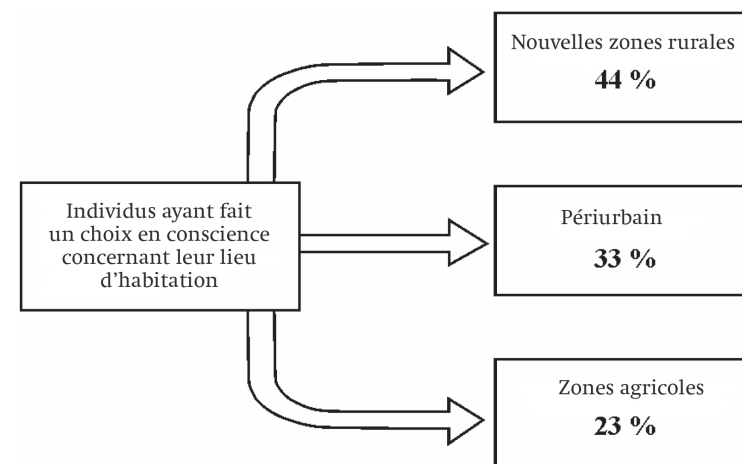
Dans les deux autres catégories, l'agriculture revêtait une importance secondaire. Dans l'une des deux, non seulement son importance était faible, mais elle était aussi en rapide déclin (la comparaison entre les recensements agricoles de 2001 et de 1991 indiquait une baisse supérieure à 36 %). Les municipalités de cette catégorie sont qualifiées de *périurbaines* et se caractérisaient par un afflux relativement élevé de personnes faisant la navette avec la ville. Quant à la troisième catégorie, elle affichait certes une présence agricole assez faible, mais elle n'enregistrait pas pour autant de déclin prononcé. Un certain nombre de municipalités connaissaient même une croissance absolue des emplois agricoles et un renouveau de l'économie rurale dû notamment au développement d'une production de vin de haute qualité³⁰. Les municipalités de cette catégorie ont été qualifiées de « nouvelles zones rurales ». La logique qui sous-tend cette classification est claire : malgré un déclin plus ou moins généralisé de l'agriculture (dû à la mondialisation et à la libéralisation), le monde rural n'est *pas* converti de façon parfaitement linéaire en une zone de marginalisation « généralisée ». Plusieurs trajectoires de développement sont au contraire susceptibles de s'y développer, ce qui donne naissance à des espaces hétérogènes. Ainsi, à côté de la baisse des zones agricoles spécialisées, on n'observe pas uniquement des zones en voie

de marginalisation et des cités-dortoirs, on assiste aussi au développement de nouvelles zones rurales où l'agriculture joue un rôle inédit.

Parallèlement à cette hétérogénéité spatiale, les ruraux peuvent eux aussi être classés en plusieurs catégories. À l'occasion d'une enquête représentative (n = 1 445), 58 % des sondés ont affirmé être des habitants ruraux par tradition et être liés à leur zone d'habitation par des attaches familiales ; 10 % ont indiqué vivre dans une zone rurale par « nécessité », et les 32 % restants ont parlé d'un « choix en conscience » les ayant poussés à vivre en zone rurale.

Si on relie à présent les individus et les lieux, on obtient un schéma qui est résumé dans la figure 4.4. Elle montre que les personnes qui ont la possibilité de choisir où habiter ont tendance à privilégier les *nouvelles zones rurales*. Celles-ci semblent séduisantes lorsqu'elles sont envisagées dans un contexte de « repeuplement des campagnes ». Un second niveau d'analyse portant sur les relations *au sein* des municipalités a permis de déterminer si ce choix était lié aux caractéristiques propres à ces zones et, si oui, lesquelles.

Figure 4.4 – Où les individus migrent-ils ?



Source : Ventura *et al.*, 2007 : 53.

30. F. Ventura et P. Milone, *Traiettorie di sviluppo: il sostegno a modelli di sviluppo endogeno: dall'esperienza del distretto viti-vinicolo di Montefalco alla valorizzazione dell'area della Valnerina*, CESAR, Assise, 2005.

Un modèle théorique axé sur le capital social est à la base du niveau 2 de cette enquête sur la qualité de vie en zone rurale. Conformément à la célèbre description par Putnam de la culture civique italienne³¹, le capital social se définit comme un ensemble dense de réseaux imbriqués et éprouvés qui relient les individus au moyen de normes et de convictions partagées. Le capital social a donc été mesuré, au niveau 2 de l'enquête, en fonction des évaluations détaillées fournies par les habitants ruraux des multiples réseaux dont ils faisaient partie. Ces derniers peuvent porter sur l'éducation des enfants (ils concernent alors les enseignants, les écoles, les autorités locales et régionales, les cantines et les cuisiniers des écoles, d'autres parents, etc.), sur la vie politique dans la zone concernée (points de réunions locales, débats, organisateurs, etc.), ou être liés à des organismes bénévoles de nature sociale, religieuse, etc. Le principe était qu'une évaluation positive devait traduire la bonne intégration des individus au sein de ces réseaux et indiquer de ce fait un capital social bien développé. Le capital social n'est jamais présent *ex nihilo*; il ne peut se constituer que si les réseaux sont activement utilisés. Lorsque ces derniers sont bien développés et donnent lieu à une participation active, des jugements favorables sont émis sur la qualité d'un lieu. Quand les individus sont impliqués dans de nombreux réseaux sur leur lieu d'habitation, ils font la connaissance d'un grand nombre de personnes, y compris celles qui s'occupent des enfants, des personnes âgées, etc. En d'autres termes, ils apprennent comment les choses fonctionnent sur le plan local, comment s'adresser aux autres, comment obtenir des informations sur les affaires qui les concernent, où et quand ont lieu les rencontres pertinentes sur le plan culturel, etc. Pour résumer, ce capital social va faire naître un *sentiment d'appartenance* et contribuer à une *évaluation positive* du lieu de résidence, et si les différences entre l'environnement urbain et l'environnement rural sont pertinentes à quelque égard que ce soit, elles se refléteront aussi dans les recherches empiriques.

31. R. Putnam, *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton University Press, Princeton, 1993.

Le capital social est également synonyme d'« actifs collectifs³² », c'est-à-dire de ressources qui font partie intégrante des réseaux. Dans les recherches dont il est question ici, ces ressources se matérialisaient de deux façons différentes : tout d'abord à travers la mise à disposition et la qualité d'un large éventail de « services » (santé, écoles, transports publics, bureaux de poste, installations sportives, etc.), ensuite à travers le caractère attrayant de l'environnement immédiat (essentiellement le paysage, la nature, l'accessibilité, l'absence de pollution, etc.). Sans ces services et les points de rencontre qui vont avec, le capital social peut difficilement se développer. Des services plus nombreux et de meilleure qualité se traduisent par une augmentation du capital social et contribuent donc directement et indirectement à la qualité de vie. La qualité de l'environnement rural est un élément décisif qui influe sur la qualité de vie et qui pourrait bien être la motivation principale de ceux qui migrent vers la campagne³³.

La figure 4.5 présente un diagramme de corrélation qui résume les principales conclusions empiriques du programme de recherche fondé sur le modèle théorique mentionné ci-dessus. Sans entrer dans les détails techniques³⁴, la figure montre que le capital social se traduit bien par de la qualité de vie telle que la perçoivent les habitants ruraux. Il emprunte pour cela deux trajectoires : l'une qui part d'un ensemble de réseaux qui concernent toute la communauté, et l'autre qui part des réseaux qui sont directement liés à la famille et aux enfants. Ce diagramme montre également que le capital social est lié à (« est expliqué par ») un ensemble de rapports avec l'agriculture, et plus particulièrement avec l'agriculture multifonctionnelle : plus le jugement sur le rôle de l'agriculture dans le développement et l'entretien de la qualité de la zone rurale est positif, plus le capital social est développé ($\beta = + 0,25$ et $+ 0,24$ respectivement); et plus la multifonctionnalité est développée dans

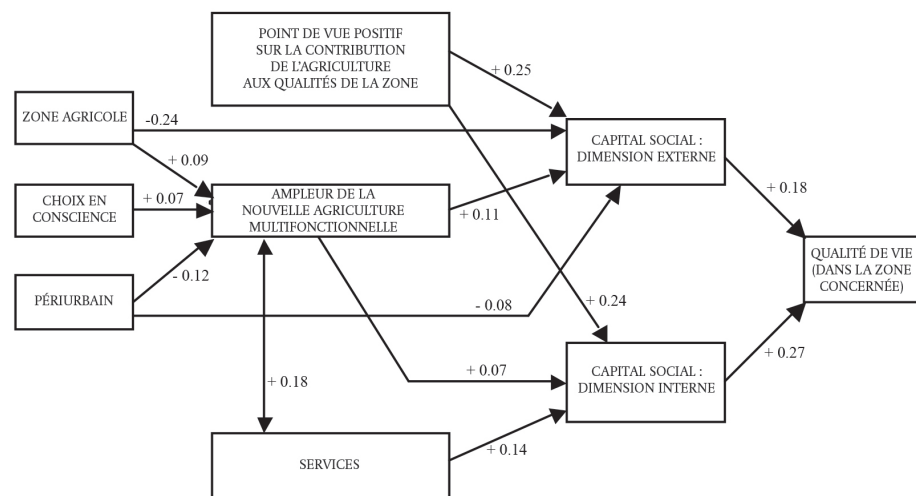
32. N. Lin, "Building a network theory of social capital", *Connections*, vol. 22, n° 1, 1999, p. 41.

33. Kayser, *art. cit.*; J. Kinsella, S. Wilson, F. de Jong et H. Renting, "Pluriactivity as a livelihood strategy in Irish farm households and its role in rural development", *Sociologia Ruralis*, vol. 40, n° 4, 2000, p. 481-496.

34. Le lecteur que cela intéresse pourra se reporter à Ventura, Milone et Ploeg, *op. cit.*

l'agriculture locale, plus le capital social est renforcé ($\beta = + 0,11$ et $+ 0,07$ respectivement).

Figure 4.5 – Diagramme de corrélation expliquant la qualité de vie



Source: Ventura *et al.*, 2007 : 83.

L'importance de l'émergence d'exploitations agricoles multifonctionnelles ne réside pas uniquement dans les produits et les services qu'elles proposent ni dans la valeur ajoutée qui les accompagne, elle tient aussi et peut-être surtout à leur contribution au capital social (donc à la qualité de vie dans les zones rurales). À côté de l'intérêt d'un fromage nouveau et bon en tant que tel, il y a l'intérêt des rencontres et des échanges induits par ce nouveau fromage. La multifonctionnalité génère de nouveaux réseaux qui deviennent des composantes importantes du capital social. De leur côté, les nouveaux habitants ruraux peuvent constituer un marché (supplémentaire) intéressant pour les agriculteurs qui se renouvellent (cf. le β positif – bien que de peu – qui relie le nombre d'habitants ruraux ayant choisi en conscience le lieu où ils résident à l'ampleur de la nouvelle agriculture multifonctionnelle). Il s'agit

ici de la rencontre symbolique de l'offre et de la demande et de sa concrétisation à travers des échanges matériels. Les perspectives et les biens nouveaux offerts par les exploitations multifonctionnelles sont le vecteur de nouveaux échanges, d'une nouvelle croissance et de nouveaux réseaux qui, à leur tour, alimentent tout à la fois ces échanges et cette croissance.

Il est également révélateur à cet égard que l'agriculture multifonctionnelle participe de façon positive à l'offre générale de services et à leur qualité ($\beta = + 0,18$). Elle fournit en effet des magasins, des installations sportives, des installations récréatives et touristiques de toutes sortes, des perspectives d'emploi, etc. Elle crée en somme une partie de la dimension économique de la qualité de vie (de même qu'elle en consolide les dimensions physiques et sociales).

LES NOUVEAUX TYPES DE TECHNOLOGIES PAYSANNES

Tandis que les modes d'ordonnancement impériaux se traduisent par une structuration rigide, monolithique et souvent contre-productive des univers sociaux et matériels³⁵, la repaysannisation a, en revanche, tendance à créer une structure localisée, souple, dynamique et hétérogène. Les processus de repaysannisation incluent souvent de nouvelles technologies très bien pensées – c'est d'ailleurs elles qui permettent de les mener à bien – qui relient de façon nouvelle les hommes, la nature, les objets fabriqués et leur contexte. J'illustrerai mon propos par un exemple néerlandais.

Zwiggelte est un petit village situé dans le nord-est des Pays-Bas. Il s'agit d'une bourgade plutôt triste, un de ces villages « abandonnés de Dieu³⁶ ». On y fait beaucoup de cultures de plein champ

35. Cette position est développée plus en détail dans les chapitre 8 et 9 de J. D. van der Ploeg, *The New Peasantries: Struggles for Autonomy and Sustainability in an Era of Empire and Globalization*, Earthscan, Londres, 2008.

36. G. Mak, *Hoe God verdween uit Jorwerd: een Nederlands dorp in de twintigste eeuw*, Uitgeverij Atlas, Amsterdam, 1996.

axées depuis des dizaines d'années sur la production de « pommes de terre industrielles », un sous-secteur qui est constamment en crise. Il y a aussi de l'élevage laitier, de l'élevage intensif de porcs et de poulets qui se traduit par un fort excédent de déjections animales, beaucoup de forêts, un important parc de loisirs avec des bungalows, des petites et moyennes entreprises, sans oublier une intéressante pièce d'« archéologie » : une station de pompage utilisée par le passé pour acheminer les réserves de gaz naturel, autrefois abondantes, jusqu'au système d'approvisionnement national (et international). Cette station de pompage n'est plus en service : les réserves de gaz sont épuisées.

Un groupe de sept agriculteurs (qui avaient déjà expérimenté certaines voies de sortie innovantes pour échapper à la paralysie qui semblait s'être emparée à jamais de Zwiggelte) a pris l'initiative de chercher des solutions alternatives. Le premier principe fondateur quelque peu implicite auquel ils se sont astreints consistait à réunir les conditions suivantes : a) s'appuyer le plus possible sur les atouts locaux, b) les consolider en introduisant de façon sélective certains éléments externes spécifiques de façon à c) créer une combinaison productive entre ces ressources. Ainsi, des actifs plus ou moins inutiles auparavant pourraient être convertis en véritables ressources productives sans dégrader ni mettre au rebut d'autres ressources.

Le projet développé par ces sept agriculteurs s'explique au travers de la figure 4.6. Celle-ci expose les éléments en présence mentionnés plus haut (les terrains forestiers, l'excédent de déjections animales, le vestige archéologique, etc.). Elle souligne également un second principe fondateur : la *création de liens entièrement nouveaux*. Le premier d'entre eux (pas encore très connu à l'époque) a été établi entre l'excédent de déjections et la production d'énergie. Hélas, l'efficacité de la conversion directe des déjections en énergie est passablement médiocre.

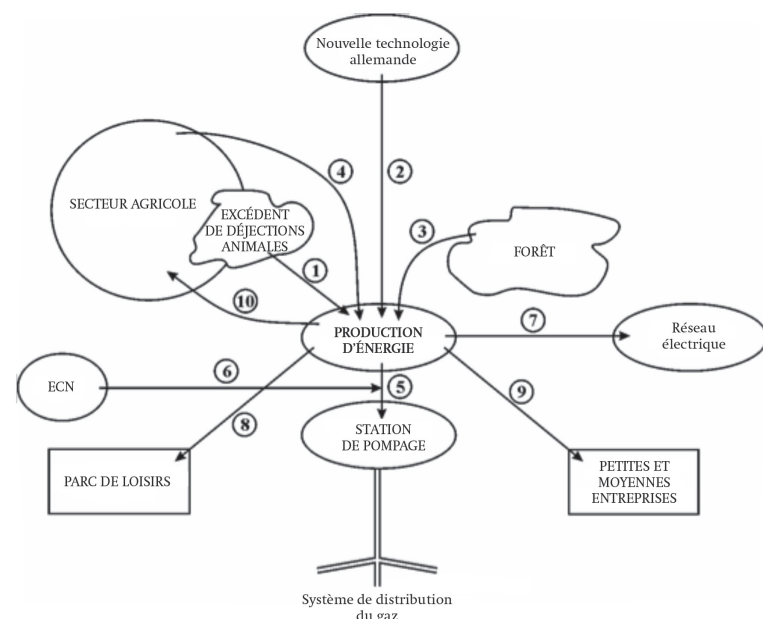
C'est alors que le deuxième lien s'est avéré décisif. Les agriculteurs ont appris l'existence d'une nouvelle technologie, mise au point en Allemagne, qui accroît considérablement l'efficacité du processus en l'alimentant avec du carbone. À l'issue d'un voyage d'études en Allemagne (le lien n° 2), ils en ont conclu que cette solution pouvait très bien s'appliquer à leur situation, surtout

lorsque les liens n° 3 et 4 ont été établis : en entretenant les forêts, ils pouvaient « récolter » une grande partie du carbone nécessaire et utiliser aussi les déchets agricoles. La conversion des déjections enrichies en carbone produit du gaz³⁷. D'où le lien n° 5 : l'ancienne station de pompage pouvait être remise en service pour introduire le gaz directement dans le système d'approvisionnement. Afin de convaincre l'entreprise (Gasunie) qui contrôlait la distribution de gaz, un sixième lien a été créé et exploité : on a demandé à l'institut de recherche de Petten (ECN) de procéder à une analyse chimique et physique du gaz qui allait être produit. Il s'est avéré qu'il présentait les mêmes caractéristiques que le gaz naturel ; il pouvait donc être introduit sans le moindre problème dans le système d'approvisionnement.

Fort intelligemment, les agriculteurs de Zwiggelte se sont immédiatement rendu compte qu'ils risquaient, entre autres, de devenir totalement dépendants du réseau Gasunie. C'est là qu'intervient le lien n° 7 : étudier la possibilité, au moyen d'une turbine, de transformer le gaz en électricité et de l'envoyer dans le réseau de distribution régional (NUON). En procédant ainsi, ils allaient créer de la flexibilité : l'énergie allait pouvoir être transmise, selon les termes de l'échange, à NUON ou à Gasunie. Mais la conception d'une structure nouvelle destinée à transformer des actifs plus ou moins inutiles en ressources productives ne s'arrêtait pas là. La production d'électricité à partir du gaz génère en effet beaucoup de chaleur. En temps normal, cette chaleur est perdue. C'est alors que le lien n° 8 a été établi : on a acheminé la chaleur jusqu'aux bungalows et jusqu'à la piscine (cette dernière, extérieure, pouvait donc être utilisée sur une plus longue période de l'année, ce qui était un atout supplémentaire pour le parc de loisirs). Le neuvième lien étudié est l'approvisionnement direct en électricité (grâce à un nouveau câble) des petites et moyennes entreprises locales. Quant au lien n° 10, il concerne l'utilisation du supplément de valeur ajoutée au sein de la communauté locale.

37. Grâce au processus de méthanisation.

Figure 4.6 – La restructuration de l'exploitation des ressources à Zwiggelte. Une illustration de l'inventivité des paysans



© Jan Douwe van der Ploeg

On comptait, certes, plusieurs autres liens dans le projet de Zwiggelte, mais le point essentiel est clair : l'innovation prend ici la forme d'une restructuration et de l'établissement de nouveaux liens. Je me suis surtout attardé sur les aspects matériels, mais, bien évidemment, chaque étape a nécessité des négociations, des renégociations et, le cas échéant, la création de nouvelles relations *institutionnelles*. Ce que nous avons ici sous les yeux, en bref, est un projet technico-institutionnel³⁸ destiné à restructurer un ensemble

particulier de relations qui s'inscrivent dans les univers sociaux et naturels.

Parallèlement aux deux principes fondateurs mentionnés plus haut – s'appuyer sur les actifs disponibles et créer de nouveaux liens –, on en compte deux autres absolument décisifs. Le premier est que l'objectif final n'est pas extérieur à la situation locale, mais réside au contraire en son sein : les ressources et les besoins locaux sont modelés, remodelés et associés (grâce à de complexes processus de conceptualisation et de matérialisation) afin de créer des solutions *locales* à des problèmes mondiaux (tels que la compression des marges en agriculture qui s'exprime ici à travers la misère de la culture des « pommes de terre industrielles », les excédents de déjections animales, etc.). Une caractéristique clé de ces solutions locales est qu'elles ne se contentent pas d'augmenter la VA totale, elles l'attribuent à la localité qui la produit.

Le principe suivant veut que les échanges occasionnés par chaque nouveau lien établi soient conceptualisés et matérialisés en tout premier lieu en tant que *conversions* et non en tant que *transactions rentables*. La raison d'être de *l'ensemble* des nouveaux liens (tels que présentés par la figure 4.6) est de produire de nouvelles richesses. On n'attend pas de *chaque* conversion qu'elle soit une transaction qui génère des profits. Ce n'est pas son rôle. Si les profits étaient une condition nécessaire, c'est toute la transition qui serait impossible. L'inventivité des paysans suppose une réflexion continue sur les frontières entre les circuits marchands et non marchands et sur les moyens concrets de les faire bouger. Dit autrement, le « marché », ou un ensemble de marchés liés les uns avec les autres, n'est pas considéré ici comme un principe ordonnateur qui doit façonner et reproduire les liens nécessaires. Au contraire : l'organisation de cette nouvelle constellation sous forme de marché (c'est-à-dire à travers une série de relations marchandes) équivaldrait à son anéantissement. La constellation conceptualisée n'est liée aux marchés de produits qu'en bout de « chaîne ». L'autonomie relative peut ainsi « voyager » : elle est activement déplacée de l'exploitation vers un niveau plus large d'agrégation, c'est-à-dire vers la nouvelle constellation destinée à produire de l'énergie.

38. A. Rip et R. Kemp, "Technological change", in S. Rayner et E. L. Malone (dir.), *Human Choice and Climate Change*, vol. 2, Battelle Press, Columbus, 1998, p. 327-399.

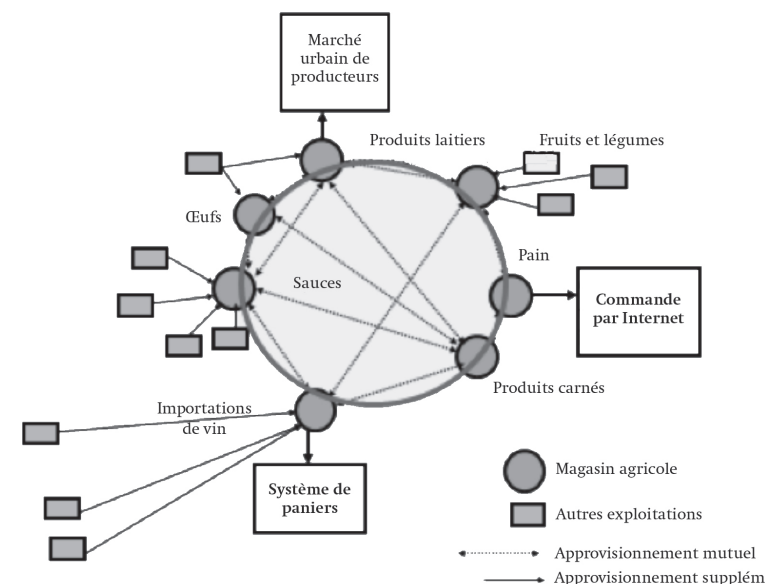
LA CONSTRUCTION DE NOUVEAUX MARCHÉS NICHÉS

En s'impliquant dans de nouvelles pratiques de développement rural, les acteurs concernés ont vite compris que l'élaboration de nouveaux produits et services et leur acheminement vers les marchés contrôlés par les empires alimentaires n'avaient pas beaucoup de sens : ces derniers allaient rapidement s'approprier la valeur ajoutée. C'est pour cette raison qu'ont démarré la recherche puis la construction de nouveaux circuits pour commercialiser les biens et services et ces démarches ont gagné en intensité.

Rétrospectivement, l'importance stratégique de cette recherche tous azimuts, qui a été reproduite en de nombreux lieux et s'est soldée par un grand nombre de leçons difficiles qu'il a fallu apprendre, tient au fait qu'elle a débouché sur la production de nombreux éléments socio-matériels (parmi lesquels beaucoup étaient nouveaux), qui ont ensuite été reliés entre eux jusqu'à ce qu'ils composent l'infrastructure socio-matérielle de nouveaux segments de marché qui sont nichés dans les grands marchés de produits, mais s'en distinguent singulièrement³⁹. La figure 4.7 offre une bonne synthèse de ce processus. Il s'agit de magasins à la ferme tout d'abord isolés (dans une des régions de l'est des Pays-Bas) qui vendaient tous leurs propres produits fermiers. À un certain moment, un premier groupe d'environ vingt magasins (chacun ayant sa propre clientèle) a décidé de coopérer, c'est-à-dire d'acquérir un petit camion réfrigéré et de lui faire faire le tour des magasins. C'est ainsi qu'a été créé le cercle que l'on voit sur la figure 4.7. Il relie les magasins et procure deux avantages : l'un pour les consommateurs, car l'offre dans « leur » magasin se trouve soudain enrichie d'autres produits régionaux ; l'autre pour les producteurs, car leurs produits sont proposés dans un nombre bien plus grand de magasins, ce qui fait grimper les ventes.

39. J. D. van der Ploeg, Ye Jingzhong et S. Schneider, "Rural development through the construction of new, nested, markets: comparative perspectives from China, Brazil and the European Union", *Journal of Peasant Studies*, vol. 39, n° 1, 2012, p. 133-173.

Figure 4.7 – La construction d'un marché niché



© Jan Douwe van der Ploeg

Par la suite, cette infrastructure émergente a été développée. Toutes les transactions entre les magasins à la ferme sont aujourd'hui automatisées (via Internet) et la structure commerciale s'est étendue grâce à des systèmes de paniers, à la participation à des marchés urbains de producteurs et aux commandes par Internet. D'autres exploitations (qui ne disposent pas de boutique) commencent elles aussi à fournir les magasins. Cela est également valable pour des exploitations étrangères (qui fournissent du vin, par exemple).

Une des spécificités de l'infrastructure ainsi créée est qu'elle est circulaire. Le camion va physiquement d'exploitation en exploitation, chargeant et déchargeant⁴⁰ maintes et maintes fois, jusqu'à

40. Il ne revient jamais à vide, ce qui constitue une différence fondamentale avec l'infrastructure en étoile caractéristique de la grande distribution.

ce qu'il revienne à l'exploitation d'où il est parti. C'est là une différence essentielle par rapport à l'infrastructure en étoile qui caractérise la grande distribution : l'ensemble des produits venus de tout le pays (et d'ailleurs) doit être acheminé jusqu'à un lieu de distribution central pour être ensuite redistribué à travers le pays. Cette structure augmente considérablement le « kilométrage alimentaire », entraîne des pertes plus importantes et risque de nuire à la qualité des produits.

À côté de ces éléments matériels, cette infrastructure renferme un grand nombre de caractéristiques sociales. La qualification de ces produits en tant que produits régionaux en est une importante, de même que le fait que pour de nombreux consommateurs, les achats dans les magasins à la ferme sont vécus comme une activité divertissante. La confiance est également un élément qui crée du lien : les consommateurs ont confiance dans la qualité des produits et dans les informations qui leur sont fournies dans le magasin ; les producteurs, de leur côté, ressentent une confiance mutuelle : ils sont sûrs que leurs collègues ne livreront à leur magasin que leurs meilleurs produits. La réputation est ici un bien commun qui est collectivement produit et entretenu.

Un marché niché s'appuie sur l'infrastructure socio-matérielle décrite plus haut. Il s'agit d'un segment de marché qui se niche dans un marché plus large⁴¹, tout en s'en démarquant. De nombreux éléments sont différents : le niveau des prix, la distribution de la valeur ajoutée, les dynamiques sociales, les relations entre producteurs et consommateurs, etc. Et il s'agit avant tout de ressources communes partagées⁴² : elles ne peuvent être vendues ni rachetées (ce qui constitue, à l'évidence, une importante ligne de défense).

D'une façon générale, les marchés nichés incarnent la distinction (ils sont ancrés en elle). Ils sont susceptibles de proposer un

niveau de qualité qu'il est très difficile de retrouver sur des marchés plus importants. Ils se distinguent aussi par l'origine régionale ou locale de leurs produits ou par des méthodes de production différentes (comme c'est le cas pour les aliments biologiques). La fraîcheur et les prix bas sont également leur marque de fabrique⁴³. Le caractère distinctif de ces marchés réside essentiellement dans l'association entre ces différentes caractéristiques. Elle est entretenue par une compréhension et un accord mutuels entre les producteurs et les consommateurs qui sont nombreux à voir dans leur activité conjointe l'élément constitutif d'une lutte plus large⁴⁴.

LA REPAYSANNISATION EN TANT QUE LUTTE SOCIALE

La repaysannisation est un processus de transition qui se déploie à plusieurs niveaux, prend différentes dimensions et implique un grand nombre de personnes. Comme tout type de processus de ce genre, il va à l'encontre des régimes et intérêts technico-institutionnels en place et donne ainsi lieu à un large éventail de contradictions. La repaysannisation a ceci de particulier qu'elle s'inscrit à côté de deux processus de transition concurrents (voir la figure 1.3 du chapitre 1), ce qui génère des contradictions supplémentaires. Dans le même temps, elle est un puissant et vaste processus déclenché et aiguillonné par les intérêts et les perspectives des agriculteurs concernés, et cela en fait une lutte sociale. Opter pour la repaysannisation, c'est affronter les problèmes, les oppositions, les intérêts contraires, les adversaires virulents et une concurrence sans merci. C'est aussi faire l'effort de dépasser tout cela et lutter contre vents et marées pour aller de l'avant. Il s'agit d'une lutte qui s'applique à bien des moments, bien des lieux et bien des niveaux, dont je vais brièvement évoquer certains.

41. Note de la traductrice : l'expression « marché niché » correspond à la traduction de l'anglais "nested market", "nest" signifiant « nid ». La référence au nid est ici pertinente. Il faut du temps pour construire un marché niché, tout comme pour construire un nid. Et on se sert de différents éléments pour le construire et l'améliorer : plumes, petites branches, morceaux de plastique, etc. Il est ensuite utilisé pour protéger quelque chose qui a de la valeur et permettre son développement jusqu'à ce qu'il puisse voler de ses propres ailes.

42. E. Ostrom, *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, De Boeck, Bruxelles, 2010.

43. Le fait qu'ils soient moins chers que les supermarchés est une caractéristique importante – et qui leur est propre – des marchés paysans (*mercati contadini*) en Italie.

44. Ici, la lutte sociopolitique se situe dans la sphère de la distribution, qu'elle a pour objectif de faire évoluer. Pour la gauche radicale tout particulièrement, il s'est agi, au début du moins, d'un phénomène dérangeant.

J'ai été plusieurs fois membre de jurys chargés, lors de concours, d'élire l'innovation rurale «la meilleure» ou «la plus enthousiasmante». C'est dans ce cadre que j'ai eu connaissance de l'exemple de Zwiggelte. Ce que je trouve frappant dans les différents procès que j'ai rencontrés par l'intermédiaire de ces jurys, c'est qu'ils partent tous d'une critique souvent radicale de ce qui se fait de plus moderne ou des habitudes prévalant dans certains secteurs de la société. Le sentiment que les choses «devraient être mieux faites» est absolument central.

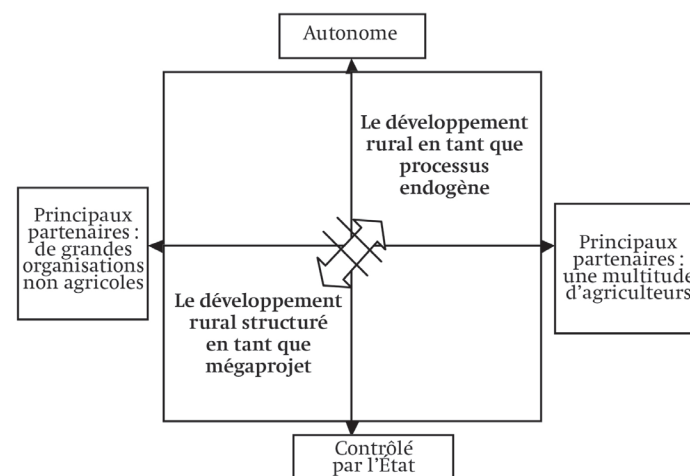
À l'heure actuelle, de nombreux aspects de la vie rurale sont soumis à des dispositifs réglementaires extrêmement pointilleux. Ces ensembles de règles générales s'accommodent souvent mal de la nature diversifiée et dynamique de l'agriculture, ainsi que de plusieurs autres activités économiques menées dans les campagnes, si bien qu'ils provoquent un certain nombre de frictions. Ils sont notamment préjudiciables à la matérialisation d'idées importantes qui constituent souvent le point de départ de nouvelles trajectoires de développement rural. Dans l'enquête menée en Europe et mentionnée plus haut, sur la totalité des agriculteurs pratiquant l'approfondissement et l'élargissement, 69 et 61 % ont ainsi respectivement indiqué que les «réglementations restrictives» représentaient la principale contrainte pour mener à bien leurs nouvelles activités⁴⁵.

Cette enquête passait également en revue les principales forces motrices liées à la création de nouveaux types d'agriculture davantage tournés vers les pratiques paysannes. Les sondés ont mentionné la *région* (et les qualités qui lui sont propres), les compétences et intérêts *personnels*, ainsi que la disponibilité d'une force de travail au sein de la *famille*. Ils ont fait référence, pour résumer, à des facteurs *locaux* comme étant les principaux moteurs du changement. Mais ce sont précisément ces aspects *locaux* qui deviennent gênants, voire dérangeants, en présence de réglementations *mondiales* et hautement formalisées, *a fortiori* lorsque des *déviances* locales deviennent le point de départ de nouvelles trajectoires de développement. D'un point de vue formel, de nombreux innovateurs vivent d'ailleurs

dans l'«illégalité»⁴⁶. En d'autres termes, le développement rural conduit par les paysans constitue, dans la pratique, une résistance.

L'un des aspects les plus curieux des luttes sociales actuelles est sans doute la palette de contradictions qui se font jour à l'interface entre les pratiques répandues de développement rural et les nouvelles dispositions politiques en la matière qui fonctionnent aujourd'hui au niveau supranational, national, régional et local. Pour comprendre ce phénomène, reportons-nous à la figure 4.8.

Figure 4.8 – Le développement rural en tant que processus contesté et fragmenté



© Jan Douwe van der Ploeg

Les *politiques* de développement rural ont été créées au niveau supranational (notamment pendant et après la conférence de Cork) comme tentative avouée de dépasser les limites imposées par la politique agricole commune (PAC). Cependant, le principe européen de subsidiarité («définir les politiques et les programmes au niveau de la plus petite entité possible») a subi un coup d'arrêt dès

45. Ploeg, Long et Banks (dir.), *op. cit.*, p. 227.

46. K. Morgan et R. Sonnino, "Empowering consumers: the creative procurement of school meals in Italy and the UK", *International Journal of Consumer Studies*, vol. 31, n° 1, 2006, p. 19.

que les responsabilités ont été transférées de l'Europe vers les États membres. Ces derniers ont en effet mis au point des politiques de développement rural qui obéissaient au principe du strict contrôle par les appareils d'État concernés (ce qui s'est notamment traduit par un degré élevé de formalisation). Cette réalité allait à l'encontre des expériences souvent informelles, flexibles et nécessairement ouvertes liées à un grand nombre d'initiatives autonomes émanant du monde rural. Elle n'était pas non plus compatible avec l'hétérogénéité du monde social et de la nature. En effet, on ne peut traiter la nature et les paysages ni dicter leur gestion au moyen d'un programme central et bureaucratique, pas même dans un pays aussi petit que les Pays-Bas.

Parallèlement à cette première dimension s'en trouve une seconde qui a trait au problème de la « bureaucratie ». Les appareils d'État en charge de la gestion du développement rural préfèrent de très loin avoir affaire à un petit nombre de grandes organisations (de préférence non agricoles souvent) plutôt qu'à une multitude de petits agriculteurs.

C'est ainsi que naît une interface marquée par de fortes frictions et toutes sortes de contradictions d'une portée considérable. Une interface où les politiques et les pratiques de développement rural sont parfois liées, mais, paradoxalement, s'opposent le plus souvent les unes aux autres. C'est pourquoi la création d'institutions médiatrices devient un enjeu décisif. Le chapitre 5 traite de l'élaboration d'une telle institution.

V. LA LUTTE POUR L'AUTONOMIE À DES NIVEAUX PLUS LARGES GRÂCE AUX COOPÉRATIVES TERRITORIALES

Ce chapitre traite de la construction de nouveaux mécanismes vecteurs d'autonomie à des niveaux dépassant celui des unités de production paysannes. Les coopératives territoriales jouent à cet égard un rôle central : il s'agit d'institutions novatrices qui ont vu le jour, plus au moins au même moment, en plusieurs endroits du nord-ouest de l'Europe, au début des années 1990 (même si d'aucuns les avaient déjà appelées de leurs vœux à la fin des années 1970 et dans les années 1980). Les coopératives territoriales peuvent constituer un mécanisme très efficace en faveur de la repaysannisation. Elles jouent également un rôle décisif dans la lutte contre la crise agraire actuelle (voir la figure 1.4 du chapitre 1) en induisant de nouvelles formes d'autorégulation. Elles rétablissent le lien entre, d'un côté, les populations agricoles et rurales en tant que parties prenantes actives et informées, et de l'autre, les processus de développement rural et de transition agricole. Ce phénomène est particulièrement important sur le plan politique dans la mesure où les modes classiques d'expression et de négociation des intérêts, adoptés par les syndicats agricoles et les organisations corporatistes, ne sont pas parvenus à faire naître de cohésion ni à produire de résultats concrets¹.

Je m'appuie notamment, pour étayer mon argumentation, sur le cas de l'organisation NFW (*Noardlike Fryske Wâlden*²), du nord de la

1. J. Frouws, *Mest en macht: een politiek-sociologische studie naar belangenbehartiging en beleidsvorming inzake de mestproblematiek in Nederland vanaf 1970*, Studies van Landbouw en Platteland n° 11, LUW, Wageningen, Pays-Bas, 1993.

2. Littéralement « Bois du Nord de la Frise ».

Frise. Elle suscite l'intérêt au niveau international³ et a constitué une composante essentielle du nouveau Règlement de Développement Rural (2014-2020) de l'Union européenne qui rend possibles certaines actions collectives de la part des agriculteurs⁴.

NFW représente l'un des exemples néerlandais les plus parlants en matière de coopérative territoriale. Elle compte actuellement environ 1000 membres qui sont pour la plupart agriculteurs ou habitants de zones rurales propriétaires de quelques terres, mais on y dénombre aussi des membres non agricoles. Elle couvre une superficie de quelque 50 000 hectares qui incluent d'importants espaces naturels. Au sein de cette zone, près de 80 % des agriculteurs sont affiliés à la coopérative NFW. Ce chiffre peut paraître impressionnant, mais il faut garder présent à l'esprit que cette coopérative est née il y a presque vingt-cinq ans et n'était à l'époque qu'une initiative très modeste et extrêmement fragile. Elle s'est développée depuis lors de façon énergique et continue, devenant un laboratoire de terrain de premier plan et influant à plusieurs reprises sur d'importants aspects de la politique agricole néerlandaise. Elle a également stimulé des avancées scientifiques sur la nature de la coproduction⁵. À la demande du ministère de l'Agriculture, la coopérative NFW élabore et teste à l'heure actuelle de nouvelles modalités de production et de rétribution de « services environnementaux » (il s'agit principalement d'activités agroenvironnementales qui sont au centre du nouveau Règlement de Développement Rural).

La coopérative NFW se situe dans la partie nord-est de la province de la Frise, dans le nord des Pays-Bas. La zone se caractérise par un joli paysage de haies qui s'est créé au fil du temps et qui ressemble un peu au *bocage* que l'on peut trouver en France. Elle a

récemment été déclarée « Paysage National » réclamant une attention et un soutien particuliers de la part des autorités nationales et régionales. On doit en outre à ce paysage et ces pratiques agricoles une biodiversité très développée dans la région, tant sur le plan floristique que faunistique⁶.

QU'EST-CE QU'UNE COOPÉRATIVE TERRITORIALE ?

La crise agraire des années 1880 était due dans une certaine mesure à la détérioration des relations entre les agriculteurs et les marchés. Fraude au beurre, prêts à usure, manque de transparence et affaiblissement du pouvoir sur les marchés n'en ont été que quelques-unes des expressions et ont déclenché la première vague de coopératives agricoles. Ces dernières n'avaient pas pour but d'instaurer des changements de grande ampleur sur les marchés en tant que tels (elles n'auraient de toute façon pas été en mesure de le faire), mais tout simplement des relations plus souples entre les agriculteurs et les marchés⁷.

À l'heure actuelle, les relations entre les pouvoirs publics et le secteur agricole manquent pour le moins de souplesse. L'État impose des dispositifs réglementaires qui sont de plus en plus perçus comme inadaptés, quand ce n'est pas carrément invalidants. La défiance mutuelle est une caractéristique « structurelle⁸ ». Cette rigidité a donné naissance à une nouvelle forme de coopération rurale qui se concrétise par ce que l'on appelle de plus en plus des « coopératives territoriales⁹ », lesquelles ont pour objectif d'améliorer de façon radicale les relations entre les agriculteurs et les pouvoirs publics en introduisant de nouvelles formes d'autorégulation locale et de nouvelles stratégies de négociation en matière de

3. Voir, par exemple, Milone, 2004, et Franks et McGloin, 2006 ; pour la France, Daniel, 2008, 2011, et Daniel et Perraud, 2009.

4. Commission européenne, Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), 2011, disponible sur : http://ec.europa.eu/agriculture/cap-post-2013/legal-proposals/com627/627_fr.pdf

5. M. P. W. Sonneveld, *Impressions of Interactions: Land as a Dynamic Result of Co-Production between Man and Nature*, thèse de doctorat, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas, 2004 ; J. Reijs, *Improving Slurry by Diet Adjustments: A Novelty to Reduce N Losses from Grassland Based Dairy Farms*, thèse de doctorat, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas, 2007.

6. P. Swagemakers et H. Wiskerke, "Linking birds, fields and farmers", *Journal of Environmental Management*, vol. 90, 2009, p. 5185-5192.

7. G. van Dijk, *Als 'de markt' faalt: inleiding tot coöperatie*, SDU Uitgevers bv., La Hague, 2005.

8. G. Breeman, "Cultivating trust: How do public policies become trusted?", thèse de doctorat, université de Leyde, Leyde, 2006.

9. À l'origine, elles étaient souvent qualifiées de « coopératives environnementales » (l'environnement étant leur principale préoccupation). Par la suite, le qualificatif a été élargi et elles ont été nommées « coopératives territoriales ».

développement¹⁰. La deuxième vague de coopératives, qui prend actuellement de l'ampleur, est en phase avec le principe de subsidiarité de l'Union européenne, qui fait consensus. Elle traduit également la forte tradition démocratique des pays du nord-ouest de l'Europe. Elle réduit les coûts de transaction liés aux programmes ruraux et agricoles actuels¹¹, tout en augmentant la portée, l'impact et l'efficacité des coopératives territoriales. Celles-ci pourraient donc, en résumé, compléter parfaitement les politiques agricoles et rurales. Et pourtant, il s'avère que le « mariage » entre les appareils d'État et ces nouvelles coopératives n'est pas heureux, ce qui est dû au fait que les rapports entre les ministères de l'Agriculture (et les organismes associés) et les agriculteurs revêtent de plus en plus un caractère hiérarchique, c'est-à-dire impérial.

En théorie, les coopératives territoriales peuvent être perçues comme le lieu d'ancrage de trois mouvements émancipateurs destinés à trouver une issue à certaines impasses. Le premier est la quête et l'élaboration d'une *coopération régionale* qui a pour but d'intégrer aux pratiques agricoles certaines activités visant à l'amélioration de l'environnement, de la nature et des paysages. Le contexte, ici, est double. Tout d'abord, les dispositifs réglementaires imposés par l'État sont très dissociés les uns des autres : ainsi, un ensemble de règles va porter sur les ressources naturelles et leur défense tandis qu'un autre concernera la réduction des émissions d'ammoniac, etc.¹². Ensuite, ces réglementations sans lien les unes avec les autres (et souvent contradictoires) sont déconnectées (du fait de leur structure même) des pratiques agricoles. Conséquence : elles se concrétisent par des limitations innombrables imposées aux

agriculteurs. En outre, la biodiversité, les paysages et la bonne qualité de ressources comme l'eau et l'air ne peuvent être du ressort d'une exploitation à elle seule ; ils nécessitent d'être considérés à l'échelle régionale, à la fois d'un point de vue matériel et d'un point de vue social. L'amélioration de l'environnement et la « gestion » de la nature et des paysages impliquent un apprentissage, des échanges et, en effet, de la coopération. C'est pourquoi le sentiment qui domine est celui de la nécessité d'une coopération régionale pour bâtir la durabilité, seule solution pour parvenir à dépasser les entraves et les conflits inhérents aux batteries de règles générales élaborées par les systèmes experts et les pouvoirs publics¹³.

Le deuxième mouvement a trait à la recherche et à l'élaboration de nouvelles formes de *gouvernance rurale*. Il a vu le jour au début des années 1990¹⁴ et a déclenché au sein de différentes sphères un large éventail de modes d'expression¹⁵ qui, pour gagner en légitimité, ont adopté, en tant que références principales, les principes de responsabilité, de transparence, de représentativité et d'accessibilité. Un rapport de l'OCDE a conclu à cet égard que « les coopératives dirigées par les agriculteurs [du genre de celle que NFW a développé] respectent les traditions institutionnelles et démocratiques néerlandaises ». Il a également souligné que, « du point de vue des pouvoirs publics, la naissance de ces coopératives s'avère être un outil efficace pour stimuler l'engagement des agriculteurs en matière de protection de l'environnement et pour faire davantage reposer la mise en œuvre des politiques environnementales sur les communautés locales¹⁶ ». Au cœur de ces nouvelles formes de gouvernance rurale véhiculées par les coopératives territoriales figure le principe

10. J. D. van der Ploeg, J. Frouws et H. Renting, "Self-regulation as new response to over-regulation", in J. D. van der Ploeg, A. Long et J. Banks (dir.), *Living Countrysides: Rural Development Processes in Europe - The State of Art*, Elsevier, Doetinchem, Pays-Bas, 2002.

11. P. Milone, *Agricoltura in transizione : la forza dei piccoli passi ; un'analisi neo-istituzionale delle innovazioni contadine*, thèse de doctorat, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas, 2004.

12. Il arrive fréquemment que ces règles entrent en conflit les unes avec les autres. Ainsi, l'enfouissement de lisier au printemps tue de nombreux oisillons et détruit de nombreux nids. Il peut aussi nuire à la biologie des sols et réduire ainsi la quantité de nourriture disponible pour les oiseaux et leurs petits. L'utilisation de machines imposantes nécessaires à cet enfouissement s'avère souvent difficile dans des champs de petite taille entourés de haies, c'est pourquoi les agriculteurs peuvent ressentir une certaine pression les poussant à supprimer les haies et à augmenter la superficie de leurs champs.

13. M. Stuiver, J. D. van der Ploeg et C. Leeuwis, "The VEL and VANLA co-operatives as field laboratories", *NIAS*, vol. 51, n° 1-2, 2003, p. 27-40.

14. G. van Dijk, *Is de tijd rijp voor milieucoöperaties?* NCR, Ryswick, Pays-Bas, 1990.

15. E. Hees, S. de Rooij et H. Renting, Naar lokale zelfregulering, samenwerkingsverbanden voor integratie van landbouw, milieu natuur en landschap, *Studies van Landbouw en Platteland* 14, LUW, Wageningen, Pays-Bas, 1994 ; Horlings, 1996 ; J. S. C. Wiskerke, B. B. Bock, M. Stuiver et H. Renting, "Environmental cooperatives as a new mode of rural governance", *NIAS*, vol. 51, n° 1-2, 2003, p. 9-26.

16. OCDE, *Actions concertées en faveur de l'agriculture durable*, COM/AGR/CA/ENV/EPOC(96)131, OCDE, 1996. Voir aussi F. Fischler, "Food and the environment: Agriculture's contribution to a sustainable society", in *WUR Compendium van een driedaagse confrontatie tussen wetenschap, samenleving en cultuur*, 16, 17 en 18 april te Wageningen, WAU, Wageningen, Pays-Bas, 1998.

de l'échange défini sur le plan institutionnel. Les coopératives territoriales acceptent les *objectifs* généraux en matière de paysages, de nature et d'environnement (et s'engagent souvent à les dépasser) à la condition qu'elles disposent d'une marge de manœuvre (de « liberté » pour citer Slicher van Bath¹⁷) pour définir elles-mêmes les *moyens* les plus appropriés pour atteindre ces objectifs¹⁸.

Troisièmement, les coopératives territoriales représentent une prise de distance vis-à-vis des systèmes experts et un rapprochement en direction des capacités novatrices des paysans. Elles sont donc également des *laboratoires de terrain*¹⁹, des lieux où les *moyens* locaux les plus appropriés pour résoudre les nouveaux problèmes mondiaux (tels que la crise environnementale) sont développés, testés, mis en œuvre, évalués et perfectionnés.

Au sein de ces nouvelles coopératives territoriales, les mouvements mentionnés ci-dessus sont liés entre eux pour constituer une nouvelle institution. Celle-ci a un rôle décisif puisqu'elle s'appuie sur le capital social disponible sur le territoire et, dans le même temps, le consolide. Le réseau de relations avec les autres institutions régionales, nationales (et parfois supranationales) est tout aussi important. Grâce à lui, de nouveaux services, produits et marges supplémentaires sont créés et mis à disposition, qui autrement verraient difficilement le jour.

UNE BRÈVE HISTOIRE DE NFW

La naissance de ce qui deviendra plus tard NFW est une parfaite illustration d'échange défini sur le plan institutionnel. Au début des années 1990, une loi nationale (présentée dans un premier temps

comme une directive écologique, puis qualifiée de loi sur l'ammoniac et la production animale) a été mise en œuvre afin de protéger le riche écosystème des pluies acides. Certains éléments naturels déclarés sensibles à l'acidité ont donné lieu à des restrictions impliquant que les activités agricoles ne pouvaient plus y être déployées. Selon la nouvelle réglementation, l'activité agricole devait être « gelée » dans un paysage de haies aussi dense que celui de NFW. Un coup d'arrêt général, voire une forte régression, risquait de s'ensuivre.

Cette perspective a provoqué un véritable tollé dans la région. Un des principaux arguments avancés était que les agriculteurs avaient façonné ce paysage (depuis 1850) et en avaient toujours pris soin²⁰. Il était donc considéré comme néfaste et injuste de le transformer en une zone morte qui étranglerait littéralement l'agriculture de la région. Certains étaient même prêts à supprimer les haies et les autres éléments sensibles à l'acidité pour éviter un tel danger. Heureusement, une autre solution a été trouvée grâce à la mise en place d'un échange défini sur le plan institutionnel. La municipalité (et la province) a en effet promis *de ne pas* déclarer les haies, éléments sensibles à l'acidité, en échange de l'engagement des agriculteurs à les entretenir et à les protéger, ainsi que les étangs, les aulnaies et les chemins sablonneux de la région. À la suite de cela, les agriculteurs se sont regroupés au sein d'une première association, l'*Eastermars Lânsdouwe* ou VEL. Les objectifs des pouvoirs publics ont ainsi été garantis, mais au moyen de solutions plus appropriées. Cette première association est née au printemps 1992. Une deuxième, VANLA, a vu le jour à l'automne suivant. Par la suite, quatre autres associations ont été créées dans les municipalités environnantes. Et, courant 2002, ces six associations et coopératives ont donné naissance à la coopérative NFW.

La création des deux premiers noyaux a nécessité de difficiles tractations : il a en effet fallu mettre au diapason les attentes des agriculteurs impliqués et celles des institutions environnantes. Une solide base contractuelle garantissant la réciprocité a dû être élaborée pour éviter que l'une des parties ne se sente lésée par le

17. B. H. Slicher van Bath, "Over boerenvrijheid (inaugurele rede Groningen, 1948)", in B. H. Slicher van Bath et A. C. van Oss (dir.), *Geschiedenis van Maatschappij en Cultuur*, Basisboeken Ambo, Baarn, Pays-Bas, 1978.

18. Officiellement, ce mécanisme porte le nom d'« autorégulation encadrée légalement ». L'aspect théorique important réside dans le fait que, dans un tel cadre, la responsabilité n'est pas éliminée, mais au contraire clairement circonscrite et transférée au niveau le plus adapté. Cette « autorégulation encadrée légalement » contraste fortement avec le contrôle hiérarchique à distance exercé par les modes de régulation impériaux.

19. Stuijver, Ploeg et Leeuwis, *art. cit.*

20. Voir R. de Bruin et J. D. van der Ploeg, *Maat Houden, bedrijfsstijlen en het beheer van natuur en landschap in de Noordelijke Friese Wouden en het Zuidelijk Westerkwartier*, BLB/LUW, Wageningen/Utrecht, Pays-Bas, 1992.

comportement opportuniste de l'autre. L'ancrage des coopératives s'est ensuite consolidé lorsqu'un contrat a été élaboré puis signé avec Van Aartsen, le ministre de l'Agriculture de l'époque²¹. Au terme de ce contrat, les coopératives ont obtenu légalement la latitude de développer et de tester plusieurs solutions novatrices : un important programme d'entretien des aulnaies²², et un autre destiné à mettre en place une nouvelle trajectoire paysanne vers la durabilité. Afin que ces programmes puissent être déployés, des mesures particulières et des exemptions par rapport aux obligations légales (comme l'enfouissement de lisier dans le sous-sol) ont été décidées.

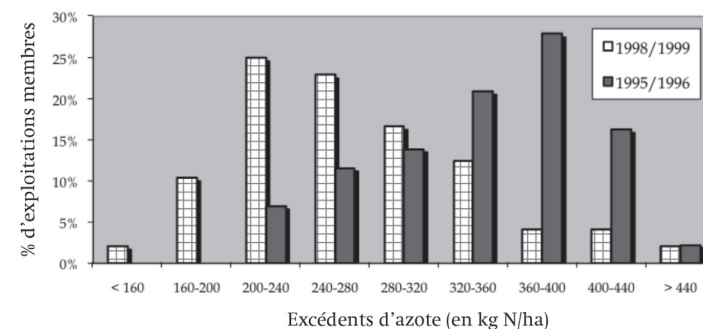
À la suite de cet accord, les associations VEL et VANLA ont élaboré leurs propres modules de gestion des paysages et de la nature qu'elles ont adaptés aux conditions locales ; elles y ont associé la majorité des agriculteurs, et c'est ainsi qu'a démarré un vaste programme qui a considérablement développé les atouts de la région. Dans le même temps, elles ont conçu une machine «écologique» de répartition du lisier (adaptée aux petites surfaces entourées de haies et d'aulnaies) et sont parvenues à impliquer tous les agriculteurs ou presque dans la gestion de systèmes de comptabilisation des matières fertilisantes qui n'étaient pas encore obligatoires sur le plan légal. Grâce à l'application étendue de ces systèmes, les progrès environnementaux ont pu bénéficier d'un suivi adapté.

Ces derniers ont été d'autant plus efficaces que les exploitations laitières participantes ont procédé à un double changement : elles ont drastiquement réduit leur utilisation d'engrais chimiques et, dans le même temps, le lisier a été transformé en «bon fumier». Les effets de cette approche typiquement paysanne (réduction des intrants externes et amélioration des ressources internes) ont été spectaculaires : en quelques années, les courbes de fréquence représentant les pertes d'azote par hectare se sont littéralement transformées

(voir la figure 5.1). En 1995-1996, les pertes enregistrées par le plus grand nombre d'exploitations étaient encore comprises entre 360 et 400 kg N/ha, un chiffre ramené à 200-240 kg N/ha en 1998-1999. Les pertes moyennes par hectare sont passées de 346 kg en 1995-1996 à 236 kg en 1999-2000. En 2001-2002, les pertes d'azote avaient à nouveau baissé pour atteindre le niveau moyen de 150 kg/ha. En outre, le fait que plusieurs exploitations soient parvenues à descendre bien en deçà de ce niveau est révélateur du potentiel à venir.

La coopérative NFW s'est aussi impliquée dans un large éventail d'activités d'entretien et d'amélioration des paysages et de la nature. Le tableau 5.1 présente certaines données quantitatives. Environ 80 % de l'ensemble de la zone est concerné par une forme ou une autre de gestion de la nature et des paysages, un pourcentage unique dans le pays. La coopération régionale s'est avérée décisive à cet égard, et grâce à elle, les améliorations qualitatives des paysages et de la biodiversité qui ont été réalisées ont dépassé de loin celles que de simples unités de production auraient pu produire. L'approche coopérative a permis de déployer la gestion des paysages et de la biodiversité au niveau du territoire tout entier. En outre, la gestion coopérative engendre un flux de revenus supplémentaires dont bénéficie l'économie régionale à hauteur de 4 millions d'euros par an. En 2004, les exploitations participant aux programmes de gestion de la nature et des paysages ont enregistré en moyenne une valeur ajoutée supplémentaire de 11 000 euros.

Figure 5.1 – Répartition des excédents d'azote au sein des exploitations membres des associations VEL/VANLA



21. L'intervention du ministre a été décisive. Au moment de la signature du contrat, et encore plus après, la bureaucratie du ministère a tout fait pour réduire à néant ce processus nouveau et apparemment menaçant (pour les détails, voir J. D. van der Ploeg, *The Virtual Farmer: Past, Present and Future of the Dutch Peasantry*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas, 2003). Brinkhorst, un autre ministre, a par la suite tenté de porter un coup d'arrêt officiel à l'«expérience», mais les coopératives avaient à l'époque pris suffisamment d'ampleur pour qu'il échoue.

22. C'est devenu par la suite l'une des composantes du programme national de gestion de la nature par les agriculteurs [Programma Beheer].

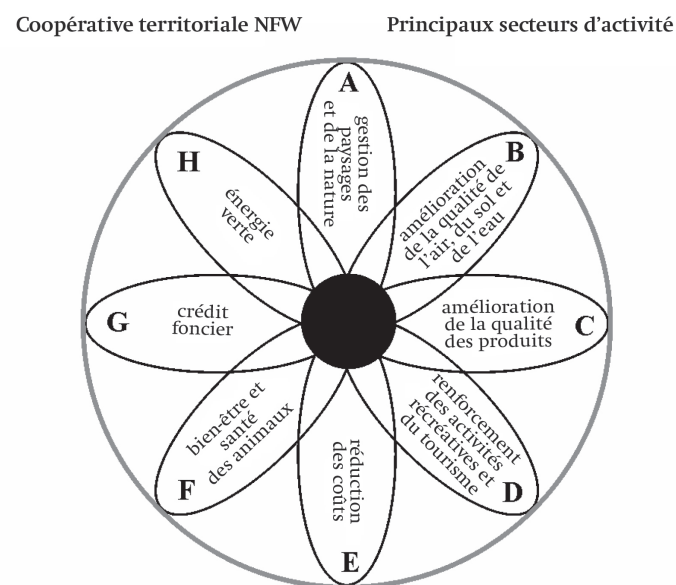
Tableau 5.1 – Données quantitatives concernant la gestion de la nature et des paysages

Gestion des bordures de champs	900 ha
Protection des oiseaux des prés	12 000 ha
Agriculture avec handicaps naturels	3 700 ha
Protection des oies	3 000 ha
Haies	344 km
Aulnaies	860 km
Étangs	430 unités
Bosquets	9 ha
Saules têtards	457 unités
Autres clôtures naturelles	1 085 km

Les données relatives à la nature, aux paysages et à l'environnement ont été regroupées, constituant à terme un nouveau programme de recherche, vaste et prometteur, mené tout à la fois par des scientifiques et des agriculteurs²³. Ce programme a non seulement fait bouger certaines frontières entre la science et la pratique, mais aussi, bien que lentement, certaines frontières au sein de la sphère scientifique elle-même. Tout en se développant lentement, il a également créé de nouveaux leviers et de nouveaux mécanismes permettant de poursuivre le déploiement de l'autorégulation locale.

23. Au sein de la coopérative NFW, on appelle cela «recherche guidée par les agriculteurs». Ce programme a été lancé de façon à suivre, à tester et à développer les innovations proposées par les coopératives. Avec le temps, il s'est transformé en un programme de recherche pluridisciplinaire destiné à la coconception de nouvelles solutions.

À partir de 2003, la coopérative des NFW a nettement élargi les domaines ou secteurs d'activité dans lesquels elle était active ou prévoyait de l'être. La figure 5.2 donne une vue synthétique de ces domaines ; la zone de chevauchement centrale souligne les synergies potentielles. La coopérative a en outre préparé le texte d'un « contrat territorial » dans lequel un certain nombre de partenaires institutionnels se sont déclarés prêts à s'impliquer activement dans la définition des objectifs de son plan de travail.

Figure 5.2 – Les grandes lignes du nouveau plan

Le plan de travail était constitué de trente projets spécifiques qui couvraient à eux tous bien des aspects de l'économie régionale et de sa durabilité²⁴. Parmi les signataires du contrat territorial figuraient le gouvernement de la province, les ministères de l'Agriculture et

24. NFW, *Intententieverklaring en werkprogramma*, NLTO, Drachten, Pays-Bas, 2004.

de l'Aménagement du territoire, le conseil de l'eau du district, les cinq municipalités, la fédération environnementale, des organisations de protection de la nature et l'université de Wageningen. Cet accord s'est traduit, à court terme, par la création d'un conseil territorial au sein duquel la coopérative NFW et les autres partenaires se réunissent deux fois par an et discutent des problèmes liés à la mise en œuvre du plan de travail. À plus long terme, on estime que l'économie régionale devrait s'en trouver renforcée, la durabilité améliorée, et l'autorégulation étendue. En cas de succès de ce plan de travail, nombre des tendances actuellement à l'œuvre devraient être inversées.

Une caractéristique particulièrement intéressante de ce processus, qui a finalement débouché sur la signature du contrat territorial, réside dans la « déclaration de mission » que la coopérative NFW a rédigée au terme de plusieurs séries de consultations. Elle est constituée de dix valeurs partagées par tous et reflétant l'histoire de la région et de la coopérative (voir l'encadré 5.1). Ces valeurs traduisent en outre les intérêts, les perspectives et les ambitions émancipatrices de la population. L'ensemble de ces valeurs représente le puissant capital social qui s'est forgé durant les vingt-cinq années ou presque où NFW s'est développé avec succès, depuis les noyaux fragiles du début jusqu'à l'actuelle coopérative territoriale à l'ancrage solide. Chaque valeur partagée est résumée par un mot d'ordre en frison.

Encadré 5.1: les valeurs partagées spécifiées par la coopérative NFW dans sa « déclaration de mission »

1. *Mienskip* [communauté]

En tant que communauté, nous sommes fiers et pleinement conscients d'être parvenus, au cours des cent dernières années, à nous défaire du joug de la pauvreté. Nous sommes connus dans la province de la Frise en tant que *wâldpyken*, peuple entêté, et nous en sommes fiers. Nous résolvons nous-mêmes les conflits qui naissent au sein de notre communauté et nous parvenons le plus souvent à trouver des solutions propres à notre territoire aux problèmes qui viennent de l'extérieur. Notre sens de la communauté et de la solidarité est fort et nous attendons des autres qu'ils le respectent.

2. *Lânsdouwe* [l'unité entre l'homme et la terre]

Notre région se caractérise par un environnement séduisant, varié et vivant : une unité unique entre l'homme et la nature (*lânsdouwe*). Cet environnement, nous le devons à nos ancêtres. Aujourd'hui, la protection assurée par les agriculteurs de NFW est complétée par le plein engagement des amoureux des oiseaux et autres volontaires, ce qui nous garantit le développement ultérieur de la nature et de l'environnement. Nous espérons ardemment nous voir attribuer un rôle actif dans la gestion de la nature, des paysages et de l'environnement. À cette fin, une agriculture vivante et ancrée dans la terre est indispensable.

3. *Kreas buorkje* [l'agriculture douce]

Nous, membres de la coopérative NFW, sommes pleinement conscients que cette relation unique entre l'homme et la nature nous confère une responsabilité particulière. L'agriculture doit être pratiquée de façon responsable et durable : *kreas buorkje*. Étant donné notre expérience et nos compétences passées et actuelles, nous, plus que n'importe qui d'autre, constituons l'entité la plus à même d'assurer la pérennité de cette agriculture.

4. *Eigen gerjochtigheid* [les droits qui nous sont propres]

Les terres boisées du nord de la Frise sont notre terre, façonnée par nous et par nos ancêtres. C'est notre *eigen gerjochtigheid*. C'est pourquoi nous sommes en droit de participer à toutes les planifications et à toutes les prises de décision qui concernent notre terre.

5. *Wy kinne en dogge it better* [nous faisons du meilleur travail]

La coopérative NFW est constituée de six organisations de base qui totalisent plus de quinze années d'expérience dans la gestion des programmes en faveur de la nature, des paysages et de l'environnement. En outre, nous avons une forte tradition coopérative en matière de laiteries gérées par la communauté, de biens communs, d'associations villageoises, de groupes d'études, de dispositifs volontaires de remembrement rural et d'entraide. Nous avons prouvé que nous pouvons élaborer et mettre en œuvre avec succès des programmes de développement de haute qualité. Nous avons fait la démonstration que nos pratiques agricoles sont saines sur le plan environnemental et que nous protégeons bien mieux la nature que lorsque l'État impose ses réglementations. Grâce à notre savoir, à nos compétences et à notre tradition coopérative, nous faisons du meilleur travail qu'avec n'importe quelle approche générique : *wy kinne en dogge it better!*

6. *Wissichheid* [fiabilité]

En matière d'accords avec les autres parties, la coopérative NFW est un partenaire fiable. Nous faisons preuve de persévérance et de fiabilité (*wissichheid*) et nous attendons de nos partenaires qu'ils soient dignes de confiance.

7. *Stadich oan foarût* [avancer lentement mais sûrement]

L'histoire nous a enseigné que les batailles que nous livrons peuvent être longues. C'est pourquoi nous choisissons de progresser régulièrement, lentement mais sûrement (*stadich oan foarût*). Parfois, cependant, nous accomplissons aussi de grands pas en avant. Qu'il s'agisse de progresser lentement mais sûrement ou à grands pas, c'est toujours l'intérêt commun de la région qui prévaut.

8. *Net allinnich* [pas seuls]

Nous sommes convaincus qu'il faut être plusieurs et pas seuls (*net allinnich*) pour relever les défis. Nous avons récemment formé – et nous les entretenons – des coalitions fructueuses (au niveau local, provincial et national) avec des hommes politiques, des écologistes, des défenseurs de l'environnement, des chercheurs, ainsi que des conseils de gestion de l'eau et des groupes de défense des agriculteurs. La coopérative NFW entend poursuivre sur cette voie.

9. *Tinke oan'e takomst* [se préoccuper de l'avenir]

En ces temps de mondialisation, nous nous mobilisons pour l'avenir et en faisons une priorité, qu'il s'agisse de l'avenir de la région ou de celui de ses futurs habitants (*tinke oan'e takomst*). Ainsi, les générations futures pourront, elles aussi, développer la région, être fières d'y vivre et d'y travailler et en profiter pleinement.

10. *Mei wille en nocht* [dans la satisfaction et la joie]

Nous, membres et responsables de la coopérative NFW, travaillons depuis des années dans la satisfaction et la joie (*mei wille en nocht*). Notre région s'en trouve stabilisée. Nous souhaitons continuer ainsi et notre coopérative aura un rôle important à jouer pour nous aider à gérer nos propres affaires sur cette terre qui est la nôtre.

D'un point de vue analytique, ces valeurs partagées peuvent être interprétées comme constitutives d'une économie morale. À cet égard, le caractère central de la *communauté* est essentiel. Les autres notions qui ressortent sont celles de *lutte* constante (au sein d'un environnement souvent hostile et contre celui-ci), la *communauté*

en étant le principal moteur, et de *supériorité* potentielle : « Nous faisons du meilleur travail. »

La production de nouveautés

Comme nous l'avons vu précédemment, il arrive que les coopératives territoriales fassent en partie office de laboratoires de terrain, ce qui est particulièrement vrai dans le cas de NFW. Au sein de cette coopérative et en étroite collaboration avec un groupe de chercheurs, une série de nouveautés sont étudiées qui, ensemble, constituent un « maillage » important, c'est-à-dire une constellation parfaitement intégrée de changements liés entre eux, ayant un impact multidimensionnel d'une grande portée sur les pratiques et la transition agricoles. Les nouveautés représentent, d'une certaine manière, une *déviance par rapport à la règle*, déviance qui peut avoir été créée délibérément ou qui peut être le résultat non intentionnel du désordre propre à la vie²⁵. Les nouveautés peuvent être de nouvelles pratiques, de nouveaux objets ou simplement un changement de définition d'une situation ou d'une tâche particulières. Un de leurs aspects essentiels est qu'elles renferment une promesse, ce qui signifie souvent que les choses peuvent sans doute être améliorées. Bien sûr, il peut aussi arriver qu'elles se traduisent par un échec ou qu'elles nécessitent du temps pour être parfaitement appréhendées. Les nouveautés « enfrennent » les codes de conduite ou les règles en place destinés à comprendre les choses. Sur le plan matériel aussi, elles entraînent généralement une forme de rupture. Elles ne revêtent pas de caractère progressif et diffèrent en cela des innovations. Il arrive qu'elles s'appuient sur des éléments existants, sur des connexions et sur leur ordonnancement particulier (comme nous l'avons vu dans le chapitre 4), mais elles impliquent dans le même temps un réordonnancement des éléments, des connexions et des structures générales. C'est pourquoi les nouveautés peuvent

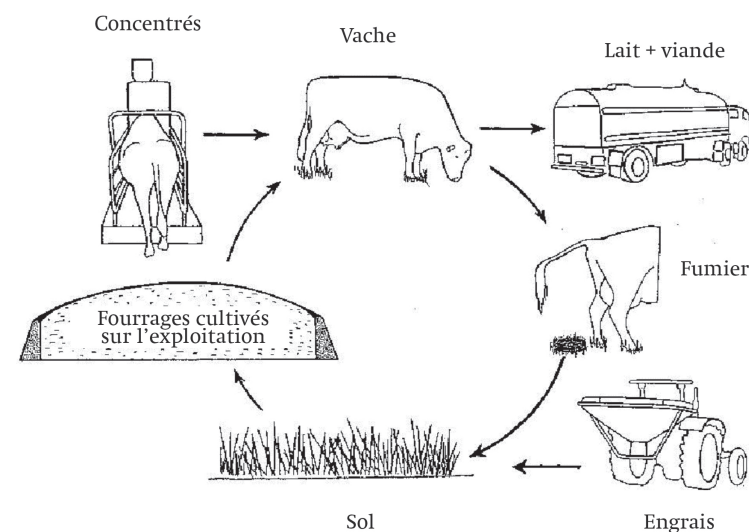
25. P. Richards, *Indigenous Agricultural Revolution: Ecology and Food Production in West Africa*, Unwin Hyman, Londres, 1985 ; G. Remmers, *Con cojones y maestría: un estudio sociológico-agronómico acerca del desarrollo rural endógeno y procesos de localización en la Sierra de la Contraviesa (España)*, Wageningen Studies on Heterogeneity and Relocalization, 2, CERES, LUW, Wageningen, Pays-Bas, 1998 ; J. S. C. Wiskerke et J. D. van der Ploeg (dir.), *Seeds of Transition: Essays on Novelty Production, Niches and Regimes in Agriculture*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas, 2004.

être des *agents déguisés du changement*, des *agents secrets*. En outre, elles mettent l'accent sur l'importance de l'environnement local qui les accueille, mais aussi les produit. Les nouveautés sont pour ainsi dire *cachées* dans cet environnement et doivent parfois être identifiées et « dé-couvertes » pour pouvoir voyager vers d'autres environnements. En outre, les nouveautés représentant une déviance par rapport à la règle, il peut arriver que cette dernière doive être modifiée ou du moins « assouplie » afin de permettre aux « choses qui ne doivent pas se produire » de se produire. Il s'agit là du versant théorique de l'équation. Le versant pratique renferme l'idée qu'une règle représente un type de code de conduite institutionnalisé (elle fait partie intégrante du régime sociotechnique au sens large tel qu'il est décrit dans les études sur la transition²⁶). Il faut délibérément créer de l'espace pour permettre à une nouveauté de se développer et cette création d'espace peut aller à l'encontre des infrastructures, intérêts et/ou lois en place. C'est pourquoi il faut attribuer un rôle central à différentes formes de gestion de niche, stratégiques, car c'est grâce à elles que l'environnement local peut être renforcé vis-à-vis des empires qui menacent de l'annihiler.

La coopérative NFW représente une localité dans laquelle de nombreuses nouveautés ont été trouvées et activement développées. Le « bon fumier » constitue sans doute l'un des exemples les plus parlants, mais aussi l'un des plus contestés. Le contexte qui entoure cette nouveauté renvoie au processus de modernisation qui, par le passé, a profondément restructuré les pratiques et les ressources agricoles. Le « fumier de bonne qualité » était autrefois (c'est-à-dire avant l'époque de la modernisation) une ressource de grande valeur, et sa production et son utilisation étaient profondément ancrées dans la culture locale. Cependant, conformément à la trajectoire de modernisation, le fumier de bonne qualité a été converti (involontairement) en un déchet, une nuisance « dont il fallait se débarrasser ». Mais, comme le font remarquer de nombreux agriculteurs, « une fois que vous avez une nuisance sur votre exploitation, elle s'installe pour de bon ». La perte de matière organique

dans le sous-sol, le besoin accru de grandes quantités d'engrais et la détérioration des pâturages ne sont que quelques illustrations de cette « reproduction du malheur ». Chez certains agriculteurs, cette situation inquiétante a déclenché une quête tous azimuts afin de produire à nouveau du bon fumier ou au moins d'améliorer sa qualité. Cette préoccupation a donc pris au départ la forme d'une critique de l'inefficacité et du gâchis. Elle s'est également appuyée sur l'observation et l'interprétation attentives de l'hétérogénéité : le fait que les champs d'un agriculteur en particulier aient un rendement bien plus élevé que ceux d'un autre, situés non loin, est devenu un point de comparaison important. Peut-être répandait-il dans ses champs un fumier quelque peu différent, voire amélioré ? Et si tel était le cas, comment obtenait-il ce fumier ? Car une chose faisait l'unanimité parmi les agriculteurs : le bon fumier n'est pas un produit isolé, il est le résultat d'une restructuration particulière du processus de coproduction. Ce phénomène est illustré par la figure 5.3.

Figure 5.3 – L'équilibre animal-fumier-sol-fourrage



© Jan Douwe van der Ploeg

26. A. Rip, et R. Kemp, "Technological change", in S. Rayner et E. L. Malone (dir.), *Human Choice and Climate Change*, vol. 2, Battelle Press, Columbus, 1998, p. 327-399.

Un fumier de bonne qualité est constitué de déjections animales avec un rapport C/N élevé et une proportion relativement faible d'azote ammoniacal (et, par conséquent, une proportion élevée d'azote organique). Ces caractéristiques ainsi que de nombreuses autres sont aujourd'hui bien connues, documentées et expliquées sur le plan scientifique (après pas loin de quinze années de recherches)²⁷. Cependant, ces données manquaient auparavant et les avis des agriculteurs différaient fortement les uns des autres. La seule certitude était que le fumier pouvait être amélioré et on espérait que, en rééquilibrant le cycle sol-fourrage-animal-fumier (voir la figure 5.3), on obtiendrait des résultats positifs²⁸, et ce, d'autant plus que les stratégies de modernisation passées s'étaient presque exclusivement attachées à une seule composante de l'ensemble de la constellation (à savoir les vaches), ce qui avait donné lieu à un grand nombre de frictions et d'échecs.

Au départ, le bon fumier, ou fumier amélioré, constituait une nouveauté. Il était différent en termes de composition, d'aspect, d'odeur et d'effets. Il différait également par son histoire, c'est-à-dire par sa fabrication. Les avocats du système expert agricole néerlandais considéraient le bon fumier comme une *monstruosité*, quelque chose qui, selon les connaissances dont ils disposaient, ne pouvait pas fonctionner et ne fonctionnerait pas, d'autant plus que les agriculteurs de NFW proposaient de s'en servir de la « bonne manière », c'est-à-dire avec une répartition en surface et non en respectant l'enfouissement dans le sous-sol dictée par la loi.

Quoi qu'il en soit, il ne fait désormais plus aucun doute, du moins pour NFW, que, lorsqu'il s'accompagne des techniques d'application appropriées, le bon fumier améliore la biologie du sol²⁹ qui, à son tour (grâce à une plus grande fourniture d'azote par le sol lui-même), permet la production d'un fourrage de meilleure

qualité à partir d'une quantité moindre d'engrais chimiques³⁰. Le report de la date de fauchage (qui, pour de nombreuses raisons dont certaines psychologiques, est une activité assez difficile pour les agriculteurs) contribue lui aussi à améliorer la qualité du fourrage (qui se caractérise alors, sur le plan technique, par une teneur plus élevée de fibres et un plus faible niveau de protéines, soit l'inverse du fourrage produit selon le modèle de la modernisation). Le fait de nourrir le troupeau avec un meilleur fourrage engendre une baisse du stress au sein du cheptel laitier, permet d'avoir moins souvent recours aux soins vétérinaires, accroît la longévité des animaux, donne un lait contenant plus de protéines et de graisse (et sans doute plus d'ALC³¹) et, au final, produit à nouveau du fumier de bonne qualité³². La boucle est ainsi bouclée et un équilibre autonome est trouvé qui tend, du point de vue environnemental, à être préférable au modèle imposé par les pouvoirs publics : les pertes d'azote et les émissions d'ammoniac sont bien inférieures.

La construction de ce nouveau modèle de monde social et naturel que renferme le microcosme d'une exploitation laitière et qui est désormais accepté par le plus grand nombre et soutenu par la sphère scientifique a demandé de nombreuses années. Elle a aussi nécessité l'action concertée de soixante éleveurs laitiers appartenant aux premiers noyaux de NFW, ainsi que l'implication d'un groupe de chercheurs pluridisciplinaires qui pouvaient s'affranchir des habitudes et des intérêts ancrés dans le système expert dans son ensemble. Cette approche a fait tache d'huile dans tout le pays, du fait essentiellement qu'elle a un impact positif sur l'économie de l'exploitation : les dépenses monétaires sont réduites, des bénéfices supplémentaires sont réalisés, le tout en augmentant la longévité du cheptel et en améliorant la qualité du lait. Cela se traduit par une hausse substantielle de la marge pour 100 kg de lait (jusqu'à

27. Voir, par exemple, Sonneveld, 2004; Goede *et al.*, 2003 et 2004; Reijs *et al.*, 2003 et 2005; Reijs, *op. cit.*

28. F. P. M. Verhoeven, J. W. Reijs et J. D. van der Ploeg, "Re-balancing soil-plant-animal interactions: Towards reduction of nitrogen losses", *NIAS*, vol. 51, n° 1-2, 2003, p. 147-164.

29. R. G. M. de Goede, L. Brussaard et A. D. L. Akkermans, "On-farm impact of cattle slurry manure management on biological soil quality", *NIAS*, vol. 51, n° 1-2, 2003, p. 103-134.

30. J. D. van der Ploeg, P. Verschuren, F. Verhoeven et J. Pepels, "Dealing with novelties: A grassland experiment reconsidered", *Journal of Environmental Policy and Planning*, vol. 8, n° 3, 2006, p. 199-218; J. C. J. Groot, J. D. van der Ploeg, F. P. M. Verhoeven et E. A. Lantinga, "Interpretation of results from on-farm experiments: Manure-nitrogen recovery on grassland as affected by manure quality and application technique, 1, an agronomic analysis", *NIAS*, vol. 54, n° 3, 2007, p. 235-254.

31. ALC: acide linoléique conjugué, voir p. 102.

32. Reijs, *op. cit.*

34 euros), ce qui contraste fortement avec les résultats de ceux qui s'en sont tenus à l'approche classique (20 euros/100 kg)³³. Si cette nouvelle pratique était étendue à l'ensemble de NFW, la valeur ajoutée brute produite dans la région augmenterait de quelque 14 millions d'euros. Cela signifie que la marge de progression endogène est considérable.

D'une façon générale, ce processus de changement est axé sur la réactivation du capital écologique, sur le réancrage de l'agriculture dans ce capital et sur le renforcement simultané de l'environnement local en tant qu'espace auto-adaptatif³⁴. Ce qui est remarquable avec ce processus, c'est qu'il est en permanence l'objet de vives critiques (et de dénigrements) de la part des systèmes experts agricoles dominants, mais aussi de responsables de la toute-puissante industrie laitière (Friesland Foods) et de dirigeants du syndicat des agriculteurs (LTO). Leur opposition est compréhensible dans la mesure où la transition accomplie dans le laboratoire de terrain était une sorte de critique concrète des modèles scientifiques que les experts avaient développés afin de renseigner et de contribuer à façonner les politiques agroenvironnementales publiques. Les nouveautés, qui se consolident lentement, ont montré *de facto* que plusieurs lois et prescriptions imposées en bloc n'avaient pas de raison d'être (c'est-à-dire que les choses pouvaient être faites différemment). Au moyen d'un prudent rééquilibrage de l'agriculture, des résultats identiques, si ce n'est meilleurs, pouvaient être obtenus, ce qui a permis de dépasser la dichotomie entre « environnement » et « agriculture rentable » que les systèmes experts avaient introduite au cœur des politiques nationales en matière d'agroenvironnement³⁵.

Les spécialistes agricoles ont également perçu les résultats obtenus par l'approche NFW comme une menace puisqu'elle signifiait que leurs systèmes experts n'avaient pas automatiquement le monopole du savoir, de la vérité et des meilleures solutions

(un monopole vital pour leur reproduction institutionnelle, y compris en termes économiques). Il n'existe, dans l'univers de ces systèmes experts, qu'une seule et unique vérité scientifique : celle qu'ils produisent eux-mêmes. En conséquence, le qualificatif communément employé pour décrire leurs adversaires (les agriculteurs et leurs amis chercheurs) est « non scientifiques ». Mais derrière tout cela se cache sans doute une raison plus profonde, car en produisant des nouveautés avec un relatif succès, NFW et les autres groupes qui ont emboîté le pas tendent à *échapper* au contrôle imposé par l'État, les systèmes experts et les syndicats agricoles. Pour paraphraser Mendras³⁶, ces paysans frisons (et leurs acolytes) continuent à exceller (peut-être devrait-on dire excellent à *nouveau*) dans « la rébellion contre la rationalité de la société industrielle³⁷ ».

L'un des aspects importants de la production de nouveautés par la coopérative NFW est qu'il s'agit d'un programme en constant devenir permettant aux nouveautés initiales d'en entraîner d'autres. Les nouveautés s'imbriquent ainsi les unes dans les autres et forment un réseau en expansion qui se développe souvent dans des directions inattendues grâce auxquelles chacune d'elles se trouve, pour ainsi dire, consolidée. La figure 5.4 montre comment la nouveauté de départ – en l'occurrence du fumier de bonne qualité – génère une série d'autres nouveautés liées entre elles. Ce réseau peut être considéré comme un programme multifacette en constant devenir : il traite de la pratique de l'agriculture et la refaçonne, il constitue le cœur des activités de la coopérative et il traduit le tout en une recherche scientifique qui a trait à des secteurs pour l'instant très mal connus. Est-il possible, par exemple, de dépasser une auto-fourniture d'azote de 200 kg/ha/an sur des sols sablonneux ? Peut-on assurer un suivi des qualités environnementales d'une zone grâce à de nouveaux systèmes intelligents qui vont au-delà de la segmentation et de l'atomisation actuelles ? À quelles conditions l'autorégulation peut-elle devenir vecteur de transition ? Telles sont quelques-unes des questions qui sont apparues avec l'extension du

33. J. C. J. Groot, W. A. H. Rossing et E. A. Lantinga, "Evolution of farm management, nitrogen efficiency and economic performance of dairy farms reducing External inputs", *Livestock Production Science*, vol. 100, 2006, p. 99-110.

34. H. Friedmann, "Feeding the Empire: The pathologies of globalized agriculture", in R. Miliband (dir.), *The Socialist Register*, Merlin Press, Londres, 2004, p. 124-143.

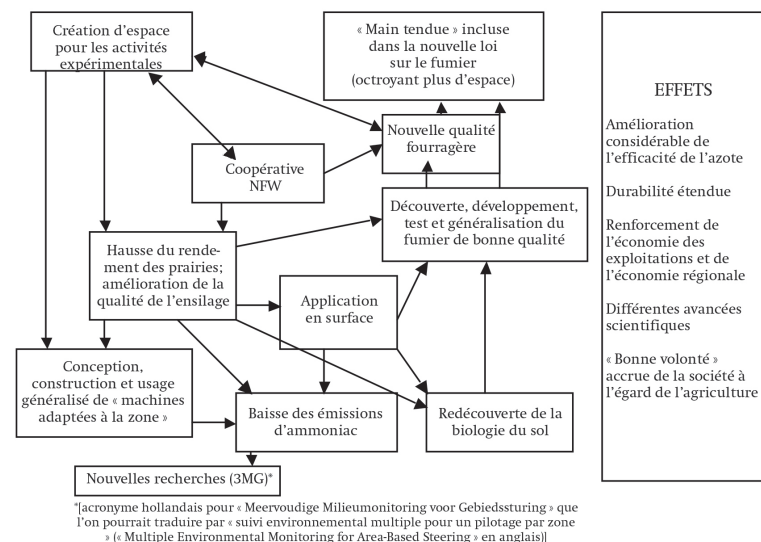
35. Ploeg, *op. cit.*

36. H. Mendras, *Les Sociétés paysannes. Éléments pour une théorie de la paysannerie*, Armand Colin, 1976, p. 212.

37. Voir aussi J. C. Scott, *Zomia, ou l'art de ne pas être gouverné*, Seuil, 2013.

réseau et qui pourraient déboucher sur de nouvelles solutions et générer des nouveautés.

Figure 5.4 – Un réseau de nouveautés interconnectées



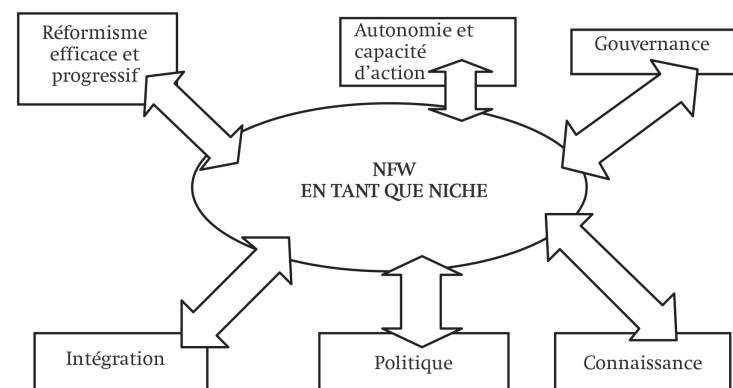
LES DIMENSIONS DE LA GESTION DE NICHE STRATÉGIQUE

Les nombreuses nouveautés, leur méticuleuse coordination et leur développement actif à travers des réseaux en expansion ont, ensemble, produit des effets importants. On observe en premier lieu une inversion des relations entre économie et environnement. Au sein de la coopérative NFW, le classique jeu à somme nulle, jusque-là prédominant, est transformé en un réaligement de l'économie et de l'environnement qui se traduit par des synergies considérables. Par une deuxième inversion des relations, on passe d'une défiance mutuelle à une coopération négociée entre agriculteurs et organismes publics. Troisièmement, ce n'est plus l'exploitation prise isolément qui constitue l'unité d'opération, c'est désormais

le territoire, ce qui permet à des sujets comme les paysages, la biodiversité et la qualité de l'environnement d'être débattus et traités à l'échelon approprié. J'aimerais enfin mentionner une quatrième et dernière inversion à travers le revirement culturel observé parmi les différents acteurs. Là où régnait autrefois une certaine désespérance, c'est aujourd'hui l'assurance (exprimée à travers les valeurs partagées), l'espoir et parfois la colère qui ont tendance à l'emporter.

Ces revirements décisifs n'auraient pu avoir lieu s'il n'avait pas été procédé à une gestion fine de NFW en tant que niche stratégique³⁸. Il en va de même pour les nouveautés mentionnées plus haut, qui n'auraient pu être développées ni rattachées à d'autres sans l'espace protégé fourni par la coopérative NFW³⁹. La figure 5.5 reprend plusieurs dimensions de la gestion de niche telle qu'elle a été pratiquée dans le cas de NFW. Ces dimensions soulignent les différentes caractéristiques décrites dans les chapitres précédents. Elles décrivent la nature multidimensionnelle des liens entre NFW et le régime sociotechnique environnant.

Figure 5.5 – Les dimensions de la gestion de niche stratégique (Roep *et al.*, 2003)



38. Kemp *et al.*, 1998 et 2001 ; Rip et Kemp, *op. cit.* ; Hoogma *et al.*, 2002.

39. D. Roep et H. Wiskerke, "Reflecting on novelty production and niche management in agriculture", in H. Wiskerke et J. D. van der Ploeg (dir.), *Seeds of Transition*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas, 2004.

La *gouvernance* fait ici référence à la faculté d'avancer simultanément sur plusieurs échiquiers à la fois et de coordonner les « manœuvres » et leurs différentes localisations en un flux temporel adéquat et progressif. La gouvernance est synonyme de développement négocié dans des sphères où différents types de régulation étatique interagissent, de confrontation aux effets disjoints et aux impacts négatifs des dispositifs réglementaires, et de création d'exceptions à la règle. La gouvernance, c'est aussi mettre en place et à disposition une organisation interne fonctionnant sans heurt et assurer le bon fonctionnement de services techniques à l'intention des membres. Mais c'est surtout coordonner ces différents domaines, ce qui est primordial. Une gouvernance réussie se traduit par la création d'un espace destiné à développer et à relier entre elles des nouveautés prometteuses, ce qui produit une double capacité à être à la hauteur ou, comme l'exprime le discours local, à « faire du meilleur travail » par rapport à ce qui peut être réalisé lorsque des dispositifs réglementaires sont imposés de façon directe. La figure 5.5 qualifie cela de *réformisme efficace et progressif*, ce qui fait référence non seulement à des intentions, des possibilités et des projections, mais aussi et surtout à des *pratiques* nouvelles (d'où les réformes) et aux *résultats et conséquences* associés considérés comme supérieurs à ceux observés en temps normal (d'où le terme « efficace »). Le réformisme efficace signifie la capacité de faire les choses; il se traduit par un bilan positif renforçant des coalitions qui sont d'une très grande importance en matière de gouvernance et de politiques associées.

L'*intégration* fait référence au besoin de réunir différentes activités et d'obtenir une structure d'un seul tenant. Elle nécessite de dépasser les nombreuses dissemblances et discontinuités présentes dans les dispositifs régulateurs génériques et sectoriels émanant de l'État. Il peut également y avoir intégration au sein d'un réseau plus large si l'on coordonne, par exemple, des activités locales de façon qu'elles s'insèrent dans les programmes provinciaux. Lorsqu'ils sont associés, l'intégration, le réformisme efficace et la bonne gouvernance exercent un pouvoir d'attraction qui s'est traduit par une visite précoce du prince héritier à la coopérative des NFW et par l'attribution d'un prestigieux prix de l'innovation par le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement. Ces symboles

contribuent à leur tour fortement à consolider la gouvernance, et c'est de cette façon que les synergies fonctionnent.

La *connaissance* est une autre dimension cruciale. Dans une société qui considère qu'elle repose sur la connaissance, il est de plus en plus fréquent que seules les choses dont la « preuve » du bon fonctionnement a été apportée soient autorisées. Faisons une dernière fois allusion au « fumier de bonne qualité » pour souligner que le principal argument en sa défaveur était qu'il n'avait « pas été prouvé ». C'est là que la construction opportune d'une nouvelle connaissance (ou au moins le lancement opportun de recherches appropriées) devient décisive, non seulement dans les sphères où NFW côtoie les appareils publics, mais aussi pour les agriculteurs impliqués. Comme nous l'avons vu plus haut, les nouveautés doivent être « dé-couvertes » pour être comprises et développées. Et plus elles franchissent la limite qui sépare le connu de l'inconnu, plus elles présentent d'attrait pour les chercheurs. Les niches telles que celle de NFW sont pour ainsi dire les lieux « où tout se joue ». Cela dit, il faut aussi souligner que le franchissement des limites transforme souvent cette dimension en un « champ de bataille de la connaissance⁴⁰ ».

Dans ce contexte, la *politique* renvoie à la capacité à s'engager, à s'impliquer, à se mobiliser et à utiliser le soutien des « autres » afin de créer, de défendre et d'étendre l'espace nécessaire pour manœuvrer. Sa création et sa sauvegarde (c'est-à-dire la création d'une niche stratégique) sont tout sauf simples et ne constituent en aucune façon une évolution fluide et linéaire vers plus d'autorégulation. Ce qui a été décisif rétrospectivement, c'est-à-dire depuis la formation des premiers noyaux, est que NFW a pu, de façon répétée, impliquer le Comité permanent pour l'agriculture du Parlement néerlandais afin de corriger les décisions du ministre de l'Agriculture. Ce comité est intervenu à plusieurs reprises en son nom. De bonnes relations sont entretenues avec des membres du Parlement et un large éventail de partis politiques. Cela s'explique en partie par le fait que plusieurs d'entre eux ont été invités à venir dans la région

40. N. Long et A. Long, *Battlefields of Knowledge: The Interlocking of Theory and Practice in Social Research and Development*, Routledge, Londres, 1992.

et ont joué un rôle dans les discussions internes et les mesures institutionnelles qui ont été prises. L'existence même de NFW est un point de repère important pour les parlementaires qui examinent de façon critique l'évolution des propositions politiques faites par le ministre, et ce, d'autant plus que le NFW représente la façon « dont on peut faire du meilleur travail ».

Les relations avec le Parlement sont également renforcées grâce aux puissants liens tissés entre NFW et plusieurs autres entités et organismes politiques locaux et régionaux, parmi lesquels la province de la Frise, le Mouvement pour la nature frisonne, le *Fryske Gea* et le programme de Gestion des paysages de la Frise. Grâce à ce large soutien, la coopérative apparaît comme le lieu de médiation par excellence, ce dont les hommes politiques ont besoin. Le soutien politique est une fois encore d'une importance cruciale. Le développement de NFW a souvent été menacé, si ce n'est bloqué. Ce n'est que grâce à la mobilisation d'un vaste réseau de soutien (dans lequel les membres du Parlement occupaient une position centrale) que les obstacles ont pu être levés à temps.

Enfin, il faut ici faire brièvement allusion à une ultime dimension, *l'autonomie et la capacité d'action*, ou, en d'autres termes, à la façon dont la *condition paysanne* (voir le chapitre 2) est traduite à un *niveau plus large d'agrégation*. Plus les actions entreprises conformément aux dimensions ci-dessus sont efficaces, plus elles ont de chances de déboucher sur l'autonomie et la vraie capacité d'action ; ces dernières, à leur tour, doivent pouvoir générer davantage de réformisme efficace et de connaissance, ainsi qu'une meilleure gouvernance.

VI. LE PRINCIPE PAYSAN

Bien que la société marque solidement de son empreinte toute expression temporelle et spatiale de la paysannerie, il existe également une dimension autonome, une histoire et une mémoire collective au sein même de la paysannerie qui contribuent à la façon dont celle-ci se constitue à l'intérieur de la société. C'est pourquoi tout déterminisme linéaire supposant que la paysannerie *dérive* directement de son contexte structurel est à rejeter. Il en va de même pour toute position *a priori* séparant et ordonnant de façon hiérarchique les « cadres et discours institutionnels dominants » d'un côté et les « acteurs subordonnés » de l'autre¹. Les deux sont au contraire très imbriqués, comme Long l'a récemment soutenu de façon convaincante et solidement étayée sur le plan théorique. Selon lui, « nous devons examiner de plus près la dialectique entre les formes sociales “dominantes” et “subordonnées”² ».

La paysannerie constitue un sujet historique, comme le montrent par exemple les « guerres paysannes du xx^e siècle³ », les nombreuses microsituations qui relatent la solide édification du progrès⁴ et aussi la riche morphologie des styles d'agriculture : leur multiplicité peut être perçue comme autant de réactions critiques à la logique imposée par les régimes actuels. Il est néanmoins important de spécifier le contexte, précisément du fait que les particularités de ce dernier influent sur la façon dont les réactions des paysans se manifestent⁵. Dans ce dernier chapitre, j'aimerais insister sur le fait que l'hégémonie grandissante de l'Empire comme principe

1. N. Long, "Resistance, agency and counter-work: A theoretical positioning", in W. Wright et G. Middendorf (dir.), *Food Fights*, Penn State University Press, Pennsylvanie, 2007.

2. *Ibid.*

3. E. Wolf, *Les Guerres paysannes du xx^e siècle*, Maspero, 1974.

4. E. G. Ontita, *Creativity in Everyday Practice: Resources and Livelihoods in Nyamira, Kenya*, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas, 2007.

5. Pour les luttes collectives, voir J. Paige, *Agrarian Revolution: Social Movements and Export Agriculture in the Underdeveloped World*, The Free Press, New York, 1975.

ordonnateur⁶ implique une redéfinition en profondeur de l'«environnement hostile». En conséquence, l'Empire reconstitue la paysannerie en tant que phénomène nouveau qui franchit, à bien des égards, les limites de la paysannerie telle que nous la connaissions par le passé. Il modifie de plus en plus le contexte dans lequel s'inscrivent aujourd'hui les paysanneries en procédant à une négation radicale de leur existence même. Ce faisant, il déclenche également de nouvelles formes de résistance, de lutte et de réaction. Le «principe paysan» est renforcé et étendu à travers les nombreuses contradictions et confrontations entre l'Empire et la paysannerie. Ce principe contient en lui une dimension émancipatrice. Il reprend les potentiels dont dispose la paysannerie, des potentiels qui sont à l'heure actuelle tout à la fois étouffés par l'Empire et (ré)activés par lui. C'est pourquoi le principe paysan fait également référence au contre-pouvoir que détient la paysannerie.

L'EMPIRE ET LA PAYSANNERIE

L'Empire est un principe ordonnateur qui s'exprime à travers de nombreuses entités et relations différentes. Ses sources et ses moteurs sont nombreux et divers, et il peut prendre des formes bien différentes qui s'appuient sur toute une série de mécanismes opposés. Les empires alimentaires ne sont qu'une expression de ce phénomène, bien que très importante. Mais les principes impériaux (par exemple, la conquête permanente, la hiérarchie, la lutte pour l'hégémonie, la restructuration du monde social et matériel pour instaurer la dépendance et le contrôle à distance) inspirent également les dispositifs de régulation, de même qu'ils structurent à l'heure actuelle l'organisation et le développement de la connaissance dans de nombreuses

universités. Dans le domaine de l'agriculture, des zones rurales et de l'alimentation, les différentes expressions sont de plus en plus liées, ce qui fait que l'Empire en tant que principe ordonnateur influe très fortement et de diverses manières sur la paysannerie. Où qu'elle se situe, cette dernière est actuellement confrontée à trois tendances hautement destructrices qui, quelle que soit la façon dont elles s'articulent, sont liées à l'Empire et contenues en lui.

Premièrement, la base de ressources sur laquelle reposent les pratiques agricoles paysannes est l'objet de considérables distorsions, si ce n'est d'une désintégration radicale. Alors qu'elle représente en temps normal une constellation savamment équilibrée et élaborée, elle est désagrégée (essentiellement au moyen de l'interruption de certaines de ses connexions stratégiques), tandis que le processus de coproduction qui va de pair avec elle est ralenti. Plusieurs mécanismes sont ici à l'œuvre : blocage de l'accès au crédit, appropriation de l'eau et accaparement des terres, suppression brutale de débouchés par l'introduction de produits «copiés», mise à mal d'importantes institutions comme la propriété foncière commune ou autres arrangements fonciers, ainsi que l'obligation de respect de dispositifs de régulation qui empêchent le déploiement ultérieur de formes de coproduction équilibrées. Tous ces mécanismes érodent les bases de ressources élaborées au fil du temps. En supprimant ou en détériorant une ou plusieurs connexions stratégiques, on transforme en fin de compte la base de ressources en un ensemble éclaté d'actifs non utilisés (et donc inutiles).

Deuxièmement, étant donné le drainage auquel de larges pans de l'agriculture sont soumis, l'Empire introduit une forme de précarité généralisée dans le secteur. Et compte tenu des conventions sociales locales (et légales), la précarité et les privations frappent à la fois le centre et la périphérie, de même que l'espoir de travailler de façon décente est réduit à néant en de nombreux endroits.

Troisièmement, en s'emparant des ressources stratégiques – terre, matériel génétique, eau, débouchés commerciaux –, l'Empire crée souvent des circuits parallèles destinés à la production de denrées particulières. Cela signifie généralement qu'un grand nombre de producteurs paysans (et bien d'autres producteurs liés à eux par des réseaux locaux) sont poussés hors du marché et *de facto* condamnés au chômage.

6. Je veux dire par là que d'autres principes ordonnateurs sont de plus en plus désactivés par l'Empire et/ou subordonnés à lui en tant que principe ordonnateur (pour une réflexion sur les relations hiérarchiques ou les «boîtes noires» entre les différents modes d'ordonnement, voir J. Law, *Organizing Modernity*, Blackwell Publishers, Oxford, 1994). Bien sûr, à côté des relations hiérarchiques, d'autres équilibres structurés différemment sont possibles. B. Latour ("On technical mediation – philosophy, sociology, genealogy", *Common Knowledge*, vol. 3, n° 2, 1994, p. 29-64) parle à ce sujet de traduction, de composition et de délégation.

De l'aveu général, des phénomènes comme la désintégration, la précarité et le chômage ne sont pas spécifiques à l'Empire⁷. Ils sont pour ainsi dire universels. Ce qui est propre à l'Empire (en tant que mode d'ordonnement) est qu'il convertit la désagrégation des formes locales de production, le drainage de la richesse, ainsi que la précarité et le chômage qui en découlent en phénomènes sans précédent. Cela devient évident lorsque l'ampleur et l'intensité de ces phénomènes sont prises en compte et que leurs effets sont étudiés de près. Avec l'Empire, un éventail de plus en plus large de connexions, de processus et de conséquences sont définis de façon stricte et non négociable, ce qui tend à refaçonner le monde en une constellation totalitaire dans laquelle la « reféodalisation » devient une caractéristique nouvelle et inquiétante. L'Empire étend son contrôle au-delà des limites imaginables. La naissance d'un « niveau trois » est l'expression sans équivoque de la nature inédite de cette extension.

De la même manière, la marchandisation d'éléments de plus en plus nombreux des infrastructures de production engendre des niveaux de drainage jamais atteints ou presque, et ce, d'autant plus que ce drainage se généralise très vite grâce aux mécanismes des marchés mondiaux. Les prix peu élevés versés pour l'achat de légumes au Sénégal ou au Kenya (ou pour l'achat d'asperges au Pérou ou en Chine) se traduisent immédiatement par une pression à la baisse en Europe. Le marché mondialisé ne constitue pas un mécanisme permettant de fournir les meilleurs produits et services ; il tend au contraire à généraliser les plus mauvaises conditions de production à l'échelle mondiale⁸.

Mentionnons, pour terminer, le phénomène du chômage. À côté de la tendance déjà forte à produire un relatif surplus de population⁹, on observe que la pratique de l'externalisation par les groupes agroalimentaires est aujourd'hui largement généralisée.

Cela signifie qu'un grand nombre de zones de production et de groupes de producteurs (voire l'intégralité) peuvent du jour au lendemain devenir superflus.

LA RÉSISTANCE

Dans sa relation à l'Empire, la paysannerie incarne de plus en plus la résistance. Il s'agit d'une résistance multiple qui s'exprime à de nombreux niveaux, se déploie selon plusieurs dimensions et implique un large éventail d'acteurs. La résistance paysanne (telle que nous l'observons au début du xx^e siècle) ne s'articule pas seulement ni avant tout autour de luttes manifestes (manifestations, marches, occupations et barrages routiers), même si ces modes d'expression ne sont jamais absents. Elle ne se limite pas non plus aux actes de défiance quotidiens résumés par James Scott¹⁰ sous le terme d'« armes des faibles¹¹ ». M'appuyant sur la reformulation pertinente par Long de la question de la résistance¹², je dirais que le champ d'action à travers lequel la résistance se matérialise est sans doute bien plus large et bien plus important. La résistance s'exprime par un vaste ensemble de *pratiques* hétérogènes et de plus en plus liées, grâce auxquelles la paysannerie se fait *distinctement différente*¹³. La résistance a lieu dans les champs à travers la façon dont le « fumier de bonne qualité » est préparé, dont les « nobles vaches » sont élevées et dont les « belles exploitations » sont construites. Aussi ancestrales et non pertinentes que ces pratiques puissent paraître quand elles sont prises isolément, dans le contexte de l'Empire, elles véhiculent de plus en plus la résistance qui peut s'exprimer et s'organiser grâce à elles. La résistance réside également dans la création d'unités de production et de consommation sur des terres destinées à rester en friche ou à être utilisées pour la production à grande échelle des

7. Ces termes reprennent les contours de la crise agraire esquissés dans le chapitre 1. La désintégration s'applique aux relations autrefois organiques entre l'agriculture et la nature, la précarité aux acteurs en jeu, et le chômage au rapport à la société au sens large. Les agriculteurs ne comptent plus, l'Empire tend à leur ôter toute raison d'être.

8. J. Bové, *Paysan du monde*, Fayard, 2002.

9. J. D. van der Ploeg, *El Futuro Robado: tierra, agua y lucha campesina*, Instituto de Estudios Peruanos, Lima, 2006.

10. J. C. Scott, *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*, Yale University Press, New Haven/ Londres, 1985.

11. F. Pernet, *Résistances paysannes*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble, 1982.

12. N. Long, *art. cit.*

13. Voir aussi J. Holloway, *Changer le monde sans prendre le pouvoir. Le sens de la révolution aujourd'hui*, Syllepse, 2007.

seules cultures d'exportation. C'est exactement ce à quoi se livrent le *Movimento dos Sem Terra* (MST) au Brésil et d'autres mouvements en Amérique latine. La résistance réside en outre dans la création de marchés nichés, dans l'élaboration de nouvelles technologies rendant possibles de nouveaux produits, de nouvelles qualités et de nouvelles relations entre agriculteurs et consommateurs. Elle réside enfin dans les coopératives territoriales en constante évolution et dans les luttes menées au Parlement européen qui ont pour objectif un Règlement du Développement Rural qui soutienne précisément ces nouvelles coopératives territoriales. Il y a donc, pour résumer, une *multitude de réactions*¹⁴.

On observe d'autres réactions à côté de ces tendances dominantes et variées : les conflits ouverts et le ralentissement délibéré de l'activité, l'ironie et le sabotage camouflé. Les trois sont toujours présentes, mais la pertinence, la visibilité et la force de chacune d'elles ne sont jamais les mêmes. Les réactions les plus fréquentes (dont se nourrissent souvent les autres) ne doivent cependant jamais être absentes de l'analyse car elles constituent le pilier de la résistance paysanne. Sur le plan analytique, l'élaboration de ces réactions souvent intimement liées fait appel aux mécanismes suivants.

Premièrement, à la capacité de restructuration. Comme nous l'avons vu précédemment, l'Empire a tendance à démanteler les constellations existantes en supprimant les connexions importantes sur le plan stratégique, en s'en emparant et/ou en les redéfinissant. Les nouvelles paysanneries s'opposent à ce démantèlement au moyen d'un large éventail de techniques de *restructuration* qui s'inscrivent dans le contexte des processus de développement rural menés par les paysans et décrits dans le chapitre 4. Partout où les liens avec les consommateurs sont mis à mal par l'Empire (en accordant des tarifs extrêmement bas aux producteurs ou en

condamnant ces derniers au chômage), les paysans se mettent en quête de nouveaux liens qu'ils tissent activement grâce à la vente directe¹⁵, aux marchés de producteurs¹⁶, aux chaînes agroalimentaires alternatives¹⁷ et à des dispositifs de marchés publics (Morgan et Sonnino, 2007). Ce qui a fait l'objet d'un démantèlement est alors rétabli et restructuré de façon énergique par les paysans. Ainsi, le manque de crédit est-il de plus en plus contré par la mobilisation de ressources via des moyens de subsistance en d'autres lieux. Ce qui leur est refusé d'un côté de la frontière est mobilisé de l'autre.

Le deuxième mécanisme a trait à la précarité introduite par l'Empire. De nombreuses réactions ont pour objectif de construire des façons de créer (et de protéger) des niveaux plus élevés de valeur ajoutée aux endroits mêmes où l'Empire s'empare de celle-ci. Elles y parviennent. La naissance de technologies paysannes (voir le chapitre 4) est l'exemple par excellence de ce type de réaction. Troisièmement, plusieurs réactions visent à accroître l'autonomie, et le développement de la coopérative NFW, décrit dans le chapitre 5, en est une illustration. Quatrièmement, de la même façon que l'Empire tente de rendre certains aspects de la paysannerie redondants, les nouvelles paysanneries commencent à se repositionner (sur le plan symbolique comme matériel) en tant que citoyens dont les droits ne peuvent être bafoués¹⁸. On trouve là encore une

14. J'espère qu'il est clair que l'expression « multitude de réactions », employée ici, est à prendre comme une critique de Hardt et Negri (2000). Dans leurs travaux, le concept de « multitude » est assez creux, il n'est pas le fruit d'intentions. Ici, je prends mes distances, dans mon analyse, avec leur approche largement abstraite. Car, en fin de compte, leur concept de « multitude » est aussi désincarné que celui de « classe » pouvait l'être dans bien des études du passé, alors que mon utilisation de « multitude de réactions » fait référence à des champs d'action spécifiques où des réponses concrètes sont élaborées ; elle fait également référence aux acteurs sociaux bien réels qui créent, développent et mettent en œuvre ces réactions.

15. H. Schuite, *Pioneers in Agriculture: A Study on Direct Sales and on Farm Transformation in the Province Gelderland*, Rural Sociology Group, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas, 2000 ; P. Milone et F. Ventura, "Theory and practice of multi-product farms: Farm butcheries in Umbria", *Sociologia Ruralis*, vol. 40, n° 4, 2000, p. 452-465.

16. K. Knickel et S. Hof, "Direct retailing in Germany: Farmers markets in Frankfurt", in J. D. van der Ploeg, A. Long et J. Banks (dir.), *Living Countrysides: Rural Development Processes in Europe - The State of the Art*, Elsevier, Doetinchem, Pays-Bas, 2002.

17. T. Marsden, J. Banks et G. Bristow, "Food supply chains approaches: Exploring their role in rural development", *Sociologia Ruralis*, vol. 40, n° 4, 2000, p. 424-438.

18. Je parle ici de citoyens car, plus tard, j'introduirai l'idée de citoyenneté qui, selon le sociologue rural français Jollivet (*Pour une science sociale à travers champs: paysannerie, ruralité, capitalisme [France xx^e siècle]*, AP Éditions, 2001), est une caractéristique propre à la paysannerie (et dans le même temps une revendication). J'introduis également ce concept parce que les invasions de terres au Pérou s'accompagnent toujours du drapeau national afin de souligner que « nous appartenons aussi à ce pays et nous avons donc des droits comme tout le monde ». Le MST utilise un symbole similaire : les campements qu'il installe (afin de lancer des occupations) sont toujours situés le long de routes importantes et très fréquentées « afin que tout le monde nous voie ».

illustration de cette réaction dans le « retour » des paysans néerlandais dans les réserves naturelles¹⁹, dans le développement résolu et résilient de l'agriculture dans des zones considérées par les spécialistes comme impropres à l'activité agricole (telles que les terres boisées du nord de la Frise ou les montagnes des Abruzzes²⁰) et dans la redécouverte du fumier de bonne qualité.

Il existe un cinquième type de réaction, tout aussi important, qui consiste à procéder à la réévaluation de la visibilité. L'Empire a tendance à créer de l'invisibilité²¹, étant donné que la production est déplacée vers des « non-lieux » permettant de dissimuler l'origine des aliments (ou de leurs nombreux ingrédients) derrière des produits identiques et de rendre les producteurs primaires anonymes et interchangeable. Ces derniers sont transformés en des « non-personnes » dont l'identité et les compétences importent peu. Ainsi, du moment que les critères du HACCP²² sont remplis, on ne s'occupe pas de *qui* produit les asperges, le fromage, le lait ou les tomates. Il est remarquable à cet égard que, grâce à des processus endogènes de développement rural, les exploitations recouvrent un nom et une identité propres. Internet joue d'ailleurs un rôle important dans le rétablissement de leurs caractères distinctifs et de la visibilité qui s'ensuit.

RECONSTITUER LA PAYSANNERIE

Dans le chapitre 2, j'ai présenté la chorégraphie de la paysannerie, c'est-à-dire la façon dont elle se déplace à travers le temps. Il est clair, à présent, qu'elle est tout sauf circulaire ou répétitive. Elle emprunte au contraire des voies dynamiques et hétérogènes, et

ses mouvements sont pour ainsi dire constamment réécrits en fonction des problèmes et des défis qu'elle rencontre sur son chemin. Il est cependant également clair que la conjoncture actuelle se caractérise tout autant par des processus tendant à enrégimenter les populations agricoles (les obligeant à se conformer à l'Empire en tant que mode d'ordonnancement) que par les réactions des paysans qui cherchent à aller au-delà des limites des régimes imposés. Nous assistons en réalité, à l'heure actuelle, à une forme de résistance entièrement nouvelle. Il n'est pas question ici d'opposition frontale, de grèves industrielles prolongées, d'occupations ni d'organisation de classes disciplinées à grand-peine. Il ne s'agit pas non plus de défiance pure et simple. On observe bien sûr, par moments, des éruptions, des conflits ouverts et des formes de sabotage, mais ces phénomènes disparaissent à peine survenus en se fondant dans la multitude de réactions. Ce qui est tout aussi important dans cette nouvelle forme de résistance est qu'elle recherche et élabore avant tout des solutions *locales* à des problèmes mondiaux. Les solutions toutes faites sont écartées²³. Cela se traduit par un riche éventail de réponses qui, par leur hétérogénéité, deviennent l'une des forces motrices donnant naissance à des processus d'apprentissage.

Cette situation reflète les nouvelles relations imposées par l'Empire : les oppositions frontales sont de moins en moins possibles, quand elles ne sont pas contre-productives, et les revendications de solutions mondiales se heurtent à une profonde méfiance. Les réactions empruntent donc une voie différente : « La résistance n'est plus une forme de réaction, mais une forme de production et d'action [...]. Elle n'est plus l'apanage des ouvriers d'usine ; elle est entièrement renouvelée et s'appuie sur l'esprit d'innovation [...] et sur la coopération autonome entre les sujets producteurs [et consommateurs]. La résistance est la capacité à développer de nouvelles potentialités qui dépassent les formes de domination en place²⁴ ». Il s'agit là d'une bonne description de la multitude de réactions observées. C'est une

19. Les agriculteurs néerlandais apportent la preuve, dans la pratique, qu'ils sont souvent beaucoup plus efficaces et productifs en matière de gestion de la nature que les grands organismes spécialisés dans sa protection. La zone naturelle de Jisperveld, aux Pays-Bas, en est un bon exemple.

20. P. Milone, *Agricoltura in transizione : la forza dei piccoli passi ; un'analisi neo-istituzionale delle innovazioni contadine*, thèse de doctorat, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas, 2004.

21. Voir aussi Holloway, *op. cit.*, p. 214.

22. HACCP – Hazard Analysis and Critical Control Point (ARMPC, ou analyse des risques et maîtrise des points critiques). Il s'agit d'un dispositif réglementaire qui contrôle l'hygiène au cours de la production, de la transformation et de la distribution alimentaires.

23. Ce phénomène contraste fortement avec la précédente période de modernisation au cours de laquelle, comme l'a signalé Bauman, à des problèmes essentiellement locaux étaient appliquées des solutions mondiales. Mais la question demeure : tous les problèmes mondiaux qui se présentent, comme le réchauffement climatique, peuvent-ils être traités de façon décentralisée ?

24. A. Negri, *Traversées de l'Empire*, L'Herne, 2011, p. 54.

résistance difficile à appréhender. Elle est partout, elle est multiple, elle est attrayante et mobilisatrice, et elle rétablit le lien entre individus, activités et perspectives. Elle est un flux constant d'expressions souvent inattendues qui, de temps à autre, franchissent les limites imposées par l'Empire. Chaque forme de résistance exprime la critique et la rébellion. C'est une déviance et, dans le même temps, elle exprime la supériorité. Et cependant, ces expressions sont en elles-mêmes innocentes et inoffensives. C'est lorsqu'elles sont une multitude qu'elles acquièrent du pouvoir : elles modifient le panorama. Quand elles forment un flux, elles reconstituent les paysanneries, ces dernières retrouvant leurs « entités libres » qui jouent un rôle important dans les relations complexes qui déterminent le pouvoir.

LE « PRINCIPE PAYSAN »

Le principe paysan renferme une dimension émancipatrice. Il signifie que le fait de s'engager dans la production paysanne doit être perçu comme un flux temporel qui contient en lui la promesse de progrès à venir. Pour que cette promesse soit tenue, il faut aussi bien de l'espace disponible²⁵ ou de la marge de manœuvre²⁶ que de l'engagement, de l'implication et du dévouement. Le principe paysan tend à cet égard à être synonyme de vie sociale ; et comme il est en permanence question de perspectives et de conditions partagées, le principe paysan coïncide également, au moins en partie, avec la mémoire collective et les attentes communes à l'égard de l'avenir. Car si le principe paysan est ancré dans la condition paysanne, il n'est pas sans la dépasser. Et même si les conséquences directes sont les privations et la désespérance, le principe paysan est porteur d'espoir : l'espoir que, en travaillant dur, en coopérant et en lançant des actions conjointes et des luttes ouvertes, il puisse y avoir progrès. Le principe paysan permet aux acteurs impliqués d'accéder à ce qu'il y a au-delà de l'impact immédiat du contexte. Il puise

également dans la résistance paysanne, dans la résilience proverbiale de la paysannerie et dans les luttes *matérielles* dans les champs, les bâtiments d'élevage et les cours de fermes, luttes qui sont destinées à forger un certain progrès. En résumé, obéir au principe paysan, c'est affronter et surmonter les difficultés afin de réunir les conditions propices à la capacité d'action. Le principe paysan peut également être vu comme la condition paysanne *projetée dans l'avenir*, c'est-à-dire qu'il synthétise le scénario qui guide les paysans dans le temps : il relie passé, présent et futur, il confère du sens et de l'importance, il regroupe les nombreuses activités et relations différentes en un tout cohérent. En d'autres termes, le principe paysan trace des voies vers l'avenir. Il est également empreint de subjectivité car il donne la priorité à certains points de vue et aux lignes de conduite qui vont avec. Il réaffirme l'importance et la satisfaction qu'il y a à travailler avec la nature vivante, à être relativement indépendant, à se servir de son savoir-faire et à être fier de ce qu'on a bâti. Il met en outre l'accent sur la confiance dans ses propres forces et ses propres idées.

La condition paysanne suppose une certaine capacité d'action. Ce n'est qu'au travers d'un engagement actif et ciblé que celle-ci se déploiera progressivement, et c'est précisément sur ce caractère ciblé et cet engagement que j'aimerais insister. C'est au moyen du principe paysan que la paysannerie s'impose dans l'histoire agraire et rurale et dans l'élaboration des trajectoires futures.

Au cours de l'histoire, le principe paysan s'est exprimé et a été simultanément mis en œuvre en tant que ligne de défense contre les menaces, les dangers et les tentations multiples auxquels étaient confrontés les paysans : les paris sur les chevaux, les villes, l'épouse du voisin, les attraites de l'alcool, la paresse, les jeux de cartes, l'escroquerie de consommateurs, le trafic du foin et l'acceptation d'offres, en apparence irrésistibles, de banquiers et de marchands... les embûches étaient nombreuses. Dans le même temps, les repertoires culturels, résumés ici sous le terme de « principe paysan », renfermaient de nombreuses réponses, et dans la pratique, chaque incident, chaque erreur donnait lieu à des discussions qui, d'une façon ou d'une autre, ravivaient les normes.

La situation à l'heure actuelle est cependant différente. Le principe paysan est à la fois déclenché par l'Empire et employé en tant que réaction face à ce dernier. Ce rapport nouveau fait de ce principe

25. M. Halamska, "A different end of the peasants", *Polish Sociological Review*, vol. 3, n° 147, 2004, p. 205-268.

26. N. Long, "Creating space for change: A perspective on the sociology of development", *Sociologia Ruralis*, vol. 24, n° 3-4, 1985, p. 168-184.

une négation plurielle de l'Empire. Le principe paysan inspire et enrichit la résilience et les différents types de résistance. Il permet aux individus de communiquer, et ce, même lorsqu'un important fossé culturel et linguistique doit être comblé. Il est également le moyen qui permet aux individus de s'engager pleinement dans la condition paysanne et de la développer. Le principe paysan séduit une part grandissante de la population agricole. Tandis que le scénario proposé par l'agriculture entrepreneuriale ne parvient pas à esquisser une trajectoire de développement et de survie convaincante, le principe paysan, en mettant l'accent sur la construction d'une base de ressources autonome, présente clairement les moyens de progresser. C'est particulièrement le cas dans les circonstances actuelles, nettement défavorables. Ainsi, des pans de plus en plus larges du monde social et naturel que renferme l'agriculture sont réagencés selon la logique de la condition et des pratiques agricoles paysannes. Au niveau du secteur tout entier, cela se traduit par une repaysannisation accrue.

Le principe paysan est de plus en plus lié aux performances qu'il rend possibles. Il devient ainsi un symbole qui fonctionne dans la société au sens large en tant qu'indication positive de ce que l'agriculture *pourrait* être. Les performances qui ont énormément d'importance dans ce domaine sont les niveaux de rendement énergétique plus élevés atteints par l'agriculture paysanne²⁷, l'efficacité de l'utilisation de l'eau²⁸ et les relations particulières entre la nature, les animaux, les paysages et les hommes qui sont nouées

dans le contexte de la coproduction²⁹. Si elle continue à se développer de cette façon, l'agriculture paysanne pourrait établir une *liaison* déterminante entre la société et la nature, une *liaison* saluée et défendue par la société dans son ensemble.

Le principe paysan a voyagé tout au long de l'histoire. Le puissant mouvement des *mezzadri* en direction de l'économie urbaine, après la guerre, a introduit les concepts et les pratique d'autonomie, de travail en réseau, de flexibilité, de production novatrice et de stratégies de croissance, concepts repris par les petites et moyennes entreprises qui se sont établies et qui, au final, ont constitué le noyau de base de nombre des secteurs économiques dynamiques sur lesquels s'est appuyée l'économie italienne³⁰. Un processus similaire a présidé à la croissance de l'« économie informelle » dans le tiers-monde, qui s'est surtout développée à partir des années 1950, ainsi qu'à la naissance de formes d'agriculture urbaine à laquelle on assiste actuellement dans de nombreuses métropoles de la planète. Cette économie informelle tout comme les nouvelles formes d'agriculture urbaine obéissent au principe paysan.

La paysannerie pourrait apparaître comme un puissant adversaire, si ce n'est comme l'antithèse, de l'Empire, surtout dans la mesure où le principe paysan est diamétralement opposé à l'Empire en tant que principe ordonnateur et aussi parce que le nouveau mode de résistance employé par la paysannerie la rend intangible³¹. Bien évidemment, la paysannerie est loin de constituer la seule antithèse de l'Empire ; il existe nombre de contre-pouvoirs et de poches de résistance au sein desquels sont formulées des critiques et qui

27. R. Mc Netting, *Smallholders, Householders: Farm Families and the Ecology of Intensive, Sustainable Agriculture*, Stanford University Press, Stanford, 1993. Selon Martinez-Alier (2002), Netting ne s'est pas contenté de « louer l'économie paysanne pour sa capacité à absorber l'accroissement démographique [...] ». S'appuyant sur des études de terrain méticuleuses réalisées dans plusieurs pays, il ajoutait [également] que l'agriculture paysanne affichait un meilleur rendement énergétique que l'agriculture industrielle ». Dans un exposé historique impressionnant, cette conclusion reçoit le soutien de González de Molina et de Guzmán Casado (2006). Ventura (1995) présente une analyse comparative montrant que l'élevage bovin obéissant aux méthodes paysannes est supérieur sur le plan énergétique à l'élevage selon l'agriculture entrepreneuriale. Marsden (2003) analyse de façon théorique la « non-durabilité » chronique de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire actuelles.

28. A. van der Dries, *The Art of Irrigation: The Development, Stagnation and Redesign of Farmer-Managed Irrigation Systems in Northern Portugal*, Circle for Rural European Studies, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas, 2002.

29. P. R. W. Gerritsen, *Diversity at Stake: A Farmers' Perspective on Biodiversity and Conservation in Western Mexico*, Circle for Rural European Studies, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas, 2002.

30. G. Beccatini, *Mercato e forze locali: il distretto industriale*, Il Mulino, Bologne, 1987 ; G. dei Ottati, *Tra mercato e comunità: aspetti concettuali e ricerche empiriche sul distretto industriale*, Franco Angeli, Milan, 1995 ; R. Camagni, « Competitività territoriale, milieux locaux et apprendimento collettivo : una contro riflessione critica », in R. Camagni et R. Capello (dir.), *Apprendimento Collettivo e Competitività Territoriale*, Franco Angeli, Milan, 2002.

31. E. de Bakker (*De cynische verkleuring van legitimiteit en acceptatie: Een rechtssociologische studie naar de regulering van seizoenarbeid in de aspergeteelt van Zuidoost-Nederland*, Aksant, Amsterdam, 2001) et P. Schnabel (*Waarom blijven boeren? Over voortgang en beëindiging van het boerenbedrijf*, Sociaal Cultureel Planbureau, La Hague, 2001) soulignent tous deux cette caractéristique dans leur analyse de la paysannerie néerlandaise.

donnent naissance à des tendances contraires. Je pense cependant que l'on peut affirmer que la paysannerie est une négation *continue, plurielle, puissante, incontournable, intangible* et sans doute *convaincante* des nombreuses expressions de l'Empire. Les paysanneries du III^e millénaire représentent l'insubordination ; elles sont autant de poils à gratter qui pourraient déclencher un *nouveau déplacement* du principe paysan au-delà des frontières de l'agriculture en tant que telle : celui-ci pourrait constituer une source d'inspiration pour de nombreux mouvements au sein des sociétés actuelles, comme cela a été le cas par le passé.

LA CRISE AGRAIRE ET LE PRINCIPE PAYSAN

À côté des arguments déjà avancés, on peut également soutenir que la pertinence du principe paysan réside aussi dans le fait qu'il représente une façon efficace d'échapper à la crise agraire que nous connaissons, qui est de plus en plus mondiale et multidimensionnelle (voir la figure 1.4 du chapitre 1). Cette façon de se soustraire à la crise, dont les contours apparaissent dans les processus empiriques de repaysannisation, est axée sur la reconstruction active du capital écologique, social et culturel en tant que ressource principale sur laquelle l'agriculture paysanne s'appuie de plus en plus. Face à la crise agraire, le principe paysan est porteur de trois revirements potentiels qui peuvent entraîner une diminution de la dépendance vis-à-vis de l'État et du capital financier et industriel.

Au fil du temps, l'agriculture a été identifiée à la conversion de la nature vivante (ou du capital écologique) en aliments et boissons, sans compter un large éventail de matières premières. À travers ce processus, les ressources nécessaires étaient reproduites et de plus en plus refaçonées afin de permettre des formes de conversion plus productives. À l'époque de la modernisation, ce schéma profondément institutionnalisé (qui coïncidait avec la création et le développement de l'autonomie) a subi un coup d'arrêt : le caractère central de la nature a été en grande partie supprimé et l'agriculture est devenue de plus en plus dépendante (une dépendance qui a cependant pris des formes très diverses) de facteurs de croissance artificiels et, ce faisant, du capital industriel et financier.

On observe à l'heure actuelle une forte tendance inverse ancrée dans la stratégie de l'*agriculture économe* (ou *agroécologie* comme elle est appelée ailleurs), qui vise à réduire le recours aux ressources extérieures tout en améliorant et en réutilisant les ressources internes disponibles. L'agriculture biologique renforce encore cette tendance. L'agriculture économe (ou agriculture à faibles intrants externes) constitue avant tout une réponse à la compression qui s'exerce sur le secteur. Elle va cependant plus loin en réduisant la dépendance vis-à-vis du capital industriel et financier et en redécouvrant et en développant activement dans le même temps le *capital écologique* en tant qu'élément fondateur de l'agriculture³². Ce revirement décisif redonne son caractère central à la coproduction (et à l'art de la localité qui y est associé), tandis qu'une nouvelle approche scientifique, l'agroécologie, vient refléter et enrichir ces pratiques naissantes. Le retour à la nature est propre à la repaysannisation et représente dans le même temps une réaction importante face à l'Empire.

Ce phénomène implique un deuxième revirement de taille : le développement de l'autorégulation locale et régionale comme alternative aux dispositifs de régulation actuellement dominants soutenus par l'agro-industrie, la grande distribution et les pouvoirs publics et préconisant le contrôle à distance. La lutte pour l'autorégulation (menée, par exemple, par les *comunidades campesinas*, les coopératives territoriales et les *acampamentos* du MST) est profondément ancrée dans le *capital social* (qu'elle contribue à renforcer) dont disposent les paysanneries du III^e millénaire. Les principales composantes de ce capital social sont les réseaux disponibles, les valeurs partagées, l'expérience et le savoir accumulés, le double sentiment de confiance et de méfiance, ainsi que la capacité à résoudre les conflits internes, à s'impliquer dans des processus d'apprentissage et à acquérir une vision claire de son propre rôle dans les sociétés actuelles. Ces diverses composantes sont mises à profit pour regagner le contrôle sur l'organisation et le développement de l'agriculture en tant que pratique sociale complexe. Tandis que la dichotomie classique État/marché se montre incapable de

32. F. W. Smeding, *Steps Towards Food Web Management on Farms*, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas, 2001.

résoudre un grand nombre de tensions, frictions et contradictions (eu égard, principalement, aux problématiques de durabilité³³), les nouvelles solutions institutionnelles ancrées dans le capital social devraient se développer et marquer de leur empreinte l'agriculture et le monde rural³⁴. Dans un contexte démocratique, un tel changement est en fin de compte inévitable, d'autant qu'il constitue le seul moyen de réduire les coûts de transaction, à l'heure actuelle très élevés.

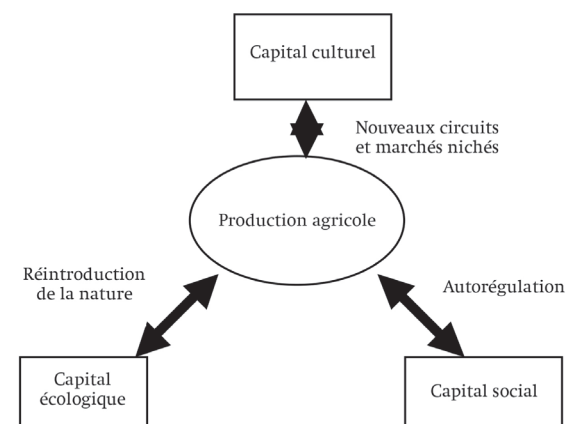
Le troisième revirement important lié au principe paysan concerne les relations entre producteurs et consommateurs d'aliments. Au cours des dernières décennies, elles se sont de plus en plus limitées à celles contrôlées par les industries agro-alimentaires et la grande distribution³⁵. Ensemble, ces industries et la distribution ont réorganisé le commerce des produits agricoles en instaurant un marché entièrement anonyme dans lequel l'origine et la destinée des produits n'ont plus d'importance. Dans le même temps, de nouvelles entités identiques ont été ajoutées aux produits alimentaires finaux. C'est précisément cette nouvelle contradiction qui a permis à un troisième revirement de trouver sa place et d'être axé sur la création et l'utilisation du *capital culturel*. L'origine, la qualité, l'authenticité et la fraîcheur des produits, ainsi que leur spécificité et celle des méthodes de production, de transformation et de commercialisation associées sont clairement affichées afin d'attirer les consommateurs et de communiquer sur le *caractère distinctif* de cette nourriture, caractère distinctif qui se « transmet » aux consommateurs eux-mêmes (et à l'acte de consommation). Ceux-ci enrichissent leur vie en achetant, en préparant, en consommant et en partageant des produits alimentaires au *caractère distinctif*.

La construction du capital culturel est également ancrée dans les pratiques locales, qui peuvent donc être connues. Plus la

production et la transformation locales sont savamment travaillées, visibles, durables et éthiques (eu égard, par exemple, au bien-être animal), plus leur capital culturel est élevé³⁶. Ce phénomène, bien sûr, n'est pas synonyme d'*adieu* aux marchés mondiaux anonymes. La création d'un capital culturel nécessite la mise en place de *circuits* qui relient des producteurs particuliers, des lieux de production particuliers et des consommateurs particuliers. Au sein de ces circuits, les *définitions sociales* de la qualité (de l'honnêteté et de la durabilité) sont des caractéristiques essentielles. Les transactions alimentaires se déroulent sur des circuits socialement régulés (et en cela distincts). C'est ainsi que naissent des marchés nichés obéissant à de nouvelles dispositions institutionnelles et établissant des liens solides entre les nouvelles paysanneries et les consommateurs en quête de caractères distinctifs.

Le réancrage de l'agriculture dans le capital écologique, social et culturel est propre au principe paysan. Dans les conditions actuelles, ce dernier peut être défini comme représentant un triple mouvement résumé par la figure 6.1. Cette voie de sortie pour échapper à la crise agraire s'est constituée sur un certain nombre d'années, mais connaîtra son apogée dans les décennies à venir.

Figure 6.1 – Le dépassement de la crise agraire



33. K. Hagedorn, *Environmental Co-operation and Institutional Change: Theories and Policies for European Agriculture*, Elgar, Cheltenham, Royaume-Uni, 2002.

34. OCDE, *Actions concertées en faveur de l'agriculture durable*, COM/AGR/CA/ENV/EPOC(96)131, OCDE, 1996 ; S. de Rooij, "Environmental cooperatives: A farming strategy with potential", *Compas Magazine*, n° 8, ETC Leusden, 2005, p. 5-10.

35. N. Wrigley et M. S. Lowe (dir.), *Retailing, Consumption and Capital: Towards a New Retail Geography*, Longman, Harlow, Royaume-Uni, 1996 ; D. Goodman et M. J. Watts, *Globalising Food: Agrarian Questions and Global Restructuring*, Routledge, Londres, 1997.

36. Déclaration de Cork, 1996 ; Fischler, 1996 ; Conseil pour la campagne, 1997 ; IATP, 1998 ; Goodman, 1999 ; Benvenuti, 2005 ; Commissione Internazionale, 2006.

LES DÉCENNIES À VENIR

Le fait que l'agriculture soit reconnue comme importante pour la société dans son ensemble et dans le même temps, comme proposant différentes trajectoires de développement qui ne sont pas sans conséquence sur la société tout entière, ne se limite pas aux cercles d'agriculteurs et/ou de chercheurs spécialisés. Cette reconnaissance est pour partie présente dans les débats politiques de l'Union européenne à des niveaux élevés, où elle fait, là aussi, l'objet de vives discussions.

Les décennies à venir vont, semble-t-il, être marquées par quatre tendances qui, ensemble, vont entraîner une vaste redistribution des cartes au sein de l'agriculture mondiale et une redéfinition de l'agriculture en tant que partie intégrante, indispensable et non négociable de nos sociétés.

Premièrement, la volatilité restera une caractéristique permanente et pourrait même augmenter considérablement. Les prix à la production vont donc subir des fluctuations bien plus importantes que celles constatées jusqu'ici. C'est pourquoi les perspectives prometteuses s'accompagneront aussi du déclin d'importants segments du marché. Il est désormais clair que les pratiques agricoles paysannes sont bien plus à même de faire face à cette volatilité et à l'insécurité qui l'accompagne que l'agriculture entrepreneuriale et capitaliste qui reposent sur la stabilité à long terme et en ont cruellement besoin, d'autant plus que leur reproduction est très dépendante de l'avenir. Cela signifie que, dans les années futures, les niveaux de trésorerie devront couvrir l'amortissement des investissements précédents et procurer les revenus financiers escomptés. Le contrôle sur les résultats à venir implique une stabilité des prix, et lorsque celle-ci fait défaut, l'agriculture entrepreneuriale et capitaliste génèrent elles-mêmes une volatilité plus forte encore, car elles réagissent aux périodes de faibles prix par la désactivation de la production.

Deuxièmement, on assistera, à n'en pas douter, à un processus de rerégionalisation de la production et de la consommation agricoles. Il sera en partie dû à l'augmentation de la volatilité (et aux nouvelles pénuries qui iront avec), mais il pourrait également être déclenché par une hausse du prix de l'énergie et des coûts du

transport. La modification des goûts des consommateurs et leur préférence pour la fraîcheur, la qualité, l'authenticité et la transparence contribueront, elles aussi, à cette rerégionalisation. Il est important de souligner ici que ce processus ne se limitera pas aux pays riches et développés. Les grands pays exportateurs comme le Brésil devront, eux aussi, commencer par satisfaire les besoins nutritionnels de leur propre population avant de consacrer des surfaces importantes, et de plus en plus étendues, de leurs terres agricoles (et vierges) à la production destinée à l'exportation.

Troisièmement, il est plus que probable que la politique agricole en tant que telle sera supprimée à l'issue de la prochaine période de planification de l'UE (2014-2020). L'agriculture réapparaîtra alors sous forme de « chapitres » qui seront intégrés dans d'autres politiques telles que la politique alimentaire, la politique régionale, la politique en matière d'énergie, la politique de cohésion et la protection de la biodiversité. L'agriculture ne bénéficiera d'un soutien que dans la mesure où elle apportera sa contribution aux différents objectifs que se sera fixés chacune de ces politiques. Un nouveau cadre se mettra alors en place, qui influera à coup sûr sur l'antagonisme entre agriculture paysanne et agriculture entrepreneuriale. Tandis que la première se déploiera facilement en tant qu'agriculture multifonctionnelle (étant capable d'apporter une contribution simultanée à plusieurs des politiques citées plus haut, voire à toutes), la seconde éprouvera beaucoup plus de difficultés à en faire autant, même si de violents différends entre des exigences concurrentes ne manqueront pas d'accompagner les adaptations et transitions requises.

Dans ce contexte, la politique de cohésion (visant à éviter des inégalités socioéconomiques trop grandes entre les régions et au sein de ces dernières) revêt une importance toute particulière. Avec la récente augmentation du nombre d'États membres et surtout avec l'inévitable entrée dans l'UE d'un grand nombre d'États dans des décennies à venir, il deviendra plus que nécessaire de parvenir à un niveau d'emploi élevé et de rémunération appropriée dans les nouvelles zones rurales de l'Union.

Quatrièmement, les processus, continus et partiellement liés, de développement rural sous l'égide des paysans et de désactivation de l'agriculture entrepreneuriale seront certainement renforcés

du fait, entre autres, de l'augmentation de la volatilité, de la nette rerégionalisation et de la disparition des politiques agricoles. Ce dernier processus, notamment, fera perdre à l'agriculture entrepreneuriale ses fondements mêmes ainsi que son filet de sécurité. Et partout où l'agriculture entrepreneuriale sera en perte de vitesse, de nouveaux espaces seront libérés pour l'agriculture paysanne. Cette dernière ne les occupera évidemment pas de façon automatique. À cet égard, un des facteurs décisifs sera l'attitude des populations jeunes souhaitant mettre en valeur les spécificités de ce qui est local (y compris leurs propres compétences, leurs connaissances implicites et leurs nouveaux schémas de coopération) au moment où elles construiront des bases de ressources à l'évolution régulière qui leur permettront d'être autonomes. De nouveaux dispositifs institutionnels (tels que Terre de Liens) renforceront probablement ce processus³⁷. De nouveaux « groupes fonciers³⁸ » verront ainsi le jour, qui, à leur tour, pourront influencer sur le cours des événements.

Les interactions entre toutes ces tendances provoqueront des glissements de terrain considérables dans le paysage agricole européen (et ailleurs). L'incapacité de l'Empire, en tant que principe ordonnateur, à façonner et à coordonner la multitude de nouvelles réactions que ces tendances déclencheront sera à cet égard décisive. D'après combats opposeront ceux qui élaboreront ces nouvelles réactions et ceux qui seront occupés à façonner le monde selon le modèle de l'Empire. Mais au bout du compte, c'est ce dernier qui perdra le contrôle. La médiocrité ne peut empêcher longtemps la supériorité d'agir, surtout lorsque le grand public est intéressé et observe les événements. Le principe paysan, à savoir la construction de l'autonomie afin de modeler de nouvelles façons d'avancer, orientera et inspirera de nombreuses initiatives de la base et guidera de nouveaux processus de repaysannisation dans les pays en développement comme dans les nations industrialisées. Ces processus seront d'autant plus prononcés que deux séries de conditions seront réunies.

En premier lieu, plus les paysans du III^e millénaire incarneront la citoyenneté, le lien local, l'autosuffisance et l'autonomie³⁹, plus ils pourront faire avancer les processus de repaysannisation, résistant dans le même temps aux différentes formes de l'Empire. En second lieu, le principe paysan peut être activement associé et partiellement intégré à d'autres principes ordonnateurs importants présents dans nos sociétés. Le principe de la *souveraineté* en est un, surtout lorsqu'il est lié aux besoins essentiels que sont la sécurité alimentaire, la qualité de la nourriture, la protection des paysages de valeur et la défense de la biodiversité; ces besoins sont de plus en plus définis comme non importables, ce qui crée une nouvelle ligne de démarcation vis-à-vis de l'Empire. Le principe paysan pourrait également être associé à celui de *subsidiarité*, ce qui garantirait le lien entre la société et la *nature vivante*, un lien qui joue également un rôle central dans de nombreuses ONG importantes de la société civile. Celles-ci finiront probablement par s'impliquer dans l'agriculture paysanne et par la défendre bec et ongles. Le principe paysan pourrait se rapprocher également du principe de *solidarité* au niveau local, régional, national et international. Il pourrait enfin coïncider avec le désir de *supériorité* dans un monde où la médiocrité semble l'emporter, eu égard notamment à une nourriture de qualité et à l'utilisation durable des ressources naturelles.

37. V. Rioufol et S. Wartena, « Terre de Liens », in *Access to Land for Community Connected Farming: Seven Case Studies from the UK, Germany, Romania, France, Lithuania and Italy*, p. 47-64. <http://www.forum-synergies.eu/rubrique62.html>

38. A. Pearce, *The Latin American Peasant*, Frank Cass, Londres, 1975.

39. Jollivet, *op. cit.* L'autosuffisance fait ici référence à la disponibilité des ressources nécessaires et à la possibilité de les utiliser en fonction de ses propres convictions et intérêts. L'autonomie est ainsi assurée. L'autosuffisance est en opposition directe avec l'Empire. Au travers du contrôle qu'il exerce sur les liens importants, l'Empire nie à la fois l'autosuffisance et l'autonomie. Cependant, lorsqu'on les examine attentivement, on s'aperçoit que l'autosuffisance et l'autonomie représentent des alternatives à l'Empire (et en deviennent donc des critiques matérielles et symboliques). Le lien local, ou l'enracinement local, va de pair avec une base de ressources autonome et avec l'utilisation de celle-ci pour l'élaboration de solutions locales aux problèmes mondiaux. L'enracinement local est l'opposé des « non-lieux ». Quant à la citoyenneté, elle fait référence aux pratiques ciblées et informées des acteurs impliqués; ces derniers deviennent des citoyens qui exercent activement leur capacité d'action.

BIBLIOGRAPHIE

- > ALEXANDER, P., et ALEXANDER, J. (2004), "Setting prices, creating money, building markets: Notes on the politics of value in Jepara, Indonesia", in W. van Binsbergen et P. Geschiere (dir.), *Commodification, Things, Agency, and Identities (The Social Life of Things Revisited)*, LIT, Leyde.
- > ALFA (2007), *Cijfers die Spreken, Melkveehouderij*, ALFA, Wageningen, Pays-Bas.
- > ALTIERI, M. A. (1990), *Agro-Ecology and Small Farm Development*, CRC Press, Ann Arbor, Michigan.
- > APPADURAI, A. (1986), *The Social Life of Things: Commodities in Cultural Perspective*, Cambridge University Press, Cambridge.
- > AVERBEKE, W. van, et MOHAMED, S. S. (2006), "Smallholder farming styles and development policy in South Africa: The case of Dzindi Irrigation Scheme", *Agrekon*, vol. 45, n° 2, juin, p. 136-157.
- > BADSTUE, L. B., Smallholder seed practices: maize seed management in the Central Valleys of Oaxaca, Mexico. Wageningen University, Wageningen, The Netherlands, 2006.
- > BAKKER, E. de (2001), *De cynische verkleuring van legitimiteit en acceptatie: Een rechtssociologische studie naar de regulering van seizoenarbeid in de aspergeteelt van Zuidoost-Nederland*, Aksant, Amsterdam.
- > BANKS, J. (2002), "Direct marketing on the English-Welsh border", in J. D. van der Ploeg, A. Long et J. Banks (dir.), *Living Countrysides: Rural Development Processes in Europe – The State of the Art*, Elsevier, Doetinchem, Pays-Bas.
- > BARLETT, P. F. (1984), "Microdynamics of debt, drought, and default in south Georgia", *American Journal of Agricultural Economics*, décembre, p. 836-853.
- > BARROS NOCK, M. (1997), "Small farmers in the global economy: The case of the fruit and vegetable business in Mexico", thèse de doctorat, ISS, La Hague.
- > BAUMAN, Z. (2006), *Vies perdues. La modernité et ses exclus*, Payot.
- > BECCATINI, G. (1987), *Mercato e forze locali: il distretto industriale*, Il Mulino, Bologne.
- > BENEDICTUS, M. de, et COSENTINO V. (1979), *Economia dell'Azienda agraria: teoria e metodi*, Il Mulino, Bologne.
- > BENVENUTI, B. (1991), "Towards the formalisation of professional knowledge in farming: Growing problems in agricultural extension", in *Proceedings for the International Workshop on Knowledge Systems and the Role of Extension*, Hohenheim, Allemagne.
- > BENVENUTI, B., ANTONELLO, S., ROEST, C. de, SAUDA, E., et PLOEG, J. D. van der (1988), *Produttore agricolo e potere; modernizzazione delle relazioni sociali ed economiche e fattori deter-*

- minanti dell'imprenditorialità agricola*, CNR/IPRA, Rome.
- > BERNSTEIN, H., et BYRES, T. J. (2001), "From peasant studies to agrarian change", *Journal of Agrarian Change*, vol. 1, n° 1, p. 1-56.
- > BIELEMAN, J. (1992), *Geschiedenis van de landbouw in Nederland, 1500-1950*, Boom, Meppel, Pays-Bas.
- > BOCK, B. B., et ROOU, S. J. G. de (2000), *Social Exclusion of Smallholders and Women Smallholders in Dutch Agriculture: Final National Report for the EU Project – Causes and Mechanisms of Social Exclusion of Women Smallholders*, WUR, Wageningen, Pays-Bas.
- > BOEKE, J. H. (1947), *The Evolution of The Netherland Indies Economy*, Tjeenk Willink, Haarlem.
- > BONANNO, A., BUSCH, L., FRIEDLAND, W., GOUVEIA, L., et MINGIONE, E. (1994), *From Columbus to Conagra: The Globalization of Agriculture and Food*, University Press of Kansas, Lawrence.
- > BOONSTRA, W. J. (2002), "Heterogeniteit als effect van liberalisering: Een studie naar bedrijfstijlen in Australië", *TSL*, vol. 17, n° 1, p. 21-35.
- > BOURDIEU, P. (1986), "The forms of capital", in J. G. Richardson (dir.), *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*, Greenword, New York.
- > BOVÉ, J. (2002), *Paysan du monde*, Fayard.
- > BRAY, F. (1986), *The Rice Economies: Technology and Development in Asian Societies*, Blackwell, Oxford.
- > BREEMAN, G. (2006), "Cultivating trust: How do public policies become trusted?", thèse de doctorat, université de Leyde, Leyde.
- > BROEKHUIZEN, R. van, KLEP, L., OOSTINDIE, H., et PLOEG, J. D. van der (dir.) (1997), *Renewing the Countryside: An Atlas with Two Hundred Examples from Dutch Rural Society*, Misset, Doetinchem, Pays-Bas.
- > BROEKHUIZEN, R. van, et PLOEG, J. D. van der (1999), "The malleability of agrarian and rural employment – the political challenges ahead", article pour le séminaire de l'UE «Prevention of Depopulation in Rural Areas», Joensuu, Finlande, 2 octobre 1999.
- > BRUIN, R. de, et PLOEG, J. D. van der (1992), *Maat Houden, bedrijfstijlen en het beheer van natuur en landschap in de Noordelijke Friese Wouden en het Zuidelijk Westerkwartier*, BLB/LUW, Wageningen/Utrecht, Pays-Bas.
- > BRUN, J.-M. (1996), *Le Défi alimentaire mondial. Des enjeux marchands à la gestion du bien public*, Solagral.
- > BRUNORI, G., et ROSSI, A. (2000), "Synergy and coherence through collective action: Some insights from Tuscany", *Sociologia Ruralis*, vol. 40, n° 4, p. 409-423.
- > BRUNORI, G., ROSSIE, A., et BUGNOLI, S. (2005), *Multifunctionality of Activities, Plurality of Identities and New Institutional Arrangements*, Multiagri Project, Department of Agronomy and Agro-Ecosystems Management, université de Pise, Pise.
- > BRUSH, S. B., HEATH, J. C., et HUAMAN Z. (1981), "Dynamics of Andean potato agriculture", *Economic Botany*, vol. 35, n° 1, p. 70-88.
- > BRYCESON, D. F., et JAMAL, V. (1997), *Farewell to Farms: De-agrarianisation and Employment in Africa*, African Studies Centre, Leyde.
- > BRYCESON, D., KAY, C., et MOOIJ, J. (2000), *Disappearing Peasantries? Rural Labour in Africa, Asia and Latin America*, Intermediate Technology Publications, Londres.
- > BRYDEN, J. M., BELL, C., GILLIATT, I., HAWKINS, E., et MACKINNON, N. (1992), *Farm Household Adjustment in Western Europe 1987-1991*, Final report on the research programme on farm structures and pluriactivity, vol. 1 et 2, ATR/92/14, Commission européenne, Bruxelles.
- > BURAWOY, M. (2007), "Sociology and the fate of society", *View Point*, janvier-juillet. www.geocities.com/husociology/michaelb.htm?200711
- > BUTTEL, F. H. (2001), "Some reflections on late twentieth century agrarian political economy", *Sociologia Ruralis*, vol. 41, n° 2, p. 165-181.
- > BYRES, T. J. (1991), "The agrarian question and differing forms of capitalist transition: An essay with reference to Asia", in J. Breman et S. Mundle (dir.), *Rural Transformations in Asia*, Oxford University Press, Delhi, p. 3-76.
- > CAMAGNI, R. (2002), «Competitività territoriale, milieux locali e apprendimento collettivo: una contro riflessione critica», in R. Camagni et R. Capello (dir.), *Apprendimento Collettivo e Competitività Territoriale*, Franco Angeli, Milan.
- > CARON, P., et COTTY, T. Le (2006), "A review of the different concepts of multifunctionality and their evolution", *European Series of Multifunctionality*, n° 10, p. 1-19.
- > CASTELLS, M. (1998), *La Société en réseaux. L'ère de l'information*, Fayard.
- > CHARVET, J.-P. (1987), *Le Désordre alimentaire mondial. Surplus et pénuries: le scandale*, Hatier.
- > CHAYANOV, A. V. (1966), *The Theory of Peasant Economy* (édité par D. Thorner et al.), Manchester University Press, Manchester.
- > CIDA (1973), "Bodennutzung und Betriebsfuehrung in einer Latifundio-landwirtschaft", in E. Feder (dir.), *Gewalt und Ausbeutung, Lateinamerikas Landwirtschaft*, Hofmann und Campe Verlag, Hambourg.
- > CLAPP, J. (2012), *Food*, Polity Press, Cambridge.
- > COLDIRETTI (Movimento Giovanile) (1999), *Nuova impresa, idee ed evoluzione dei giovani agricoltori in Italia*, Edizione Tellus, Rome.
- > COLUMELLA, L. G. M., *L'arte dell'agricoltura*, Einaudi Editore, Torino, Italie, 1977.
- > COMMANDEUR, M. (2003), *Styles of Pig Farming: A Techno-Sociological Inquiry of Processes and Constructions in Twente and the Achterhoek*, WUR, Wageningen, Pays-Bas.
- > COMMISSION EUROPÉENNE (2011), *Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader)*. Disponible sur: http://ec.europa.eu/agriculture/cap-post-2013/legal-proposals/com627/627_fr.pdf

- > COMMISSIONE INTERNAZIONALE PER IL FUTURO DELL'ALIMENTAZIONE E DELL'AGRICOLTURA (2006), *Manifesto sul futuro del cibo*, ARSIA, Florence.
- > COUNTRYSIDE COUNCIL (Raad voor het Landelijk Gebied) (1997), *Ten Points for the Future: Advice on the Policy Agenda for the Rural Area in the Twenty-First Century*, RLG Publication, 97/2a, Amersfoort, Pays-Bas.
- > DANIEL, F.-J. (2008), *Administering multifunctional agriculture: a comparison between France and the Netherlands*, thèse, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas.
- > DANIEL, F.-J. (2011), "Action research and performativity: How sociology shaped a farmers' movement in the Netherlands", *Sociologia Ruralis*, vol. 51, n° 1, p. 17-34.
- > DANIEL, F.-J., et D. PERRAUD (2009), "The multifunctionality of agriculture and contractual policies. A comparative analysis of France and the Netherlands", *Journal of Environmental Management*, vol. 90, supplément 2, mai 2009, p. S132-S138.
- > DARRÉ, J.-P. (1985), *La Parole et la Technique. L'univers de pensée des éleveurs du Ternois*, L'Harmattan.
- > DÉCLARATION DE CORK (1996), *Un milieu rural vivant: conclusions de la Conférence européenne sur le développement rural*, Cork, Irlande, 7-9 novembre 1996.
- > DIJK, G. van (1990), *Is de tijd rijp voor milieucoöperaties?* NCR, Ryswick, Pays-Bas.
- > DIJK, G. van (2005), *Als 'de markt' faalt: inleiding tot coöperatie*, SDU Uitgevers bv., La Hague.
- > DIRKSEN, H., KLEVER, M., BROEKHUIZEN, R. van, PLOEG, J. D. van der, et OOSTINDIE, H. (2013), *Bouwen aan een betere balans: een analyse van bedrijfsstijlen in de melkveehouderij*, WUR/DMS, Wageningen, Pays-Bas.
- > DJURFELDT, G. (1996), "Defining and operationalizing family farming from a sociological perspective", *Sociologia Ruralis*, vol. 36, n° 3, p. 340-351.
- > DJURFELDT, G. (1999), "Essentially non-peasant? Some critical comments on post-modernist discourse on the peasantry", *Sociologia Ruralis*, vol. 39, n° 2, p. 262-270.
- > DOMÍNGUEZ GARCIA, L., FERNANDEZ, X. S., ALONSO MIELGO, A., RAMON MAULEÓN, J., RAMOS TRUCHERO, G., et RENTING, H. (2006), "Catching up with Europe: Rural development policies and practices in Spain", in D. O'Connor, H. Renting, M. Gorman et J. Kinsella (dir.), *Driving Rural Development in Europe – The Role of Policy: Case Studies from Seven EU Countries*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas.
- > DRIES, A. van der (2002), *The Art of Irrigation: The Development, Stagnation and Redesign of Farmer-Managed Irrigation Systems in Northern Portugal*, Circle for Rural European Studies, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas.
- > DVL (1998), *Verzeichnis der Regional-Initiativen: 230 Beispiele zur Nachhaltigen Entwicklung*, Deutscher Verband für Landschaftspflege, Ansbach, Allemagne.
- > EIZNER, N. (1985), *Les Paradoxes de l'agriculture française. Essai d'analyse à partir des États généraux du développement agricole, avril 1982-février 1983*, L'Harmattan.
- > ELLIS, F. (1993), *Peasant Economics: Farm Households and Agrarian Development* (Wye Studies in Agricultural and Rural Development), Cambridge University Press, Cambridge.
- > ELLIS, F. (2000), "The determinants of rural livelihood diversification in developing countries", *Journal of Agricultural Economics*, vol. 51, p. 289-302.
- > EVERS, A.G., M.H.A. DE HAAN, K. BLANKEN, J.G.A. HEMMER C. HOLLANDER, G. HOLSHOF and W. OUWELTJES (2007) *Results Low-cost Farm 2006*, Report no. 53, ASG/WUR, Lelystad.
- > ELLIS, F. (2000), *Rural Livelihoods and Diversity in Developing Countries*, Oxford University Press, Oxford.
- > FISCHLER, F. (1996), *Europe and its rural areas in the year 2000: Integrated rural development as a challenge for policy making*, discours d'ouverture de la Conférence européenne sur le développement rural: "Rural Europe-Future Perspectives", Cork.
- > FISCHLER, F. (1998), "Food and the environment: Agriculture's contribution to a sustainable society", in *WUR Compendium van een driedaagse confrontatie tussen wetenschap, samenleving en cultuur, 16, 17 en 18 april te Wageningen*, WAU, Wageningen, Pays-Bas.
- > FRANKS, J., et MCGLOIN, A. (2006), *Co-operative Management of the Agricultural Environment*, SAFRD, Newcastle upon Tyne, Royaume-Uni.
- > FRANZINI, G. (2004), *Il Crac Parmalat: storia del crollo dell'impero del latte*, Editore Riuniti, Rome.
- > FRIEDMANN, H. (2004), "Feeding the Empire: The pathologies of globalized agriculture", in R. Miliband (dir.), *The Socialist Register*, Merlin Press, Londres, p. 124-143.
- > FROUWS, J. (1993), *Mest en macht: een politiek-sociologische studie naar belangenbehartiging en beleidsvorming inzake de mestproblematiek in Nederland vanaf 1970*, Studies van Landbouw en Platteland n° 11, LUW, Wageningen, Pays-Bas.
- > GERRITSEN, P. R. W. (2002), *Diversity at Stake: A Farmers' Perspective on Biodiversity and Conservation in Western Mexico*, Circle for Rural European Studies, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas.
- > GOEDE, R. G. M. de, BRUSSAARD, L., et AKKERMANS, A. D. L. (2003), "On-farm impact of cattle slurry manure management on biological soil quality", *NJAS*, vol. 51, n° 1-2, p. 103-134.
- > GOEDE, R. G. M. de, VLIET, P. C. J. van, STELT, B. van der, VERHOEVEN, F. P. M., TEMMINGHOFF, E. J. M., BLOEM, J., DIMMERS, W. J., JAGERS OP AKKERHUIS, G. A. J. M., BRUSSAARD, L., et RIEMSDIJK, W. H. van (2004), *Verantwoorde Toepassing van Rundermest in Graslandbodems*, SV-411, SKB, Gouda.
- > GONZÁLEZ DE MOLINA, M., et GUZMÁN CASADO, G. (2006), *Tras los pasos de la insustentabilidad: agricultura y medio ambiente en perspectiva histórica (s. XVIII-XX)*, Icaria editorial, Barcelona.
- > GOODMAN, D. (2004), "Rural Europe redux? Reflections on alternative agro-food networks and paradigm change", *Sociologia Ruralis*, vol. 44, n° 1, p. 3-16.
- > GOODMAN, D., et WATTS, M. J. (1997), *Globalising Food: Agrarian Questions and Global*

Restructuring, Routledge, Londres.

- > GORGONI, M. (1980), « Il contadino tra azienda e mercato del lavoro : un modello teorico », *Rivista di Economia Agraria*, vol. 35, n° 4, p. 683-718.
- > GROOT, J. C. J., ROSSING, W. A. H., et LANTINGA, E. A. (2006), "Evolution of farm management, nitrogen efficiency and economic performance of dairy farms reducing External inputs", *Livestock Production Science*, vol. 100, p. 99-110.
- > GROOT, J. C. J., PLOEG, J. D. van der, VERHOEVEN, F. P. M., et LANTINGA, E. A. (2007), "Interpretation of results from on-farm experiments: Manure-nitrogen recovery on grass-land as affected by manure quality and application technique, 1, an agronomic analysis", *NJAS*, vol. 54, n° 3, p. 235-254.
- > GUZMÁN CASADO, G. I., et al. (2000), *Introducción a la agroecología como desarrollo rural sostenible*, Ediciones Mundi-Prensa, Madrid.
- > HAGEDORN, K. (2002), *Environmental Co-operation and Institutional Change: Theories and Policies for European Agriculture*, Elgar, Cheltenham, Royaume-Uni.
- > HALAMSKA, M. (2004), "A different end of the peasants", *Polish Sociological Review*, vol. 3, n° 147, p. 205-268.
- > HARDT, M., et NEGRI, A. (2000), *Empire*, Exils.
- > HEES, E., ROOIJ, S. de, et RENTING, H. (1994), *Naar lokale zelfregulering, samenwerkingsverbanden voor integratie van landbouw, milieu natuur en landschap*, Studies van Landbouw en Platteland 14, LUW, Wageningen, Pays-Bas.
- > HEIJMAN, W., HUBREGTSE M. H., et OPHEM, J. A. C. van (2002), "Regional economic impact of non-standard activities on farms: Method and application to the province of Zeeland in The Netherlands", in J. D. van der Ploeg, A. Long et J. Banks (dir.), *Living Countrysides: Rural Development Processes in Europe – The State of the Art*, Elsevier, Doetinchem, Pays-Bas.
- > HERVIEU, B. (2002) « La multifonctionnalité de l'agriculture : genèse et fondements d'une nouvelle approche conceptuelle de l'activité agricole », *Cahiers agricoles*, n° 11, pp. 415-419.
- > HEYNIG, K. (1982), « Principales enfoques sobre la economía campesina », *Revista de la CEPAL*, n° 16, p. 115-143.
- > HOLLOWAY, J. (2007), *Changer le monde sans prendre le pouvoir. Le sens de la révolution aujourd'hui*, Syllepse.
- > HOOGMA, R., KEMP, R., SCHOT, J., et TRUFFER, B. (2002), *Experimenting for Sustainable Transport: The Approach of Strategic Niche Management*, Spon Press, Londres.
- > IATP (1998), *Marketing Sustainable Agriculture: Case Studies and Analysis from Europe*, Institut des politiques du commerce et de l'agriculture, Minneapolis.
- > JOANNIDES, J., BERGAN, S., RITCHIE, M., WATERHOUSE, B., et UKAGA, O. (2001), *Renewing the Countryside*, Minnesota, Institut des politiques du commerce et de l'agriculture,

Minneapolis.

- > JOHNSON, H. (2004), "Subsistence and control: The persistence of the peasantry in the developing world", *Undercurrent*, vol. 1, n° 1, p. 55-65.
- > JOLLIVET, M. (2001), *Pour une science sociale à travers champs. Paysannerie, ruralité, capitalisme (France XX^e siècle)*, AP Éditions.
- > KAMEN, H. (2003), *Imperio : la forja de España como potencia mundial*, Aguilar, Madrid.
- > KAMP, A. van der and M. DE HAAN (2004) "High-tech farm and low cost farm in the Netherlands: What is the solution?", Paper for Djurhåls & Utfodringskonferens, ASG/WUR, Lelystad.
- > KAYSER, B. (1995), "The future of the countryside", in J. D. van der Ploeg et G. van Dijk, *Beyond Modernization: The Impact of Endogenous Rural Development*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas.
- > KEARNEY, M. (1996), *Reconceptualizing the Peasantry: Anthropology in Global Perspective*, Westview Press, Boulder, Colorado.
- > KEMP, R., SCHOT, J., et HOOGMA, R. (1998), "Regime shifts to sustainability through processes of niche formation: The approach of strategic niche management", *Technology Analysis and Strategic Management*, vol. 10, p. 175-196.
- > KEMP, R., RIP, A., et SCHOT, J. (2001), "Constructing transition paths through the management of niches", in R. Garud et P. Karnoe (dir.), *Path Dependence and Creation*, Lawrence Erlbaum Associates, Londres.
- > KIMBALL, S. T., et ARENSBERG, C. M. (1965), *Keeping the Name on the Land*, Harcourt, Brace & World, New York.
- > KINSELLA, J., WILSON, S., JONG, F. de, et RENTING, H. (2000), "Pluriactivity as a livelihood strategy in Irish farm households and its role in rural development", *Sociologia Ruralis*, vol. 40, n° 4, p. 481-496.
- > KINSELLA, J., BOGUE, P., MANNION, J., et WILSON, S. (2002), "Cost reduction for small-scale dairy farms in County Clare", in J. D. van der Ploeg, A. Long et J. Banks (dir.), *Living Countrysides: Rural Development Processes in Europe – The State of Art*, Elsevier, Doetinchem, Pays-Bas.
- > KNICKEL, K. (2006), "Agrarwende – agriculture at a turning point: Rural development practices and policies in Germany", in D. O'Connor, H. Renting, M. Gorman et J. Kinsella (dir.), *Driving Rural Development in Europe – The Role of Policy: Case Studies from Seven EU Countries*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas.
- > KNICKEL, K., et HOF, S. (2002), "Direct retailing in Germany: Farmers markets in Frankfurt", in J. D. van der Ploeg, A. Long et J. Banks (dir.), *Living Countrysides: Rural Development Processes in Europe – The State of the Art*, Elsevier, Doetinchem, Pays-Bas.
- > KORTEN, D. C. (2006), *Quand les multinationales gouvernent le monde*, Éditions Yves Michel, Gap.

- > LACROIX, A. (1981), *Transformations du procès de travail agricole. Incidences de l'industrialisation sur les conditions de travail paysannes*, INRA, Grenoble.
- > LANG, T., et HEASMAN, M. (2004), *Food Wars: The Global Battle for Mouths, Minds and Markets*, Earthscan, Londres, et Sterling, Virginie.
- > LANGTHALER, Ernst (2012), "Balancing between Autonomy and Dependence: Family Farming and Agrarian Change in Lower Austria, 1945-1980", in G. Bischof et F. Plasser (dir.), *Austrian Lives (Contemporary Austrian Studies XXI)*, New Orleans, p. 383-402.
- > LANNER, S. (1996), *Der Stolz der Bauern; die Entwicklung des ländlichen Raumes: Gefahren und Chancen*, Ibero & Molden Verlag / European University Press, Vienne.
- > LATOUR, B. (1994), "On technical mediation – philosophy, sociology, genealogy", *Common Knowledge*, vol. 3, n° 2, p. 29-64.
- > LAURENT, C., et RÉMY, J. (1998), "Agricultural holdings: Hindsight and foresight", *Études et recherches sur les systèmes agraires et le développement*, n° 31, p. 415-430.
- > LAW, J. (1994), *Organizing Modernity*, Blackwell Publishers, Oxford.
- > LEEUWIS, C. (1993), *Of Computers, Myths and Modelling: The Social Construction of Diversity, Knowledge, Information and Communication Technologies in Dutch Horticulture and Agricultural Extension*, LUW, Wageningen, Pays-Bas.
- > LÉNINE, V. I. (1969), *Le Développement du capitalisme en Russie*, Éditions sociales.
- > LIN, N. (1999), "Building a network theory of social capital", *Connections*, vol. 22, n° 1, p. 28-51.
- > LONG, N. (1985), "Creating space for change: A perspective on the sociology of development", *Sociologia Ruralis*, vol. 24, n° 3-4, p. 168-184.
- > LONG, N. (2007), "Resistance, agency and counter-work: A theoretical positioning", in W. Wright et G. Middendorf (dir.), *Food Fights*, Penn State University Press, Pennsylvanie.
- > LONG, N., et LONG, A. (1992), *Battlefields of Knowledge: The Interlocking of Theory and Practice in Social Research and Development*, Routledge, Londres.
- > MAK, G. (1996), *Hoe God verdween uit Jorwerd: een Nederlands dorp in de twintigste eeuw*, Uitgeverij Atlas, Amsterdam.
- > MARSDEN, T. (2003), *The Condition of Rural Sustainability*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas.
- > MARSDEN, T., BANKS, J., et BRISTOW, G. (2000), "Food supply chains approaches: Exploring their role in rural development", *Sociologia Ruralis*, vol. 40, n° 4, p. 424-438.
- > MARTINEZ-ALIER, J. (2002), *The Environmentalism of the Poor*, Edward Elgar, Cheltenham, Royaume-Uni.
- > MAZOYER, M., et ROUDART, L. (2002), *Histoire des agricultures du monde*, Seuil.
- > McMICHAEL, P. (dir.) (1994), *The Global Restructuring of Agro-Food Systems*, Cornell University Press, Ithaca, New York.
- > MENDRAS, H. (1970), *La Fin des paysans. Changement et innovations dans les sociétés rurales françaises*, Armand Colin.
- > MENDRAS, H. (1976), *Les Sociétés paysannes. Éléments pour une théorie de la paysannerie*, Armand Colin.
- > MIELE, M., *Creating Sustainability: The Social Construction of the Market for Organic Products*. Wageningen University, Wageningen. The Netherlands, 2001.
- > MILONE, P. (2004), *Agricoltura in transizione: la forza dei piccoli passi; un'analisi neo-istituzionale delle innovazioni contadine*, thèse de doctorat, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas.
- > MILONE, P., et VENTURA, F. (2000), "Theory and practice of multi-product farms: Farm butcheries in Umbria", *Sociologia Ruralis*, vol. 40, n° 4, p. 452-465.
- > MORGAN, K., et SONNINO, R. (2006), "Empowering consumers: the creative procurement of school meals in Italy and the UK", *International Journal of Consumer Studies*, vol. 31, n° 1, p. 19-25.
- > MOURIK, R. M. (2004), *Did Water Kill the Cows? The Distribution and Democratisation of Risk, Responsibility and Liability in a Dutch Agricultural Controversy on Water Pollution and Cattle Sickness*, Pallas Publications, université de Maastricht, Maastricht.
- > NEGRI, A. (2011), *Traversées de l'Empire*, L'Herne.
- > NETTING, R. Mc (1993), *Smallholders, Householders: Farm Families and the Ecology of Intensive, Sustainable Agriculture*, Stanford University Press, Stanford.
- > NFW (2004), *Intententieverklaring en werkprogramma*, NLTO, Drachten, Pays-Bas.
- > OCDE (ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES) (1996), *Actions concertées en faveur de l'agriculture durable*, COM/AGR/CA/ENV/EPOC(96)131, OCDE.
- > OCDE (2001), *Multifonctionnalité. Élaboration d'un cadre analytique*, AGR/CA/APM(2000)3/FINAL, OCDE. www.oecd.org
- > O'CONNOR, D., RENTING, H., GORMAN, M., et KINSELLA, J. (dir.) (2006), *Driving Rural Development: Policy and Practice in Seven EU countries*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas.
- > ONTITA, E. G. (2007), *Creativity in Everyday Practice: Resources and Livelihoods in Nyamira, Kenya*, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas.
- > OOSTERVEER, P. (2005), *Global Food Governance*, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas.
- > OOSTINDIE, H., et PARROTT, N. (2001), "Farmers' attitudes to rural development: results of a transnational survey", document de travail, Impact Programme. www.rural-impact.net
- > OOSTINDIE, H., PLOEG, J. D. van der, et RENTING, H. (2002), "Farmers' experiences with and views on rural development practices and processes: Outcomes of a transnational European survey", in J. D. van der Ploeg, A. Long et J. Banks (dir.), *Living Countrysides: Rural Development Processes in Europe – The State of the Art*, Elsevier, Doetinchem, Pays-Bas.
- > OOSTINDIE, H., PLOEG, J. D. van der, et BROEKHUIZEN, R. van (2013), *Buffercapaciteit: Bedrijfsstijlen in de melkveehouderij, volatiele markten en kengetallen*, ALFA/WUR, Wageningen,

Pays-Bas.

- > OSTI, G. (1991), *Gli innovatori della periferia, la figura sociale dell'innovatore nell'agricoltura di montagna*, Reverdito Edizioni, Turin.
- > OSTROM, E. (2010), *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, De Boeck, Bruxelles.
- > OTTATI, G. dei (1995), *Tra mercato e comunità: aspetti concettuali e ricerche empiriche sul distretto industriale*, Franco Angeli, Milan.
- > OWEN, W. F. (1966), "The double developmental squeeze on agriculture", *The American Economic Review*, vol. 56, p. 43-67.
- > PAIGE, J. (1975), *Agrarian Revolution: Social Movements and Export Agriculture in the Underdeveloped World*, The Free Press, New York.
- > PALERM, A. (1980), «Antropólogos y campesinos: orígenes y transformaciones», *Antropología y Marxismo*, Nueva Imagen, Mexico.
- > PAZ, R. (1999), «Campesinado, globalización y desarrollo: una perspectiva diferente», *Revista Europea de Estudios Rurales Latinoamericanos y del Caribe*, n° 66, Amsterdam.
- > PAZ, R. (2006), «El campesinado en el agro argentino: repensando el debate teórico o un intento de reconceptualización?», *Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe*, n° 81, Amsterdam, p. 3-23.
- > PEARSE, A. (1975), *The Latin American Peasant*, Frank Cass, Londres.
- > PEPPELENBOS, L. (2005), *The Chilean Miracle: Patrimonialism in a Modern Free Market Democracy*, thèse de doctorat, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas.
- > PÉREZ-VITORIA, S. (2005), *Les paysans sont de retour*, essai, Actes Sud, Arles.
- > PERNET, F. (1982), *Résistances paysannes*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble.
- > PLOEG, J. D. van der (1987), *La Ristrutturazione del lavoro agricolo*, présentation de Giuseppe Barbero, manchette de Bruno Benvenuti, Ricerche e Studi socio-economici, La Reda, Rome.
- > PLOEG, J. D. van der (1990), *Labour, Markets, and Agricultural Production*, Westview Special Studies in Agriculture Science and Policy, Westview Press, Boulder/San Francisco/Oxford.
- > PLOEG, J. D. van der (2000), "Revitalizing agriculture: Farming economically as starting ground for rural development", *Sociologia Ruralis*, vol. 40, n° 4, p. 497-511.
- > PLOEG, J. D. van der (2003), *The Virtual Farmer: Past, Present and Future of the Dutch Peasantry*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas.
- > PLOEG, J. D. van der (2006), *El Futuro Robado: tierra, agua y lucha campesina*, Instituto de Estudios Peruanos, Lima, Pérou.
- > PLOEG, J. D. van der (2007), "The mystery of the local in times of Empire", in J. van Ophem et C. Verhaar (dir.), *On the Mysteries of Research: Essays in Various Fields of Humaniora*, Fryske Akademy, Leeuwarden, Pays-Bas.

- > PLOEG, J. D. van der (2008), *The New Peasantries: Struggles for Autonomy and Sustainability in an Era of Empire and Globalization*, Earthscan, Londres.
- > PLOEG, J. D. van der (2012), "The genesis and further unfolding of farming styles research", *Historische Anthropologie*, vol. 20, cahier 3, thème : styles d'agriculture, p. 427-439.
- > PLOEG, J. D. van der, et LONG, A. (1994), *Born from Within: Practices and Perspectives of Endogenous Development*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas.
- > PLOEG, J. D. van der, et DIJK, G. van (1995), *Beyond Modernization: The Impact of Endogenous Development*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas.
- > PLOEG, J. D. van der, et ROOIJ, S. J. G. de (1999), "Agriculture in central and Eastern Europe: Industrialization or repeasantization?", in *Proceedings of the Research Conference on Rural Development in Central and Eastern Europe*, 6 décembre, Podbanska, Slovaquie.
- > PLOEG, J. D. van der, RENTING, H., BRUNORI, G., KNICKEL, K., MANNION, J., MARSDEN, T., ROEST, K. de, SEVILLA GUZMÁN, E., et VENTURA, F. (2000), "Rural development: From practices and policies towards theory", *Sociologia Ruralis*, vol. 40, n° 4, p. 391-408.
- > PLOEG, J. D. van der, FROUWS, J., et RENTING, H. (2002), "Self-regulation as new response to over-regulation", in J. D. van der Ploeg, A. Long et J. Banks (dir.), *Living Countrysides: Rural Development Processes in Europe – The State of Art*, Elsevier, Doetinchem, Pays-Bas.
- > PLOEG, J. D. van der, LONG, A., et BANKS, J. (dir.) (2002), *Living Countrysides: Rural Development Processes in Europe – The State of the Art*, Elsevier, Doetinchem, Pays-Bas.
- > PLOEG, J. D. van der, et RENTING, H. (2004), "Behind the 'redux': A rejoinder to David Goodman", *Sociologia Ruralis*, vol. 44, n° 2, p. 231-242.
- > PLOEG, J. D. van der, BENVENUTI, B., BUSSI, E., LOSI, G., PIAGNAGNOLI, C., et ROEST, C. de (2004), *Latte vivo: il lungo viaggio del latte dai campi alla tavola – Prospettive dopo il Parmacrack*, Diabasis, Reggio d'Émilie.
- > PLOEG, J. D. van der, VERSCHUREN, P., VERHOEVEN, F., et PEPELS, J. (2006), "Dealing with novel-ties: A grassland experiment reconsidered", *Journal of Environmental Policy and Planning*, vol. 8, n° 3, p. 199-218.
- > PLOEG, J. D. van der, LAURENT, C., BLONDEAU, F., et BONNAFOUS, P. (2009), "Farm diversity, classification schemes and multifunctionality", *Journal of Environmental Management*, vol. 90, supplément 2, p. S124-S131.
- > PLOEG, J. D. van der, et JINGZHONG, Ye, (2010), "Multiple job holding in rural villages and the Chinese road to development", *Journal of Peasant Studies*, vol. 37, n° 3, p. 513-530.
- > PLOEG, J. D. van der, JINGZHONG, Ye, et SCHNEIDER, S. (2012), "Rural development through the construction of new, nested, markets: comparative perspectives from China, Brazil and the European Union", *Journal of Peasant Studies*, vol. 39, n° 1, p. 133-173.
- > PORTELA, J., et CALDAS, J. C. (2003), *Portugal Chão*, Celta Editora, Oeiras, Portugal.
- > PRODI, R. (2004), «La sfida contadina», *La Stampa, Cultura e Spettacoli*, 23 mars-1^{er} avril 2004, p. 23.

- > PUTNAM, R. (1993), *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton University Press, Princeton.
- > RABBINGE, R. (2001), "Megatrends in landbouwontwikkeling en ruimtelijk beleid: Premissen, taboes, mythes, paradoxen en dilemma's", *Spil*, n° 173-174, p. 18-21.
- > RAUP, P. M. (1978), "Some questions of value and scale in American agriculture", *American Journal of Agricultural Economics*, mai, p. 303-308.
- > REINTJES, C., HAVERKORT, B., et WATERS-BAY, A. (2000), *Une agriculture pour demain. Introduction à une agriculture durable avec peu d'intrants externes*, Karthala.
- > REUS, J. (2007), *Improving Slurry by Diet Adjustments: A Novelty to Reduce N Losses from Grassland Based Dairy Farms*, thèse de doctorat, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas.
- > REUS, J., MEIJER, W. H., BAKKER, E. J., et LANTINGA, E. A. (2003), "Explorative research into quality of slurry manure from dairy farms with different feeding strategies", *NJAS / Wageningen Journal of Life Sciences*, vol. 51, p. 67-89.
- > REUS, J., SONNEVELD, M. P. W., POL, A. van der, VISSER, M. de, et LANTINGA, E. A. (2005), *Nitrogen Utilisation of Cattle Slurry in Field and Pot Experiments Originating from Different Diets*, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas.
- > REMMERS, G. (1998), *Con cojones y maestría: un estudio sociológico-agronómico acerca del desarrollo rural endógeno y procesos de localización en la Sierra de la Contraviesa (España)*, Wageningen Studies on Heterogeneity and Relocalization, 2, CERES, LUW, Wageningen, Pays-Bas.
- > RENTING, H., et PLOEG, J. D. van der (2001), "Reconnecting nature, farming and society: Environmental cooperatives in The Netherlands as institutional arrangements for creating coherence", *Journal of Environmental Policy and Planning*, vol. 3, n° 2, p. 85-102.
- > RICHARDS, P. (1985), *Indigenous Agricultural Revolution: Ecology and Food Production in West Africa*, Unwin Hyman, Londres.
- > RIP, A., et KEMP, R. (1998), "Technological change", in S. Rayner et E. L. Malone (dir.), *Human Choice and Climate Change*, vol. 2, Battelle Press, Columbus, p. 327-399.
- > RIOUFOL, V., et S. WARTENA (2011), «Terre de Liens», in *Access to Land for Community Connected Farming: Seven Case Studies from the UK, Germany, Romania, France, Lithuania and Italy*, p. 47-64. <http://www.forum-synergies.eu/rubrique62.html>
- > ROEP, D. (2002), "Value of quality and region: The Waddengroup Foundation", in J. D. van der Ploeg, A. Long et J. Banks (dir.), *Living Countrysides: Rural Development Processes in Europe – The State of Art*, Elsevier, Doetinchem, Pays-Bas.
- > ROEP, D., et WISKERKE, H. (2004), "Reflecting on novelty production and niche management in agriculture", in H. Wiskerke et J. D. van der Ploeg (dir.), *Seeds of Transition*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas.
- > ROGERS, E. M., et SHOEMAKER, F. (1971), *Communiation of Innovations: A Cross-Cultural Approach*, The Free Press, New York, et Collier-MacMillan Ltd, Londres.
- > ROOIJ, S. de (1992), *Werk van de Tweede Soort: Boerinnen in de Melkveehouderij*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas.
- > ROOIJ, S. de (2005), "Environmental cooperatives: A farming strategy with potential", *Compas Magazine*, n° 8, ETC Leusden, p. 5-10.
- > ROOIJ, S. de, BROUWER, E., et BROEKHUIZEN, R. van (1995), *Agrarische Vrouwen en bedrijf-sontwikkeling*, LUW/WLTO, Wageningen, Pays-Bas.
- > ROSS, M. (1999), "The political economy of the resource curse", *World Politics*, vol. 51, n° 2, p. 297-232.
- > RUSSI, L. (2013), *Hungry Capital: The Financialization of Food*, John Hunt Publishing Zero Books, Londres.
- > SABOURIN, E. (2012), *Organisations et sociétés paysannes : une lecture par la réciprocité*. Quae, Versailles.
- > SACCOMANDI, V. (1990), «Presentazione», in J. D. van der Ploeg (dir.), *Lo Sviluppo tecnologico in agricoltura: il caso della zootecnica, INEA: studi e ricerche*, Il Mulino, Bologne.
- > SACCOMANDI, V. (1998), *Agricultural Market Economics: A Neo-Institutional Analysis of Exchange, Circulation and Distribution of Agricultural Products*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas.
- > SACHS, J., et WARNER, A. M. (2001), "Natural resources and economic development: The curse of natural resources", *European Economics Review*, vol. 45, p. 827-838.
- > SALAMON, S. (1985), "Ethnic communities and the structure of agriculture", *Rural Sociology*, vol. 50, n° 3, p. 323-340.
- > SARE (2001), *The New American Farmer: Profiles of Agricultural Innovation*, programme Sustainable Agriculture Research and Education (SARE) du ministère de l'Agriculture des États-Unis. www.sare.org/newfarmer/toc.htm
- > SCETRI, R. (dir.) (2001), *Novità in campagna: innovatori agricoli nel sud Italia*, ACLI Terra/ IREF, Rome.
- > SCHEJTMAN, A. (1980), «Economía campesina: lógica interna, articulación y persistencia», *Revista de la CEPAL*, n° 11, p. 121-140.
- > SCHMITZBERGER, I., WRBKA, T., STEURER, B., ASCHENBRENNER, G., PETERSEIL, J., et ZECHMEISTER, H. G. (2005), "How farming styles influence biodiversity maintenance in Austrian agricultural landscapes", *Agriculture Ecosystems & Environment*, vol. 108, p. 274-290.
- > SCHNABEL, P. (2001), *Waarom blijven boeren? Over voortgang en beëindiging van het boerenbedrijf*, Sociaal Cultureel Planbureau, La Hague, Pays-Bas.
- > SCHNEIDER, S. (2006), *A diversidade da agricultura familiar*, UFRGS Editora, Porto Alegre.
- > SCHUIJT, H. (2000), *Pioneers in Agriculture: A Study on Direct Sales and on Farm Transformation in the Province Gelderland*, Rural Sociology Group, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas.

- > SCHULTZ, T. W. (1964), *Transforming Traditional Agriculture*, Yale University Press, New Haven.
- > SCHUTTER, O. de (2011), How not to think of land-grabbing: three critiques of large-scale investments in farmland, in *The Journal of Peasant Studies*, vol. 38, n° 2 p. 249-279.
- > SCOTT, J. C. (1985), *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*, Yale University Press, New Haven / Londres.
- > SCOTT, J. C. (1998), *Seeing like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, Yale University Press, New Haven/London.
- > SCOTT, J. C. (2013), *Zomia, ou l'art de ne pas être gouverné*, Seuil.
- > SEVILLA GUZMÁN, E. (2006), *Desde del pensamiento social agrario: perspectivas agro-ecológicas del instituto de sociología y estudios campesinos*, Servicio de Publicaciones, université de Cordoue, Cordoue.
- > SEVILLA GUZMÁN, E. (2007), *De la sociología rural a la agroecología: perspectivas Agroecológicas*, Icaria Editorial, Barcelone, Espagne.
- > SHANIN, T. (1971), *Peasants and Peasant Societies*, Penguin Books, Harmondsworth, Royaume-Uni.
- > SHANIN, T. (1972), *The Awkward Class: Political Sociology of Peasantry in a Developing Society: Russia 1910-1925*, Clarendon Press, Oxford.
- > SLEE, B., GIBBON, D., et TAYLOR, J. (2006), *Habitus and Style of Farming in Explaining the Adoption of Environmental Sustainability-Enhancing Behaviour*, Countryside and Community Research Unit, université du Gloucestershire, Cheltenham.
- > SLICHER VAN BATH, B. H. (1978), "Over boerenvrijheid (inaugurele rede Groningen, 1948)", in B. H. Slicher van Bath et A. C. van Oss (dir.), *Geschiedenis van Maatschappij en Cultuur*, Basisboeken Ambo, Baarn, Pays-Bas.
- > SMEDING, F. W. (2001), *Steps Towards Food Web Management on Farms*, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas.
- > SMIT, J. (2004), *Het Drama Ahold*, Uitgeverij Balans, Amsterdam, Pays-Bas.
- > SONNEVELD, M. P. W. (2004), *Impressions of Interactions: Land as a Dynamic Result of Co-Production between Man and Nature*, thèse de doctorat, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas.
- > SRA (2006), *Benchmark Melkveehouderij 2005*, SRA, Nieuwegein, Pays-Bas.
- > STRANGE, M. (1985), *Family Farming: A New Economic Vision*, University of Nebraska Press, Lincoln/Londres, et Institute for Food and Development Policy, San Francisco.
- > STUIVER, M., PLOEG, J. D. van der, et LEEUWIS, C. (2003), "The VEL and VANLA co-operatives as field laboratories", *NJAS*, vol. 51, n° 1-2, p. 27-40.
- > SWAGEMAKERS, P. (2008), *Ecologisch kapitaal: over het belang van aanpassingsvermogen, flexibiliteit en oordeelkundigheid*, thèse, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas.
- > SWAGEMAKERS, P., et H. WISKERKE (2009), "Linking birds, fields and farmers", *Journal of Environmental Management*, vol. 90, p. 5185-5192.
- > TEPICHT, J. (1973), *Marxisme et agriculture. Le paysan polonais*, Armand Colin.
- > TOLEDO, V. M. (1990), "The ecological rationality of peasant production", in M. Altieri et S. Hecht (dir.), *Agroecology and Small Farm Development*, CRC Press, Ann Arbor, Michigan.
- > TOLEDO, V. M. (1992), «La racionalidad ecologica de la produccion campesina», in E. Sevilla Guzmán et M. Gonzalez de Molina (dir.), *Ecologia, campesinado e historia*, Las Ediciones de la Piqueta, Madrid.
- > TOLEDO, V. M. (1994), *La Apropiación campesina de la naturaleza: un análisis etno-ecológico*, thèse de doctorat, faculté des sciences, UNAM, Mexique.
- > TOLEDO, V. M. (1995), *Campesinidad, agroindustrialidad, sostenibilidad: los fundamentos ecológicos e históricos del desarrollo rural*, Cuadernos de Trabajo 3, Grupo Interamericano para el Desarrollo Sostenible de la Agricultura y los Recursos Naturales, Mexique.
- > ULLRICH, O. (1979), *Weltniveau*, Rotbuch Verlag, Berlin.
- > VENTURA, F. (1995), "Styles of beef cattle breeding and resource use efficiency in Umbria", in J. D. van der Ploeg et G. van Dijk (dir.), *Beyond Modernization: The Impact of Endogenous Rural Development*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas.
- > VENTURA, F. (2001), *Organizzarsi per sopravvivere: un analisi neo-istituzionale dello sviluppo endogeno nell'agricoltura Umbra*, thèse de doctorat, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas.
- > VENTURA, F., et P. MILONE (2004), "Novelty as a redefinition of farm boundaries", in H. Wiskerke et J. D. van der Ploeg (dir.), *Seeds of Transition*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas, p. 54-92.
- > VENTURA, F., et MILONE, P. (2005), *Traiettorie di sviluppo: il sostegno a modelli di sviluppo endogeno: dall'esperienza del distretto viti-vinicolo di Montefalco alla valorizzazione dell'area della Valnerina*, CESAR, Assise.
- > VENTURA, F., et MILONE, P. (2007), *I Contadini del Terzo Millennio*, Franco Angeli, Milan, Italie.
- > VENTURA, F., MILONE, P., et PLOEG, J. D. van der (2007), *Qualità della vita fuori città*, AMP Editore, Pérouse.
- > VERA-DELGADO, J. (2011), *The ethno-politics of water security: contestations of ethnicity and gender in strategies to control water in the Andes of Peru*, thèse, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas.
- > VERHOEVEN, F. P. M., REIJ, J. W., et PLOEG, J. D. van der (2003), "Re-balancing soil-plant-animal interactions: Towards reduction of nitrogen losses", *NJAS*, vol. 51, n° 1-2, p. 147-164.
- > WARTENA, D. (2006), *Styles of Making a Living and Ecological Change on the Fon and Adja Plateaux in South Benin, ca 1600-1900*, thèse de doctorat, université de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas.

- > WEIS, T. (2007), *The Global Food Economy: The Battle for the Future of Farming*, Zed Books, Londres.
- > WILLIS, S., et CAMPBELL, H. (2004), "The chestnut economy: The praxis of neo-peasantry in rural France", *Sociologia Ruralis*, vol. 44, n° 3, p. 317-332.
- > WILSON, S., MANNION, J., et KINSELLA, J. (2002), "The contribution of part-time farming to living countrysides in Ireland", in J. D. van der Ploeg, A. Long et J. Banks (dir.), *Living Countrysides: Rural Development Processes in Europe – The State of Art*, Elsevier, Doetinchem, Pays-Bas.
- > WISKERKE, J. S. C., BOCK, B. B., STUIVER, M., et RENTING, H. (2003), "Environmental co-operatives as a new mode of rural governance", *NIAS*, vol. 51, n° 1-2, p. 9-26.
- > WISKERKE, J. S. C., et PLOEG, J. D. van der (dir.) (2004), *Seeds of Transition: Essays on Novelty Production, Niches and Regimes in Agriculture*, Royal van Gorcum, Assen, Pays-Bas.
- > WOLF, E. (1966), *Peasants*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, New Jersey.
- > WOLF, E. (1974), *Les Guerres paysannes du xx^e siècle*, Maspero.
- > WOLLESWINKEL, A. P., ROEP, D., CALKER, K. J. van, ROOIJ, S. J. G. de, et VERHOEVEN, F. P. M. (2004), *Atlas van innoverende melkveehouders, Veelbelovende vertrekpunten bij het verduurzamen van de melkveehouderij*, WUR, Wageningen, Pays-Bas.
- > WRIGLEY, N., et LOWE, M. S. (1996) (dir.), *Retailing, Consumption and Capital: Towards a New Retail Geography*, Longman, Harlow, Royaume-Uni.
- > YOTOPOULOS, P. A. (1974), "Rationality, efficiency and organizational behaviour through the production function: Darkly", *Food Research Institute Studies*, vol. 13, n° 3, p. 263-273.
- > ZANDEN, J. L. van (1985), *De Economische Ontwikkeling van de Nederlandse Landbouw in de Negentiende Eeuw, 1800-1914*, AAG Bijdragen, Landbouwwuniversiteit, Wageningen, Pays-Bas.
- > ZHANG, X., XING, L., FAN, S., et LUO, X. (2007), *Resource Curse and Regional Development in China*, IFPRI, Washington.
- > ZIEGLER, J. (2005), *L'Empire de la honte*, Fayard.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS - Paul Nicholson	7
--------------------------------------	---

PRÉFACE - Olivier de Schutter	11
--------------------------------------	----

I. LE CONTEXTE	19
> L'industrialisation	24
> La repaysannisation	26
> La désactivation	27
> Les relations entre les constellations et les processus	28
> La crise à venir	29
> Description plus détaillée des empires alimentaires	32
> Les empires alimentaires en tant que phénomène de niveau 3	37
> Quels sont les signes distinctifs des empires alimentaires ?	42

II. QU'EST-CE QUE LA PAYSANNERIE ?	45
> Une science « grossière »	47
> Une définition exhaustive de la condition paysanne	51
> La coproduction	52
> La base de ressources	54
> Structurer les relations avec les marchés de façon à rendre l'autonomie possible	56
> La survie	58
> Le renforcement de la base de ressources	58
> Réduire la dépendance	59
> Lutter pour l'autonomie	60
> La pluriactivité	61
> Les structures de coopération	62

> Points communs, différenciations et changements	64
> Différenciation et degrés de paysanneté	65
> Les paysans du centre	68
> De la condition paysanne aux pratiques agricoles paysannes	73

III. PAYSANS ET ENTREPRENEURS	81
> Artificialisation contre coproduction	82
> Dépendance vis-à-vis des marchés contre lutte pour l'autonomie	84
> Entrepreneuriat contre savoir-faire	86
> Augmentation d'échelle contre intensification par le travail	89
> Spécialisation contre multifonctionnalité	91
> La structuration sociale du temps : continuité contre rupture	93
> Augmentation contre limitation de la production de valeur ajoutée	94
> L'économie politique de l'agriculture entrepreneuriale	98
> Des dégradations multiples	99
> L'hétérogénéité repensée	102
> La fragilité de l'agriculture entrepreneuriale à l'époque de la mondialisation et de la libéralisation	105

IV. LE DÉVELOPPEMENT RURAL, OU LES EXPRESSIONS

DE LA REPAYSANNISATION EN EUROPE	117
> Les mécanismes de la repaysannisation	118
> Ampleur et impact	127
> La qualité de vie dans les zones rurales	133
> Les nouveaux types de technologies paysannes	139
> La construction de nouveaux marchés nichés	144
> La repaysannisation en tant que lutte sociale	147

V. LA LUTTE POUR L'AUTONOMIE À DES NIVEAUX PLUS LARGES

GRÂCE AUX COOPÉRATIVES TERRITORIALES	151
> Qu'est-ce qu'une coopérative territoriale ?	153
> Une brève histoire de NFW	156
> Les dimensions de la gestion de niche stratégique	172

VI. LE PRINCIPE PAYSAN	177
> L'Empire et la paysannerie	178
> La résistance	181
> Reconstituer la paysannerie	184
> Le « principe paysan »	186
> La crise agraire et le principe paysan	190
> Les décennies à venir	194

BIBLIOGRAPHIE	199
----------------------	-----

